THÉORIE DU TRAVAIL.

ORLÉANS, IMP. D'ALPHONSE GATINEAU.

THÉORIE

DU

TRAVAIL,

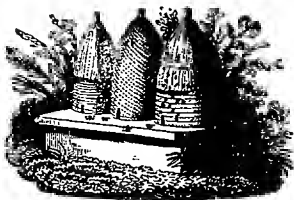
PAR M. DE TELLAM,

Membre correspondant de plusieurs Académies de Villages.

Improbus labor omnia vincit.



TOME PREMIER.



ORLÉANS,

CHEZ ALPHONSE GATINEAU, IMPRIMEUR-LIBRAIRE,

rues Royale et Jeanne-d'Arc.

1845.

AVIS DE L'ÉDITEUR.

Comme cet ouvrage se préparait pour l'impression, M. de Tellam a payé le tribut à la nature. Ses héritiers, fidèles à sa volonté, nous ont chargé de le mettre au jour. Nous pensons faire chose utile au public, aux gouvernements, de publier une œuvre qui nous a paru remarquable sous plusieurs points de vue.

L'auteur a combattu les principaux économistes de l'Europe; s'il les a nommés, ce

n'a été qu'à regret; leurs systèmes lui ont paru erronés. Il en a formulé un nouveau : celui-ci est-il lui-même meilleur ? Nous l'ignorons. Nous ne nous croyons pas assez instruit, assez éclairé en économie politique pour avoir un sentiment décidé : mais ceux qui ont le loisir, pourront se prononcer pour l'un de ces systèmes ou pour les autres. Il est bon qu'une cause soit défendue et attaquée; c'est un moyen pour les juges de ne pas se tromper dans leur jugement, quand ils n'accordent rien aux passions, ce qui malheureusement n'arrive que trop souvent. De même que le soleil ne peut pénétrer avec ses rayons ardents les nuées sombres et épaisses, de même la vérité ne peut se faire jour au milieu des nombreuses erreurs qui l'environnent.



AVIS DE L'AUTEUR

AU LECTEUR.

Inconnu, vivant dans le fond de la province, je n'ai jamais recherché les distinctions, la célébrité; je ne les recherche pas encore en publiant cet ouvrage. J'ai cru qu'il pouvait être utile; j'ai vaincu ma répugnance à monter sur le théâtre du monde.

J'ai mis trente-cinq ans à le méditer; ce n'est donc pas l'œuvre d'un jeune homme. La matière est abstraite; j'ai fait ce que j'ai pu pour me faire comprendre.

Ce n'est point une œuvre littéraire; ma position m'a éloigné du commerce des hommes instruits avec lesquels le langage s'épure; je demande donc grâce sur tout ce que l'on pourra reprocher au style, sur mes obscurités, sur mes défauts de précision, etc.

Il n'en est pas de même des idées, du système que je publie : quand vous l'aurez étudié mûrement, quand vous aurez saisi l'ensemble, les liaisons de toutes ses parties, condamnez-le à haute voix s'il le mérite : approuvez-le aussi à haute voix s'il trouve en vous quelque bienveillance; votre approbation ne m'arrivera que dans le céleste séjour, vous voyez qu'elle ne m'enivrera pas d'orgueil.

N'ayez pas plus de crainte d'être novateur en économie politique en m'approuvant, si j'ai raison, à la face du public, que

je n'en ai éprouvé en écrivant cet ouvrage.

Je dois avoir des adversaires, je m'en console et ne m'en afflige pas : tout système nouveau en a; on ne le comprend pas toujours; néanmoins on le juge par passion, par état ou par légèreté. Le mien en aura donc. Quand on s'est imbu des principes d'une autre école, est-il donc facile d'avouer que, pendant toute la vie, on a mal apprécié toutes les relations des hommes, que le jugement en nous a été faussé par des sophismes très-logiquement déduits et donnés avec assurance aux esprits les mieux faits; j'aurai donc ces adversaires ou plutôt ils se tairont, pensant bien que le silence fera méconnaître mon ouvrage, le livrera à l'obscurité; que là insensiblement il y disparaîtra, et qu'ils régneront désormais seuls et sans crainte pour leur empire sur l'économie politique.

Oh! en vérité, ces calculs, s'ils doivent avoir lieu, ne me touchent pas. Si ma voix ne peut faire entendre la vérité, d'autres un jour y parviendront, c'est ma seule attente, mon unique but.

Si j'avais écrit toutes mes pensées, cet ouvrage aurait été plus considérable ; mais je me suis rappelé la sentence d'Horace : *Ad eventum festina* ; et je me suis borné à ne dire que les points capitaux de mon sujet ; l'accessoire, chacun le pensera à sa guise.



INTRODUCTION.



Les économistes ne sont pas d'accord sur ce qu'est la richesse. Les uns, Smith, entre autres, la regardent comme le résultat du travail, comme la capacité de pouvoir dépenser, et en même temps pensent qu'on peut l'accumuler; d'autres, comme M. Rossi, pensent que la production de la richesse est la transformation de quelque chose qui est en quelque chose qui n'était pas; et en même temps ils pensent qu'on peut détruire des capitaux; ailleurs ils disent que les trilles d'une cantatrice,

les battements d'une danseuse sont des richesses, que l'air, que la lumière sont des richesses; d'autres, comme M. Garnier, traducteur de Smith, pensent que le travail appliqué à la terre donne un surplus de produit au-delà des dépenses pour l'alimenter, qui ajoute à la masse des richesses déjà existantes. Je passe d'autres idées sur la richesse qu'ont eues divers autres auteurs. Le peu d'accord de celles qui précèdent suffit pour faire reconnaître que les économistes n'ont pas encore sérieusement examiné ce point, et qu'il est temps de lui prêter son attention pour le faire sortir du vague qui nuit à sa parfaite connaissance.

Si on recherche chez les anciens économistes ce que sont des capitaux, on n'obtient aussi qu'une définition incomplète et erronée, telle que celle de l'accumulation de valeurs soustraites à la consommation improductive, et pour ajouter à l'obscurité, on voit de nos jours de nouveaux économistes prétendre que les banques par leur papier de circulation fournissent de nouveaux capitaux, que la conversion des rentes de l'état doit procurer à l'agriculture et au commerce les capitaux qui paraissent leur manquer plus qu'ils ne leur manquent réellement.

La définition des capitaux par Say m'a donc

paru erronée, quand il restreint le sens de cette définition à une accumulation de valeurs soustraites à la consommation improductive, tandis qu'au contraire ils sont l'accumulation momentanée de toutes les valeurs qui arrivent successivement en quelques mains par l'effet de toutes les consommations productives ou improductives.

Si on veut aller plus loin dans la recherche d'un point principal de l'économie politique, je veux dire des profits, on n'obtient qu'un nuage que la sagacité des lecteurs ne peut percer; c'est, dit-on, la part que chaque producteur retire de la valeur d'un produit créé, en échange du service qui a contribué à la création de ce produit. Nous disons que cela n'est pas une définition, mais une application. En effet, si 10, 20, 50 personnes tirent successivement profit d'une même marchandise, qui donc leur paie ce profit? de quelle source le consommateur en tire-t-il lui-même la valeur pour le solder?

Je ne m'arrête ici que légèrement sur ces points pour montrer seulement qu'ils exigent une nouvelle attention, car la solution qu'on peut leur donner doit dominer sur les développements successifs de la matière que j'entre-

prends de traiter. Je poursuis mes idées sur la riehesse.

Le travail est la seule richcsse des peuples, il n'en existe pas d'autre; s'il en existait une quelqne part, son accumulation serait immense. Par exemple, la Chine qui subsiste comme royaume, depuis des milliers d'années, vu son immense population de trois eent millions d'hommes, en supposant que ehaeun d'eux eût économisé ehaque année 10 fr., la somme de sa riehesse serait presque inexprimable; pour qu'elle existât, quelle immense quantité d'or, d'argent, de marchandises de toute sorte, ne faudrait-il pas supposer entassée dans les eaisses et les magasins des négociants, des eapitalistes, ete. : mais ce qui se voit en Franee nous met à découvert eette prétendue richesse. Supposons que le travail cesse pendant un an, il pourrait n'en exister plus; toutes les denrées suseeptibles de nous nourrir, toutes les marehandises suseeptibles de nous vêtir, tout serait consommé. Quelques bijoux et quelques meubles resteraient cependant; eomme ils n'auraient plus de valeur, ils ne seraient plus riehesse. La terre, l'or et l'argent ne produisant plus rien, ne seraient plus des riehesses; cet or et eet argent auraient du reste disparu du

pays, afin de lui procurer des subsistances que son travail ne lui aurait plus procuré; ainsi cet or, cet argent qui n'étaient venus en France qu'en échange de son travail, seraient retournés vers les lieux d'où ils étaient venus, comme l'échange véritable d'un travail contre un travail.

L'Angleterre si puissamment riche par quelques individus ne fait pas même exception à l'exemple que nous donnons. L'Angleterre n'est riche par quelques citoyens que de la pauvreté de la multitude; elle n'a de richesse véritable par son travail que ce que la totalité de sa population insulaire et coloniale consomme et produit chaque année.

A la vérité, la quantité des produits du travail varie avec la civilisation des peuples. Un peuple nouvellement sorti des déserts, encore un peu barbare, produit moins de choses qu'un peuple lancé depuis longtemps dans les voies de la civilisation; mais est-ce à dire pour cela que l'un est moins riche que l'autre. On se tromperait, si on le disait. Ce peuple nouveau, dont l'épinglier ne fait qu'une épingle par jour, vend cette épingle aussi cher que l'épinglier des peuples civilisés vend les quatre mille huit cents épingles qu'il fait. Cette épingle est pour lui une richesse aussi considérable que

les 4800 pour l'autre épinglier ; en la vendant, il se procure les moyens de satisfaire aux mêmes besoins que l'épinglier de la nation civilisée ; celui qui achète une épingle produit d'un jour, la paie avec le travail d'un jour qui a produit l'objet qu'il échange contre cette épingle : il donne moins de travail et en aussi petite quantité quand cette épingle a changé de valeur en devenant l'objet d'un moindre travail.

Un peuple nouveau est toujours répandu sur une si grande surface de pays, que chaque individu est comme isolé ; les arts, la civilisation ne peuvent donc se développer chez lui que quand la population s'agglomère, et c'est alors que le désir des jouissances fait chercher dans le travail tous les moyens de produire en plus grande quantité ; ainsi d'un côté le travail procure la satisfaction des besoins naturels, et de l'autre la civilisation procure la satisfaction des jouissances, d'où il s'ensuit que dans l'un et l'autre temps le travail ne procure que la même somme de richesses, quoique les jouissances du peuple civilisé soient plus grandes que celles du peuple nouveau : ainsi que le travail procure dans un temps peu d'objets, et en d'autres qu'il en procure beaucoup, il produit toujours la même richesse, c'est-à-

dire les mêmes moyens de subsistances pour l'ouvrier.

Quand je parle de civilisation, je n'entends parler que de celle qui concerne l'économie politique, le développement des forces productrices pour la satisfaction de nos besoins. Celle-là est la civilisation des sensations; comme telle, elle est indéfinie et perfectible au plus haut dégré; et madame de Staël avait raison quand elle en a soutenu la possibilité; mais la plupart des hommes ont confondu cette civilisation avec la civilisation morale qui est au contraire parfaite dans le cœur de l'homme soumis à une religion : celle-ci est toute de sentiment.

On a été d'autant plus facilement disposé à se tromper sur la nature de la richesse, que l'on a pensé qu'elle était la même pour les peuples comme pour les particuliers, qu'elle se formait des mêmes éléments chez les uns et les autres. On voyait ceux-ci accumuler des richesses, et on a pensé aussi que les nations pouvaient accumuler des richesses; ce fait cependant ne peut être vrai à l'égard des nations, qui en masse ne peuvent jamais accumuler comme des particuliers; pour qu'il soit vrai à l'égard de ceux-ci, il faut que les particuliers vendent à d'autres particuliers étrangers leur travail plus cher qu'ils ne paient

le leur, c'est-à-dire qu'ils donnent moins de moyens de travail qu'ils n'en reçoivent : ainsi ils deviennent riches de ce que les autres ne possèdent plus, et il faut qu'ils prêtent aux particuliers appauvris ces moyens de travail pour les faire travailler et subsister.

Si nous pensons donc que le travail annuel d'une nation nouvelle, lui fournit tous les objets propres à la conservation de la vie, que les objets de luxe sont toujours le produit immédiat de son travail, lorsqu'ils sont achetés des autres nations avec ce produit, nous croyons de même que le travail annuel d'une nation éclairée par la civilisation lui fournit tous les objets propres à la conservation de la vie et à la satisfaction de ses désirs ou de ses jouissances.

Comme le produit du travail ou ce qui est acheté avec ce produit est toujours en proportion avec le nombre des consommateurs, parce que tous les consommateurs sont toujours producteurs directs ou indirects, les nations sont dans tous les temps pourvues de toutes les choses commodes ou nécessaires à la vie qu'elles veulent se procurer.

Chez toutes les nations, la proportion des consommateurs et des producteurs est irrévocablement fixée par la population. La dextérité,

l'habileté, l'intelligence dans l'application du travail que la civilisation développe dans quelques-unes, lorsqu'elles sont communes à tous leurs habitants, ne leur donnent aucun avantage intérieur, il n'y a que dans le commerce extérieur avec des nations moins civilisées, que cette même dextérité peut leur procurer quelque supériorité. Toute nation donc, quels que soient son sol, son climat, l'étendue de son territoire, possédera toute la provision annuelle, relativement à sa position particulière, nécessaire à ses besoins de subsistances et de jouissances.

L'infériorité du travail d'un individu chez une nation, relativement à la supériorité du travail des autres individus de cette même nation, le prive de moyens d'existence. Il faut qu'il se mette à l'unisson ou qu'il disparaisse pour faire place à un plus intelligent.

Nous ne devons pas ici comparer la position du sauvage à celle de l'homme civilisé ou même qui commence à l'être. Le sauvage n'est pas encore à l'état de nation, et le travail utile de la chasse et de la pêche n'est pas assez régulier pour être mis en parallèle avec celui des ouvriers de toute nation. Mais cette flèche, cette ligne qu'il possède n'en sont pas moins une richesse, pour lui, qu'il n'échangerait pas contre d'autres

richesses. Son état de pauvreté est relatif; lui ne se considère pas comme pauvre, quand il possède un arc et une ligne ; mais il n'a que la richesse qu'il a voulu produire, qu'il a produite par le travail, celle qui lui assure la subsistance ; celle qu'il n'a pas, il la devra un jour à un travail plus continu, déterminé par la civilisation.

Chez les nations civilisées, quoiqu'il y ait un grand nombre d'individus qui consomment et ne se livrent à aucun travail manuel, le produit du travail de la masse générale suffit pour leur donner des moyens d'existence. Mais ces individus qui consomment sans se livrer à un travail manuel, ou possèdent des moyens qui alimentent le travail, ou se livrent le plus souvent à des études qui rendent le travail manuel plus productif, et c'est par cette augmentation de produit qu'ils trouvent leurs subsistances et leurs jouissances.

Je ne mets ici en avant que quelques points de mes dissentiments avec mes devanciers. J'appelle ainsi l'attention du lecteur sur toutes les questions de la matière.

Les causes qui créent et qui perfectionnent par le travail les facultés productives, et l'ordre suivant lequel son produit se distribue naturellement entre les différentes classes et sortes

de personnes dont se compose la société, feront la matière de la première partie de cet ouvrage.

Ainsi, je montrerai que quel que soit dans une nation l'état actuel de son habileté, de sa dextérité, de son intelligence dans l'application du travail, tant que cet état reste le même, la constance de sa provision annuelle sera nécessairement le résultat de la proportion de ses consommateurs et de ses producteurs; que le nombre des producteurs est partout, en proportion des moyens de travail qui peuvent les mettre en œuvre.

La seconde partie de cet ouvrage traite de la nature des moyens du travail que les économistes appellent capitaux et de la manière dont ils se transforment ou s'accumulent et de leur emploi différent. Je pense que je porterai quelques lumières dans l'esprit de mes lecteurs, en leur montrant la véritable nature des moyens de travail.

Des nations qui ont porté loin l'habileté, la dextérité, l'intelligence dans l'application du travail, ont suivi des plans différents pour le diriger, pour lui donner une impulsion. Les unes ont encouragé l'industrie des campagnes, d'autres l'industrie des villes. La politique de l'Europe a été en général plus favorable aux arts,

aux manufactures et au commerce qui sont l'industrie des villes qu'à l'agriculture qui est l'industrie des campagnes. Je passe en revue cette politique dans ma troisième partie.

Ces différents plans, qui ne sont peut-être dus qu'au hasard et non à une étude suivie de l'économie politique, ont donné lieu à diverses théories dont les unes exagèrent l'importance de l'industrie des villes, et les autres celles de l'industrie de la campagne; quoique de ce côté les exagérations soient moindres, ces théories ont eu quelqu'influence sur la conduite publique des hommes d'état; j'ai fait en sorte d'exposer dans ma quatrième partie ces diverses théories, ainsi que les effets qu'elles ont produits en différents siècles et chez différents peuples.

Ces quatre parties traitent donc de ce qui constitue la richesse, le revenu de la masse des peuples. La cinquième partie traite des impôts; j'ai tâché de montrer dans cette partie, quelles sont les dépenses nécessaires, quelles sont celles qui doivent être supportées par la société générale, quelles sont celles qui ne doivent l'être que par une partie de cette même société, quelles sont les différentes méthodes de faire contribuer la société entière à l'acquit des dépenses, leurs avantages et leurs inconvénients; enfin quels

sont les causes et les motifs qui ont porté tous les gouvernements modernes à emprunter, quels ont été les résultats de ces emprunts sur la richesse des peuples, et ce qu'on doit espérer de l'avenir pour leur remboursement.

J'ai suivi les divisions de Smith autant que je l'ai pu, pour donner les moyens de reconnaître les points sur lesquels je ne suis pas d'accord avec lui, pour faciliter à d'autres de nouvelles études; car je crois présenter quelques vues nouvelles qui ont sans doute besoin d'être mieux développées, quoique j'aie fait tout mon possible pour être complètement compris. Je n'ai pas l'amour propre de croire que l'on ne puisse perfectionner mes travaux.



Preuves de l'incohérence des définitions de la richesse.

Ce que j'ai dit à cet égard précédemment pourrait paraître dénué de preuves. Je sens donc la nécessité de les fournir en rappelant tout ce que M. Rossi a dit de la richesse dans le premier volume de son *Cours d'économie politique*. Il a dû rassembler là tout ce qu'il avait appris des écrivains antérieurs et tout ce que ses réflexions avaient dû lui apprendre. Je joindrai un petit commentaire à chaque phrase; je laisse à faire à chaque lecteur de plus amples réflexions que les miennes.

« L'agriculture et l'économie sont une source

« de richesse, parce qu'ils sont l'un et l'autre « des moyens de production pour le travail; « le travail est le principe essentiel de toute « richesse. »

Ainsi la richesse sera de l'or et de l'argent, car l'or et l'argent s'accumulent. Le travail sera le principe, et l'or et l'argent seront le but.

« Loin de nous la pensée de seconder la ten- « dance des esprits qui se font de la richesse « une idole, pages 6, 7 et 8. »

Les esprits qui se font une idole de la richesse ne la conçoivent que dans l'or et l'argent.

« Nous avons étudié la production et la distribution des *richesses*, page 9. »

La production de la richesse, quand le vent et le feu sont une richesse, me paraît fort singulière. A la vérité ce sont des richesses naturelles, mais elles appartiennent ou peuvent appartenir à tout le monde.

« Pour créer la richesse, il faut l'emploi des « facultés humaines qui sont les plus propres « à la production, l'emploi du travail propre- « ment dit, page 25. »

Quoi! dans cette eau, dans cette lumière, il n'y aura pas de richesse?

« L'emploi du travail, l'usage des connais- « sances physiques, chimiques, mécaniques,

« etc., voilà des moyens employés dans un but
« particulier, la production de la richesse,
« page 25. »

L'emploi du travail, etc., donne des produits qui nécessairement doivent se consommer pour fournir au travail un nouvel emploi. Il n'y a pas là production de richesse.

« Cette richesse produite se distribue naturel-
« lement entre les producteurs, page 25. »

Ce qui se distribue entre les producteurs, ce n'est point une richesse, mais un travail terminé destiné à être consommé.

« Il faut que la libre circulation de cette ri-
« chesse ait lieu sans opposition, au profit de
« tous les membres de l'état, page 25. »

« Il faut que la richesse soit consommée d'une
« manière conforme à la saine raison, page 25. »

Quand elle n'est pas consommée conformément à la saine raison, n'en existe-t-elle pas moins? Vous n'avez plus l'or, un autre le possède en votre lieu et place.

« L'homme sera plus heureux avec une mé-
« diocre quantité de richesse, page 26. »

Ici nous voilà revenu à l'or et à l'argent. La production n'est plus la richesse de tout à l'heure.

« Il ne s'agit plus d'accumuler quelques ri-
chesses, page 26. »

Bien certainement c'est de l'or et de l'argent qu'on accumule et non point des productions. Ainsi s'écroulent les 3 ou 4 sentences précédentes.

« Toute chose propre à satisfaire aux besoins « des hommes est richesse, page 29. »

Un verre d'eau, quand il fait chaud, satisfait votre besoin. Vous êtes riche au moment où vous y pensez le moins.

« Les objets ne deviennent richesse qu'autant « qu'ils ont été mis en rapport, par le travail, « avec les besoins de l'homme, page 29. »

Il suffit qu'on puise à la source un verre d'eau pour qu'on crée une richesse.

« L'homme, en faisant des épargnes et en les « appliquant à la production, augmente sa ri- « chesse, page 30. »

Quand on vous donne un verre d'eau, il y a un soin donné et un besoin satisfait. Pense-t-on donc que ce verre soit une richesse comme celle que vous faites avec des épargnes d'or ou d'argent. Cette richesse, augmentera par la quantité d'or et d'argent que leur application à la production vous procureront.

« L'épargne appliquée comme force productive « accroît la production, page 30. »

De l'or et de l'argent sont une force productrice! Je croyais que c'était le travail et que l'or

et l'argent n'étaient que des moyens de travail.

« Pour augmenter la richesse, il faut produire « au meilleur marché possible, page 32. »

Si vous produisiez pour rien, augmenterait-on la richesse?

« La liberté de l'industrie et du commerce se« rait le moyen le plus sûr de produire le plus « de richesse possible, page 33. »

Probablement avec cette liberté de commerce; vous seriez sans concurrents pour vendre à hauts prix et acheter à bon marché, afin d'accumuler la richesse des autres peuples.

« Les Anglais ont adopté cette idée qu'il n'y « a de richesse que le produit du travail propre« ment dit, il est là une restriction de la science, « page 46. »

C'en serait cependant l'idée la plus nette.

« En temps ordinaire, la proportion du revenu « du pays qui s'applique à la consommation des « objets de luxe ne varie point, à moins qu'il n'y « ait augmentation ou diminution de richesse, « page 60. »

C'est encore de l'or et de l'argent qu'il s'agit ici. Cependant le luxe va croissant dans tous les états où le travail établit une grande circulation.

« Qu'est-ce que la richesse? La richesse est « un mot générique qui embrasse tous les objets

« dans lesquels le rapport entre tous les besoins « de l'homme et les choses se vérifie par leur va- « leur, page 64. »

Est-ce donc par leur valeur que le vent, l'eau, etc., sont des richesses?

Il s'ensuit que plus la valeur d'une chose s'estime par un moindre prix, ou parce qu'elle s'estime à un plus haut prix, il y a moins ou plus de richesse.

« Un objet est-il propre à satisfaire nos be- « soins, il y a là une valeur, et l'objet lui-même « est une richesse, page 64. »

L'eau satisfait nos besoins, elle n'a pas d'autre valeur, communément, que le travail qui lui est appliqué; donc tout ce qui satisfait nos besoins n'est pas une richesse.

« Les économistes disent comme nous, qu'un « pays où les biens naturels abondent est riche, « page 65. »

Les pays où il y a le plus d'eau, ont le plus de biens naturels, sont-ils les plus riches?

« Si la richesse est générale, elle est infinie; « étant infinie, il n'y a plus d'échange, page 69. »

Le fond de la pensée est vrai. Mais comment concevoir qu'un pays puisse se procurer une richesse infinie, autrement qu'en dépouillant les autres peuples de leur or et de leur argent. Com-

ment cette richesse fait-elle disparaître pour l'auteur la richesse naturelle qui est toujours infinie, puisqu'elle ne peut être bornée que par l'auteur de la nature?

« La production de la richesse s'opère par « le travail de l'homme, le capital, la terre, « page 90. »

Si la production de la richesse pouvait s'opérer ainsi, il n'y a pas de doute qu'elle deviendrait à la longue générale et infinie chez chaque nation. La question est, s'il est possible, de produire la richesse, si ce n'est par le travail demandé et accompli qui la constitue.

« Nous avons toujours distingué la richesse, « en richesses naturelles et en richesses produi- « tes, page 99. »

On aurait dû le faire et on ne l'a pas fait. Et quand on l'aurait fait on aurait eu tort d'appeler deux choses différentes du même nom.

« Vous pouvez affirmer que toutes les fois que « l'augmentation de la population et de la richesse « nationale amènera un accroissement dans la « demande, page 127. »

L'auteur n'a pas vu que ce n'est pas l'augmentation de la richesse nationale qui accroît la demande, mais seulement celle de la population; si tout le monde actuel avait le double de richesse,

la demande ne croîtrait pas parce que le prix de tous les produits serait plus élevé par l'effet de la hausse des salaires.

« Celui-là qui n'a d'autre richesse que le tra-
« vail de ses bras, page 161. »

Voilà la véritable richesse, mais l'auteur l'a méconnue jusqu'ici. Il a pris l'ombre du soleil pour le soleil. Dans tous les cas c'est un nouveau genre de richesse qui ne se prête pas à toutes les définitions qu'il en a données jusqu'ici.

« Si la quantité de l'or et de l'argent s'est ac-
« crue, et que la richesse générale et la civi-
« lisation se soient accrues en même temps,
« page 175. »

On a l'air ici de ne plus regarder l'or et l'argent comme la richesse, puisqu'on les distrait de la richesse générale. Mais passons outre. La richesse générale s'accroît sans doute parce que le rapport entre les besoins de l'homme et les choses se vérifie par leur valeur, page 61. Ainsi plus la valeur d'une chose est élevée, plus les hommes deviennent riches !

« La classe moyenne, profitant de la décou-
« verte de l'Amérique et forte de ses richesses,
« a osé regarder les vieilles aristocraties. Les
« classes les plus élevées souffrirent de cette dé-
« couverte, page 176. »

Confusion. Les aristocraties ont été dépouillées de leurs richesses par leur luxe; la classe moyenne a acquis cette richesse et la puissance. Elle y serait arrivée indépendamment de la découverte de l'Amérique, qui a jeté plusieurs milliards en Europe, sans augmenter les richesses, puisque tout y a augmenté en proportion de la plus grande quantité d'or et d'argent.

« Pour nous il y a richesse partout où il y « valeur en usage, page 191. »

Un billet de banque peut n'être pas payé, cependant c'est une valeur en usage, est-il une richesse constante?

« Si l'homme apprenait qu'il y a dans la lune, « du blé, du vin, il n'appellerait pas cela ri- « chesse, relativement aux habitants de la terre, « page 191. »

Non, ce ne serait pas une richesse pour nous, ce serait cependant une richesse si elle existait là, car probablement elle n'aurait pas été créée pour ne servir à rien. L'auteur veut bien que le vent qui règne dans la couche inférieure de l'air soit une richesse, pourquoi le blé, le vin, qui pourraient y naître n'en seraient-ils pas également une?

« La richesse est l'objet dans lequel la quan- «tité ou la valeur en usage se trouve, page 192.»

Le vent et l'eau dont on ne fait usage qu'en partie ne sont donc plus en totalité une richesse. Toutes les choses qui ont une valeur en usage ne peuvent pas être mises en épargnes. Elles ne sont donc pas toutes des richesses.

« La richesse est à la valeur ce que la matière « est aux propriétés de la matière, page 192. »

Comparaison fausse et prétentieuse ; la matière existe indépendamment de ses propriétés ; sans valeur il n'existe pas de richesses.

« Ce n'est pas la valeur en échange qui cons- « titue la richesse, c'est parce que la richesse « préexiste que la valeur en échange est pos- « sible, page 192. »

Cette richesse qui préexiste est de l'or et de l'argent dans la pensée de l'auteur. Ainsi la richesse ne consiste pas entièrement dans l'objet où se trouve la valeur en échange.

« Quoi! dans cette eau, dans cette lumière « que vous accorde la Providence, il n'y aura « pas de richesse, page 195. »

Voyez la chute. La richesse était l'objet de la valeur en usage ; elle préexistait à la valeur en échange, autant qu'elle était d'or et d'argent, maintenant on veut nous la faire connaître sous les formes d'eau et de lumière.

« S'il n'y a de richesse que par la production,

« que par l'effort que l'homme a fait pour l'ob-
« tenir, la richesse n'est que la difficulté vaincue
« page 194. »

Mais l'auteur a dit que l'agriculture et le commerce étaient une source de richesse.

« Quelle vaine consommation de capitaux !
« En voyant la France briller d'un si vif éclat,
« on se demande quel aurait été le degré de ri-
« chesses auquel elle aurait pu atteindre si, etc.,
« page 198. »

Conçoit-on des capitaux qui se consomment ! Apparemment quand je perds 10,000 fr. c'est comme si la mer les engloutissait, comme s'ils ne profitaient à personne.

« Bien que la richesse produite ne puisse pas
« occuper exclusivement les pensées de l'écono-
« miste, elle constitue l'objet principal de la
« science, page 201. »

Ici l'homme produit la richesse, tout-à-l'heure nous avons vu que c'était la Providence qui en créait aussi. Mais du reste la phrase est remarquable. Ce qui ne peut occuper exclusivement l'économiste constitue l'objet principal de la science.

« La production de la richesse, c'est transfor-
« mer quelque chose qui est en quelque chose
« qui n'existait pas, page 202. »

Ah ! voilà une idée presque vraie. Mais comment la concilier avec cette richesse qui est tantôt de l'or, tantôt de l'eau et du vent.

« La circulation de la richesse est un moyen « indirect de production, page 221. »

C'est au contraire un moyen direct de production. Si je donne 100 fr. à un homme qui n'a pas le sol, il peut produire parce qu'il peut acheter des matières; les 100 fr. passent en trois mains: les miennes, celles du travailleur et celles du vendeur des matières. Tout cela est très direct.

« Le travail est l'œuvre de l'homme et l'homme « la consomme. La distribution de la richesse lui « en fournit les moyens, page 226. »

Cette pensée-là ne ressemble plus à une grande partie de celles que nous avons vues. Mais le vice de la pensée est qu'on ne sait comment la distribution de la richesse se fait, comment l'homme a les moyens de se fournir un travail qui est son œuvre, car s'il est réellement consommateur de son œuvre, il n'a pas besoin de prendre part à la distribution des richesses qui ici sont évidemment de l'or et de l'argent, que tous les économistes modernes ne regardent que comme une marchandise.

« Pour déterminer ce qui est richesse et ce « qui ne l'est pas, devons-nous nous attacher à la

« distinction des besoins, en besoins physiques
« et intellectuels, en besoins matériels et mo-
« raux, page 232. »

Tout était richesse naguère dans la nature; dans le dernier paragraphe c'étaient l'or et l'argent; ici il y a des choses qui le sont, d'autres qui ne le sont pas, puisque la nature des besoins fait qu'elle existe ou n'existe pas.

« Le fait de la consommation, quel qu'il soit,
« ne peut ôter au produit la qualité de richesse,
« page 242. »

Je fais vaporiser l'eau, je la consomme donc, et on dit qu'il existe encore une richesse, la vapeur.

« L'Iliade est une richesse, aussi bien qu'un
« palais est une richesse, page 242. »

L'agriculture et le commerce sont la source des richesses, a-t-on dit; la valeur en usage est une richesse, l'eau et la lumière sont des richesses; pourquoi l'Iliade n'en serait-elle pas une ? Il est vrai néanmoins qu'elle ne sort pas de l'agriculture et du commerce, donc la richesse a une autre source que l'auteur a perdu de vue.

« Quand dans un fait étudié sous le point de
« vue économique, on reconnaît une force, une
« application de cette force et un résultat éco-
« nomique, c'est-à-dire un produit propre à satis-

« faire à un besoin de l'homme, il y a un travail
« productif de richesse, page 242. »

Quand on multiplierait un million de fois le travail, on ne multiplierait nullement la richesse si on ne consommait pas le travail. Les valeurs cesseraient d'être ce qu'elles sont à nos yeux. Prenez l'or et l'argent des autres peuples, vous abaissez le prix de leurs productions, et alors ils vous reprennent l'or et l'argent que vous leur avez enlevés.

« Qui aidera la société à soutenir la concur-
« rence dans les marchés du monde, à suivre
« les progrès de l'humanité dans la carrière de
« la production et à obtenir sa part dans la dis-
« tribution de la richesse générale? page 314. »

Le travail conservé au pays donne à chacun une part dans la distribution de la richesse générale.

« Je ne sache pas qu'on ait poussé le paralo-
« gisme, que, plus on est ignare, plus on est
« riche, page 35. »

Je ne sais pas si ce n'est un paralogisme de même nature que de dire que plus une nation a d'or ou d'argent, plus elle est riche.

« Ces familles seront bientôt les maisons ri-
« ches du pays, page 380. »

Bien certainement ce qui est riche aujourd'hui, deviendra pauvre, et ce qui est pauvre deviendra

riche. C'est la roue de fortune ; il y a déplacement de richesse, il n'y a pas d'augmentation de richesse.

« La population est l'instrument principal de « la production. C'est à son bénéfice que s'opère « la distribution de la richesse nationale, page « 394. »

On ne doit pas dire que c'est au bénéfice de la population que la distribution de la richesse nationale a lieu ; il n'y a pour elle ici ni bénéfice ni perte ; mais on doit dire que la population en produisant, consomme également autant, et que par sa consommation elle entretient la circulation de la richesse.

« Les petits propriétaires pratiquent, sans la « connaître, la théorie de la population, et cela « suffit au bien-être et à la moralité des familles, « à l'accroissement régulier et progressif de la « richesse générale, page 401. »

La richesse générale n'est pas pour moi celle que l'auteur entend, l'accroissement de l'or et de l'argent. Je ne la reconnais que dans le mouvement graduel et progressif de la population qui donne en même temps des consommateurs et des producteurs, qui accroît le travail et la consommation du travail.

« Je ne suis pas utopiste, mais je pense

« qu'un jour chaque famille pourra compter sur
« le revenu de son travail pour améliorer lente-
« ment sa condition au moyen de l'ordre et de
« l'économie, page 412. »

C'est cependant une utopie que cette croyance, car la croissance du revenu de tous les hommes est accompagnée de celle du prix de toutes les productions : maintenir la paix est maintenir le travail, et assurer le revenu de chaque famille.

« A mesure que les populations ignorantes et
« paresseuses produiront plus de richesses, la
« civilisation prendra possession de ces pays,
« page 413. »

Mot à mot, à mesure que les populations paresseuses travailleront davantage, moins leur sort sera déplorable, car elles sauront alors fournir par leur travail complétement à leurs besoins; leur travail plus constant sera leur civilisation, qui n'est que le développement de la force productrice des peuples.

« Une nation qui produirait tous les ans un
« million d'enfants, et qui en perdrait la moitié
« avant l'âge de 15 ans, se préparerait ainsi
« par leur perte celle de 500 millions qu'ils lui
« auraient coûtés, page 415. »

Poussez à mille ans la conclusion de ce paragraphe, vous verrez que le monde entier per-

drait d'ici là plus de millions qu'il n'en a jamais existé sur le globe depuis 6,000 ans ; et demandez à l'auteur ce que sont devenues ou deviendraient les richesses perdues ou prêtes à périr par la mort des enfants.

« Il y a des richesses naturelles, des richesses « produites, des richesses matérielles, des ri- « chesses immatérielles, des richesses limitées, « des richesses illimitées, des richesses échan- « geables, d'autres qui ne le sont pas, page 65. »

Comme on le voit ici, tout est richesse sur ce globe. Or, d'après ce qu'il a dit qu'une richesse infinie n'est plus une richesse, puisqu'il n'y a plus d'échange, c'est mal parler que de dire qu'une chose est une richesse, quand elle a cessé de l'être.

« L'eau, le feu, le vent sont des richesses. »

Probablement comme l'or et l'argent et toutes les marchandises qui se conservent ou ne se conservent pas.

Je termine là ma critique de ce que dit sur la richesse, M. Rossi, parce que son second volume n'est pas encore arrivé dans mes mains.



PREMIÈRE PARTIE.

CHAPITRE PREMIER.



Origine du Travail.

Quand un petit nombre d'hommes habita la terre, ils furent nécessairement obligés de vivre des fruits qui croissaient spontanément et de se livrer à la chasse et à la pêche. Dans cette situation, comme chasseurs et comme pêcheurs, une étendue de terre suffisante pour satisfaire à leurs besoins leur était indispensable.

Chez eux, le travail consistait dans la chasse, la pêche, la cueillette des fruits spontanés de la terre et la confection des vêtements nécessaires pour les garantir des influences de l'air. Moyennant ce travail, ils se trouvaient heureux, et certes ils ne songeaient guère s'il y avait des jouissances au-delà de la satisfaction des besoins naturels. Ils étaient riches par leur travail puisque rien de nécessaire ne leur manquait.

L'étendue de terre qui avait satisfait à leurs besoins était devenue leur propriété. Elle n'avait

alors d'autre valeur que celle qui dérivait du droit de chasse et de pêche.

Aussi quand les familles augmentèrent, les moyens d'alimentation devenant plus rares sur cette étendue de terre, une partie de la nouvelle population dut s'éloigner pour habiter une terre qui pût fournir à la chasse et à la pêche. Successivement et peut-être pendant plusieurs siècles, cette émigration eut lieu. Chaque famille devint donc propriétaire du sol qui fournissait à ses besoins. Elle y avait un droit naturel.

Les familles ainsi disséminées sur un territoire restreint, purent conserver des relations d'amitié, de parenté avec la souche dont ils étaient partis. Tous étaient dans la même condition de fortune ; leur travail leur fournissait les mêmes moyens d'existence, leur sort était égal. Il n'y avait donc ni rivalité, ni ambition. Leur sort était heureux.

Les meilleures parties du pays étant peuplées comme il le faut, pour avoir une chasse étendue ou une pêche abondante, il y eut nécessité pour qu'à la longue les nouveaux émigrants de chaque famille occupassent des terres moins giboyeuses ou les bords d'une rivière moins poissonneuse. Dès ce moment le travail doubla pour eux, alors même qu'ils occupaient une plus grande étendue de terre. Leur sort était donc moins heureux que celui des premiers habitants de la terre. Dès lors l'envie, la jalousie, s'empara du cœur de quelques-uns et des entreprises eurent lieu sur les propriétés enviées; dès lors il y eut commencement d'hostilité.

Mais lorsqu'il fallut s'éloigner extrêmement

pour occuper de nouvelles terres, les enfants des familles qui se trouvaient dans l'intérieur conçurent de la peine à s'éloigner de leurs parents et il fallut chercher les moyens de pouvoir vivre ensemble. C'est alors que commença l'ère patriarchale. Toutes les familles restèrent dès lors réunies, elles vécurent sous les mêmes tentes, et pour se nourrir elles eurent des troupeaux de bêtes à laine et de vaches pour subvenir à l'insuffisance de la chasse et de la pêche. Elles trouvèrent d'ailleurs dans cette réunion de tous les membres de la famille, une force qui pouvait les mettre à l'abri des entreprises des familles voisines moins bien placées qu'elles.

Ainsi le travail devint plus considérable pour ces familles. Il consistait dans les soins à donner aux troupeaux; et elles en trouvaient le dédommagement par un supplément de nourriture que les bestiaux leur donnaient.

Dès lors apparaît l'augmentation de la valeur des terres possédées par ces familles, précisément en rapport avec l'augmentation du nombre des individus qui la composèrent.

La richesse de la famille s'était ainsi accrue par le travail et les produits qu'elle en retirait, sans cependant que la richesse individuelle fut augmentée, puisque cette richesse n'était elle-même que le travail nécessaire à ses consommations et sollicité par elle de la terre auxquels les produits appartenaient.

Mais au bout d'un certain temps, les familles patriarchales venant sans cesse à s'accroître, les soins des troupeaux, la chasse, la pêche devinrent insuffisants pour en nourrir tous les indivi-

dus sur une étendue donnée de terre. Les émigrations n'étaient plus possibles; déjà au loin existaient d'autres familles qui ne pouvaient rien céder de ce qui satisfaisait à peine à leurs besoins; alors il fallut recourir à la culture des terres, semer le blé, planter des racines nourrissantes, augmenter les fourrages, multiplier les troupeaux. Ainsi on put parvenir à satisfaire aux besoins d'une famille incessamment croissante; et la terre acquit une nouvelle valeur toujours proportionnelle à la masse des individus qui l'occupait, sans que ceux-ci se vissent plus pauvres ou plus riches.

Dès qu'on se livra à la culture des terres, ceux qui s'en occupèrent pour le bien commun, ne purent plus se livrer à la confection de leurs vêtements, qui d'ailleurs ne consistaient que dans la dépouille des animaux. Ce soin de faire des vêtements fut donné aux plus faibles et leur récompense fut dans une distribution quelconque des produits que la culture avait arrachés à la terre.

Ainsi dans cette position, nous trouvons encore tous les hommes se livrant à un travail général dont la récompense est dans la distribution égale des produits de la terre sous telle forme qu'ils se présentaient. Nous voyons la valeur de la terre s'accroître par le nombre de ses habitants; car il est évident que si 1,000 arpents suffisaient dans le principe à la nourriture de la société, de la famille composée de dix individus, quand elle vint à compter une centaine d'individus, comme la terre alors produisait leur subsistance, elle valait cent fois plus;

d'où il s'ensuit que si la propriété avait été divisée entre tous les individus, chacun d'eux aurait possédé autant que le premier père de famille de moyens de subsistance, que par conséquent il aurait été aussi riche.

Enfin les familles s'accrurent tellement que le chef ou patriarche ne tenait qu'à de faibles liens à ceux qui étaient les plus éloignés de la souche principale. Dès lors l'amitié, les égards disparurent; on ne géra plus de peuplades comme père de famille, mais comme chef. Les antipathies, les aversions, des défauts de caractère, de mœurs troublèrent l'harmonie générale, et le chef de famille fut un roi, qui regarda tout le domaine exploité par la peuplade comme lui appartenant. C'est ce qu'on aperçoit clairement dans l'histoire de l'Inde et de la Chine. C'est ce que l'on soupçonne aussi dans celle d'Egypte.

Mais je m'aperçois que j'ai laissé en arrière le moment où le travail s'appliqua à mettre en œuvre les toisons des brebis, le coton, peut-être la soie. D'autres arts furent encore pratiqués pour obtenir les moyens de fabrication. Ainsi le travail se développa de plus en plus, quand dans le même temps la culture des terres prit un plus grand essor. Une population toujours croissante put fournir les bras nécessaires à toutes ces industries. Les moyens d'exécution étaient sans nul doute très défectueux, mais enfin ils conduisaient au but. Ainsi accroissement de travail d'un côté, ainsi accroissement de nourriture et de population de l'autre. Tout se faisait par échange, la richesse était égale; parce que dans l'échange on fournissait la valeur d'un travail contre la valeur d'un autre travail.

Mais alors que des rois furent reconnus pour les chefs des peuplades, il y eut un changement dans l'ordre distributif des terres, dans les répartitions du travail. La protection put donner des priviléges aux favoris, aux protégés. Dès lors naquit l'inégalité dans les conditions du travail. L'échange n'eut plus lieu eu égard au temps qu'on avait employé, mais eu égard au temps qu'on aurait dû employer. La paresse, l'insouciance dans les moyens de travail ne purent plus être égalés à l'activité et aux recherches expéditives de travail. Il fallut donc que le moins habile échangeât son travail contre une moindre portion de travail d'un plus habile; cette position altérait ainsi ses moyens de subsistance et le lançait dans une vie de privation. Sa richesse par le travail était devenue moindre, tandis que celle de l'autre était arrivée à être plus considérable.

Quand il y a des rois pour des peuplades semblables, on peut, sans se tromper, assurer que des vues d'agrandissement amènent bientôt des guerres contre des peuplades voisines, alors même qu'il n'y aurait pas d'autres sujets en assez grand nombre pour les faire. Elles sont quelquefois heureuses, quelquefois malheureuses; mais soit heureuses, soit malheureuses, elles dérangent toujours l'organisation du travail. Ainsi elles influent sur la richesse des peuplades; toutes les conditions qui se trouvent chez elles en sont affectées, suivant que le travail leur a plus ou moins manqué pendant la guerre.

Des peuplades comme nous les représentons étaient ignorantes; leurs rois l'ont été également. Les sciences, les arts ne pouvaient encore les

éclairer de leurs lumières, car nul ne pouvait se livrer à acquérir de la science. Il n'y avait pas assez d'inégalité de condition pour que les moyens d'existence fussent assurés à ceux qui s'en occuperaient. Ce n'est donc que, quand les uns furent riches et quelques autres pauvres, que les sciences et les arts naquirent, par le doux repos dont jouissaient ceux qui se livrèrent à leur développement. Ce fut un nouveau travail ajouté à tous ceux qui existaient dans ces sociétés, travail supérieur (car c'est celui de l'intelligence) aux travaux manuels, et qui dut avoir une valeur supérieure.

Des rois et des peuples ignorants, en faisant la guerre, en détruisant l'égalité du travail, vont souvent bien au-delà. Ils mettent en captivité les soldats ou les peuples malheureux; et dans cette condition ils les obligent à un travail dont ils ne leur paient que la plus faible valeur. Cette population voit donc sa richesse disparue, alors qu'elle entre tout entière dans les mains du conquérant. Ses terres ne lui appartiennent plus, son travail ne lui appartient plus. Elle n'a plus que la plus modique existence.

Mais quand des rois devinrent des tyrans, quand les lois qui régissaient les peuplades furent sans force et sans puissance, quand l'anarchie domina, les chefs des familles les plus puissantes se cantonnèrent et dominèrent les plus faibles. Le travail cessa d'être général, il ne fut plus que particulier, et devint l'objet des volontés des chefs du peuple; il fut commandé par eux et pour eux, pour la valeur qu'ils en voulurent donner. Le sort des peuplades devint

misérable; toute la richesse particulière, suite d'un travail régulier, disparut. La richesse des peuples ne fut plus que la richesse des princes, parce qu'ils la concentrèrent entre leurs mains; il n'y eut qu'eux qui pussent demander le travail.

Comme on le voit, tout travail, toute richesse n'étaient pas éteints chez les peuples; mais il n'avait plus le même but, la satisfaction des besoins naturels des peuples, mais seulement celui des princes.

Je passe à des temps plus modernes, pour continuer le développement de mes idées sur la matière.



CHAPITRE II.



Comment l'agriculture fut découragée et se ranima en Europe après la chute de l'empire romain.

Les seigneurs, les rois, maîtres absolus des hommes, propriétaires de leur travail, rassemblèrent autour d'eux les serfs qui pouvaient par leur profession contribuer à l'érection de leurs forteresses; et cette réunion forcée d'hommes de métiers donna lieu promptement à la création des villages et successivement des villes.

Les habitants des villes furent bientôt à même de racheter leur liberté par leur intelligence dans l'accomplissement de leur devoir, de leur travail.

Les habitants des campagnes avaient pour salaire une faible portion du produit de leurs champs, de leur travail. Ils obtenaient du maître, comme l'esclave des Indes orientales, tout juste ce qui pouvait soutenir leur existence, pas assez pour multiplier de nombreuses familles. Le reste

du produit de leur travail s'amassait dans les greniers du maître.

Les habitants des villes au contraire, lorsqu'ils eurent acquis leur liberté, purent, quoiqu'à un degré très restreint, se livrer à un travail qui leur était plus avantageux que celui des campagnes ne l'était à ses habitants. Ils vendaient leurs produits au maître, et ils achetaient de lui ce qui était nécessaire pour leur nourriture et ce qui pouvait alimenter leur industrie.

Les choses étaient en cet état à peu près en Europe, quand les Romains la conquirent en partie. Ils se substituèrent aux dominateurs, et le travail des peuples fut pour eux.

Leur joug ne fut pas aussi pesant pour les habitants des campagnes. Beaucoup de ceux-ci furent affranchis; dès lors le travail des champs fut plus productif; de nouveaux besoins se firent sentir à ceux qui pouvaient les payer. Leurs produits furent offerts aux habitants des villes en échange des nouveaux services qu'on leur demandait. La prospérité s'étendait ainsi par les campagnes jusqu'aux villes.

Mais cet ordre social fut détruit par l'invasion des barbares; tout retomba dans le chaos. Les peuples des campagnes furent de nouveau asservis, une petite partie de ceux des villes conservèrent seuls leur liberté par le besoin que les nouveaux conquérants éprouvèrent de leur travail. Il fallut bien du temps depuis pour reconstituer le travail fructifiant des champs, pour relever celui des villes; et il s'est reconstitué de la même manière que nous l'avons vu ci-devant.

Le besoin qu'éprouvait les seigneurs du tra-

vail des artisans des villes, la nécessité pour eux de vider leurs greniers, le besoin de jouissance de diverses natures, firent passer dans les villes les produits des champs amassés par les seigneurs; produits convertis par le travail des villes en objets nécessaires à la consommation journalière des campagnes, furent encore l'objet de nouveaux échanges. Ainsi se distribuait le travail entre les diverses classes des nations.

Les seigneurs s'appauvrirent par leur luxe; les terres ne leur appartinrent plus en totalité. Ceux qui possédèrent celles qu'ils n'avaient plus, commandèrent aussi le travail pour satisfaire leurs jouissances et leurs besoins. La richesse dès lors ne parut plus fixée chez un petit nombre, elle paraissait plus générale. D'ailleurs le travail était payé ce qu'il valait, il donnait à tous plus que la subsistance rigoureuse au maintien de la vie.

Ainsi l'invasion des barbares en Europe à la chute de l'empire romain, produisit un désordre général qui eut un long retentissement sur sa culture, son commerce, ses lois, sa propriété. Les villes furent abandonnées en partie, quelques-unes complètement ruinées; les campagnes furent désertes ou couvertes de serfs; les moyens d'existence disparurent presque complètement, les chefs des barbares se partagèrent des propriétés qui étaient sans maîtres ou qui leur étaient ravies.

La loi avait aggravé ces maux; le droit de primogéniture mit un obstacle longtemps redoutable au partage des immenses propriétés qui étaient devenues le lot de ces chefs redoutés. Ce droit s'aggrava encore par la réunion d'autres

propriétés qui leur arrivaient soit par succession soit par des mariages. L'introduction des substitutions fut un nouvel obstacle à ce qu'elles fussent morcelées.

Comme par suite il n'y avait que de grands domaines, il arriva que les grands propriétaires ne purent ou ne surent être les améliorateurs de leur terre, parce que pour eux il y eut des impossibilités de plus d'un genre, soit faute de temps, soit faute d'intelligence; d'ailleurs ils s'occupaient à défendre leurs domaines contre leurs voisins ou à attaquer les leurs pour s'agrandir.

Ces domaines ne pouvaient être mis en valeur par eux, et il n'y avait pas lieu de l'espérer de ceux qui les habitaient avec eux; ils étaient tous ou presque tous esclaves. Leur servitude était moins dure cependant que celle des Romains, car ils appartenaient à la terre plus qu'à leurs maîtres, ainsi qu'on voit les paysans russes, hongrois, polonais appartenir encore à la terre sur laquelle ils sont nés : ils ne pouvaient acquérir aucune propriété; leur travail appartenait à leurs maîtres. Les frais de la culture étaient fournis par les maîtres, qui avaient la totalité des récoltes, et ces esclaves ne gagnaient avec eux que leurs subsistances journalières. C était donc le propriétaire qui faisait valoir sa terre par les mains de ses esclaves ou de ses serfs; ainsi tout le travail leur appartenait, et leurs serfs étaient misérables.

De grandes améliorations dans la culture des terres par des esclaves sont impossibles à obtenir. C'est le travail le plus cher de tous que celui qui est fait par eux, quoiqu'on ne leur

donne pas de salaires. Celui qui ne peut rien avoir à lui, ne songe qu'à manger et à travailler le moins qu'il peut. Tout travail au delà de sa subistance ne peut lui être arraché que par la contrainte et non par l'intérêt personnel. Dès que les Romains confièrent la culture à leurs esclaves, la culture dégénéra en Italie et partout où ils étaient propriétaires avec esclaves, et ne produisit plus qu'un faible revenu aux propriétaires.

Dans les colonies à sucre, on peut encore se servir des esclaves, parce que, quelle que soit leur nonchalance, ils produisent toujours quelque chose qui nous plaît assez pour que nous le payons ce que leur maître veut le vendre; encore avons-nous vu dans ces derniers temps qu'ils ne pouvaient faire concurrence à des ouvriers libres à l'égard des sucres; car, si d'un côté on a des droits de douanes à payer, de l'autre on a des impôts fonciers considérables également à payer, indépendamment des droits indirects qui enchérissent toutes les subsistances de l'Europe.

Aux cultivateurs serfs des anciens temps, succéda par degrés l'espèce de fermiers connus en France sous le nom de métayers qui reçoivent les bestiaux, les semences des propriétaires, qui font les cultures convenables, moyennant une certaine partie de la récolte.

A bien dire; une terre cultivée ainsi, est aussi misérablement cultivée qu'elle le serait par des esclaves, quel motif porterait le métayer à la mieux cultiver? Son souci est d'en tirer sa subsistance; encore n'en vient-il pas toujours à bout.

Cependant la liberté qu'ils ont de faire bien ou mal, les pousse, lorsqu'ils ont quelqu'intelligence, à faire bien. Ils sont hommes libres, ils sont capables d'acquérir des propriétés; ainsi en exploitant à moitié, ils ont intérêt à ce que la totalité du produit de la terre qu'ils cultivent monte le plus haut possible, afin de grossir la part qui leur revient et d'obtenir le but de leurs désirs.

Mais il ne peut être de l'intérêt de cette espèce de cultivateurs de placer en amélioration aucune partie des moyens de travail qu'elle peut acquérir par sa part du produit de la terre, parce que le seigneur ou propriétaire, sans y rien placer de son côté, peut tout de même gagner la moitié dans le produit de l'amélioration; la dîme d'ailleurs a été longtemps un obstacle aux améliorations en voulant recueillir ce qu'elle n'avait pas semé. Ainsi cette classe de cultivateurs n'améliore pas, et son sort reste le même; par la suppression de la dîme, le propriétaire a obtenu en France une plus grande partie du produit des terres; le métayer n'a rien gagné.

Par degrés, à cette classe de cultivateurs succéda celle des fermiers qui firent valoir la terre avec leurs propres moyens de travail. Ces fermiers sortirent de la classe des métayers, et en étaient les plus intelligents; quelques fortunes faites par eux en décidèrent d'autres à suivre leur exemple; ils demandèrent aux propriétaires des concessions, des avantages, de longs baux à bas prix pour améliorer leurs terres; ils obtinrent leurs demandes, et ils se donnèrent ainsi la certitude de rentrer dans leurs moyens de

travail avant la fin des baux, par un plus grand produit des terres. Cependant l'état de ces fermiers fut longtemps précaire; ils pouvaient être évincés de leurs baux, d'après quelques circonstances que les lois indiquaient.

Les baux qui, dans le principe, n'étaient que pour des temps rapprochés et à l'option du propriétaire, s'étendirent insensiblement au terme fixe de neuf années. Ainsi lorsque le sentiment des améliorations s'infiltra dans les esprits, on accorda des baux de dix-huit et de vingt-sept années. C'est à cette dernière période que la loi fixe les plus longs baux de la France.

Alors, les fermiers qui, outre le paiement des fermages, étaient assujettis envers leurs propriétaires à une multitude de services que l'usage avait consacrés, restes de la servitude, et qui n'étaient pas spécifiés dans leurs baux, s'en affranchirent et cessèrent d'être exposés aux vexations que ces services leur imposait parfois.

Les services publics, tels que les corvées, les grèvent encore; supprimées en France par un roi, elles ont été rétablies sous le système représentatif; mal faites, plus mal réparties, quoique moins vexatoires que les anciennes, elles sont une charge aux fermiers plus désagréable que ne le serait un impôt qui remplirait le même service.

Les fermiers, les cultivateurs, furent longtemps soumis à l'arbitraire et à l'oppression des impôts. Ils devaient paraître posséder le moins possible pour payer la moindre part possible: ils n'employaient donc pas tous leurs moyens de travail. La taille, sorte d'impôt qu'on levait autrefois

en France était déshonorante ; un noble n'aurait pu faire valoir des terres sans la payer. Ainsi cet impôt empêchait que les moyens de travail qu'on se procurait par les fermages de la terre, ne fussent employés à l'améliorer, et si elle l'était pour le compte du noble, c'était toujours par des voies détournées.

Les fermiers qui n'avaient pas d'exemples d'améliorations sous les yeux ou qui n'en avaient que de rares, ne surent ce que c'était que par la force des choses ; l'augmentation du prix des produits, leur demande incessante, l'avantage qu'ils trouvèrent dans les échanges, quand le prix naturel était toujours surpassé par le prix courant; les engagèrent à produire mieux et plus.

Quand les fermiers prennent le parti d'améliorer leurs terres, c'est qu'ils ont des baux assez longs pour recouvrer tous les moyens de travail, et les salaires de ces moyens de travail employés pour l'amélioration ; le propriétaire n'y trouve pour lors aucune augmentation de fermage. Souvente fois même les baux sont alors de faveur, c'est-à-dire au-dessous du prix courant des terres. Ce n'est qu'à la longue que les propriétaires retirent quelqu'avantage des améliorations de la terre faites par leurs fermiers.

Les fermiers riches font toujours plus d'améliorations que les fermiers pauvres, parce qu'ils ont à leur disposition des moyens de travail que les autres n'auraient pas même la puissance d'emprunter.

L'agriculture souffrit longtemps par l'effet des lois qui voulaient régler sa conduite ; ainsi dans les temps modernes on a vu défendre, per-

mettre alternativement dans le cours de peu d'années la sortie des grains; on a vu des encouragements donnés à leurs exportations, puis on a permis enfin l'entrée des grains étrangers, lorsque le prix des grains du pays avait atteint une certaine limite. Cette variété de vues dans la législation a mis une certaine fluctuation dans les idées des laboureurs ; les uns ont marché quand d'autres s'arrêtaient ; ainsi l'agriculture en général en a souffert.

L'Italie prohibe la sortie des grains et donne un encouragement à l'importation des grains étrangers : sa culture est découragée.

La France permet la sortie des grains jusqu'au moment où ce prix dépasse un peu le prix de revient, et permet alors l'entrée des grains étrangers avec un droit égal à tout ce qui surpasse le prix du blé de France. La culture de la France est gênée par une telle loi dans ses améliorations, car l'introduction des blés étrangers fait une longue concurrence pendant plusieurs années à ses grains qui, lorsque la récolte est abondante, ne trouve plus sur les marchés le prix de revient. Ainsi disparaît complètement pour le cultivateur l'avantage éphémère d'un prix un instant plus élevé. La culture ne peut donc s'améliorer en France que par des produits qui ne soient pas des grains ; le prix de ceux-ci s'y opposera toujours sous la législation actuelle; cependant la tenue du prix des grains au prix supérieur de revient en terme moyen, et les moyens détournés pratiqués pour obtenir plusieurs récoltes sans jachères, ont un peu encouragé quelques améliorations; mais ce n'est rien que d'avoir une petite ri-

vière quand on peut avoir un grand fleuve.

Cette esquisse imparfaite de l'état de l'agriculture depuis l'invasion des barbares jusqu'à nos jours, justifie la progression des moyens de travail, du travail, avec celle de la population.



CHAPITRE III.



Comment les villes se formèrent et s'agrandirent après la chute de l'Empire romain.

Après la chute de l'empire romain, presque tout ce qui était propriétaire dans les villes disparut par la misère; leurs terres appartinrent aux conquérants. Ceux-ci habitèrent leurs châteaux au milieu de leurs serfs. Les villes ne continrent plus que des artisans, qui alors furent de conditions serviles, ou qui en approchaient beaucoup. Les marchandises qu'ils fabriquaient, ils les portaient à la sueur de leur front de porte en porte. Ils devaient payer des taxes partout où ils passaient, soit pour leur personne, soit pour leur marchandise, comme cela existe encore en Asie. Des exemptions cependant avaient lieu, ceux à qui elles s'appliquaient, étaient de francs marchands, mais en retour ils payaient une taxe par tête.

La servilité des habitants des villes dura moins longtemps que celle des habitants des campagnes.

Ils arrivèrent à l'état indépendant ; ils devinrent les fermiers des impôts qui se prélevaient sur eux; ils louèrent aussi en masse la totalité des terres qui leur était restée, à des tenanciers qui étaient tous responsables les uns pour les autres du fermage de ces terres, et qui pouvaient en faire la collecte comme ils jugeaient à propos.

Les habitants des villes obtinrent donc avec le temps, la ferme de l'impôt qui pesait sur chaque ville, moyennant une rente fixe qui ne pouvait plus être augmentée. Le paiement de cette rente ayant été fixé à perpétuité, ceux qui parcouraient les campagnes devinrent affranchis à perpétuité des impôts qu'ils payaient auparavant, les exemptions cessèrent d'être personnelles et appartinrent enfin à tous les habitants des villes et des bourgs qui pour cela furent appelés *Francs*.

Les habitants des villes et des bourgs francs, s'érigèrent alors en corporations et nommèrent leur propre magistrat; ils purent faire construire des murs pour leur défense et avoir leurs gardes de nuit et de jour.

Les seigneurs et les souverains qui ainsi échangèrent des impôts, qui par la force des choses devaient progressivement augmenter contre une rente fixe, entendaient alors fort mal l'intérêt de leurs finances, car leurs dépenses augmentèrent alors que leurs moyens diminuèrent.

Ils n'entendaient pas mieux le droit de souveraineté, car ils érigeaient ainsi une foule de petites républiques qui devaient les gêner dans l'accomplissement de leurs devoirs.

Mais alors ils ne voyaient dans les villes que des alliés, des soutiens contre la puissance de

leurs ennemis. Ils se les attachèrent d'autant plus sûrement que par l'octroi de la ferme des villes qu'ils faisaient aux habitants, ils leur ôtaient toute crainte d'être opprimé par eux.

Peu à peu, les villes devinrent considérables par suite de la tranquillité qu'elles s'étaient procurées, et dans plusieurs états elles arrivèrent à faire partie du conseil de la nation par leurs députés.

C'est ainsi que l'ordre, la liberté, la sûreté des habitants s'établirent dans les villes dans un temps où les habitants de la campagne étaient encore exposés à des violences. Mais l'état des villes restait cependant relatif à celui des campagnes quant à la population. L'industrie des villes ne put prendre de développement que lorsque celle des campagnes fut moins gênée; que lorsqu'elle se développait également. La seule différence qui existait entr'elles à ces époques était, que les unes étaient à l'abri des désordres, que les autres s'y trouvaient parfois exposées.

Avant que les habitants des villes ne trafiquassent avec ceux des campagnes, ils vendaient leurs produits aux seigneurs qui, en échange, leur fournissaient des produits de la campagne. C'était là tout le commerce des villes; celui que leurs habitants pouvaient faire entr'eux devait être borné, car les besoins l'étaient également. Une ville séparée complètement des campagnes ne saurait vivre, ne saurait pouvoir faire le commerce de la moindre chose que pendant peu de temps; il n'y a pas pour elle d'industrie, le travail lui manque complètement. Les moyens

de travail qu'y portèrent les serfs fugitifs, qui par le séjour d'un an y gagnaient leur liberté, leur donnèrent la faculté d'augmenter leur commerce intérieur, par le travail et la consommation que ceux-ci faisaient. Le travail des fugitifs demandait aux campagnes des matières premières, et le cultivateur demandait aussi des produits manufacturés en plus grande quantité.

Ainsi les moyens de travail se multiplièrent dans les villes, par l'accroissement de ceux des campagnes; alors les manufactures s'établirent à la faveur de ces moyens.

Il importe peu de savoir si les villes sont dans l'obligation pour voir fleurir leur commerce, d'avoir des relations suivies avec les campagnes qui sont dans leur proximité; ce qu'il y a de certain, c'est qu'elles doivent en avoir avec elles, soit voisines, soit éloignées, et que celles-ci sont autant la cause de leur prospérité que celles-là, comme les villes sont autant la cause de la prospérité qui se développe dans les campagnes. Dans ce dernier cas, les villes font vivre leurs habitants, par le travail agricole d'autres pays, comme elles fournissent à ces mêmes pays le travail de leurs propres habitants. On a vu des empires, comme l'empire grec, celui des sarrasins, l'Egypte, jusqu'à la conquête des Turcs, l'Espagne sous les Maures, fleurir par un tel commerce.

Venise, Gênes, Pise, ne produisaient que des objets manufacturés pour des pays lointains d'où elles rapportaient des objets de subsistance ou de luxe qu'elles ne pouvaient produire; leur prospérité tenait à leur monopole, et non point

à leurs manufactures qui ne valaient que par le monopole.

Toutes les villes commerçantes de l'intérieur de l'Europe étaient dans la même position dans ces temps-là que Venise, Gênes et Pise; elles n'étaient devenues telles que parce que, des produits de luxe étrangers s'y étaient introduits d'abord, qu'ils avaient flattés les goûts des seigneurs et que la demande s'en était accrue. En important chez elles des ouvrages de luxe d'un grand prix, elles offrirent un aliment à la vanité des propriétaires des châteaux, qui les achetèrent moyennant une grande quantité de produits bruts de leurs terres. Ainsi le commerce d'une grande partie de l'Europe, dans ces temps-là, consistait dans l'échange des produits bruts du pays contre le produit d'un autre pays avancé en industrie. Mais c'était toujours, parce que les seigneurs avaient des produits bruts à échanger, qu'il y avait de leur part une demande des produits manufacturés. Alors la laine d'Angleterre s'échangeait contre des draps de la Flandre, de même qu'aujourd'hui le blé de la Crimée s'échange contre les produits manufacturés de l'Europe.

Ce fut parce que le goût pour des objets de luxe existaient chez les seigneurs, que les habitants des villes s'ingénièrent à créer des manufactures de ces objets; il y eut alors plus que des taillandiers, des maréchaux, des forgeronsdans les cités. La demande persistante de leurs produits qui était faite, était une garantie de leur placement et de la continuité de leurs travaux. Les manufacturiers économisaient les frais de transport, les risques de toute espèce auxquels

les marchands étrangers étaient assujettis auparavant.

La population des villes augmenta par l'effet du travail demandé, et cet accroissement de population qui avait été précédé de celle des campagnes, assura à celle-ci le placement de son travail. Ainsi la richesse des campagnes produisit la richesse des villes.

L'établissement de ces nouvelles manufactures nuisit à celles de Venise, de Gênes, de Pise, et c'est de ce temps que date leur décadence, parce que leur prospérité n'était pas fondée sur les productions de leur sol, mais sur celles de l'étranger dont la valeur était toujours plus considérable pour elles, que celle qu'elles avaient pour les villes où s'établirent les nouvelles manufactures qui étaient environnées de campagnes qui leur fournissaient les matières premières ; ainsi Venise, Gênes, Pise perdirent leur marché. Le commerce direct que firent ensuite toutes les autres nations des produits de leurs manufactures, compléta la ruine de celles de Venise, de Gênes, etc.

Mais d'ailleurs avant que les manufactures de luxe n'existassent, il y avait des manufactures pour les objets usuels des habitants. Sans doute elles étaient bornées à un petit nombre d'ouvriers, mais c'étaient toujours des manufactures; car enfin, à la ville comme à la campagne, il faut quelque sorte de vêtement; des draps communs, des serges, si on veut, étaient faits pour les habitants des villes ; ici nous admettons que ceux de la campagne faisaient eux-mêmes les étoffes qui les habillaient ; encore de nos jours voyons-nous une partie de nos populations les produire ;

ce n'est que chez les plus riches qu'on trouve des objets étrangers au pays.

Les manufactures durent donc dans tout pays leur développement au besoin que l'on ressentit de leurs produits, et elles imitèrent en grande partie toutes celles qui existaient à l'étranger; elles prirent leurs matières dans le pays quand il les produisait; elles les prirent chez l'étranger lorsque le pays ne les produisait pas; mais pour les payer, il fallait que le commerce intervînt, lui seul en donnait la facilité en exportant d'autres produits du pays.

Les manufactures qui ne furent point le fruit de l'imitation et qui existaient grossières dans le pays, perfectionnèrent peu-à-peu leurs produits au fur et à mesure que la civilisation faisait des progrès. C'étaient uniquement les matières du pays qui les approvisionnaient; ces matières continuèrent à leur être utiles.

Les premières manufactures furent établies partout où le besoin les réclamait, sur les bords de la mer pour les matières premières d'un grand volume que l'on tirait de l'étranger; dans l'intérieur des terres pour toutes les matières dont le prix se serait trop élevé par des frais de transport; une pièce de drap qui pèse 80 livres renferme non pas seulement 80 livres de laine, mais quelquefois plusieurs milliers de livres de blé employés à la subsistance de ceux qui l'ont produite; ainsi les matières, nourriture des habitants de l'intérieur, ont pu être exportées plus facilement, lorsqu'elles ont été représentées par une matière manufacturée d'un poids plus faible que ne l'auraient été plusieurs milliers

de blé. La fertilité des terres environnantes paraît avoir aussi été un des motifs de l'emplacement des manufactures ; en effet, les matières et la subsistance pouvaient alors y être obtenues à plus bas prix qu'ailleurs ; car, un pays dont les terres sont naturellement fertiles, produit une grande abondance de vivres et au-delà de ce qu'il faut aux cultivateurs. L'impossibilité de les transporter au loin doit exciter l'accroissement d'une population qui les consomme, en produisant des choses avec lesquelles elle paie ces mêmes vivres aux cultivateurs, et ceux-ci trouvent alors à leur proximité et avec modération dans les prix tout ce qu'ils consommaient auparavant, tout ce qu'ils veulent consommer en plus, en objets manufacturés ; cet avantage de bien vendre leurs denrées, d'en acheter dautres à plus bas prix, donne aux cultivateurs l'idée d'améliorer leurs terres pour produire d'avantage. C'est donc constamment dans ce cercle que tournent l'agriculture, le commerce, les manufactures ; le premier développement de l'agriculture est suivi de celui des deux autres, le second les fait croître encore, et tous ceux qui suivent ce second développement font faire des progrès aux deux autres, et la population du pays progresse en même temps.

Quand une manufacture de produits communs, mais perfectionnés, établit ses ventes au loin dans le pays, c'est que le progrès de cette partie du pays dans la culture lui permet d'y mettre un prix en rapport avec le prix de ses denrées ; les frais de transport ne sont alors qu'un objet de petite considération.

Les progrès des manufactures de toute espèce sont dus à ceux de l'agriculture ; celles qui produisent des objets de luxe n'ont point devancé celles qui fournissent aux besoins communs ; celles-ci plus humbles ont jeté moins d'éclat, elles n'agitaient pas le commerce pour leur procurer des matières premières. Les manufactures de luxe au contraire mettent à contribution pour les lui fournir, et commerce et matelots ; elles demandent et obtiennent des priviléges.

Les villes pour en revenir à notre titre se sont agrandies, parce que le sort des habitants de la campagne s'est amélioré, parce que leur culture s'est agrandie, en même temps que leur population; il a fallu que les villes s'agrandissent en raison des besoins de la campagne. Les manufactures y ont augmenté dans la même proportion, la division du travail s'y est pratiquée. Telle est l'histoire de leur prospérité actuelle.



CHAPITRE IV.



Comment le commerce des villes a contribué à l'amélioration des campagnes.

L'amélioration successive des campagnes par le développement de la population qui, par les bienfaits de la nature, trouvait les moyens de subsistances nécessaires, toute faible qu'elle était, toute inaperçue qu'elle paraissait, ne s'en poursuivait pas moins avec la même intensité dans l'ombre qui l'environnait; elle agissait en même temps par ses besoins sur le commerce des villes qui devait agrandir ses magasins, qui devait les fournir d'un plus grand nombre de choses, pour satisfaire aux besoins de la campagne. C'est de ce moment que le marché des villes devint plus grand, soit pour le débit, soit pour l'achat. Les campagnes y portèrent leurs produits bruts, parce qu'ils étaient assurés de leur vente; elles y allèrent demander des produits manufacturés,

parce que la vente de leurs produits leur permettait d'en faire l'achat.

Les campagnes voisines des villes n'améliorèrent pas seules leurs champs fertiles; leur population ne s'y montrait pas seule plus nombreuse; au loin la même impulsion était donnée; les mêmes produits se montraient, les mêmes besoins se ressentaient; le commerce devait donc prendre sa part de cette position; son marché s'étendait en même temps que ce mouvement des nouvelles populations se faisait sentir; le marché qu'elles lui ouvraient était transitoire; il recevait leurs produits parce qu'elles lui demandaient d'autres productions; elles le lui demandaient pour se livrer à un nouveau travail.

Toutes ces transactions n'étaient pas toujours en faveur des hommes des champs; trop souvent ils échangèrent leurs valeurs supérieures contre une valeur inférieure. Ainsi les villes purent acquérir des moyens de travail qui cessèrent d'appartenir aux cultivateurs.

Alors les habitants des villes possesseurs de ces moyens de travail, achetèrent les terres qui étaient à vendre et dont une partie était restée inculte; ils les améliorèrent et leur donnèrent toute la force productive qu'elles pouvaient accomplir; c'étaient pour les villes de nouveaux moyens de travail; ils tiraient de la terre les matières nécessaires à leur industrie, en échange de leurs propres consommations; l'excédent pouvait être l'objet d'un commerce quelconque.

Le commerce ne peut fleurir que par la paix, la tranquillité, le bon ordre du pays; il est donc intéressé à ce que le pays soit heureux, parce

que le cultivateur n'achète point quand il est inquiet de son avenir; parce que celui-ci ne vend point aux manufacturiers ses matières premières quand on ne veut ou ne peut lui acheter des objets fabriqués;ainsi il a fallu que le cultivateur eût la jouissance de quelque bonheur pour que le commerce fleurît.

Les propriétaires furent longtemps dans le cas de consommer, par l'hospitalité qu'ils donnaient, les revenus de leurs domaines, ou de les faire consommer par un grand nombre de serviteurs; les cultivateurs de leurs domaines étaient d'ailleurs à leur charge; ainsi ceux-ci consommaient la plus grande partie du revenu de ce qu'ils produisaient; aussi cet état de choses donnait aux propriétaires le plus grand pouvoir sur des hommes qui leur devaient la subsistance.

Mais l'indépendance des communes, la progression de la population, des circonstances étrangères qui furent favorables à la masse du peuple, telles que les croisades, la renaissance des lettres, l'invention de l'imprimerie, détruisirent le pouvoir des propriétaires; les terres furent divisées, et le bien-être général qui n'était encore que dans l'ombre fut apparent.

Le commerce, les manufactures avaient jusqu'alors commencé la démolition des fortunes nobiliaires, en offrant aux propriétaires des objets d'échange à acquérir avec une partie de leurs revenus; ils vinrent en possibilité d'acquérir eux-mêmes ce revenu, et par conséquent de le conserver ou de l'augmenter en le prêtant; le noble fut dépouillé, et alors ceux qu'il nourrissait d'une misérable manière sentirent la nécessité

de travailler pour leur compte, de se mieux nourrir; ils produisirent plus, ils consommèrent davantage, le commerce trouva avec eux son agrandissement.

Les circonstances qui existent entre la consommation des revenus du propriétaire par lui et ses hommes, et entre celle de ceux qui sont venus à bout de s'approprier ces revenus pour les consommer par eux ou par leurs serviteurs, sont assez indifférentes à la société, car de toutes manières, il y a des consommateurs. Seulement il est sorti de la ruine des propriétaires seigneuriaux, la liberté pour les hommes qui les servaient, qui étaient leurs serfs, qui étaient leurs cultivateurs, qui ne pouvaient rien posséder en propre, de pouvoir cultiver à leur avantage, de pouvoir consommer en raison de leur travail, de pouvoir acquérir les terres qu'ils cultivaient. Voilà toute la révolution qui fut faite alors, et qui a développé la culture, ainsi que le commerce et les manufactures.

La substitution d'un roturier, d'un commerçant à un noble dans ses domaines, dans ses jouissances, n'aurait apporté aucun changement dans l'état de l'agriculture si elle avait été isolée; il fallut donc que le changement fût général pour qu'il fût radical.

La ruine des propriétaires seigneurs ne fut pas instantanée, elle dut s'opérer graduellement. Les mauvais marchés les ruinèrent peu à peu, en même temps qu'ils libérèrent leurs serfs par l'impossibilité où ils étaient de fournir à leurs propres besoins. Ainsi marchait la civilisation; les fermes en changeant de maîtres donnèrent

un produit supérieur qui augmenta la population; le revenu des fermes devint en même temps plus considérable; les propriétaires, quoique dépouillés d'une partie de leurs anciens domaines, purent donc encore pendant quelque temps avec les revenus du reste de leurs domaines, sur lesquels les améliorations de la culture se firent sentir, satisfaire leur vanité, et c'est ainsi que le commerce et par les esclaves émancipés et par les seigneurs, en partie dépouillés, mais devenus plus riches par l'émancipation de leurs esclaves, devint plus actif pour fournir à tous les besoins qui se montraient.

La continuité de la ruine des anciens seigneurs était dans l'ordre de la justice suprême; leurs dépenses sans frein les amenèrent bientôt à une ruine presque complète. Le sol fut mieux partagé entre les habitants des champs, qui se livrèrent à des améliorations que l'état progressif de la société commandait, tandis que les marchands et les manufacturiers gagnaient les moyens d'existence des propriétaires seigneurs qui se ruinaient.

Le lent affranchissement des serfs, la continuité des lois de substitution de primogéniture ont seuls retardé en plusieurs pays le développement de la culture, celui de leur population et celui du commerce et de l'agriculture.

Je n'irai pas chercher mes exemples bien loin. En Pologne, le commerce, les manufactures sont-ils brillants, lorsque son agriculture souffre? et encore celle-ci souffre-t-elle moins que les deux autres? que sont donc le commerce et les manufactures de l'Espagne? ne voit-on pas qu'ils souffrent, qu'ils sont morts, pour ainsi dire,

parce que son agriculture ne va que d'un pas incertain, vu le mauvais ordre du pays.

L'agriculture qui mène à sa suite le commerce et les manufactures a une marche lente, quelquefois incertaine, par suite des lois ou des troubles civils; mais cette lenteur s'efface de jour en jour; car la population croît avec la culture. Pense-t-on jamais à cette marche ascendante de la population des états? a-t-on jamais sondé les obstacles qui nuisent à cette marche? peut-on les prévoir, et quand on les prévoirait, qui pourrait se croire assez sage pour les lever? la culture seule accroît la population, qui, elle aussi, accroît la culture, et par suite le commerce et les manufactures, qui accroissent aussi leur population ouvrière.

L'Amérique n'a marché à plus grands pas dans ces derniers temps que l'Europe que parce que son travail est tout entier fondé ou à-peu-près sur l'agriculture; sa population double donc tous les vingt-cinq ans; cette agriculture appelle dans son sein une partie de la population d'Europe, parce que celle-ci a des terres moins fertiles, plus difficiles à cultiver, dont le travail ne procure qu'un salaire équivoque, parce que ces terres y donnent moins d'excédent pour la nourriture et l'entretien du travailleur et de sa famille.

L'Amérique avant que d'être commerçante n'était occupée que de sa culture. Quand celle-ci put lui fournir des matières convenables, elle devint commerçante. Depuis elle est devenue un peu industrielle par l'effet des lois qui l'y ont forcée, ou pour obtenir à plus bas prix des

produits qui ne lui arrivaient qu'à grands frais.

En tout pays la culture plus ou moins imparfaite a précédé le commerce intérieur ; dès que celui-ci commença à exister, il se borna à quelques produits ; il s'accrut en même temps que la culture et ne se borna plus aux produits du pays, mais s'étendit encore aux produits étrangers.

Si pour affaiblir cette proposition on remarquait que dans ces derniers temps un commerce étranger considérable existait dans l'Espagne dont la culture est si misérable, il faudrait aussi reconnaître que ce commerce n'était qu'un commerce de transit, que c'était le produit des manufactures de divers autres états qui empruntaient ce territoire pour se répandre dans les Amériques dont les produits se vendaient également chez eux par l'intermédiaire de l'Espagne.

Le commerce intérieur ou étranger n'est qu'un commerce d'échanges. Les moyens de travail restent les mêmes qu'auparavant, après toutes les transactions auxquelles il donne lieu ; il n'ajoute au bien-être de toutes les classes de la société qu'en représentant une variété d'objets qui satisfait leurs goûts ; tout ce qu'il procure en augmentation de fortune pour les uns est toujours perdu pour d'autres.

Les moyens de travail acquis à un pays par le commerce et les manufactures ne sont pour lui qu'une possession précaire, incertaine, tant qu'ils ne sont pas employés dans la culture et l'amélioration de ses terres. Un marchand n'est l'homme d'aucun pays ; il peut transporter ses moyens de travail partout où il le veut et avec lui toute l'industrie que ces moyens de travail mettaient

en activité, on ne peut pas dire qu'il en appartienne rien au pays, tant qu'il ne les y emploie d'une manière ou d'autre.

La diminution du commerce de la Lombardie ne lui a pas enlevé tous ses moyens de travail, parce qu'elle en avait fixé une partie dans son sol qui est encore l'un des mieux cultivés de l'Europe; ainsi d'Anvers, de Bruges, de Gand en est-il arrivé. La Flandre n'a point perdu sa prospérité entière en devenant moins commerçante, parce que son sol avait reçu une partie des moyens de travail de ses riches négociants, parce qu'elle est restée avec une riche culture, parce que son travail agricole dominait de beaucoup sur le travail industriel. En est-il de même des anciennes villes anséatiques? de Venise, de Gènes; toute industrie y est morte parce qu'elles n'avaient point de territoire, de culture propre à elles, et que leur sol ne pouvait recevoir les bienfaits qu'auraient répandus les moyens de travail qui leur auraient été donnés.

Les révolutions anéantissent le commerce des nations, mais n'altèrent que passagèrement la culture, parce que ses moyens de travail ne sont pas tous sous la main des hommes qui voudraient se les approprier; pour les détruire, il faut des siècles de convulsion.



CHAPITRE V.



Marche progressive de la Population en conséquence de celle des subsistances et du travail.

La population est le principe de la richesse d'un état; plus elle est considérable, plus il est riche; mais cette population le rend plus ou moins riche, suivant son état de civilisation, son goût pour les jouissances, son amour pour le travail.

Un peuple libre a plus de richesses qu'un peuple esclave, parce que le travail est plus estimé chez lui, mieux pratiqué.

Un peuple libre a plus de jouissances qu'un peuple esclave, parce que par le travail, il peut se procurer et ses besoins et ses jouissances.

Dès qu'un peuple estime le travail, et qu'il s'y livre avec ardeur, aussitôt commence chez lui une circulation incessante de produits divers qui entrent dans sa consommation et qui sortent de sa production.

Aucun travail ne peut avoir lieu sans consommation ; ainsi une population qui travaille beaucoup, consomme beaucoup et produit beaucoup; car tout ce qu'elle consomme reparaît sous une forme nouvelle dans un autre produit qui doit être à son tour consommé par elle; la population produit donc le travail, la production et la consommation.

La population s'accroît constamment en tout pays, plus ou moins, suivant l'étendue des terres, leur fertilité, les lois qui les régissent; elle s'accroît plus promptement dans les pays vierges que dans ceux qui sont déjà et depuis longtemps habités. Plus la terre est capable de répondre aux besoins de l'homme, plus la population fait de progrès; moins la terre satisfait à ces besoins, alors même qu'une culture savante intervient pour la faire produire, moins la population s'accroît.

Ce qui détermine l'accroissement de la population, c'est la quantité des produits de la terre qui dépasse les besoins de la population existante, quantité qui est plus ou moins considérable suivant la fertilité des terres et l'aptitude des hommes qui la cultivent.

Il est nécessaire qu'une quantité de produits de la terre dépasse les besoins de la population existante pour qu'une nouvelle population, ou la population naissante, trouve des moyens suffisants d'existence qui puissent lui donner un jour comme moyens de travail, la puissance de se livrer au travail pour obtenir ses moyens de consommation dans la production existante.

Une population naissante fait monter le prix des produits de la terre, par la demande qu'elle

en fait ; cette circonstance décide la mise en culture des terres moins fertiles. Les terres inférieures en qualité ne sont donc cultivées qu'autant que les frais de la culture sont payés par le prix plus élevé des produits que commande la nouvelle population. C'est donc d'après la quantité possible des produits de ces terres que la population peut s'accroître.

Une population va toujours en croissant, tant que dans un pays il y a des terres nouvelles à cultiver ou à améliorer ; elle ne s'arrête dans sa progression que lorsqu'il n'y a plus de possibilité de mettre en valeur de nouvelles terres, ou d'améliorer les anciennes ; le revenu social s'accroît donc par suite de l'augmentation de la population et de l'amélioration des terres.

Plus la population d'un état est considérable, plus la dépense de cet état est considérable. Chez les peuples civilisés où la population est considérable, on veut la perfection de toutes choses, afin d'obtenir plus de jouissances ; on veut des canaux, des ponts, des chemins, de grandes et petites communications, des encouragements pour l'amélioration de la culture et le développement des sciences et des arts, etc. Ainsi les impôts sont pour eux plus considérables, et c'est leur plus grande population qui est la cause de l'augmentation des impôts, aussi bien que celle de l'augmentation du revenu social et de celui des propriétaires.

Dans un état où la population est nombreuse, le travail est toujours plus utile à l'ouvrier que là où elle est moindre ; parce que l'ouvrier est plus constamment occupé. Quand le travail est

utile à l'ouvrier, il ne l'est pas moins à la société, parce que le travail de l'un engendre le travail de tous.

Une population nombreuse établit toujours une demande constante de travail, de sorte que la production se proportionne au nombre des travailleurs, ainsi que la consommation; chaque année voit donc croître la population, la production et la consommation en raison de la force productive des terres du pays qui se developpent par la demande de leurs produits.

La population d'un état ne peut se développer qu'en raison des moyens de subsistance qui se trouvent disposés pour remplir cet office, et c'est une folie que de hâter le développement d'une population qui ne pourrait subsister, si elle n'en trouvait les moyens préparés.

Il existe dans l'espèce humaine une tendance à multiplier au-delà de la subsistance ou du travail préparé; ce fait malheureux explique la misère de certaine classe et la mortalité précoce de la plus grande partie de ses enfants.

Ce n'est pas cependant entièrement à cette tendance d'une trop prompte multiplication de l'espèce humaine qu'il faut attribuer la misère des ouvriers; on doit en voir la véritable cause dans le commerce étranger qui, dans des instants, appelle une nombreuse population à satisfaire ses besoins, qui, dans d'autres, rejette son travail; ce ne sont pas seulement les ouvriers qui travaillent directement pour l'étranger qui souffrent de cet état de fluctuation du commerce, mais encore tous les ouvriers qui fournissent aux besoins de ces ouvriers travaillant directe-

ment pour l'étranger; car l'état de pénurie de ceux-ci ne leur permet plus de consommer ce que d'autres produisaient pour eux.

Cette population qui cesse un instant de travailler pour l'étranger ne peut se rejeter dans les emplois qui satisfont aux besoins de l'intérieur, sans mettre au rabais son travail, sans rabaisser celui des autres ouvriers; ainsi tous pourvoient mal à leurs subsistances, et à celle de leur famille.

Ce n'est pas la tendance de l'espèce humaine à se multiplier qui s'oppose à l'amélioration durable de sa condition ; ce n'est pas parce qu'il y a beaucoup de producteurs que sa condition ne s'améliore pas; car il y a en même temps autant de consommateurs; le travail est demandé en tout temps autant qu'il est offert, du moins dans l'état normal, tel n'est pas celui de l'Angleterre. S'il y avait moins d'ouvriers qu'il n'en existe, le travail serait tellement demandé qu'il y aurait une hausse excessive des salaires, et cette hausse de salaires serait la cause immédiate d'une plus grande quantité d'hommes, parce que la mortalité des enfants serait moindre; les parents pouvant fournir à leurs besoins au moyen de la hausse des salaires.

Les ouvriers ne peuvent obtenir une amélioration dans leur condition; il faudrait qu'avec le salaire qu'ils reçoivent, ils pussent se procurer un plus grand nombre de choses pour obtenir cette amélioration, et il faudrait qu'ils les obtinssent de l'une de ces deux manières : le travail par machine ou le travail d'un autre ; ici il est difficile de voir comment leur condition

pourrait s'améliorer ; en effet, tout ce qui serait produit par des machines altérerait leur salaire, et ce qui serait produit par les autres, ils ne l'échangeraient avec leur travail que pour sa valeur relative, comme cela a lieu maintenant. Dans le premier cas, leur condition ne serait pas améliorée non plus que dans le second, puisqu'ils ne pourraient se procurer avec leur salaire que ce qu'ils se procurent actuellement.

Mais en supposant que l'amélioration de la condition des ouvriers pût avoir lieu par les machines, elle ne serait que momentanée ; la tendance à la multiplication de la classe ouvrière nuirait encore à l'amélioration de sa condition, car les machines, quand même elles pourraient se multiplier davantage, ne seraient jamais en position de lui fournir une plus grande quantité de choses pour la valeur égale de leur salaire qui n'existerait pas, puisque tout le travail serait fait par des machines.

L'amélioration durable de la condition d'une partie de l'espèce humaine, est une chose impossible, car il faudrait nécessairement détruire la concurrence qui est la loi des salaires. L'augmentation des salaires, en augmentant le prix de la production, n'améliorerait pas la condition des ouvriers.

La population qui croît, trouve toujours dans ce qui est produit par la terre et les hommes un excédant qui fournit à ses besoins présents; quand elle se présente au marché, elle y produit ainsi plus de demande, et l'effet de cette demande est suivi d'une augmentation de produits, non pas pour la population présente, mais pour la partie

de la population qui doit se développer ou se développe. L'augmentation de ces produits n'a lieu que par degrés, parce que le cultivateur ne peut agir sur le sol que lentement. Ainsi toute la partie de la population qui paraît sur le seuil de la vie dans la classe ouvrière, manque toujours de quelque chose, et ce sont les êtres les plus vigoureux, ceux dont les parents éprouvent le moins de misère et qui peuvent atteindre au prix des choses qui gagnent l'époque où ils peuvent complètement fournir à leur subsistance par leur travail.

Une population croissante donne des ouvriers en proportion de l'ouvrage demandé, car le travail s'accroît en même temps pour fournir à leurs besoins; il faut donc des ouvriers nouveaux pour satisfaire aux besoins d'une nouvelle population; or, s'il y a un travail nouveau à donner à cette population, si cette population nouvelle demande le travail de l'ancienne, son existence n'affaiblit pas le salaire des autres ouvriers qui conservent une égale quantité de travail par la demande qui en est faite par la nouvelle population; ces ouvriers nouveaux demandent de l'ouvrage, parce qu'ils consomment d'autres ouvrages; ainsi ils donnent lieu d'en produire pour eux comme ils en produisent pour d'autres. Nous supposons deux ouvriers de plus dans la société, l'un cultivateur, l'autre manufacturier : le cultivateur fournit du blé au manufacturier, le manufacturier fournit des vêtements au cultivateur, tous deux ont de l'ouvrage, l'un par l'autre; aucun d'eux ne nuit à l'ouvrage des autres et hors de proportion avec les besoins généraux , aucun d'eux ne fait fléchir le salaire des ouvriers plus anciens qu'eux.

Si la population qui croît trouve toujours le marché approvisionné pour ses besoins, il n'en est pas moins vrai que la puissance productive de l'homme pour la multiplication de son espèce étant plus grande que celle de ses moyens de subsistance, il faut nécessairement que la mort décime tout ce qui n'est pas dans de bonnes dispositions d'existence, par l'impossibilité où se trouvent les chefs de famille de fournir à une partie de leurs enfants ce dont ils manquent.

L'homme en se multipliant outre mesure, accomplit une loi de la nature; les arbres des forêts, les plantes des champs multiplient aussi immensément leur espèce; mais la loi de la nature est subordonnée à une providence qui détermine la quantité de fruits, d'individus qui devront exister à chaque période de la vie. L'homme peut donc et doit mourir en tout état de cause; c'est là son lot, et sa destinée ne dépend point d'une prévision humaine; celui qui meurt dans son jeune âge, parce qu'il est né en Europe au milieu des nations populeuses, eût vécu sans doute longtemps s'il était né en Amérique; car il est sans doute aussi, que si un pays se trouve peu peuplé, la Providence doit permettre qu'il s'établisse un tel ordre de choses dans ce pays pour qu'il devienne plus peuplé.

L'homme libre et intelligent ne peut se refuser à donner l'existence à ceux qui peuvent naître de lui. Que sait-il de leur sort? peut-il compter avec la société et lui demander si elle aura les moyens de les nourrir, de les élever jusqu'à âge d'homme? s'il se trouve un homme qui puisse calculer les chances de vie pour ses enfants, la

plus grande partie ne saurait le faire, et ce serait alors un crime social que de s'abstenir de la multiplication de son espèce, vu l'incertitude où l'on est de savoir quels de ces enfants qui peuvent naître doivent vivre à âge d'homme ou mourir dans l'enfance.

Il y a donc raison suffisante de s'en rapporter au cours ordinaire des choses, à l'égard de la multiplication de l'espèce humaine; il naît des hommes comme il naît des glands; beaucoup germent, poussent quelques feuilles, et ne font jamais un arbre, étouffés qu'ils sont par l'ombre de leurs voisins plus vigoureux.

On a attribué faussement à l'accroissement de la population, la croissance du paupérisme, la croissance des souffrances des pauvres et leur misère. Cet accident social en est cependant bien indépendant. Si la misère met un terme à la vie en la ravissant, elle diminue la population exubérante et la moins propre à satisfaire les besoins de la société, parce que son travail n'équivaut pas à ses consommations, et par conséquent il reste le travail nécessaire au reste des hommes; une population nombreuse et croissante ne peut pas davantage accroître leur misère, puisqu'il y a toujours une quantité de travail correspondant à la quantité de la population : ainsi celle-ci est renfermée dans tous les temps dans les termes dont elle doit être composée.

Il est si peu vrai que l'accroissement de la population soit une cause de misère et de mortalité, que nul accroissement de population ne serait possible en aucun temps, parce que sa misère la détruirait à son apparition. Ainsi, la population

resterait dans le *statu quo*, rétrograderait même jusqu'à ce que l'équilibre serait rétabli entre la population, les subsistances et le travail. La misère est produite par l'immoralité, la paresse ou le défaut d'intelligence; ceux-là donc disparaissent du monde et font place à d'autres qui, venus en des temps plus opportuns, livrés à de moindres vices, non-seulement les remplacent, mais qui encore augmentent le nombre des vivants. Toute société civilisée paraît avoir un nombre d'autant plus considérable de malheureux que ceux-ci s'abstiennent de prendre plus ou moins le soin de s'approcher de la civilisation.

Tous les hommes ne peuvent se procurer les mêmes jouissances; l'inégalité de leur condition est une suite de l'inégalité de leur intelligence, de leur raison, de leurs mœurs. L'homme qui naît avec des moyens de travail et qui les perd dans ses échanges, perd en même temps ses moyens de jouissances. Ceux au contraire qui gagnent ces mêmes moyens de travail, augmentent la somme des moyens de jouissances qu'ils pouvaient se procurer, ainsi les uns sont privés de jouissances; les autres les ont en abondance; mais le travail subsiste toujours pour celui qui a perdu ses moyens de jouissance et de travail, et ce travail lui fournit la subsistance, quand il sait retirer de son travail la valeur qu'il mérite; mais s'il échange son travail pour 1 fr. 25 c., lorsqu'il en vaut 1 fr. 50 c. contre un autre travail qui vaut 1 fr. 50 c. et qu'on lui vend 1 fr. 50 c., il perd 25 c. sur son travail, et celui qui l'a acheté les gagne; ainsi il devient misérable et ne peut plus se procurer sa subsistance; quand

cela arrive, il ne fait des échanges aussi désavantageux pour lui que par faute d'intelligence, et il faut qu'il laisse la place à d'autres.

L'homme qui fréquente les cabarets , abrutit sa raison, occupe mal son temps, néglige le travail, diminue son revenu annuel. Sa misère est donc une conséquence de sa conduite qui rejaillit en entier sur sa famille.

L'homme qui veut mendier son pain et qui prie Dieu de ne point trouver d'ouvrage, doit également être misérable aussi bien que sa famille.

Un pays commerçant a plus de pauvres qu'un pays agricole, parce que les occupations du commerce ne sont pas aussi régulières que celles des champs, parce qu'il y a moins de débauche dans les campagnes que dans les villes. Ainsi plus un pays devient commerçant, plus la misère de ses ouvriers, plus le paupérisme est apparent.

Une égale répartition de la richesse que nous montrerons être très minime pour chaque individu puisqu'elle ne se compose annuellement que du produit foncier des terres, ne serait qu'un palliatif insuffisant pour anéantir la misère, car les mêmes causes qui la produisent, la reproduiraient de nouveau dans un temps donné.

Une population qui partagerait la richesse ou le produit total des terres entre chaque individu, renoncerait par cela même au commerce. En effet on ne peut être obligé de tirer sa subsistance par soi-même du sol sans renoncer au commerce, aux arts, etc. D'ailleurs dans cette position on ne peut être laboureur et commerçant tout à la fois, puisqu'il n'y a plus de commerce;

mais si j'accordais qu'il y en aurait encore un petit reste, si on louait ses terres pour être commerçant, c'est alors que commencerait l'inégalité des partages. Le commerçant sait toujours mieux vendre ou mieux acheter que d'autres, et dès-lors la misère reparaîtrait.

Plus une nation est commerçante, plus grande est la misère de sa population industrielle, parce que son salaire n'y est, quoiqu'élevé, jamais en proportion avec les accidents qui affligent le commerce. Six mois de stagnation du commerce absorbent bien au-delà des économies des ouvriers des villes, et leur font contracter des dettes. Leurs salaires, quoique plus élevés que ceux des ouvriers de la campagnes, leur sont toujours insuffisants pour les préserver de la misère, au devant de laquelle ils courent par leur inconduite : d'ailleurs, insouciants du temps futur, placés au milieu de jouissances qui les sollicitent sans cesse, ils dépensent les salaires élevés qu'ils reçoivent aussi vîte qu'ils les gagnent. Leur misère dans les mauvais temps doit donc être profonde.

Il y a moins de misère à la campagne que dans les villes commerçantes, à population égale; celle qu'on peut y remarquer est souvent l'effet de l'inconduite des individus dont la moralité inspire si peu de confiance, qu'on leur refuse un travail qu'on pourrait souvent leur donner.

Mais laissons là de côté la partie sociale de l'économie politique, et renfermons-nous dans le cadre que nous nous sommes tracé, la théorie du travail ou de la richesse.

L'homme naît et vit, quand il y a pour lui

un fonds de subsistances et de matières brutes amassées par la société pour assurer son travail et sa subsistance. Une nation comme la France, de 33 millions d'habitants, amasse annuellement pour nourrir et donner du travail à un accroissement de 200 mille individus, une valeur de 42 millions en subsistances et en matières à travailler, si le produit social des terres est de 7 milliards pour 33 millions d'hommes, ou 214 f. par tête comme moyen de subsistance et de travail; il faut donc chaque année des efforts dans la culture pour obtenir cet accroissement de subsistances. Tout ce qui était livré par elle auparavant était nécessaire à ceux qui existaient, c'étaient 7 milliards en produit de son industrie agricole.

Il faut donc que chaque année il y ait des améliorations des terres fertiles, des défrichements de terres infertiles, pour fournir à la subsistance de la nouvelle population. Il faut aussi plus de bras pour ces travaux; et les améliorations se font ainsi que les défrichements, parce que les subsistances étant plus demandées, soutiennent un prix suffisant pour indemniser le cultivateur de ses dépenses, alors qu'il voit consommer par une nouvelle population tout ce qu'il produit en plus relativement à la population présente.

Quand une population s'accroît annuellement, le produit des terres augmente dans la même proportion; les salaires se maintiennent, et ont même une tendance à la hausse. Les revenus augmentent par la demande des produits nécessaires à la population croissante; si les salaires ne haussent pas; au moins y a-t-il une demande plus

soutenue des produits et du service des ouvriers, ce qui suffit pour multiplier la production.

Quand une population s'accroît annuellement, le revenu des terres augmente. On peut donc alors défricher pour satisfaire à sa demande, même pendant les années de moindre production, les terres les moins fertiles. Or, c'est le degré de la fertilité de ces terres, l'abondance de leurs produits, le prix auquel s'élèvent ces produits qui doivent déterminer la somme de la population croissante, qui s'asseoit un jour, en âge viril, au banquet de la vie. Plus les difficultés de la culture sont grandes, plus petit en est le nombre, plus il existe de bonnes terres à mettre en valeur, plus la multiplication de l'espèce humaine est considérable. La croissance de la population doit donc suivre une marche différente chez chaque peuple; rapide en Amérique, elle est plus lente en France; il ne faut pas compter ici l'Angleterre, qui n'existe que par des moyens factices.

Les gouvernements ne doivent rien faire pour activer la multiplication de l'espèce humaine; tout encouragement donné à cet égard est en pure perte et inutile. La population pourra bien s'accroître, si les gouvernements le veulent, d'un certain nombre d'enfants, mais ces enfants ne viendront jamais à âge d'homme, parce que les moyens de travail, le travail, leur subsistance n'auront pu encore leur être préparés. La population s'accroît d'elle-même et sans interruption aucune, quand les moyens d'existence sont correspondants à la consommation; la population reste stationnaire, si elle ne produit, par des

circonstances qui sont indépendantes d'elles, que les moyens d'existences nécessaires à la population existante pour chaque année, sans qu'il y ait un superflu de produits pour les enfants qui pourraient former une nouvelle population; ce superflu venant à ne point exister, les enfants qui naissent disparaissent les uns après les autres; car la grande loi de la nature réserve tous les moyens d'existence à ceux qui sont les plus forts, les plus vigoureux.

La population décline, quand les moyens d'existence diminuent; ainsi la guerre diminue le travail; ainsi le commerce étranger, prohibé ou entravé, fait cesser le travail; ainsi les troubles civils l'anéantissent; et la population qui disparaît cesse de produire les enfants que son travail aurait pu élever.

En Angleterre, la taxe des pauvres est un encouragement à la population. En France, les hôpitaux généraux d'enfants trouvés sont aussi un encouragement à la croissance de la population; les aumônes faites aux ouvriers malheureux chargés d'enfants sont du même genre; nous mentionnons ces faits sans vouloir les proscrire, mais seulement pour fixer l'attention sur eux, afin qu'on établisse une règle salutaire pour que l'encouragement indirect donné à la croissance immédiate de la population soit sans danger pour la société.

Quand un gouvernement fait un sacrifice pour une classe particulière d'individus, il doit bien se persuader que tout le bien qui peut en résulter pour eux est un mal pour d'autres. Si les premiers absorbent pour maintenir leur exis-

tence le superflu annuel de la nation, s'ils s'emparent en même temps du travail, il est évident qu'il y aura des individus qui devront cesser d'être, presque en naissant, faute de trouver les mêmes moyens d'existence, faute de pouvoir passer par une porte si étroite, qu'il ne peut jamais y passer qu'un homme à la fois. Les hommes passent à la vie les uns après les autres; les plus tardifs vont à la queue, et déséspérés de ne pouvoir passer, s'en retournent.

Les caisses d'épargnes sont du nombre des établissements qui ne tendent pas à augmenter la population. Si pour une certaine classe, elles préparent pour l'avenir la subsistance et les moyens de travail, en même temps elles diminuent pour le présent le nombre des consommateurs; elles ralentissent la production en enlevant à une autre classe les moyens d'existence et de travail qu'elle avait par la consommation de la classe qui met ses économies aux caisses d'épargnes. Mais les moyens de travail versés dans les caisses d'épargnes, sont répandus dans la société par mille voies diverses par le trésor public. Ils agissent pour la consommation de la même manière que s'ils étaient consommés par leurs propriétaires. En salariant et entretenant les fonctionnaires publics, ceux-ci consomment ce que les économies épargnent; il y a donc autant de consommation d'une manière que de l'autre, car l'impôt qui aurait dû être levé pour payer les fonctionnaires publics reste dans les mains des contribuables.

Les lois de douanes, les mesures prohibitives peuvent altérer une population, la diminuer,

en réduisant à la misère un grand nombre d'ouvriers ; elles peuvent enlever à une localité son industrie, ses moyens de productions et de subsistance, pour les accumuler dans d'autres. Ainsi une localité peut se trouver appauvrie, tout en conservant dans les premiers moments sa population, puis dépeuplée en la perdant par la misère ou l'émigration, tandis qu'une autre population favorisée par ces lois, se développe avec une rapidité incroyable par la réunion subite d'une grande quantité de subsistance, de travail et de moyens de travail. C'est ainsi que par des lois de douanes à l'occasion des fers, on conserve en France dans les localités où sont établies les forges, le travail des ouvriers, des charbonniers, des voituriers, le revenu des bois, celui des terres qui nourrissent la population, qui tous disparaîtraient de ces localités, ou du moins en très grande partie, si l'Angleterre pouvait amener ses fers ; tandis que celle-ci, en paiement de ces mêmes fers, demanderait à d'autres localités des produits qui y accroîtraient la population, les moyens de travail, le travail. Le mouvement imprimé serait désastreux pour quelques-uns, avantageux pour d'autres. L'état sentirait une crise intérieure, mais la population resterait ce qu'elle était. L'accroissement d'un côté compenserait la diminution de l'autre. La race des bûcherons disparaîtrait, mais celle des fabricants de rubans s'accroîtrait sans doute.

Les lois prohibitives peuvent diminuer une population, lorsqu'elles sont établies après que le commerce de l'objet prohibé a été ouvert avec

l'étranger, car alors une partie de la population est née à cause de ce commerce; mais lorsque l'objet prohibé ne fait pas partie de ce commerce, la population ne souffre pas de la prohibition, son travail n'en est pas diminué, ses moyens de travail n'en sont pas altérés, car son travail est entier.

La loi qui accorde toute franchise à un port de mer y décide à l'instant même une grande population; mais cette population est autant composée d'étrangers que de régnicoles. Les uns et les autres vivent par le commerce étranger et national; les regnicoles par le commerce étranger, les étrangers par le commerce national. Ce n'est pas accroissement de population, c'est déplacement d'une population qui se trouve là mieux qu'ailleurs.

La paresse des travailleurs est une cause pour laquelle une population ne s'accroît que très-lentement, rétrograde même en certaines circonstances; elle ne peut s'accorder avec une augmentation de population. Le travailleur qui ne produit que pour lui et avec insuffisance même, en raison de sa paresse, n'augmente certainement pas le fonds des subsistances pour l'avenir. Le Russe plus paresseux que l'Américain du nord, ne pourrait se multiplier comme lui, encore que leurs terres fussent de même fertilité. La population rétrograde, quand la paresse est poussée à tel point qu'elle ne produit pas toutes les subsistances. L'ouvrier paresseux vit alors dans la misère et il y succombe. Ainsi successivement la population voit éclaircir ses rangs. Rome se dépeuple par la paresse de ses habitants et de ceux de la campagne de Rome.

L'ignorance de ceux qui possèdent des moyens de travail, ne contribue jamais à diminuer le travail et la population, non plus qu'à empêcher cette dernière de se développer; cette ignorance ne va jamais chez eux à ce point de ne pas vouloir retirer un salaire de leurs moyens de travail en les prêtant à ceux qui doivent faire le travail et qui constamment sont en quête de se les procurer afin d'assurer leur existence et celle de leur famille.

Les lois et les institutions d'un état peuvent quelquefois produire un déficit dans la masse des subsistances et des moyens de travail, quand elles ne protégent pas l'industrie nationale, ce qui diminue le nombre de ses producteurs et de ses consommateurs et affaiblit sa population; cela arrive encore quand elles laissent le travail de ses ouvriers à la discrétion de l'étranger; elles peuvent aussi accroître la population en encourageant la plus grande production du sol, par l'exportation du blé, du vin, des soies, de la laine. Quand l'agriculture vend à l'étranger une partie de ses produits, elle peut lui acheter quelque partie de ses besoins que le sol ou l'industrie ne fournit point. Ainsi le travail est général et la population augmente.

La croissance de la population de chaque état, avons-nous dit, égale la somme des subsistances qui se trouve annuellement dépasser celles nécessaires à la population présente.

En France, elle est du 165eme environ, quoique les naissances soient du 90eme chaque année; cette population peut encore être d'un

165e pendant quelque temps; mais cependant insensiblement elle arrivera à n'être que la 166e, la 167e partie, etc., d'une population totale qui néanmoins pourra être de 36, 37, ou 40 millions d'habitants. Ainsi en tout temps, la population existante prépare la subsistance de la population croissante, en raison de la fertilité des terres et de l'étendue de celles qui sont cultivables ou améliorables.

La diminution de la croissance de la population en France est fondée sur la diminution du superflu des subsistances. En effet, quand on aura tiré tout le parti convenable des terres fertiles, quand on aura amélioré les terres infertiles, ce qui n'arrivera qu'avec le temps et par des efforts graduels, il y aura nécessité de s'arrêter. L'accroissement de la culture diminuera d'après les mêmes proportions que celle de la population.

La croissance de la culture en France est représentée par 214 fr., valeur du pays pour la subsistance de chaque nouvel individu; la France acquiert donc un revenu de 42 millions chaque année, qui sont pour elle une nouvelle richesse, de nouveaux moyens de travail, pour une nouvelle population de 200 mille individus par an.

L'Italie et l'Espagne progressent plus lentement; leur culture, leur commerce restent au même état que leur population. L'indolence des peuples, le nombre des couvents nuisent à l'accroissement de la population nouvelle qui ne trouve aucun superflu pour elle, aucun travail.

La population de la Prusse double, suivant

Malte Brun, tome 5, page 153, *Précis de la Géographie*, tous les 25 ans, tandis que maintenant celle de la France ne peut doubler que tous les 125 ans. Si ces augmentations de population suivaient constamment la même marche, il en résulterait que la Prusse, supposée avoir aujourd'hui 1840 une population de 10 millions d'âmes, en aurait 20 en 1865, 40 en 1890, 80 en 1915, 160 en 1940; tandis que la France qui a actuellement 33 millions d'individus, n'en aurait pas en 1940, 66 millions, ce qui ne saurait être véritable. Aussi faut-il chercher la raison de cette anomalie. La Prusse peut sans doute proportionnellement avoir aujourd'hui plus de superflu en subsistances que la France, parce que tout son territoire n'est pas cultivé depuis aussi longtemps; parce qu'il n'y a pas à nourrir une population aussi serrée que celle de la France; mais la disproportion doit tendre tous les jours à s'effacer. En Prusse il y a 892 individus par lieue géographique carrée. En France, on en compte 1196. Quand donc la Prusse aura 1196 habitants par lieue, la population ne s'accroîtra que de la 165ème partie comme en France, à qualité égale de fertilité du sol et de commerce.

Ici je fais la remarque que la valeur du sol en Prusse et en France est proportionnelle au nombre des habitants qui l'occupent; il en est ainsi en tout pays. Cela est encore vrai pour chaque village dont le nombre des habitants fixe la valeur du territoire.

La Grande-Bretagne double sa population tous les 42 ans, dit Malte Brun; cela a pu

lui arriver une fois dans ce siècle. L'Angleterre pourrait donc avoir 50 millions d'habitants, longtemps avant la France, si on peut accepter le chiffre de Malte Brun. A quelle absurdité (1) on arriverait, si on calculait ainsi sa population dans un siècle! au reste, ce n'est point la culture qui lui donne les moyens d'élever une population croissante; ce sont les produits agricoles des autres nations qui les lui fournissent; c'est là le travail d'une population étrangère agricole qui s'est formée en vue du travail industriel de l'Angleterre; mais d'ailleurs si la population de l'Angleterre a pu croître instantanément par l'immense développement de son commerce, comme l'étendue de ce commerce a des bornes qu'il ne lui est pas permis d'outrepasser et qu'il est facile d'en prévoir la chute, on peut croire que sa dépopulation arrivera plutôt qu'un accroissement ultérieur de population.

La Hollande et la Belgique ne mettent que 56 ans pour doubler leur population. On conçoit que des pays où 1910 habitants existent par lieue carrée, ne doivent pas voir la progression de leur population aussi active qu'ailleurs, progression qui n'est pas si rapide que le dit Malte Brun; ce sont les produits agricoles de la Pologne, de la Russie qui nourrissent la Hollande et procurent à la Belgique les matières premières

---

(1) Je regarde comme probable que l'on a pris le nombre des naissances pour faire le calcul de l'accroissement de la population en pays étranger, nombre qui est plus ou moins exact, au lieu de prendre le dénombrement annuel des populations.

de son travail. La Pologne, la Russie ont des ouvriers agricoles qui produisent ce superflu de subsistances et ils manquent d'ouvriers industriels; si l'étendue de leur territoire ne leur donnait un superflu que l'accroissement de leur population n'absorbe pas, la partie de la population agricole de ces pays qui fournissent à la Belgique et à la Hollande des moyens de subsistance et de travail n'existerait pas si on ne les leur demandait pas, et si d'ailleurs ils ne sentaient le besoin des produits industriels des autres nations.

L'Autriche, dit le même auteur, double sa population en 69 ans; sa population est de 947 individus par lieue carrée. L'accroissement de cette population doit donc être moindre qu'en Prusse et plus considérable qu'en France.

La Russie européenne n'a qu'une population de 202 individus par lieue carrée et voit doubler sa population en 66 ans; si elle reste inférieure en accroissement relatif à l'Autriche, il faut mettre en ligne de compte les rigueurs du climat; mais dans tous les cas, cet accroissement doit être plus considérable qu'en France, car l'espace ne lui manque pas.

L'Amérique septentrionale ou les États-Unis peuvent à plus forte raison qu'aucun état de l'Europe nourrir une plus grande population nouvelle, parce que leurs terres sont plus fertiles et leur territoire plus étendu; la fertilité de ces terres donne nécessairement à chaque propriétaire un excédant qui devient utile à toute sa famille; là les enfants naissent pour vivre à âge d'hommes et la misère ne les moissonne jamais.

L'augmentation de la population chez tous les peuples est donc, suivant nous, en raison de l'excédant des produits agricoles; tout ce qui naît au-delà des moyens d'existence ou de travail ne saurait se maintenir en vie; ce sont des germes perdus sur lesquels nous n'avons pas de larmes à verser; car ces enfants que la mort moissonne avant le temps, ne connaissent ni le bonheur, ni le malheur de l'existence; en la perdant, ils n'ont rien à regretter: les pères et mères seuls peuvent verser des larmes sur leurs tombes.

Les gouvernements feraient donc de vains efforts pour sauver de la mort une population exubérante, car l'agriculture marche toujours vers sa perfection; mais elle ne peut que marcher lentement, car elle est un anneau de la chaîne sociale qui ne peut se mouvoir isolément; il faut que le mouvement imprimé à la chaîne sociale arrive en même temps à tous les anneaux qui la composent pour opérer chez elle une légère secousse chaque année.

Des économistes ont recommandé l'instruction du peuple et l'abstinence du mariage jusqu'à un âge avancé comme des moyens propres à arrêter l'accroissement des populations, à les maintenir dans des bornes convenables, à arrêter la mortalité des enfants. En vérité ils font bien de l'honneur à l'instruction, s'ils croient qu'elle donne toujours de la raison, qu'elle amortit les passions, que cette raison acquise même par l'instruction soit un frein assez puissant pour diminuer les élans impétueux de la nature : en vérité ils comptent bien sur la vertu

de tous, quand ils éloignent de leur pensée le tableau de la corruption des mœurs qu'entraîne le retard mis au mariage ou le célibat. Chez les peuples d'Italie, on se marie tard; on reste dans le célibat : la population s'y accroît donc lentement. En quel état sont les mœurs de ce peuple, religieux en apparence!

L'instruction, la science même, on les rendrait générales chez un peuple qu'on ne le rendrait pas plus heureux, car les passions seraient toujours là pour en paralyser l'action. Tous les hommes seraient savants un jour, ce qui ne peut être en raison de la variété des intelligences qu'il y aurait dans une nation la même misère qui peut y exister aujourd'hui.

Ces prétendus remèdes contre un accroissement trop prompt de population qui conduit un certain nombre d'enfants vers une inévitable destinée, ou sont insuffisants, ou sont pernicieux, car la perte des mœurs chez toute nation est une perte plus grande que celle que la mort peut leur faire éprouver.

La peste, les guerres longues et cruelles, déciment tour-à-tour la population de chaque nation; tout ce qu'elles perdent alors, leur est bientôt rendu : les moyens de travail, la subsistance qui étaient préparés pour ceux qui ne sont plus, arrivent alors à tous ceux qui sont; la mortalité de ces nouveaux êtres est moindre que celle qui existait auparavant; c'est quand toutes les places dans la société sont prises, que le trop plein commence à déborder de la vie. Les hommes ne peuvent lutter contre la volonté de la Providence ou la seconder, parce qu'elle

a déterminé dans sa sagesse le nombre des vivants. Quand le choléra a parcouru la France, le nombre des morts a diminué les années suivantes; celui des naissances a augmenté jusqu'à ce que la moyenne des mortalités et des naissances annuelles ait été obtenue. Ainsi la population a repris son accroissement normal. Quand les guerres de Napoléon décimaient annuellement l'Europe, la population d'aucun état n'a diminué, parce que le même travail existait toujours: les absens ont été immédiatement remplacés.

L'augmentation de la population est un accroissement du travail et des moyens de travail, s'il est vrai que chacun naît en France, lorsqu'il y a un excédant de subsistances pour lui, de 214 fr., il est évident que lorsqu'il les consomme, il donne les moyens de travail à ceux qui les lui procure. Il en est de même chez toutes les nations civilisées tant riches que pauvres, qui consomment autant qu'en France; le chiffre des subsistances a seulement changé.

L'augmentation de la population est un accroissement du travail; dès qu'il y a un consommateur de plus, il y a un producteur de plus. Le nombre des producteurs est toujours égal au nombre des consommateurs.

Une population si considérable qu'elle soit ne peut produire une baisse dans le salaire du travail de quelques travailleurs. Nous devons le redire, car c'est un préjugé qui est professé publiquement. Quand il y a des travailleurs, il y a en même temps autant de consommateurs; qu'ils soient un petit nombre de riches et un

grand nombre d'ouvriers, ou un grand nombre de riches, mais avec des richesses moins considérables et un petit nombre d'ouvriers, cela n'y fait rien. Ils consomment tous indirectement ou directement leurs revenus, leurs salaires; il y a plus, c'est que chaque consommateur est producteur direct ou indirect d'autant de choses que de celles qu'il consomme directement ou indirectement; quand l'un fait du blé, le manufacturier est là pour le consommer; quand l'autre fait du drap le laboureur est là pour le consommer. Si donc tout le monde travaille pour le service d'autrui, comme autrui travaille aussi pour lui, il n'y a pas un ouvrier qui puisse manquer d'occupation, de travail, qui doive baisser son salaire pour obtenir du travail.

C'est une singulière idée que celle-ci; on se dit: si un état perd annuellement 500 mille enfants depuis leur première année jusqu'à leur seizième, il perd annuellement 500 millions, parce que les soins et la nourriture donnés à ces enfants coûtent mille francs pour chacun d'eux. Rien ne peut mieux prouver l'absurdité d'un tel thême que ce simple calcul. Si un état perd annuellement 500 mille enfants, il perd annuellement à raison de mille francs 500 millions, en 100 ans, il perd 50 milliards, en 300 ans, il perd 150 milliards, somme supérieure à la richesse de la France, qui est de 100 milliards pour la propriété foncière, de 7 milliards environ de produits agricoles, de 2 à 3 milliards de monnaie, et de 30 milliards de propriété mobiliaire.

Tous les ans, un pays quelconque perd une

quantité d'hommes faits qui ont coûté au moins autant que les enfants qui meurent avant leur seizième année, et cependant le pays ne perd rien en les perdant; ce qu'ils consomment a été produit pour eux; ce que leurs successeurs consommeront sera également produit pour eux.

Si les enfants consomment quelque peu pendant leur courte existence, c'est un excédant de ce qui était produit pour la population existante avant eux; excédant qui peut d'abord se trouver insuffisant pour eux, et qui ne tarde pas à devenir suffisant pour d'autres par les excédants annuels qui viennent se rattacher à ce premier excédant; ils ont beau le consommer, il reparaît annuellement par le travail de ceux qui le produisent; ainsi successivement l'existence est assurée à un plus grand nombre d'enfants.

Quand la société perd un de ses enfants qui lui a coûté, je suppose 1000 francs, sans en avoir reçu aucun service, elle ne perd rien, car la subsistance qu'il a consommée était le travail d'un autre; car l'argent qu'on a donné pour l'achat de ces subsistances est devenu la propriété d'un autre; le père de cet enfant employait une partie de son salaire à nourrir l'enfant que la mort lui a enlevé, c'était une partie de son travail qu'il échangeait avec celui qui nourrissait son fils. Si cet échange n'avait pas eu lieu, la nourriture n'aurait pas existé, parce qu'il n'y aurait pas eu de motifs pour la produire; ainsi il n'y a pas de perte pour le pays, mais seulement une apparence de perte, quand les enfants périssent avant l'âge. Le père de l'enfant ne possède plus alors la part

de salaires qu'il avait employée pour élever son enfant ; celui qui lui en a fourni les moyens les possède.

En France, 33 millions d'habitants créent annuellement l'existence de 200 mille individus dans une année. Or, comme l'année suivante, la population est de 33 millions 200 mille individus, l'accroissement probable de la population pour l'année suivante est de 201,212, c'est-à-dire que les 200 mille concourent pour 1212 individus de plus dans la formation de la nouvelle population, que les 401,212 des deux années précédentes concourent pour la 3e année pour 2432 individus dans la formation de la nouvelle population, et ainsi d'année en année. Voici la véritable progression de la multiplication de l'espèce humaine dans un état tel que la France, relativement à son étendue et à la nature de son sol.

Quand dans une année la population ne s'accroît pas d'après la moyenne, ce n'est pas toujours qu'il manque un excédant dans les produits agricoles pour leur existence ; c'est quelquefois un jeu de la nature, mais l'état n'y perd rien, car ce qui se trouve préparé pour cette existence, reste disponible pour les années où il naît un plus grand nombre d'enfants.

Quand les populations sont agglomérées, compactes, le travail de chacun de ceux qui en font partie est demandé en raison de la dextérité, de l'habileté qu'ils mettent dans son accomplissement, c'est là le premier chaînon de l'industrie et du commerce, c'est de là que part la complète division du travail ; on ne voit pas les empires

qui comptent une population minime répandue sur une surface de pays immenses, parmi les nations industrielles, ils ne le peuvent pas : l'émulation du travail n'existe pas chez eux ; on n'y sent que le besoin de satisfaire à des appétits grossiers, et la nature faiblement sollicitée y pourvoit suffisamment. Ce n'est donc que quand elle se montre plus rigoureuse, et parce que les hommes se sont rapprochés les uns des autres, que le travail devient une plus grande nécessité, que la dextérité a un prix, que la division du travail s'organise; c'est ce que nous ferons reconnaître dans le chapitre suivant.



CHAPITRE VI.



Division du travail.

Quand les peuples eurent un gouvernement, ils eurent aussi des impôts à payer pour subvenir aux dépenses de ces gouvernements . Or ces impôts dans l'enfance des sociétés comme à présent ne pesèrent pas également sur les travailleurs. L'un retira donc par la vente qu'il faisait, lorsque l'impôt lui était léger, une plus grande récompense de son travail que celui qui payait un impôt plus considérable. L'inégalité de l'impôt fit reconnaître une différence dans la valeur du travail. Ce fut là une des premières causes de la division du travail, car chacun pour en faire disparaître la différence de valeur s'ingénia à ne produire que ce qu'il faisait de mieux. Ainsi on employa son habileté pour obtenir en moins de temps un produit qu'on savait ne pas avoir autant de valeur que si on y avait employé plus de temps; en même temps qu'on employait à produire

plus vite et mieux, l'habileté que l'on avait, on employait aussi la dextérité et l'intelligence, ces dons de la nature. Ainsi on s'efforçait de rétablir l'équilibre entre les valeurs produites par le travail, équilibre qui avait été détruit par l'inégalité des impôts.

Une fois que les hommes furent lancés dans cette carrière d'industrie, bientôt ses développements furent immenses; il ne s'agissait plus de paralyser l'effet de l'impôt, il fallait par de continuels efforts s'opposer à une concurrence toujours menaçante. Chaque artisan, chaque industriel avait intérêt à ne pas se laisser dépasser, sous peine de perdre son travail.

Ainsi on arriva à produire en un jour ce qu'autrefois on mettait des mois à exécuter; on put faire 4800 épingles par jour, quoique peut-être on ne put autrefois en faire qu'une, parce que chaque partie du travail d'une épingle fut faite par des ouvriers qui étaient devenus habiles dans le travail de chaque partie de cette épingle qui leur fut confiée.

Ce que nous venons d'obtenir à l'égard de l'épinglier se reconnaît dans tous les états des sociétés actuelles; quand le travail peut être divisé, on se le partage suivant son talent, et c'est ce qui donne lieu à cette multitude de métiers et d'emplois que nous voyons et dont le nombre est d'autant plus grand que les nations ont une population nombreuse.

A la vérité chez ces nations, il y a encore quelque partie de la population, surtout de celle de la campagne, qui ne connaît pas encore la division du travail dans toute son étendue;

ainsi elle laboure les champs et fabrique, cela dépend de sa position; la culture des terres n'occupe pas assez son temps, parce qu'elle n'a pas assez de terre qui puisse lui procurer un travail suffisant, et elle se livre aux travaux industriels dans ses heures perdues.

La division du travail ne peut exister pour les travaux des champs comme pour ceux des villes. Aussi voyons-nous lorsque nous comparons les échanges anciens, des produits des campagnes avec ceux des villes, que les premiers obtiennent toujours de nos jours une plus grande quantité des derniers qu'autrefois. La différence qu'on peut rencontrer dans la valeur des produits des champs ne peut être due qu'à l'amélioration de sa culture.

Mais de ce qu'on arrive par la division du travail, à faire, nous supposons, 4800 épingles au lieu d'une en un jour, il ne s'ensuit pas que l'on en produise davantage; quoique sa valeur soit beaucoup moindre, il ne s'en produit et il ne s'en consomme pas davantage. Si le nombre des épingles est plus considérable aujourd'hui qu'autrefois, c'est que la population est également plus considérable; il ne reste dans la société qu'un épinglier au lieu de 4800 qui existeraient si on n'était pas arrivé par l'intelligence, l'habileté et la dexterité à fournir en moins de temps un travail nécessaire. Les épingliers qui ont vu tarir ainsi leur travail se sont rejetés vers d'autres industries, de même qu'ont fait les copistes du quinzième siècle, lorsque l'imprimerie a paru.

L'accroissement de dextérité dans les ouvriers, l'épargne du temps à passer d'un ouvrage ou d'un

outil à l'autre, peut bien leur faire produire en moins de temps un objet quelconque, de telle sorte qu'à la fin de l'année ils auraient produit le double de ce qu'ils auraient fait s'ils n'avaient eu de la dextérité; mais leurs produits en arrivant au marché ne trouvent que les consommateurs ordinaires qui n'ont besoin que de la même quantité d'objets qu'ils consomment ordinairement; il faut donc qu'une partie de ces ouvriers cessent leurs travaux ordinaires jusqu'au moment où ils ont pu placer leurs produits ou leur travail; sinon ils doivent se jeter dans quelque nouvelle industrie qui leur soit plus avantageuse.

L'emploi des machines aussi bien que l'intelligence et l'habileté des ouvriers, diminue leur travail; on peut n'en être pas frappé chez une nation populeuse, mais cela n'en est pas moins réel.

Mais dit-on, quand le travail est ainsi dirigé, on peut en livrer les produits à plus bas prix, et dès-lors il y a une plus grande consommation. Nous craignons bien que cette objection ne soit une chimère, car les ouvriers produisant plus et diminuant le prix de leurs produits à la vente, rencontrent des consommateurs qui achetant leurs produits à plus bas prix, doivent diminuer le prix des leurs par la concurrence qui existe entr'eux. Ainsi ils ne sont jamais ou du moins ils ne le sont que pour peu de temps en état d'acheter une plus grande quantité d'autres produits pour leur consommation. On se rencontre donc bientôt dans le même état au marché intérieur, soit qu'il y ait de l'habileté, de la dextérité ou

de l'intelligence et l'emploi des machines ou qu'il n'y en ait pas. C'est toujours l'échange d'un travail d'un jour contre celui d'un autre jour; mais il en est autrement pour le marché extérieur: là on a des avantages marqués par le mode particulier du travail. Il devient avantageux à la nation qui emploie le meilleur, et sans contredit le meilleur est la division du travail. Ce qui le rend avantageux pour le commerce à l'étranger est l'ignorance dans lequel l'étranger se trouve de la véritable valeur de ce travail qu'il ne peut pas apprécier convenablement.

L'impôt mal réparti a donné lieu à la division du travail pour obtenir par l'habileté, la dextérité, l'intelligence des produits de même valeur, qu'auparavant. La continuation de l'impôt augmentant annuellement et inégalement, le prix des produits a dû maintenir, accélérer, accroître l'art de produire, pour qu'on pût fournir au prix ancien, et quand le travail manuel eut rendu impossible par sa cherté l'égalité du prix des produits entr'eux, on eut recours aux machines qui produisirent à bien plus bas prix que le travail des hommes. On put donc dès-lors baisser simultanément chez tous les producteurs le prix des produits; les salaires seuls parurent se maintenir, quoiqu'effectivement ils fussent changés de valeur par rapport aux autres valeurs du travail.

La plus grande quantité de produits qu'on remarque aujourd'hui entrer dans la consommation de toutes les classes de la société n'est pas uniquement due à la division du travail, mais encore à sa continuité. L'homme dans

l'enfance de sa nation travaille peu, occupe mal son temps et produit peu par une conséquence naturelle. Peu à peu, soit imitation, soit courage, il s'occupe davantage, produit plus et consomme plus également. Ainsi chez les nations catholiques où les fêtes sont nombreuses, les peuples produisent moins et consomment moins que les nations protestantes qui n'ont point de fêtes. Ainsi le peuple français depuis 50 ans a multiplié son travail par l'abstention des jours de fête; il ne faut donc pas s'étonner, si dans les classes les plus basses il y a actuellement dans les ménages un grand nombre d'objets qui ne s'y trouvaient pas autrefois; ce sont des produits qui ont été procurés par un plus grand travail; c'est toujours un échange égal de travail.

Quand les ouvriers vivent aujourd'hui, moyennant 200 francs qu'ils emploient à acheter tout ce qui est nécessaire à leur existence, il n'est pas douteux pour nous, que s'ils pouvaient les acheter pour 100 francs, dès ce moment-là leurs salaires diminueraient en proportion, et qu'ils n'obtiendraient alors par leur travail que ce qu'ils se procurent aujourd'hui. L'effet d'une telle baisse dans les produits agricoles serait une plus grande multiplication de l'espèce humaine, afin de consommer la quantité surabondante de ces produits qui aurait donné lieu à la baisse de leurs prix; il en est ainsi des produits industriels quand ils baissent, le salaire diminue en proportion. Ainsi l'ouvrier qui peut se vêtir actuellement pour 100 francs, s'il pouvait dorénavant se vêtir pour 50 francs, verrait également décroître son salaire dans la même proportion;

il ne retirerait aucun avantage de la baisse des bas, des draps, etc.

Quand donc il y a plus d'heures de travail, de tous côtés il y a également plus de consommation, parce que tout le monde a les moyens de payer ce qui lui convient au moyen de ses produits, de son salaire; il y a donc une plus grande circulation de produits; ce qui y donne lieu est la satisfaction des jouissances ajoutées à celle des besoins. Quand un homme travaille huit heures par jour, il ne peut que se procurer les moyens de subsistance nécessaire à lui et à sa famille. Quand il travaille quatorze heures comme en France et en Angleterre, il se procure avec ces six heures de travail de plus quelques jouissances, c'est-à-dire de bons vêtements et des meubles pour son intérieur.

Cette satisfaction des besoins de jouissance a été encore une des causes de la division du travail.

Les machines en multipliant les produits à peu de frais, en enlevant aux ouvriers une partie de leur travail, ne donnent pas aux peuples chez lesquels elles se trouvent établies, de nouveaux moyens pour les consommer; elles agissent sur les salaires, les restreignent; car en tout temps c'est un travail qui paie un autre travail et le bon marché de celui des machines ne peut être payé que par un travail équivalant, autrement il serait payé plus cher qu'il ne vaut. En abaissant donc le salaire des ouvriers par l'effet de l'emploi des machines, on n'obtient que le même résultat que celui qui aurait eu lieu, si leur salaire avait été plus élevé, et s'ils avaient consommé le travail d'autres ouvriers.

La satisfaction des besoins d'un individu n'agite que partiellement chaque membre d'une nation ; mais la satisfaction des besoins de tous les occupe complètement. Alors le travail est constant et dure autant qu'il peut durer, sans relâche, sans intermittence, sans excès, parce que ces besoins ne peuvent être moindres ou plus considérables dans un temps que dans un autre, parce qu'ils ne peuvent être moindres ou plus considérables que la population des travailleurs qui est en même temps celle des consommateurs ; c'est le mouvement perpétuel.

La division du travail ne s'opère jamais que quand un état devient assez peuplé pour que chacun trouve dans son travail habituel une constante occupation. Ainsi il y a tant de cordonniers, tant de médecins, tant de tisserands dans chaque localité, en raison de sa population.

La division du travail est d'autant plus complète chez une nation qu'elle est populeuse. En Russie, la division du travail est moindre qu'en France et en Angleterre : chacune des divisions du travail devient un métier particulier.

Les forces productrices de l'homme sont toute la valeur du travail ; les instruments de toute nature dont il se sert, les machines n'y ajoutent rien ; ils lui servent seulement de moyens pour accomplir son travail. Ainsi les machines n'ont d'autre valeur de travail que par les forces humaines qui les établissent et les font fonctionner. Ainsi quand les machines donnent une valeur quelconque à un produit, ce n'est que la valeur du travail des hommes qui les ont créées et qui les font mouvoir.

Nous avons dit plus haut que la continuité de l'impôt a dû opérer la division du travail, a dû développer la dextérité, l'habileté et l'intelligence des ouvriers. En effet quand leurs produits n'ont pu paraître sur le marché, qu'avec l'augmentation voulue par les impôts, chaque acquéreur résista avec plus ou moins d'opiniâtreté à mettre un plus haut prix à ce qu'il se procurait auparavant à un prix plus bas; cette résistance paralysa en quelque sorte le travail ordinaire. Il fallut donc rechercher les moyens de produire, après que les impôts furent établis, aux prix anciens, et on ne le put que par le développement de l'habileté, de la dextérité et de l'intelligenee.

D'ailleurs la concurrence existait, l'homme qui employait le mieux son temps pouvait produire à plus bas prix. C'était done encore là un motif pour rechercher dans la division du travail, des moyens égaux de produire.

La division du travail est un mode du travail qui met en œuvre toutes les capacités de l'homme pour vaincre les obstacles qu'il peut rencontrer dans ses échanges, ou qui sont l'effet de sa position. Ainsi il arrive par elle à produire constamment au même prix, si ce n'est à plus bas prix, quoique chargé d'impôts; il arrive à paralyser la concurrence, en produisant aussi bien et aussi vite qu'un autre, mais la division du travail ne produit pas plus que l'homme constamment occupé; elle restreint le nombre des travailleurs, et force une partie de ces travailleurs à trouver un nouveau travail.

CHAPITRE VII.



Du principe qui donne lieu à la division du travail.

Nous avons dit les causes de la division du travail; maintenant nous allons rechercher le principe qui l'a déterminé; ce principe est le commerce qui donne à tous les hommes les moyens de se procurer au plus bas prix tout ce qui peut entrer dans leur consommation pour satisfaire les besoins qu'ils éprouvent, soit pour conserver leur existence, soit pour se procurer des jouissances.

Les peuples chasseurs n'éprouvent que les besoins propres à l'existence; la nourriture et les vêtements que des chasses continuelles leur procurent, c'est là leur seul travail. Disséminés sur une grande surface de pays, ils ne sortent de l'état de chasseur pour prendre celui de pasteur que, quand leur population est devenue telle, que la chasse est insuffisante pour les nourrir, que, quand par l'exemple de quelques individus, voulant échapper au cruel joug des privations,

ils trouvent dans l'accroissement des bestiaux les moyens d'existence que la chasse ne leur offrait plus. Ces peuples devenus ainsi pasteurs ne connaissent encore que de faibles besoins à satisfaire, ceux que la conservation de l'existence commande; mais la vue des laines, des peaux de leurs animaux leur donnent l'idée d'améliorer leur position, en les préparant; ils peuvent être vêtus plus chaudement, et de l'idée d'un besoin à la satisfaction de ce besoin, il n'y a qu'une légère distance qui est bientôt franchie. Lors donc qu'ils ont eu tenté de mettre les laines et les peaux en œuvre, l'ouvrage a dû être grossier; personne ne savait mieux faire; mais succesivement on devint plus habile et l'on fit mieux. Parmi ceux qui préparaient ainsi ces peaux, ces laines, quelques-uns furent plus adroits que d'autres; ils purent céder leur ouvrage, leur travail contre un autre travail qui paraissait leur présenter quelqu'avantage, comme le leur présentait quelqu'avantage à ceux qui le recherchait; dès-lors les échanges furent pratiqués, et le commerce prit naissance; mais ce n'était encore que le rudiment du commerce, les hommes n'avaient pas encore assez de besoins pour l'alimenter, assez de population pour l'activer.

Les peuples pasteurs déjà initiés au commerce des échanges ne purent tarder à devenir agricoles. Leur population croissante ne leur faisait pas trouver dans leurs animaux assez de ressources pour assurer leur existence et satisfaire à leur besoins naissants, ils devinrent donc agricoles, c'est-à-dire à la profession de pasteur, ils joignirent celle de cultivateur, pour arracher par

leur travail, du sein de la terre, de nouveaux moyens d'existence, pour satisfaire plus complétement à leurs besoins naturels. Dès-lors, les échanges purent devenir plus fréquents. L'esprit de commerce s'insinua dans la société; quelques-uns ne pensèrent qu'à tirer avantage des talents qui leur permettaient de faire avec plus de dextérité et moins de temps le même ouvrage que d'autres, et ils s'y adonnèrent spécialement. L'inégalité des échanges les encouragea dans cette voie en leur donnant la facilité d'augmenter ce qu'ils possédaient, lorsque d'autres moins avisés perdaient une partie de ce qu'ils possédaient; en un mot, lorsqu'ils donnaient un travail plus considérable contre un moindre. Les peuples agricoles devinrent donc peu-à-peu commerçants, industriels; ils le devinrent d'autant plus rapidement que leur population s'accroissait promptement. Quand les peuples furent devenus commerçants, industriels, une certaine partie de leur population s'était agglomérée dans des bourgs, puis ces bourgs étaient devenus des villes; dès-lors la civilisation économique s'était établie au milieu d'eux, cette civilisation qui ne cultive les arts et les sciences que dans le but de développer ses forces productrices, et qu'il ne faut pas confondre avec la civilisation morale, civilisation qui ne satisfait qu'aux besoins du cœur et de l'esprit.

Ainsi on vit successivement s'accroître chez ces peuples leur population, leur civilisation, leur travail, leur commerce, et comme chaque état de la société devint successivement dans l'impuissance de fournir à tous les besoins qui

se firent jour, chacun d'eux se subdivisa au moyen de l'habileté, de la dextérité que chaque individu manifesta et du moindre temps qu'il employa pour s'acquitter de sa tâche.

Ainsi la division du travail n'a pas été dès son origine l'effet d'une sagesse humaine qui ait eu pour but le bien-être de la société; elle a été la conséquence nécessaire, lente et graduelle du commerce, du désir de trafiquer qui se développe avec les peuples, du désir du gain. Elle a été aussi la conséquence d'une concurrence entre les peuples plus avancés en civilisation, concurrence toujours plus active de leur part, de l'augmentation graduelle du prix des produits par l'accession toujours annuelle de l'impôt aux prix antérieurs de chaque objet. Cette augmentation du prix des produits a commandé à tous les producteurs les moyens de diminuer les frais de production, par la division du travail, afin de se conserver un même nombre de consommateurs dans tous les temps; car celui des métiers qui n'aurait pas admis la division du travail, aurait produit moins, vendu plus cher que les autres et aurait perdu une partie de ses consommateurs; parce que le travail qui aurait acheté ses produits aurait eu une valeur plus considérable que celle qui aurait été donnée en échange. S'il n'avait pas perdu une partie de ses consommateurs, il aurait nui à la diminution du prix des autres produits, en raison de l'élévation du prix des siens, ce qui aurait influé sur le marché.

Les peuples, quand ils deviennent autres qu'ils n'étaient primitivement, éprouvent des besoins

factices qui se développent successivement avec leur population. Il faut donc qu'ils y pourvoient ou avec le même travail qui leur procurait la satisfaction des besoins naturels, ce qui ne saurait être sans compromettre leur existence, ou avec un travail prolongé, ce qu'ils peuvent faire jusqu'à une certaine mesure, soit par la division du travail qui leur permet de satisfaire à tous leurs besoins factices, soit par la prolongation de leur travail. Ils sont arrrivés à ce but de leurs efforts, par le travail prolongé et la division du travail qui permet à chacun de ne faire que ce qu'il sait faire le mieux et en moins de temps possible.

Dans le commencement du commerce, celui qui a su produire en moins de temps une chose quelconque, a eu un avantage considérable sur ceux qui ne la savaient produire qu'en plus de temps; chacun a donc dû se décider à ne produire que ce qu'il faisait en moins de temps. La division du travail, division qui s'est accrue de siècle en siècle par suite de l'augmentation de la population et de celle des impôts n'a point d'autre origine; chacun a alors employé au service des autres son talent dans ce qu'il faisait de mieux à la condition que les autres agiraient de même avec lui; celui qui aurait produit en moins de temps qu'un autre aurait donné réellement moins de travail, s'il avait fait l'échange de son travail contre celui qui aurait été produit en plus de temps. Ce n'est donc pas à la bienveillance des producteurs qu'on doit leur travail et le meilleur emploi de leur temps, mais à la nécessité de dissimuler l'impôt qui augmentait le

prix de leur travail et à la concurrence de tous les producteurs.

Nous n'obtenons la plupart des choses qui nous sont nécessaires que par traité, troc ou échange. Le désir des jouissances, résultat de la promiscuité des hommes, nous a donné la disposition de trafiquer du résultat de notre travail avec celui des autres; ainsi que l'activité du travail et l'habileté nécessaire pour le bien faire. C'est à ce désir des jouissances, commun à tous les hommes en corps de nation, qu'est due la complète action du travail; pour tous il y a certitude de produire et de pouvoir troquer cette partie du travail qui excède leur consommation contre une pareille partie du travail des autres qui leur paraît nécessaire à leur bien-être; ainsi chaque individu est encouragé à s'adonner à une occupation particulière et à perfectionner tout ce qu'il a de talents et d'intelligence pour l'espèce de travail qui lui convient.

La différence de talents naturels dans les hommes est moindre qu'on ne le pense communément. L'habitude ou l'éducation les amortissent ou les développent. Sans les dispositions naturelles des hommes à faire échange des choses qu'ils excellent à produire, chacun aurait été obligé de se procurer à soi-même toutes les nécessités de la vie et de renoncer à ses jouissances. Chacun aurait accompli la même tâche et il n'y aurait pas eu cette grande différence d'occupation qui seule peut donner naissance à une grande différence de talents.

Cette disposition à faire des échanges qui donnent lieu à la diversité des talents, si remar-

quable entre hommes de différentes professions, les rend tous utiles, car chacun profite de son talent pour produire au plus bas prix afin de s'attirer des consommateurs de sa production.

Ainsi les talents les plus disparates sont utiles les uns aux autres, parce que les différents produits de chacune des diverses sortes d'industries respectives, au moyen du désir général du bien-être qui leur sont dus, se trouvent mis en une masse commune où chacun peut aller acheter suivant ses besoins une partie de l'industrie des autres.



CHAPITRE VIII.



Si la division du travail est limitée par l'étendue du marché.

La division du travail dépend absolument d'une plus ou moins grande population dont le travail satisfait les besoins; il est possible cependant qu'un peuple, peu nombreux par lui même, possède une grande division de travail, lorsqu'il satisfait aux besoins d'une population étrangère, comme aux siens. Pise, Gênes, Venise ont été dans cette position. L'Angleterre a plus divisé le travail que la France, parce qu'elle a étendu son marché jusqu'aux nations les plus éloignées, et elle aurait immensément profité de cette circonstance, en vendant son travail plus cher qu'il ne valait, sans la concurrence de la France, sans celle que ses propres commerçants se faisaient entre eux, concurrence qui abaissait le prix des produits du travail divisé.

Quand un pays a un marché étendu, la division du travail est toujours proportionnée à la population de ce marché; il y a plus d'ouvriers

pour le fournir, comme il y a plus de consommateurs. Quand au contraire la population est faible et disséminée sur une grande surfaee de la terre, la division du travail est moindre, les ouvriers sont moins constamment oceupés, et les consommateurs sont moins nombreux. Mais quelle que soit la circonstance dans laquelle se trouve un pays, les ouvriers ne peuvent produire que la quantité d'objets nécessaires aux besoins du pays, ils ne peuvent créer un superflu, et s'ils peuvent en produire un, il ne peut être que minime, car ces ouvriers sont toujours en nombre relatif aux consommateurs, alors même que par des machines ingénieuses, ils produisent plus que par leurs mains; ils ne peuvent produire un superflu par ce travail; ils ne produisent que ce qui est nécesssaire à la consommation, parce que ce qu'ils produisent ainsi, quoique ayant intrinséquement moins de valeur, ne peut s'acheter en plus grande quantité, parce que tout travail est égal à un autre travail.

Un petit marché engage moins à diviser le travail qu'un plus grand; l'ouvrier n'y est pas assez assuré de la perpétuité d'un ouvrage quelconque pour se borner à une seule occupation; il faut donc que ce marché s'agrandisse pour que chacun ne fasse qu'une partie de chaque objet. C'est ce qui arrive successivement aux nations les plus faibles, par l'accroissement lent et graduel de leur population.

On remarque une plus grande division du travail sur le littoral des mers, à l'embouchure des fleuves, parce que la population y répond à une population étrangère considérable. La fa-

cilité des transports y amène plus de commerce, y rassemble plus d'individus ; mais on remarque aussi que cette division du travail s'étend à l'intérieur peu à peu, qu'elle y prend le développement que sa population lui permet de prendre, que son marché exige.

Il est d'ailleurs remarquable que la division du travail et l'étendue de leur seul marché, c'est-à-dire la consommation du pays, ont seules suffi aux Égyptiens, aux Indiens, aux Chinois pour établir une circulation si rapide de leurs produits qu'elle ait paru à nos yeux de l'opulence, une très grande opulence. Ces peuples ont limité leur marché cependant, et ont été loin de partager nos idées sur le commerce extérieur qu'ils ont à-peu-près prohibé chez eux, loin de l'encourager ; le commerce intérieur satisfaisait à tous leurs besoins.

Ainsi naturellement la division du travail est moindre pour un petit marché et chez des peuples nouveaux dont la population n'est point encore assez rapprochée, que pour un marché étendu que des peuples anciens et dont la population est compacte, alimentent de leurs produits.



CHAPITRE IX.



De l'origine, de l'usage et de la valeur de la Monnaie.

Pendant longtemps les hommes échangèrent leur travail contre un travail de même valeur. Ils sentirent enfin qu'il n'était pas toujours possible d'échanger un minime travail contre un travail considérable, sans que l'un ne resta débiteur de l'autre d'une valeur plus ou moins grande, et il y avait bien des difficultés à vaincre pour pouvoir arriver à la balance du crédit; outre cela celui qui avait la créance n'était pas en mesure de pouvoir s'en passer, car son travail devait aussi solder ailleurs une multitude d'objets qui entraient dans ses besoins.

On prit donc la résolution de solder les échanges avec des coquillages auxquels on donnait une valeur d'entente, ou avec des légumes secs dont on pouvait apprécier la valeur par le travail qu'ils avaient coûté. La valeur des coquillages fut probablement aussi celle du travail employé à les ramasser. Ainsi on pouvait solder les plus petits achats.

Mais bientot on sentit les inconvénients de pareilles transactions. Les coquillages s'usaient. Les légumes secs pouvaient s'employer en temps opportun dans les consommations. Leur conservation demandait des soins.

Aussi pensa-t-on bientôt aux métaux pour remplacer ce mode de paiement. Le fer parut d'abord suffire aux besoins généraux des échanges ; mais on ne tarda pas à s'en dégoûter. Son oxidation diminuait peu à peu sa valeur, en diminuant son poids. Or la valeur du fer était celle du travail employé pour le mettre dans la main des hommes.

Dégoûté du fer on pensa au cuivre bien plus facile à mettre en légères fractions. Chacune d'elles avait aussi la valeur du travail employé pour le tirer du sein de la terre et le passer dans les fourneaux de fusion. Et chacune d'elles représentait sous un poids moindre, un poids plus considérable de fer.

Les Romains firent longtemps usage de cuivre; ils en faisaient encore usage, lorsque les Perses, les Grecs faisaient leur commerce avec de l'or et de l'argent. Mais le commerce des Romains était à peu près nul et le cuivre leur suffisait. Ils n'eurent recours à l'or et à l'argent pour payer leurs légions que quand ils furent devenus conquérants.

L'or et l'argent que les Perses et les Grecs et bien d'autres nations avant eux employaient dans leurs transactions leur avaient paru mériter la préférence sur le cuivre comme étant moins tendre que lui, comme pouvant avec un moindre poids représenter une valeur égale. L'or était plus pesant que l'argent, plus dur, il était donc pos-

sible de le diviser en plus de fractions que l'argent, et on possédait sous un moindre volume une valeur égale.

Les premiers bijoux qui parurent furent en or et en argent. Le travail nécessaire pour les établir fixa leur valeur. Ce travail se composait de l'extraction de ces métaux, de leur purification au creuset, et de leur mise en œuvre comme bijoux. Leur emploi comme tels montra leur durée et le peu de volume que la matière première manifestait; ainsi il ne fallut pas beaucoup de réflexion pour voir que l'or et l'argent, dégagés des frais de manipulation comme bijoux, remplaceraient avec succès le lourd métal de cuivre.

L'or et l'argent employés dans les échanges, eurent dès-lors la valeur du travail nécessaire pour les tirer de la terre et pour leur donner le degré de pureté convenable.

L'or moins abondant dans les veines de la terre, plus difficile à mettre en œuvre que l'argent, coûtait plus de travail que ce dernier, dans la proportion de 15 à 1; par conséquent une livre d'or valut comme 15 d'argent. Quelquefois on a vu ce rapport être moindre ou plus considérable. Cela a dépendu de quelques circonstances particulières et indifférentes à notre sujet.

Mais l'or et l'argent ne pouvaient servir en lingots que dans les grandes opérations du commerce; il fallut donc les fractionner, et c'est lorsqu'ils furent en petits morceaux qu'ils devinrent plus employés pour les échanges. Là se rencontrait une nouvelle difficulté. L'or et l'argent étaient-ils bien purs de tout alliage? Représentaient-ils véritablement le travail qu'on échangeait contre

eux? Les chefs des nations comprirent alors la nécessité de donner un cours régulier à ces métaux, et ils divisèrent les lingots d'or et d'argent en fractions qui portaient leur marque pour assurer le degré de finesse de ces métaux. Chez chaque nation on les divisa différemment: de là l'inégalité du poids des monnaies. Quelques-uns même admirent plus d'alliage que d'autres. Mais le commerce ne s'y trompa point, les monnaies d'or ou d'argent les moins pures valurent moins que les plus pures. Il en fallait donner davantage pour obtenir une même quantité d'autre travail.

Ainsi, que l'or et l'argent soient en lingots ou soient en monnaies à l'effigie du prince, ils ne valent en tout temps que le travail qu'ils ont coûté, que les consommations faites pour se les procurer.

Les difficultés de l'exploitation des anciennes mines d'or et d'argent consommaient beaucoup de travail. La pauvreté de ces mines récompensait mal le travail, du moins à nos yeux. Ainsi la valeur de leurs produits dut se tenir assez haut dans le commerce pour indemniser les travailleurs de leurs peines. Nous voyons par un passage d'un auteur très ancien, cité dans l'*Economie politique des Athéniens*, que les mines de l'Attique ne produisaient que la valeur du travail qu'elles coûtaient.

Aussi ne devons-nous pas nous étonner que la drachme, l'obole attique pussent suffire à payer ce que maintenant nous payons avec des francs.

Mais les recherches multipliées par les hommes pour obtenir des mines en plus grande quantité

ou plus abondantes, suivies avec succès, ne purent pas avilir le prix de ces métaux. Leurs produits ne valurent pas plus que le travail employé à les exploiter. Si par hasard une mine se trouvait abondante, c'était sans doute un bonheur pour les exploitants, car ils en retiraient un plus grand produit. La valeur des métaux était toujours déterminée par l'exploitation des mines les plus pauvres, et celles-ci étaient encore exploitées parce qu'il fallait suffire à remplir les besoins de la société.

Quand donc un grand nombre de mines riches furent à même de satisfaire ces besoins, qu'elles couvrirent le marché de leurs produits, l'effet de la concurrence fit baisser la valeur de l'or et de l'argent, et on n'exploita plus que les mines qui avec leurs produits purent couvrir leurs frais. Les mines les plus pauvres furent abandonnées.

Si donc aujourd'hui on trouvait des mines d'or et d'argent beaucoup plus riches que celles qui sont en exploitation et qui exigeraient moins de travail, en admettant qu'elles pussent fournir à la consommation une suffisante quantité de matière, il n'y a pas de doute que les mines actuellement existantes ne seraient plus exploitées, pour l'impossibilité où elles seraient de payer le travail des exploitants.

C'est pour cette cause que nous avons vu successivement dans le vieux continent, en Espagne, en France, dans la Grèce, cesser l'exploitation des mines d'or et d'argent qui anciennement fournissaient aux besoins de ces nations. Quand on dit qu'elles sont pauvres de minerais, on n'entend dire par là qu'une pauvreté compara-

tive. Avant la découverte des mines riches, elles étaient riches aussi, parce que leur exploitation payait le travail qu'on leur donnait.

L'histoire nous dit donc que, dès les temps les plus anciens dont la connaissance soit venue jusqu'à nous, les peuples faisaient usage de la monnaie, qui alors était empreinte d'une figure de brebis pour la pièce d'argent, de celle du bœuf pour les pièces d'or. En effet, dès que la division du travail fut généralement admise et établie parmi les peuples, chaque individu étant devenu une espèce de marchand, nul ne put plus trouver dans le produit direct de son industrie, de son travail, que de quoi remplir une partie de ses besoins, et la majeure partie ne put être satisfaite que par l'échange du surplus de son produit contre la monnaie.

Auparavant cette faculté d'échanger ces surplus de produits les uns contre les autres, ne pouvait s'accomplir sans difficulté. Celui qui éprouvait un besoin pouvait n'avoir rien à donner en échange qui pût convenir à celui avec lequel il aurait voulu échanger; ou l'objet n'était pas assez divisible pour que celui qu'il pouvait donner en échange déterminât l'échange. Une brebis ne peut pas s'échanger contre un bœuf. Pour éviter ces désagréments, tout homme dans les périodes qui suivirent l'établissement de la division du travail, s'arrangea donc naturellement pour avoir dans tous les temps, outre le produit de sa propre industrie non terminé, une certaine quantité de marchandises qui pussent lui donner les moyens de se procurer ce dont il aurait besoin, pour terminer son produit, et qui pût convenir à

tant de monde que personne ne fût disposé à le refuser en échange du produit de son industrie. Cette marchandise réservée pour satisfaire aux besoins du producteur fut l'or et l'argent.

Chacun se procura cet or et cet argent, l'un en vendant du blé, l'autre des vêtements aux mineurs qui l'arrachaient du sein de la terre; chacun ne vendait ainsi que le surplus de son produit. Si le mineur n'avait point existé, en tant que mineur, il n'y aurait pas eu pour le mineur de produit chez les autres producteurs au-delà de leurs besoins; parce qu'il aurait été inutile pour eux de faire un travail qui aurait été sans valeur.

Quelques peuples n'ont pas eu recours à l'argent et à l'or pour faciliter leurs échanges; dans l'Abyssinie on se sert de sel, en raison de la facilité de sa division; sur les côtes de l'Inde, on fait emploi de certains coquillages; à Terre-Neuve, les échanges se font avec de la morue sèche; en Virginie, ils ont eu lieu avec du tabac; ailleurs, avec du sucre ou des peaux ou du cuir préparé. Tous les échanges dans lesquels on donne de pareilles valeurs, sont conventionnels et offrent constamment des difficultés; aussi l'or et l'argent ont généralement prévalu comme le moyen le plus facile pour faire des échanges, parce qu'ils peuvent se garder sans déchet, se diviser sans perte ou être remis en masse à volonté par la fusion; ainsi au moyen de l'or et de l'argent, les hommes ne furent plus obligés d'acheter du sel pour autant que valait un bœuf, et ils furent en état de ne plus donner qu'une partie de cette valeur pour le sel dont ils avaient

besoin, et ils pouvaient avec l'autre partie satisfaire à d'autres besoins.

Le fer était la monnaie des Spartiates. Athènes faisait dans le même temps usage de celle d'or et d'argent. Les Romains firent leur monnaie principale du cuivre; l'or et l'argent n'abondèrent chez eux qu'après leurs conquêtes; c'étaient les dépouilles des vaincus et non le résultat du commerce.

Les peuples civilisés ont généralement préféré les pièces d'or et d'argent frappées d'une empreinte à tout autre moyen d'échange, parce que ces empreintes leur disent à la vue la quantité de matière contenue en chacune d'elles et leur qualité; cette empreinte les garantit de toute surprise, de toute fraude, et les échanges sont devenus plus faciles.

Les premières empreintes des monnaies d'or et d'argent paraissent n'avoir certifié que la quantité de fin des métaux, car on les recevait au poids et non au compte. En les recevant au poids, on s'éloignait moins du primitif usage qu'on en avait fait; l'échange du travail fait pour l'extraire de la mine contre tout autre travail fait dans le même espace de temps pour se les procurer. Ce n'est que depuis l'institution des coins qu'on les reçoit par compte; le coin certifie le degré de fin et le poids du métal.

Dans l'ignorance où l'on fut longtemps de l'influence des monnaies d'or et d'argent sur les échanges, des souverains se permirent d'altérer leur titre et d'émettre des monnaies de moindre valeur qu'elles ne devaient être, dans la circulation; ils pensaient en agissant ainsi se faire des

ressources, augmenter leurs revenus; mais cette atteinte à la foi publique ne laissait pas que d'être ressentie par leurs sujets; et eux-mêmes, lorsqu'ils percevaient leurs revenus, recevaient une moindre valeur qu'ils ne se l'imaginaient; en même temps toutes leurs dépenses étaient augmentées de toute la différence qui existait entre la bonne monnaie et la monnaie altérée; ils enrichissaient seulement les débiteurs de mauvaise foi qui payaient leurs créanciers avec une valeur moindre que celle qu'ils en avaient reçu: ceux-ci étaient les seules victimes de l'ignorance ou de la cupidité des princes qui avaient altéré la monnaie. Mais ces temps d'ignorance sont loin de nous et ne peuvent plus reparaître dans le sein de nos sociétés. La monnaie d'or et d'argent est donc devenue un moyen complet d'échange par la nécessité où se sont trouvés les peuples de l'admettre, et elle est devenue l'instrument universel du commerce, et toutes les marchandises s'échangent par vente ou achat au moyen de son intervention.

La valeur de la monnaie est toujours égale chez chaque peuple à la valeur de chaque objet qu'il produit. Ainsi en Russie on peut acheter un cheval ou un bœuf pour la valeur reconnue à la monnaie; de même qu'en Angleterre on achète aussi un cheval ou un bœuf pour la valeur reconnue à la monnaie. Cette valeur est toujours relative et dépend chez chaque peuple de la facilité qu'il a de se procurer l'or et l'argent, car ceux-ci lui coûtent d'autant plus cher qu'il a peu de moyens de se les procurer, ou lui coûtent d'autant moins cher qu'il a plus de moyens pour les obtenir.

La valeur de la monnaie est différente d'un peuple à l'autre. Si on peut acheter un cheval pour 50 f. en Russie, ce cheval peut coûter 500 f. en Angleterre. La Russie a plus de peine que l'Angleterre à se procurer de l'or et de l'argent, parce qu'elle a moins de moyens pour l'acheter et parce que son commerce ne se fait pas directement avec les pays qui les produisent.

L'abondance ou la rareté de la monnaie dans un pays, ne sont pas les seules causes de la différence de sa valeur; la difficulté de sa circulation qui ne la fait pas paraître assez vîte dans les mains de ceux qui en ont besoin en est une autre.

Chez les peuples civilisés, la valeur de la monnaie est moindre que chez ceux qui le sont un peu moins; néanmoins on a remarqué que, lorsque l'Espagne possédait les mines d'argent d'Amérique et le Portugal, celles du Brésil, la monnaie avait moins de valeur chez eux qu'en Angleterre; on est forcé d'attribuer cette différence de valeur à la facilité qu'avaient ces deux royaumes de se procurer le produit des mines.

L'argent monnayé ou en lingots est une marchandise qui suit le cours des marchés, comme les autres marchandises. Son prix naturel est ce qu'il a coûté à extraire de la mine; son prix courant dépend de l'abondance ou de la rareté dans laquelle il se trouve. Ainsi quand une mine d'argent est abondante, elle est exploitée avec avantage, parce qu'il en coûte moins pour l'exploiter. Dans ce cas, l'argent monnayé peut diminuer de valeur et donner un plus haut prix à ce qu'il achète. Mais cette abondance d'une mine nuit à l'exploitation des autres mines moins abondan-

tes, et celles-ci cessent alors de donner leurs productions, ce qui rétablit la valeur de l'argent. Ainsi il ne se tire du sein de la terre que la quantité d'argent qui conserve une valeur égale à celle des autres produits avec lesquels il s'échange.

La valeur de l'argent monnayé ne monte pas, ne diminue pas, chez une nation en suivant la marche de sa prospérité. Quoiqu'il y ait en Angleterre moins d'or et d'argent que chez d'autres nations, on remarque qu'il faut plus d'or et d'argent pour acheter chez elle, quoique ce soit d'ouvrages manuels, que chez d'autres nations; parce que tous ses produits manuels sont à très haut prix ; les billets de banque, les lettres de change peuvent y tenir lieu de l'or et de l'argent qu'ils remplacent et dont l'abondance sans eux serait plus grande, car l'argent se place chez les nations en raison des besoins que l'on en éprouve, et ces besoins sont déterminés par la nécessité des échanges, par l'activité du commerce. Il ne peut donc y valoir que comme un travail correspondant à un autre travail ; cependant l'or et l'argent paraissent quelquefois acheter beaucoup plus de choses dans un temps que dans un autre, mais c'est quand ces choses ont été produites par des machines plus dans un temps que dans un autre.

Si dans l'Angleterre les produits manuels sont plus chers qu'ailleurs, il ne faut pas en donner la cause ni à l'abondance de l'or, ni à l'abondance des signes représentatifs des banques, mais aux impôts que chacun des travailleurs supporte et qu'il se fait restituer dans le prix de son travail.

Si quelquefois aussi d'un siècle à l'autre une même quantité d'argent achète une même quan-

tité de blé ou même une plus forte quantité, la récolte ayant été d'ailleurs ordinaire, c'est que les perfectionnements de la culture ont permis au cultivateur de le vendre à moindre prix, ou c'est que la valeur de l'or et de l'argent a augmenté par le dépérissement des mines qui ont cessé de donner une valeur égale à celle du travail employé pour leur exploitation.

Comme l'or et l'argent peuvent varier en quantité par le travail des mines, comme le blé peut également varier en quantité par l'amélioration des cultures, par les mauvaises récoltes, par les importations et les exportations, les réglements de la police; aucune de ces deux marchandises ne peut avoir constamment un prix, une valeur qui soit la mesure du prix et de la valeur de l'autre, puisqu'elles sont variables en quantité et ils ne sauraient non plus l'être de celle des autres produits, parce que ceux-ci peuvent aussi être également variables à leur égard.

L'augmentation graduelle du prix naturel des choses en a fait imputer la cause tantôt au blé, tantôt à la monnaie d'or et d'argent, tantôt à la demande du travail. Mais le blé a augmenté, parce qu'il a été plus cher à produire; la valeur de l'or et de l'argent a baissé, parce que les mines étaient abondantes; les salaires ont augmenté parce que les subsistances ont augmenté de prix, parce que la quantité d'or et d'argent en ont fait baisser la valeur. La misère à côté de la demande du travail prouve que la hausse des salaires des ouvriers était commandée par la hausse des subsistances et par la baisse de la valeur de l'or et et de l'argent.

L'augmentation graduelle du prix de tous les produits est commandée par les impôts qui s'additionnent les uns sur les autres annuellement; de sorte que chaque année il en coûte davantage pour extraire l'or et l'argent du sein de la terre. Mais dans cette position ces métaux conservent leur valeur à l'égard de tous les autres produits de l'industrie; si les métaux haussent de prix, aussitôt l'or et l'argent acquièrent une plus haute valeur, et dès lors le prix de tous les autres produits s'abaisse. Si au contraire les produits haussent de prix, comme on donne plus d'or et d'argent, c'est par la diminution des profits des exploitants des mines que l'on arrive à ce résultat. Le premier prix des produits industriels et de la culture fut indépendant de l'existence de l'or et de l'argent. Il fut sans doute antérieur. Il est sensible que le producteur dut demander le prix de son salaire, de ses avances, en livrant ses produits au public. Ce ne sont donc pas l'or et l'argent qui ont fait le prix des choses quoiqu'on ait évalué leur valeur par une fraction d'or et d'argent.

Ce serait en vain qu'on attribuerait à l'augmentation de la quantité d'or et d'argent qui existe dans un pays l'accroissement du prix naturel des choses, car si on remarque qu'en Russie les salaires sont moins payés, et que tous les produits ont un prix moindre qu'en France et en Angleterre, on voit qu'en France même les salaires et les produits ont un prix moins élevé qu'en Angleterre, en tant que ces produits sont le véritable travail des hommes. Il y a cependant plus d'or et d'argent en France qu'en Angleterre. Si l'augmentation du prix des choses pouvait s'imputer

à l'abondance de ces métaux, la France devrait payer les choses plus chèrement qu'en Angleterre. Nous rechercherons ailleurs les véritables motifs de l'accroissement du prix courant de tous les objets produits par le travail manuel des hommes.

Lorsque l'argent et l'or sortent des mines, ils sont soumis par les gouvernements qui les possèdent à des droits qui équivalent à un impôt et dont leur valeur se trouve chargée; ils entrent donc dans la circulation chargés de la valeur des dépenses faites pour les extraires, dépenses de subsistances, de vêtements, etc., qui comprennent la valeur des impôts auxquels ils ont été soumis et de la valeur de cet impôt. Quand donc un gouvernement soumet ses mines à un trop fort impôt, il arrive qu'il donne à leurs produits un prix élevé qu'ils ne peuvent pas trouver dans le commerce et leur extraction est ralentie. Si au contraire il ne charge pas d'impôt cette même exploitation, il encourage sa production qui, devenue plus considérable, baisse de valeur en raison de sa quantité, qui permet d'acheter avec une grande quantité d'or et d'argent, une quantité d'autres marchandises aussi considérables qu'une moindre quantité d'or et d'argent aurait acheté auparavant, quand leur extraction était moindre, jusqu'à ce que par le moyen de l'augmentation des dépenses de l'extraction, le niveau de la valeur se soit rétabli.

L'impôt entre dans la valeur des métaux comme dans celle des autres marchandises; l'entrepreneur des mines qui donne au gouvernement le dixième de ses produits, est forcément obligé de

faire payer aux consommateurs, non pas seulement la valeur de ce dixième, mais encore les impôts qui frappent sur tous les objets qui entrent dans toutes les dépenses faites pour l'obtenir: ainsi les neuf dixièmes des métaux sont chargés de toute la dépense qu'on aurait fait pour obtenir la valeur des dix dixièmes, ou plutôt la valeur des dix dixièmes des métaux n'est que la représentation de tous les impôts anciens et présents qui ont été supportés par tous les produits consommés pour et pendant leur extraction.

La valeur de l'or et de l'argent est variable comme celle de toutes les autres productions; elle a été le plus souvent déterminée par la plus grande production des mines, par l'immense marché où ils ont trouvé un placement. Il n'a pas fallu seulement de l'or et de l'argent à l'Europe en raison du commerce de son intérieur, mais encore à raison de celui qu'elle fait à l'extérieur; ainsi elle en a fourni à l'Asie, à l'Amérique septentrionale. L'étendue de ce marché a donc dû tenir sa valeur plus ou moins élevée qu'elle n'aurait été, suivant les variations de son commerce.

En supposant que les mines ont été plus exploitées pour fournir à ce commerce, les variations de la valeur de l'or et de l'argent, ont dû être moindres que si elles avaient été exploitées d'une manière peu suivie. Si elles avaient été négligées, la valeur de leurs produits eût été plus grande; exploitées avec activité comme elles le sont, leur valeur doit décroître jusqu'au moment où leur exploitation s'arrêtera en raison de l'abaissement de cette valeur, parce que leurs produits n'égaleront plus la dépense. C'est alors que les

quantités d'or et d'argent seront devenues moindres que leur valeur s'accroîtra et que le prix des autres marchandises diminuera nominalement.

La valeur de l'or est moins élevée chez les nations éloignées des pays qui le produisent que celle de l'argent. Il paraîtrait que la valeur de l'argent s'accroîtrait ainsi dans ces pays de la difficulté de l'y faire parvenir et des salaires de ceux qui l'y transportent.

En Europe, le rapport de l'argent à l'or est comme 15 est à 1. En Chine, il est souvent comme 12 est à 1. Mais peut-être l'Asie a-t-elle des mines d'or qui nous sont inconnues et qui affectent ainsi le véritable rapport de l'argent à l'or ; dans tous les cas, c'est l'abondance de l'or comparativement à celle de l'argent qui en affaiblit la valeur.

Maintenant l'importation de l'or et de l'argent par l'Europe est à peu près égale à sa consommation, d'où il résulte que leur valeur ne peut varier dans ce moment, par la circonstance d'une plus grande importation que celle qui satisfait aux besoins.

Mais lors de la découverte des mines de l'Amérique, l'importation fut tellement considérable pendant deux siècles que cette valeur de l'or et de l'argent diminua successivement des cinq sixièmes. Alors l'or et l'argent ne coûtaient rien aux Espagnols, car ils les ravissaient aux Américains. S'il leur coûtait quelque peu, ce n'était rien en comparaison des frais actuels d'exploitation.

Si l'or et l'argent haussaient dorénavant de valeur, ce ne serait que parce que leur extraction devenue plus dispendieuse en diminuerait la quan-

tité, car ils doivent toujours valoir ce qu'ils coûtent à produire. Alors il se produirait un grand changement dans le prix des salaires et dans celui de tous les produits de la culture et de l'industrie.

La grande valeur de l'argent et de l'or, dans les temps anciens, dépendait de la stérilité des mines, comme leur moindre valeur maintenant dépend de leur abondance; dans les temps anciens on dépensait plus de subsistances pour les produire qu'on n'en dépense maintenant, car on n'avait d'aussi savants moyens d'exploitation qu'à présent. A Athènes, les mines rapportaient annuellement ce qu'elles coûtaient aussi annuellement pour leur exploitation. L'or et l'argent n'ont donc pas d'autre valeur que celle de leur exploitation.

Que les mines d'or ou d'argent donnent des produits abondants ou rares, la valeur de ces produits est toujours égale à celle de leur dépense, c'est-à-dire à celle de toutes les marchandises consommées pour et pendant leur exploitation. Quand l'or et l'argent sont abondants dans les mines, il faut moins de dépense pour les exploiter. Quand ils y sont rares, il en faut davantage; or, comme les marchandises consommées pour l'exploitation des mines renferment dans leurs prix les impôts que chacun des producteurs leur a transmis, l'or et l'argent qui s'extraient des mines portent à leur tour dans leur valeur par la dépense qu'on a faite pour leur extraction, les impôts qui ont affecté les marchandises consommées pour cet objet.

S'il faut moins de marchandise pour se pro-

curer une certaine quantité d'or et d'argent, il est évident qu'il entre dans la valeur de ces métaux une moindre quantité d'impôts, et que cette valeur est moindre que s'il y en entrait une plus forte quantité : si au contraire il faut plus de marchandises pour se les procurer, il est évident que la valeur de ces métaux, étant égale à celle des marchandises consommées renferme une plus grande quantité d'impôts, et que cette valeur est plus considérable que si il y en entrait une moindre quantité.

L'or et l'argent sont donc en tout temps égaux en valeur aux marchandises nécessaires pour leur extraction des mines. Si on en donne beaucoup, alors la valeur de l'or rare paraît s'être élevée et le prix des marchandises suit la même valeur : si on donne moins de marchandises, l'or abondant paraît baisser de valeur : et la valeur des marchandises s'établit dans la proportion.

Ce sont les denrées, les marchandises qui entrent dans l'exploitation des mines qui font la valeur de l'or et de l'argent. Il est bien juste que ce qui a commencé d'être le premier, régularise la valeur de ce qui n'est venu que postérieurement : et bien certainement les denrées existaient avant que l'on ne connût l'or et l'argent.

Nous disons donc que si maintenant on exploite une mine d'or dont la livre coûte une valeur de 200 sacs de blé pour la consommation des ouvriers, quand la mine d'or produira avec les mêmes travailleurs une livre et demie d'or, l'or devenant plus abondant on donnera plus d'or pour la même quantité de blé, et que si au contraire la mine d'or devient plus pauvre, ne donne plus

qu'une demi livre d'or, on livrerait moins d'or pour la même quantité de blé. En supposant que les salaires resteraient en tout temps les mêmes, ainsi que les autres circonstances, soit dans l'exploitation des mines, soit dans celle de la production desblés et des autres industries, le blé conserverait donc en tout temps son prix, mais on donnerait tantôt plus, tantôt moins d'or. L'or changerait de valeur suivant les circonstances. Le prix du blé ne paraîtrait plus faible que par la rareté de l'or, et il ne paraîtrait plus fort que par son abondance. Ainsi la rareté ou l'abondance de l'or n'influe nullement sur la valeur de la marchandise. Le prix de celle-ci quel qu'il soit, élevé ou baissé, est toujours en rapport avec la valeur de l'or et de l'argent, et quand il baisse il n'en comporte pas moins la valeur de l'impôt qui suit toujours dans son énonciation la valeur de l'or et de l'argent.

Le prix du kil.[me] d'un lingot d'or et d'argent est moindre que celui de l'or et de l'argent réduit en monnaie. Çela doit être, parce que le travail fait pour opérer la conversion d'un lingot en monnaie, doit être payé par ceux qui en font usage. L'alliage que comporte la monnaie n'est pas suffisant pour payer ce travail, malgré la plus grande valeur qu'on donne à cet alliage. Il faut donc que la monnaie ait un plus haut prix que celui qu'elle aurait sous forme de lingot pour payer complètement le travail fait pour sa conversion en monnaie. C'est donc le travail demandé et terminé qui fait cette plus haute valeur de la monnaie. C'est lui qu'on paie au prince, ou plutôt au

producteur de la monnaie. L'utilité de la monnaie est le motif de ce travail demandé, et ce n'est pas elle qui détermine une plus value.



CHAPITRE X.



Du prix réel et du prix nominal des marchandises ou de leur prix en travail et de leur prix en argent.

Le prix réel des marchandises est ce qu'on peut appeler aussi leur prix naturel. C'est celui qui rappelle toutes les dépenses faites par l'homme pendant son travail, pour produire ; il comporte donc non-seulement la valeur de ses subsistances, de ses vêtemens, de son loyer, mais encore celui de ses impôts. Si l'homme pouvait obtenir tout cela gratuitement, son travail ou le prix de son travail n'aurait aucune valeur, car tous les autres hommes pourraient aussi produire pour rien, et personne n'aurait intérêt à demander quelque chose pour ce qui ne lui coûterait rien, que d'autres pourraient également produire pour rien.

Pendant longtemps, les hommes ne firent ensemble que des échanges ; le produit de leur travail n'avait alors aucun prix, c'était le simple

échange d'un travail contre un travail de même durée, de même intelligence.

Quand à cette époque, les gouvernements demandaient des impôts aux peuples, ce n'étaient que des impôts en nature, auxquels on satisfaisait au moyen d'une légère addition au travail ordinaire, qu'on doit bien croire n'avoir jamais été poussé à ses dernières limites dans un temps où les hommes ne connaissaient pas nos besoins actuels.

Ainsi l'échange des produits entre les individus n'était pas grevé d'un impôt qui ne blessait personne.

Lorsque les échanges furent aidés par l'intervention de l'or et de l'argent, ils devinrent plus fréquents, plus faciles; dès-lors chaque objet eut la valeur d'une quantité déterminée d'or et d'argent qui devint le prix de chaque objet : or, l'or et l'argent n'avaient pas eux-mêmes de prix antécédemment; ainsi quand on achetait de l'or, on le payait en marchandises qui avaient coûté autant de travail à produire que l'or en avait coûté pour être extrait des mines. Le travail put donc dans ces premiers temps s'évaluer au prix d'un dixième de centime : et comme la quantité d'or produite par une journée de travail pouvait être d'un dixième de centime, comme toutes les subsistances consommées pour l'extraire, pouvaient aussi être dites d'un dixième de centime, comme tout ce qui s'échangeait contre l'or et l'argent pouvait être dit aussi le dixième d'un centime, les choses reçurent un prix nominal qui en tout temps était dans des rapports obligés et qui devait s'élever suivant les

eirconstances, sans changer la valeur du travail qui le produisait.

Bien eertainement le prix de la journée de travail fut dans les temps antiques la quantité d'or ou d'argent qu'un homme pouvait extraire dans une journée du sein de la mine. Ainsi c'était un poids de ces matières qu'il donnait dans ses éehanges, égal à la valeur de sa journée, comme il reeevait en autres produits la valeur d'une journée.

Quand on donnait de l'or contre d'autres objets, on ne faisait encore que prolonger les échanges; mais dès que les hommes se réunirent en corps de nations, dès qu'il y eut des gouvernements, dès qu'il y eut des impôts pour maintenir l'ordre dans la soeiété, dès que le travail prolongé et eomplet ne put plus fournir aux impôts par cette prolongation même, il fallut que chaque producteur demandât aux consommateurs avee le prix de son travail, la valeur de l'impôt; dès-lors le prix nominal de chaque objet du travail fut augmenté, et depuis n'a pas cessé d'augmenter. Ainsi ce qu'on avait autrefois pour une dragme, vaut peut-être 20 francs aujourd'hui.

Mais si le prix des objets fabriqués par l'homme augmenta ainsi, le prix des matières d'or et d'argent augmenta également, car ce prix était eomposé aussi de subsistanees et d'objets fabriqués dont le prix augmenté agissait de même sur celui de l'or et de l'argent; ainsi toutes les matières en changeant de prix nominal restaient dans le même rapport de valeur.

Il était nécessaire pour ehacun de renfermer

son impôt dans le prix des choses qu'il produisait pour ne se voir pas enlever par l'impôt la valeur de son travail; en reportant donc sur d'autres son impôt, il y échappait momentanément jusqu'à ce qu'un autre agît à son égard comme il avait fait pour d'autres; mais on ne tarda pas à se décharger de ce poids incommode, par le commerce, et peut-être l'esprit de commerce n'est-il devenu si universel que par la volonté où chacun a été de se soulager de l'impôt, en le faisant porter sur d'autres par le moyen de la valeur de son travail.

C'est donc en fuyant ainsi constamment l'impôt que l'homme a recherché les moyens les plus économiques du travail; c'est en fuyant l'impôt qui pesait sur lui qu'il a multiplié les produits et qu'il a pu les donner au même prix, même baisser ces prix. Aussi le prix des choses n'a pas augmenté proportionnellement à l'impôt qui pèse depuis tant de siècles sur les producteurs.

En entrant ainsi en matière, j'ai voulu donner une idée de ce qui occupait ma pensée que je développerai tantôt; mais auparavant, je veux dire un mot sur la valeur qui a été comprise de plusieurs manières par les économistes; j'en fais l'emploi sans expliquer si elle est échangeable ou d'utilité; je crois cette distinction assez puérile. En effet, que je dise que mon habit a une valeur, il est clair que c'est une valeur d'utilité pour moi; que je dise que la laine a une valeur, il est aussi clair que c'est une valeur d'échange, parce que la laine peut convenir à un plus grand nombre d'individus que mon habit; ainsi la va-

leur d'utilité est particulière à l'individu, la valeur d'échange est particulière à la société, et remarquez que lorsque la laine change d'état, à chaque fois sa valeur d'échange diminue, lorsque sa valeur d'utilité augmente; à chaque fois elle devient moins utile à la société en général, plus utile à chaque particulier dont elle peut satisfaire les besoins; la valeur d'échange suppose la possibilité d'être utile, la valeur d'utilité en exprime l'actualité.

Mais laissons là cette inutile discussion, et reprenons notre sujet.

L'homme civilisé ne peut se procurer directement par son travail que ses besoins naturels, mais il peut aussi procurer à d'autres par ce même travail lorsqu'il est prolongé, ce qui est nécessaire pour satisfaire à ces mêmes besoins, et en les leur procurant, il lui devient facile d'obtenir les moyens de satisfaire à ses besoins factices.

Ainsi suivant la quantité du travail qu'il pourra commander ou qu'il sera en état d'acheter avec son travail, il satisfait ses besoins factices et naturels.

Dès-lors, la valeur d'une denrée quelconque pour celui qui la possède et qui ne doit pas la consommer lui-même, mais qu'il a l'intention d'échanger pour autre chose, est égale à la quantité de travail que cette denrée le met en état d'acheter ou de commander. Ce sont deux portions du travail de chacun des échangistes, qui ont chacune la même valeur, s'il n'a pas été dépensé plus de temps, plus de soins à l'une qu'à l'autre; le travail est donc ici la mesure réelle de la valeur de chaque marchandise.

Elle l'est encore, lorsque l'on considère les consommations des deux producteurs; car tous deux ont dû produire une valeur égale par une égale valeur en consommations.

Dans cet état, le prix réel et naturel de chaque chose pour la personne qui a besoin d'acquérir, c'est la peine et l'embarras d'acquérir ce que chaque chose vaut réellement pour elle lorsqu'elle l'échange pour d'autres objets qu'elle a produits; c'est la peine et l'embarras que cette chose peut lui épargner et qu'elle a le pouvoir de rejeter sur d'autres: toujours ce qu'elle échange contre de l'argent ou des marchandises est acheté par du travail. Cet argent et ces marchandises contiennent la valeur d'une certaine quantité de travail que nous échangeons pour ce qui est supposé contenir la valeur d'une certaine quantité de travail égal au nôtre. Le travail est le premier prix, le prix primitif de toutes choses. C'est le travail demandé et terminé qui fait seul notre richesse. L'or et l'argent ne sont que des produits du travail; la valeur de l'argent, pour ceux qui le possèdent et qui l'échangent contre d'autres productions, est égale à celle du travail qui le leur a procuré, et à la quantité de travail qu'il peut commander, et du temps et de l'habileté qu'il a exigé.

Celui qui a acquis une grande fortune par son travail, est dans la position que nous venons d'exprimer. Celui qui l'a acquise par héritage est le représentant de ceux qui la lui ont laissée et qui l'ont acquise par leur travail. Les pouvoirs qu'ils avaient à l'égard du travail, lui ont été transmis par eux, tels qu'ils les avaient acquis par leurs

travaux. Il a donc le pouvoir d'acheter aussi bien que le premier le travail d'autrui, autant qu'on achète le sien, soit qu'il s'y livre directement ou indirectement. Ainsi la valeur des choses qu'on reçoit doit toujours, et nécessairement, être précisément égale à la valeur des choses que l'on donne.

Tout homme riche qui achète beaucoup de travail, vend également beaucoup de travail, car tout ce qu'il possède, n'est que du travail dont il ne peut se dessaisir que pour un autre travail. Le travail terminé qu'il possède en plus grande quantité que d'autres, il ne le possède que parce que ceux-ci ne le possèdent plus en aussi grande quantité qu'ils le devraient posséder pour leur bien-être.

La valeur des choses n'est pas différente, parce que l'un est plus riche et l'autre plus pauvre; cette valeur est inhérente à la chose, elle est constamment la valeur du travail demandé et terminé.

La valeur du travail est la même que celle de tous les objets consommés pendant sa durée, c'est là son prix réel et naturel.

Le prix naturel des choses est fixé par le prix nominal, au moyen de l'intervention de l'or et de l'argent dans les échanges, et leur quantité établit ce prix. Cependant comme il est difficile d'évaluer constamment et parfaitement juste le travail que chaque objet coûte et qu'une approximation laisse toujours quelque chose d'arbitraire, le prix du marché donne le tarif le plus convenable à tous pour le travail qu'ils ont fait.

Comme on le voit, l'or et l'argent en fixant le prix de chaque chose, n'ont pu le fixer que pour

le prix naturel qu'ils avaient eux-mêmes et que les autres objets ont également. Si ce prix naturel coûte plus, parce qu'il y a des impôts sur chaque producteur, pour des marchandises autres que l'or et l'argent, ce prix naturel est aussi plus élevé pour l'or et l'argent, parce qu'ils ne sont produits que par un travail qui a été chargé directement ou indirectement d'impôts dans la même proportion que les autres produits. Quand le blé vient à prendre un prix plus élevé, il suffit que l'or et l'argent haussent de valeur pour que le blé soit constamment payé, comme il l'est actuellement, par un marc d'argent les trois hectolitres; et cela doit arriver, parce que si l'augmentation du prix des subsistances élevait la dépense de l'extraction de l'argent dans les mines, en accroissant ainsi la dépense du travail, il deviendrait impossible d'exploiter les mines les moins fertiles, ce qui diminuerait la quantité annuelle de ces métaux et augmenterait leur valeur.

Ainsi dans cette circonstance le blé revient à son prix habituel d'un marc les trois hectolitres par la hausse de l'argent. Celui-ci diminue de quantité, pour couvrir les frais du travail, et le prix nominal est le même dans tous les temps quoiqu'il soit constamment atteint par l'impôt qui en est toujours la partie principale et unique.

Quand les rois d'Espagne exigeaient un droit de 20 pour cent sur l'or et l'argent qui se tiraient des mines, ce droit nuisait à l'exploitation des mines les moins abondantes; dès que le droit fut baissé, elles furent exploitées. Ainsi le droit exigé par les rois d'Espagne faisait partie des frais

d'exploitation, puisqu'ils pouvaient par ce droit arrêter la production des métaux d'or et d'argent; il en est de même de tous les produits, ils sont chargés de l'impôt de leurs producteurs, et leur prix s'élèverait si l'or et l'argent ne haussaient pas de valeur proportionnellement; à la vérité cela ne se remarque pas encore, parce que l'abondance de ces mines a été telle que l'or et l'argent ont baissé de valeur, loin d'augmenter de valeur. En 1500, l'Europe ne possédait que 800 millions de numéraire, maintenant elle en a 9 milliards et demi, et le prix des choses n'a pas été plus que sextuple, quand il aurait dû être douze fois plus considérable. Si on a remarqué que la valeur de l'argent avait changé depuis l'an 1500, de telle sorte qu'un franc de ce temps-là vaut actuellement 5 à 6 francs, cela s'accorde avec la marche de l'impôt qui chez tous les peuples de l'Europe a sextuplé le prix des marchandises. Ainsi quand le prix des choses n'a fait que sextupler, quand la quantité d'argent aurait dû le rendre douze fois plus considérable, il est évident que l'abondance de l'or et de l'argent qui étaient devenus douze fois plus considérables qu'auparavant, a fait baisser la valeur de l'argent autant que le prix des choses s'élevait par l'impôt. Ainsi si on n'avait eu abondance d'or et d'argent par la découverte de l'Amérique, le prix des productions actuelles serait à peu près douze fois plus élevé qu'il ne l'est, par l'effet des impôts, en supposant qu'il n'y eût point eu de perfectionnements dans l'industrie pour faire baisser le prix des marchandises.

Le travail est la mesure réelle de la valeur de

toutes les marchandises. Ce n'est pourtant pas lui qui, communément, sert à apprécier cette valeur. Le temps qu'on a mis à faire différentes sortes d'ouvrages, les différents degrés de fatigue qu'on a supportés, l'habileté qu'il a fallu déployer, la durée de l'apprentissage, ne peuvent se mesurer exactement. Cependant on tient compte de ces divers accidents du travail. Quand on fait des échanges de travail, c'est en en débattant le prix au marché qu'on établit l'équilibre; car si le producteur n'obtenait le véritable prix de son travail, il cesserait de produire jusqu'à ce qu'on le lui donna.

D'ailleurs chaque marchandise est plus souvent échangée avec d'autres marchandises qu'avec du travail, on estime plus naturellement sa valeur, par la quantité qu'elle peut acheter de quelqu'autre denrée, que par celle du travail qu'elle acheterait; mais cependant c'est toujours du travail qui achète du travail.

Quand on achète avec de l'or et de l'argent, chaque marchandise est plus souvent estimée par des valeurs relatives avec celle de l'or et de l'argent, que par la quantité de travail. La raison en est simple, c'est que la quantité d'argent exprime mieux la quantité de travail que toute autre production. Le boucher qui vend son bœuf au marché contre de l'argent, pour se procurer du pain, peut estimer de suite par la quantité d'argent qu'il a vendu son bœuf, la quantité de pain qu'il pourra se procurer chez le boulanger. Il sait ce que son bœuf lui a coûté à élever, il sait ce que lui coûtera le pain qu'il pourra acheter avec, et il voit si cette opération se balance dans son intérêt.

Cependant l'or et l'argent ne sont qu'une mesure temporaire du prix des choses. Leur action nominale peut toujours être sans doute la même; mais leur valeur est assujettie comme celle des autres marchandises à des variations nombreuses, tantôt c'est la rareté, tantôt l'abondance de ces métaux qui en augmente ou en atténue la valeur; quelquefois le manque de travail chez un peuple, ou son extrême abondance, la feront aussi varier suivant le plus ou moins de demande qui en existera : d'autres fois encore, les billets de banque, les billets de crédit, les virements en bourse auront quelqu'influence sur elle. Ainsi la quantité de travail qui peut acheter ou commander une certaine quantité de ces métaux, ou bien la quantité de marchandises qu'ils peuvent acheter dépend toujours de la fécondité ou de la stérilité des mines qui se trouvent en exploitation. Des mines stériles ou pauvres en matières coûtent plus à exploiter, produisent un argent qui coûte plus cher par le travail qu'il a exigé, que celui des mines abondantes. On donne donc moins de cet argent pour acheter des marchandises différentes. Une mine riche et abondante coûte moins de travail, on peut donc donner plus d'argent contre d'autres marchandises. Ainsi que la mine soit riche ou stérile, c'est la quantité de travail qui fait la valeur de l'or et de l'argent, mais le fait est, que l'on ne travaille pas aux mines stériles, et que le produit seul des mines qui paient leurs frais de productions est mis au jour; ainsi ce sont elles seules qui font la valeur des métaux. La découverte des mines d'or et d'argent de l'Amérique a successivement réduit au sixième la

valeur de ces métaux ; leur exploitation a fait cesser toutes celles existantes en Europe qui jusqu'alors avaient fourni à nos besoins, parce que leur valeur n'était plus égale au travail qu'elles exigeaient : elles étaient moins abondantes que celles de l'Amérique, et les frais d'exploitation n'étaient pas payés par les produits ; dès lors les métaux de l'Amérique qui coûtaient moins de travail pour se les procurer ne purent plus commander qu'une moindre quantité de travail. Maintenant il se passe un fait contraire à celui qui est arrivé, les impôts ont élevé les frais d'exploitation des mines. Successivement on abandonne les mines de l'Amérique les moins riches ; bientôt les plus riches seraient dans le même cas, si le besoin des métaux d'or et d'argent n'exigeait leur exploitation. Alors on en donnera une moins grande quantité pour d'autres marchandises, ou si on en donne une égale quantité, on commandera plus de travail, c'est-à-dire qu'il y aura diminution dans le prix nominal des autres produits.

Ainsi la monnaie d'or et d'argent n'est pas une mesure exacte de la quantité des autres choses, de même que toute autre marchandise qui varie elle-même dans sa propre valeur, par l'effet des machines, ou par l'amélioration des procédés de production, ne saurait l'être exactement de celle des autres marchandises. Il suffit seulement pour le temps présent de connaître l'à-peu-près de cette mesure idéale pour satisfaire aux désirs des hommes.

En thèse générale, des quantités égales de travail doivent nécessairement dans tous les temps

et dans tous les lieux être d'une valeur égale pour celui qui travaille. Quelle que soit la quantité de denrées qu'il reçoive en récompense de son travail, le prix qu'il paie est toujours égal à celui qu'il reçoit. Le prix peut à la vérité acheter tantôt une plus grande, tantôt une plus petite quantité de ces denrées, mais c'est la valeur de celles-ci qui varie et non celle du travail qui les achète, et la valeur de celui-ci ne varie qu'en raison du travail humain qu'on a employé en plus ou en moins pour les produire.

En tout temps, ce qui est difficile à obtenir, ou ce qui coûte beaucoup de travail à acquérir est cher et ce qu'on peut aisément se procurer, ou ce qui coûte moins de travail est à bon marché. Ainsi le travail ne varie jamais dans sa valeur propre et est la seule mesure réelle qui puisse servir à comparer les valeurs de toutes les marchandises. Il est leur prix réel, et l'argent n'est que le prix nominal.

Mais quoique des quantités égales de travail soient toujours d'une valeur égale, quant à celui qui travaille, cependant elles paraissent, tantôt d'une plus grande valeur, tantôt d'une moindre, à celui qui emploie l'ouvrier, et le prix du travail lui paraît varier comme celui de toute autre chose. Tantôt il lui paraît cher, tantôt à bon marché; dans la réalité, ce sont les marchandises qui sont tantôt chères, tantôt bon marché. On peut donc dire que le travail a un prix réel et un prix nominal. On peut dire que son prix réel consiste dans la quantité de choses qu'on donne pour le payer, qui ne sont d'ailleurs que la représentation de celles qui ont été consommées

pour les produire, et son prix nominal dans l'argent qui est également la représentation du prix nominal des choses qu'il a coûté à produire. L'ouvrier est bien ou mal récompensé à proportion du prix réel et naturel et non du prix nominal de son travail.

La distinction entre le prix réel et le prix nominal est nécessaire à faire, car le prix réel est toujours de même valeur. Le prix nominal exprime souvent des valeurs différentes, surtout à des époques éloignées, à raison des variations dans la valeur de l'or et de l'argent. Une rente foncière établie il y a deux cents ans, ne donne plus aujourd'hui le même revenu, quoique le prix nominal de la rente en argent soit toujours le même. Si cette rente avait été stipulée en blé, elle produirait encore, sauf les améliorations de la culture qui ont influé sur les prix du blé, la même valeur pour le propriétaire de la rente; celle-ci aurait conservé son prix réel, beaucoup mieux que la rente en argent. Je dis beaucoup mieux, parce qu'il n'est pas vrai qu'elle l'aurait conservée en entier, les progrès de l'agriculture ayant diminué la valeur de ses produits par son amélioration des moyens de culture.

Mais alors même qu'il n'y aurait aucun changement dans la valeur de l'or et de l'argent, supposition bénévole, il n'en est pas moins vrai que le prix nominal de toutes les autres marchandises change en peu d'années au moyen des impôts que paient les producteurs; à la vérité elles resteraient toutes dans une proportion relative, puisque le même effet les frapperait toutes au même instant; ainsi si le changement du prix a

lieu dans un temps donné, le prix nominal d'une denréc ne pourrait être la mesure des autres denrées d'un autre temps, parce que les conditions d'établissement sont changées par les différentes améliorations que l'industrie aurait éprouvées.

Le prix nominal des choses est l'expression d'une quantité déterminée d'or ou d'argent. C'est la continuation de l'échange contre un poids donné, mais auquel succède une dénomination qui exprime la valeur des impôts qui ont affecté de près ou de loin chaque production depuis des siècles, quoiqu'il faille reconnaître que les révolutions des empires ont pu rappeler pour chaque production les prix nominaux les plus rapprochés des premiers temps, en détruisant les traditions du travail continu.

Le travail dont le prix nominal doit s'élever par le poids des impôts trouve le moyen d'échapper à cette extrémité en produisant les choses en moins de temps, en diminuant la quantité des matières de chacune de ses productions, en devenant plus habile et plus intelligent; ainsi quand la quantité des produits peut s'accroître, le prix nominal change, la valeur du travail reste égale à la valeur de l'or, de l'argent et du blé.

L'effet naturel de l'amélioration du travail est de baisser par degrés ou plutôt d'empêcher de hausser le prix nominal de tous les objets produits par le travail des hommes; ce qui produit cette baisse ou l'empêchement de la hausse, est l'emploi des machines et une division du travail mieux entendue. Avec des machines, il faut moins de travail humain pour produire un objet quelconque; ainsi on peut appliquer à d'autres

produits cette partie du travail humain qui est remplacée par des machines. Or, une machine produit à peu de frais, et l'ouvrier peut aisément atteindre à ses produits, et augmenter la quantité de ses consommations, par conséquent sa position est améliorée, mais il faut pour cela que son salaire se continue le même. C'est ce qui n'est pas; maintenant que nombre de produits se donnent au même prix qu'il y a 40 ans, que quelques-uns aient même baissé, le sort de l'ouvrier est resté le même.

Lorsque les matières premières soutiennent leurs prix nominaux, le fabricant qui emploie des machines peut produire à beaucoup plus bas prix que lorsqu'il n'en emploie pas; et plus il en emploie, plus cette réduction de prix est importante, quoiqu'il fasse des profits considérables; car il vend son produit comme un produit humain, quoique ce ne soit qu'un produit de machines qui ne lui coûte presque rien.

Le prix nominal exprime aussi des valeurs fort différentes en différents lieux, en différents temps : ainsi une rente perpétuelle créée à l'époque de l'aliénation d'un domaine, si on veut lui conserver toujours la même valeur, ne peut être stipulée en argent; car la valeur de l'argent a changé et doit encore changer; en effet la valeur des pièces d'or et d'argent dépend de la quantité d'or et d'argent qui composera ces mêmes pièces sous la même dénomination dans un autre temps, de leur titre de fin, de la différence des valeurs entre des quantités égales de travail à différentes époques, de l'altération de la valeur des denrées entre l'une et l'autre époque.

Les princes mieux éclairés que par le passé n'altéreront sans doute plus leurs monnaies dans le but de prélever un impôt sur leurs sujets, ils ont maintenant d'autres voies pour cela. Cette altération des monnaies dérange le prix nominal de toutes les marchandises et de toutes les rentes.

Comme l'Amérique verse annuellement plus d'or et d'argent que l'Europe n'en consomme, il faut que la valeur de ces métaux diminue; autre altération des rentes, lorsqu'on les paie ainsi avec une valeur moindre. Si l'on ajoute maintenant les billets de banque qui en rendent l'usage moins nécessaire, la diminution de la valeur des rentes stipulées en argent doit donc progresser.

Mais alors même que ces deux circonstances ne s'offriraient pas pendant l'existence d'une rente perpétuelle, une troisième suffirait pour en avilir le prix d'une manière complète.

L'augmentation du prix des marchandises ou ce qui revient au même, une moindre qualité de ces marchandises avilit une rente, car d'un côté on obtient moins de produits en offrant la même quantité d'argent ou on obtient des qualités moindres que cet argent n'aurait dû procurer. Ainsi elle ne satisfait plus à la même quantité de besoins, elle ne pourrait plus même racheter la terre dont elle est le produit, alors même que cette terre serait restée dans le même état, car la valeur de la terre aurait changé avec celle de toutes les denrées.

Une rente stipulée en blé conserve mieux sa valeur qu'une rente stipulée en argent, mais elle

ne la conserve pas intégralement, car comme la valeur du blé dépend de la consommation qu'en fait une plus grande population, et de l'amélioration de la culture qui en produit davantage à moindre frais, sa valeur en est altérée.

Dans des temps très éloignés l'un de l'autre, on trouvera peut-être que des quantités égales de travail se rapportent de bien plus près dans leur valeur à des quantités égales de blé qui est la subsistance des ouvriers qu'elles ne le font à des quantités égales de toute autre marchandise; mais cependant il nous reste à savoir si nous avons bien la mesure du travail ancien, car l'histoire ne peut nous dire, ni combien il durait par jour, ni si les outils qu'on employait étaient expéditifs, ni la paresse des esclaves qui le faisaient. Aujourd'hui le travail d'un jour d'un habitant de la Russie ne vaut pas le travail d'un jour d'un habitant de la France; il ne vaut pas même celui d'un Espagnol.

Néanmoins dans des temps éloignés l'un de l'autre, des quantités égales de blé approcheront plus entre elles de la même valeur que ne le feraient d'autres marchandises, parce que si on multiplie le blé, c'est parce qu'il augmente, et s'il augmente, c'est qu'il y a un accroissement de population qui donne lieu à son augmentation, augmentation d'ailleurs forcée par les impôts, mais qui est moindre qu'elle ne le serait parce qu'ils sont répartis sur une plus grande quantité de blé. Ainsi la quantité produite ne s'accroît que lentement, de même que le prix ne s'accroît que peu à peu, tandis que les machines venant en aide à tous les autres produits

de l'industrie les multiplie de telle manière que leur valeur est toute, proportion gardée, moindre que celle du blé, et extrêmement différente de celle qu'ils avaient auparavant.

Le prix réel du blé dépend de l'abondance et de la stérilité de l'année, mais le prix n'intéresse que le producteur ; quand la récolte est abondante, les frais se répartissent sur une plus grande quantité ; le prix réel est donc moindre, le contraire arrive dans une année stérile.

Mais le prix nominal dépend au contraire de plusieurs années de récoltes, c'est le prix moyen des prix réels du fermier : s'il n'en était pas ainsi, ou celui-ci gagnerait trop, et l'ouvrier serait malheureux, ou l'ouvrier profiterait de la perte du fermier, et celui-ci, en se ruinant, abandonnerait la culture du blé.

Le prix nominal de toutes les marchandises dépendant de leur abondance sur les marchés, et leur abondance sur les marchés dépendant de leur proximité du prix réel qui peut seul exciter à les produire, donne lieu, lorsqu'il est convenable, à la demande d'autres produits.

L'abondance du blé est une cause d'activité pour toutes les autres industries; son prix nominal étant moindre, laisse à l'ouvrier plus de moyens pour se procurer d'autres denrées. Le travail est plus demandé dans ces circonstances, le sort des ouvriers est donc plus heureux, parce que leur travail est plus libéralement payé.

D'après ce qui précède, une rente en blé varie moins qu'une rente en argent d'un siècle à l'autre, mais elle varie beaucoup plus d'une année à l'autre. Quand dans une année le blé vaut

4 francs la mesure, dans une autre 6 francs, puis dans une troisième 5 francs, il est clair que le propriétaire de la rente ne peut compter comme revenu que le prix moyen de ces trois années, et c'est pour lui le prix réel et nominal de sa rente.

Mais le prix nominal et réel du travail ne suit pas toutes les fluctuations du prix du blé, il se règle constamment et partout sur le prix moyen ou ordinaire de ce premier besoin de la vie, de même que le prix moyen du blé se règle sur la valeur de l'argent, sur sa quantité, sur ce qu'il coûte à produire, sur la quantité de travail qu'il faut employer pour l'extraire des mines et sur la quantité des impôts qui pèsent sur les travailleurs.

Une rente en argent varie donc moins de valeur d'une année à l'autre qu'une rente en blé, elle paraît même pour les esprits superficiels ne pas changer d'un siècle à l'autre; mais pour l'observateur, il n'est pas difficile de reconnaître, que cette rente en argent commandera moins de travail au bout d'un siècle, qu'elle n'en commandait lors de sa constitution. Le prix nominal et réel du travail aurait donc changé à son égard.

La monnaie d'un pays quelconque peut être regardée dans un temps et un lieu déterminé comme une mesure plus ou moins exacte des valeurs, pourvu que cette monnaie soit au même titre et au même poids; quand cela n'est pas, chacun évalue à son gré cette monnaie, et le prix réel et nominal des choses est livré à l'arbitraire.

Le prix réel de toutes les productions est toujours la valeur de toutes les choses consommées pendant le travail qu'elles ont nécessité. Cela

est évident chez tous les peuples; mais il ne s'ensuit pas que le prix nominal de toutes les choses produites soit le même chez tous les peuples. Si une nation paie l'ouvrier 75 centimes par jour, quand une autre le paie 1 fr. 50 c., il est certain que le prix nominal des productions sera plus considérable chez la nation qui a payé 1 fr. 50 c. le travail de l'ouvrier, quoique le prix réel soit égal chez tous les peuples; c'est-à-dire qu'une journée de travail aura produit la même quantité de marchandises.

Le prix nominal des choses et du travail est toujours relatif chez tous les peuples à leur situation. Une nation très civilisée et qui l'est depuis longtemps, a payé pendant plus de temps des impôts que celle qui se civilise et qui sort de la barbarie; elle paie même de plus grands impôts, parce qu'elle a besoin de se donner toutes les satisfactions que sa civilisation lui fait désirer. Ainsi le prix nominal des choses augmente chez elle, et celui du travail augmente également. C'est ainsi qu'on peut se rendre compte comment le blé coûte plus cher en France qu'en Allemagne, plus en Allemagne qu'en Russie, et comment le prix du travail est différent chez toutes les nations.

Ainsi le prix réel, naturel du travail est semblable chez toutes les nations, il est le représentant des mêmes consommations.

Ainsi le prix nominal du travail est différent chez toutes les nations par l'effet des impôts qui pèsent sur elles à différents degrés, ce qui constitue un prix relatif entre les nations, lequel nécessite l'établissement des douanes pour

protéger le travail de celles qui le perdrait, par suite de l'élévation du prix nominal des choses qu'elles ne pourraient pas produire comme d'autres nations à un prix inférieur à celui qui est établi chez elles.



CHAPITRE XI.



Des parties constituantes du prix des marchandises.

Dans le principe des sociétés, la seule circonstance qui règle les échanges, c'est le travail nécessaire pour acquérir les différents objets d'échange. Chez un peuple de chasseurs, s'il en coûte habituellement deux fois plus de peine pour tuer un castor que pour tuer un daim, on échangera naturellement deux daims contre un castor, parce qu'il est naturel que ce qui coûte le double de peine vaille le double de ce qui n'en coûte que la moitié.

Un travail plus rude qu'un autre, qui fatigue davantage le corps ou l'esprit, a dû également obtenir en échange plus d'objets qu'un travail moins fatigant; cela a dû être, car on ne se déciderait pas à le supporter, si on n'en devait retirer une grande utilité; ainsi une heure de travail rude peut valoir deux heures d'un travail moins fatigant.

Un travail parfait qui est dû à l'habileté, à

l'adresse de l'ouvrier, à sa dextérité, doit lui procurer les mêmes avantages sur un travail plus imparfait de toutes les manières. Il est rare que des talents supérieurs s'acquièrent autrement, que par une longue application à une chose quelconque ; ainsi la valeur qu'on attribue à leur formation n'est que la compensation raisonnable du temps et de la peine qu'on a mis à les acquérir.

Dans l'état avancé de la civilisation, alors que les échanges se pratiquent au moyen de la monnaie, on tient plus de compte dans les salaires du travail de ce qui est dû à la supériorité d'adresse, à l'intensité de la fatigue qu'on ne le fait dans un autre ordre de choses, parce que chaque industriel vit plus particulièrement du fruit des travaux que stimulent des besoins plus grands.

Ainsi dans tous les temps, le travail a appartenu à l'ouvrier, et le produit de son travail lui appartient également, d'où il résulte que ce produit du travail est la valeur même du travail ou la partie constituante de son prix; d'où il résulte encore, que, si l'ouvrier acquiert quelque chose pour produire son travail, la quantité et la qualité du travail communément employées à acquérir ou à produire un objet échangeable contre ce qu'il acquiert, sont les seules circonstances qui règle la quantité de travail que cet objet doit acheter, commander ou obtenir en échange.

Dans l'origine des sociétés, chacun produisait ce qu'il consommait; plus tard quelques-uns consommèrent une partie de ce qu'ils ne pro-

duisaient pas, en échange d'autres parties qu'ils produisaient. Enfin il vint un temps où presque tous ne consommaient que peu de ce qu'ils produisaient, et consommaient beaucoup de ce qu'ils ne produisaient pas; dès-lors la valeur des parties qui constituaient leurs productions, soit qu'ils produisissent ces parties ou qu'ils les obtinssent par achat devint la valeur de leur production; leur prix nominal fut déterminé par l'élévation des impôts dont une quantité d'or ou d'argent représentait la valeur qui pouvait acheter ces productions, ou que ces productions pouvaient acheter.

Quand donc on échange un travail contre un travail, une peine contre une peine, ou de l'adresse contre de la maladresse, aucun n'acquiert plus que la valeur de son travail, le prix des choses n'est toujours que la valeur moyenne du travail; les jouissances seules peuvent différer. En effet, l'homme adroit, intelligent, peut par son travail acquérir plus de choses que le maladroit:ainsi il peut se procurer plus de jouissances.

Dans l'origine des sociétés, la valeur du travail était aussi composée de celle des moyens de travail qui appartenaient alors aux travailleurs; ils retiraient donc de leur travail, lorsqu'ils l'échangeaient, la valeur de leurs moyens de travail, fruit primitif de leurs premières économies, et le salaire de ces moyens de travail, indépendant du salaire de leur travail, fournissait plus complètement à leurs besoins.

L'équilibre entre le prix du travail n'est pas constant et ne peut l'être. L'homme par ses passions est entraîné à dépriser les travaux des autres,

à exalter les siens ; les échanges sont avantageux aux uns, funestes aux autres. Il arrive de là que les uns viennent à se procurer les moyens de travail des autres, et que ceux-ci deviennent leurs ouvriers. Ce n'est pas la force qui amène cet état de choses, mais c'est le manque d'intelligence de quelques travailleurs qui ne connaissent pas la valeur de leur travail.

Ainsi dès ce moment s'établissent deux classes d'hommes, les propriétaires de capitaux ou des moyens de travail, qui ne sont composés que des denrées de toute nature, et les ouvriers. Les propriétaires des moyens de travail sont dans l'obligation de les utiliser, s'ils ne veulent pas les voir se consommer chez eux sans utilité. Les ouvriers ont besoin qu'on les leur fournisse en paiement de leur travail, ce qui les leur fait consommer, lorsqu'ils en reproduisent la valeur sous une autre forme.

Ceux donc qui ont abondance de provisions ou de moyens de travail les emploient à mettre en œuvre des gens industrieux à qui ils manquent; ils leur fournissent des matériaux et des subsistances, afin de pouvoir tirer un salaire de la vente du travail des ouvriers qu'ils emploient, travail qui ajoute une nouvelle valeur aux matériaux employés, consommés par eux, quand l'ouvrage fini est échangé ou contre de l'argent, ou contre d'autres moyens de travail, ou contre d'autres marchandises. Ainsi, quand cet échange s'opère, il y a, outre ce qui peut suffire à payer le prix principal des matériaux employés dans une production et les salaires des ouvriers, quelque chose de donné pour le salaire de l'en-

trepreneur de l'ouvrage qui hasarde ses provisions dans cette affaire ; ainsi la valeur que les ouvriers ajoutent aux matières premières qu'ils consomment se résout en deux parts, dont l'une paie leurs salaires, dont l'autre paie celui de l'entrepreneur pour tout ce qu'il a avancé en salaires et matières premières à travailler jusqu'au moment où il en fait le placement. Il n'aurait pas d'intérêt à employer ces ouvriers, s'il n'attendait pas de la vente de leurs productions quelque chose de plus que ce qu'il faudrait pour lui remplacer ses avances, et il n'aurait pas d'intérêt d'avancer une plus grosse somme de matières ou de moyens de travail qu'une petite, si son salaire ne gardait quelque proportion avec l'étendue de ses avances.

Personne ne pourrait acquérir une plus grande quantité de provisions qu'un autre, s'il n'existait pas toujours un excédant dans le travail de tous, au-delà de la consommation. Cet excédant est faible à la vérité, mais il existe, et cela suffit pour que quelques-uns parviennent à se l'approprier, en totalité ou par partie ; ainsi les uns les possèdent en grande quantité, les autres n'en possèdent rien. Quand l'échange d'un travail se faisait sans l'intermédiaire de l'or ou de l'argent, l'égalité d'échange était plus parfaite que quand on a eu recours à cet intermédiaire ; car alors on échangeait une valeur de travail contre une valeur de travail; mais quand les matières eurent un prix nominal, quelques-uns purent acquérir pour 28 fr. ce qui avait une valeur de 30 fr., parce que l'un connaissait mieux que l'autre la valeur de l'or et de l'argent pour le travail que

celui-ci lui offrait. Ainsi l'un devint à la longue possesseur de toutes les avances de l'autre ; ainsi l'autre fut obligé de se mettre constamment à la solde du premier.

Ce n'est donc pas l'ouvrier qui accorde une partie de son salaire à l'entrepreneur d'ouvrage qui lui fournit des matières ; le salaire de celui-ci est produit par la peine, les soins qu'il prend pour la vente et l'achat des productions de l'ouvrier qui est exempt de ces soins et de ces peines. Ce salaire est produit aussi par les moyens de travail employés par l'entrepreneur, moyens de travail que ne fournit pas l'ouvrier ; il doit aussi être l'équivalent des risques de vente que celui-ci ne court pas ; voilà ce qui constitue le salaire de l'entrepreneur d'ouvrages, et ce salaire est d'autant plus considérable que l'inspection, la direction du travail de l'ouvrier s'étend à un plus grand nombre d'objets : Par exemple, si deux différents manufacturiers emploient chacun vingt ouvriers à raison de 150 fr. par an, et font chacun par conséquent une dépense annuelle de 3000 fr. pour leur salaire, si les matières premières qu'on travaille annuellement chez l'un coûtent seulement 700 fr., tandis que chez l'autre on en emploie de plus précieuses qui coûtent 7000 fr., les moyens de travail employés chez l'un, seront de 3,700 fr., tandis qu'ils seront de 10,000 fr. chez l'autre. Ainsi, si le salaire de l'entrepreneur manufacturier est calculé à 10 pour cent, salaire qui ne représente jamais que le travail du manufacturier, l'intérêt de ses moyens de travail, et ses risques, l'un d'eux doit trouver 370 fr. pour ce salaire, l'autre en

doit trouver 1000 fr., parce que les risques de l'un sont plus grands que ceux de l'autre, parce que son travail propre doit être plus intelligent; les salaires de ces deux manufacturiers doivent donc être différents.

Dans les grandes manufactures, ce salaire augmente encore par la multiplicité des travaux; alors il faut des contre-maîtres qui exigent aussi un salaire qui est pris aussi sur la valeur de la production. Le salaire du manufacturier reste proportionnel à l'étendue de son industrie. C'est toujours à lui qu'appartient la première direction, la haute inspection; c'est à lui qu'appartiennent tous les moyens de travail; c'est sur lui que retombent les risques de toute espèce. C'est son honneur qui se trouve engagé dans cette entreprise, et l'engagement de l'honneur mérite un salaire comme tout autre moyen de produire.

Les moyens de travail de tout entrepreneur de manufacture lui produisent un salaire particulier qui se confond toujours dans le salaire général de son industrie. Quoiqu'il ait acquis ces moyens de travail par une différence entre l'objet qu'il vendait et celui qu'il achetait, quoiqu'il possède les moyens de travail d'un autre, il a droit d'en tirer le salaire que celui-ci en aurait retiré, s'il avait continué à les posséder.

Comme on le voit, le produit du travail ne peut pas appartenir en entier à l'ouvrier, quand un autre lui en fournit les moyens; chacun prend sa part; celle de l'ouvrier est la représentation de toute la consommation qu'il fait pendant qu'il produit; celle du manufacturier est

la représentation de tout ce qu'il consomme pendant la production de ses ouvriers, et de toute la consommation qu'auraient faite les ouvriers qui ont perdu les moyens de travail qu'il a acquis, connus chez lui sous le nom de capital.

Mais quelle que soit à cet égard la part plus ou moins abondante que l'ouvrier et le manufacturier prennent dans la production, il n'en est pas moins vrai que cette production est le fruit du travail présent et du travail passé, accumulé ou détourné de sa véritable voie; que ce travail est le fruit de toutes les consommations faites pour produire autre chose que ce qui était et que cette consommation donne à un nouveau produit toute la valeur qu'elle avait avant que tous les objets dont elle se compose eussent cessé d'être.

Or, cette valeur s'exprime par des chiffres, une numération ou dénomination d'espèces d'or ou d'argent, qui elles-mêmes ont reçu une numération étrangère à leur qualité. Cette dénomination n'est pas autre que l'addition continuée de l'impôt annuel qui touche tous les producteurs: en effet, d'où viendrait le prix des choses s'il n'en était pas ainsi? d'où viendrait leur différence dans les diverses contrées du globe? le blé est plus cher en Angleterre qu'en France, quoique la monnaie d'or ou d'argent soit plus commune dans ce dernier royaume. Les produits nécessaires au maintien de la vie sont à meilleur marché dans l'Amérique méridionale, quoiqu'au milieu des mines d'or ou d'argent les plus abondantes; et dans la Russie, ces mêmes moyens d'existence sont à vil prix, quoique les

moyens de les payer soient plus rares qu'ailleurs.

Il faut bien remarquer que les économistes reconnaissent avec moi que les impôts de douanes, sur le sel, sur les vins, sur les patentes entrent dans les frais généraux de chaque producteur; or, s'ils y entrent, ils font donc partie du prix de la production.

En effet, la première fois qu'on demanda au producteur un impôt en argent, il ne fut plus question pour lui de demander à échanger son produit, ou au moins de le donner pour la valeur qu'il avait auparavant, cette valeur s'était accrue pour lui de tout le montant de son impôt, et il fallut que le consommateur lui en tînt compte, sinon il aurait cessé de produire, car chaque année son salaire ayant diminué de manière à être complètement insuffisant au bout d'un certain nombre d'années, son existence aurait été compromise.

Or, ce que le premier producteur fait en augmentant le prix de son produit, de toute l'importance de son impôt, ainsi font tous les producteurs à la suite; aucun d'eux ne reste chargé du poids de ces impôts, parce que tous les reportent sur leurs consommateurs, et comme chaque consommateur est en même temps producteur, il en résulte que l'impôt est toujours flottant dans le prix des choses, qu'il le compose constamment, et que plus une nation est ancienne et civilisée, plus le prix de ses produits est élevé, parce qu'il est composé d'une plus grande masse d'impôts.

A la vérité, le prix des choses ne paraît pas

suivre toujours le mouvement de progression que les impôts leur impriment. Mais ici, il faut observer que le producteur qui est toujours contrarié pour élever le prix de son travail, cherche tous les moyens les plus économiques pour le produire au même prix. Ainsi il diminue la quantité de matières premières qu'il employait; il demande à la chimie des moyens de teinture plus économiques; il emploie des machines nouvelles; et s'il ne fait pas lui-même ces progrès, un autre dont il consomme aussi les produits lui donne les moyens de ne pas élever le prix de son produit, en mettant à plus bas prix les objets de sa consommation.

On ne peut pas dire que l'impôt est pris sur les profits des producteurs; car chacun d'eux établit ses impôts dans les frais généraux de sa production, et c'est du résultat de ses ventes que naît le *quantum* du salaire qu'il en espère.

Nous avons vu comment se formaient les parties constituantes du prix des produits relativement à l'ouvrier travaillant pour son compte, et relativement à l'ouvrier travaillant pour le manufacturier et au manufacturier lui-même, maintenant il convient de voir quelle part le propriétaire, le capitaliste y prennent.

La partie des produits que la terre qui sert à payer les fermages dus aux propriétaires à raison des travaux anciens et modernes qu'ils ont faits pour l'améliorer, entre dans le travail de l'ouvrier pour le prix que le fermier peut obtenir de la récolte qu'il fait et qui doit payer son fermage, ses dépenses et son travail. Ainsi le fermage qu'un propriétaire tire de sa terre est la rente d'un

travail primitif, exécuté par ses aïeux ou par lui. Ce n'est que la représentation de l'annuité de tous les moyens de travail qu'on y a employés. En conservant ces moyens de travail, il aurait comme capitaliste touché le même revenu, même un plus grand revenu; mais il aurait couru des risques qu'il ne coure pas, comme propriétaire de terres; ainsi ce que le propriétaire livre à l'ouvrier par l'intermédiaire de son fermier, est la même chose que ce que le fermier lui livre pour son compte; c'est un travail qui, consommé, reparaîtra dans un autre travail.

Ainsi dans le prix du blé, par exemple, le fermage du propriétaire constitue le prix du blé nécessaire pour le payer; de même que les dépenses du fermier et le salaire de ses moyens de travail, et son salaire personnel, constituent le prix de la part qui revient à ce dernier.

Dans ces deux conditions, on voit ce qui constitue le prix du blé. Le propriétaire fait vendre sa part par son fermier, le prix que celui-ci vend la sienne, parce que ce dernier ne peut vendre aucune des deux à un prix qui ne satisferait pas à toutes ses dépenses et à son salaire, la demande des produits de l'un étant d'ailleurs toujours égale à celle qui a lieu des produits de l'autre.

Le capitaliste ou celui qui possède des moyens de travail qu'il prête à ceux qui n'en ont pas, ne prend pas une autre part dans la partie constituante du prix des choses que celle qu'aurait prise celui qui aurait possédé ces mêmes moyens et qui les aurait accumulés avec son propre travail.

Plus les produits s'éloignent de leur origine, plus les parties constituantes de leurs prix sont chargés de salaires. Ainsi le blé passant chez le meûnier augmente de prix à raison de son salaire; chez le boulanger, il en arrive de même jusqu'à ce qu'il arrive dans la main de l'ouvrier pour être entièrement consommé et pour produire quelqu'autre chose qui puisse donner un salaire convenable à l'ouvrier.

Plus une marchandise particulière vient à être manipulée, plus son prix s'élève, parce qu'elle est chargée d'un plus grand nombre de salaires; cette élévation de prix donne, sans aucun doute, lieu à un plus grand emploi des moyens de travail. Ainsi le salaire de ces moyens de travail suit sa proportion ordinaire; un objet qui vaut 300 fr. doit produire à celui qui le met au jour 30 fr. de salaires comme 20 objets de 15 fr., produits par vingt ouvriers, donnent à ceux qui les confectionnent 30 fr. de salaires, pour ces mêmes moyens de travail.

Ainsi la totalité du prix des produits est composée entièrement des consommations de l'ouvrier ou de son salaire, des salaires du manufacturier et du salaire du capitaliste, soit que ces trois parties constituantes du prix des choses se trouvent réunies dans une seule main ou se trouvent dans plusieurs mains.

Car il peut arriver que l'ouvrier ait les moyens de travail et qu'il dispose de son travail à sa volonté, ou que le manufacturier dispose de son travail et lui donne des moyens de travail, ou que le manufacturier n'ait pas les moyens de travail et doive les emprunter, ce qui introduit le

capitaliste privé dans le mouvement de la production.

Toute marchandise procède du travail direct ou indirect, ancien ou nouveau, personnel ou par délégation; c'est donc la consommation de chaque producteur dans les mains duquel passe chacun de ces produits qui doivent être mis en un état de consommation quelconque, qui constitue le prix des produits nouveaux. Bien évidemment la consommation de chacun de ces producteurs ne doit pas être égale; celui qui ne donne que le travail de ses bras ne peut consommer autant que celui qui y ajoute celle de son intelligence; néanmoins le prix se règle sur la consommation moyenne de ces ouvriers. C'est ce qui nous rend compte de l'inégalité des conditions dans la société humaine.

Ainsi chacun produisant et consommant alternativement tout ce qu'il peut produire et consommer, le travail se maintient et suffit toujours pour acheter et commander une quantité de travail un peu plus grande que celui qu'il a fallu employer pour le mettre en exercice; car les produits de la terre sont soujours un peu au-dessus des besoins de la société, ce qui amène une plus grande population qui trouve dans ce surplus de produits les avances nécessaires pour lui procurer du travail.

Quoiqu'une partie des produits du travail ne soit pas toujours consommée par les travailleurs directs et cesse de paraître alimenter le travail en se détournant vers les propriétaires et les capitalistes, il reste constant que ceux-ci par leurs consommations rendent aux travailleurs

les moyens de travail qui leur manqueraient, si les propriétaires ne consommaient pas leurs produits; en effet, pour qui produiraient-ils, si déjà chaque consommateur utilise chaque travailleur: en supprimant l'un de ces consommateurs propriétaires, on serait réduit à supprimer celui qui travaille pour fournir à sa consommation.

On a eu raison d'appeler revenu, le salaire qui procède directement du travail, et c'est à tort qu'on a appelé profit, le revenu qu'un homme retire de son capital, quand il l'emploie lui-même dans le travail qu'il fait, ou intérêt d'argent quand il le prête à d'autres, car l'emploi de l'argent fait d'une manière directe ou indirecte ne donne aucun profit; il ne couvre que tous les risques que l'on court à le prêter ou à l'employer; c'est un salaire mérité pour un travail qui n'aurait pas pu s'exécuter, si on n'avait pas eu les instrumens nécessaires pour l'accomplir. D'où naîtrait d'ailleurs ce profit? car si tout le monde tirait parti de son industrie, de son travail, avec un profit ou de 5 ou de 10 pour cent, qu'est-ce qui le paierait, puisque tout le monde est producteur direct ou indirect? puisque tout le monde consomme autant qu'on produit? nous examinerons cela plus loin.

CHAPITRE XII.



Du prix naturel des marchandises et de leur prix de marché.

Nous avons vu que les parties qui constituaient le prix des choses étaient les consommations faites pendant la production ou à cause de la production, et que ces consommations n'ont d'autre prix que celui que leur ont donné les impôts passés et présents. Ainsi le prix des produits est naturel parce qu'il dépend entièrement d'un ordre de choses établi par la nature; ordre de choses qui commande impérieusement que la production nouvelle représente complètement la production consommée.

Or, dans chaque société, il s'établit constamment un taux moyen de ce prix naturel, tant pour les salaires des ouvriers que pour ceux des capitalistes. Le fermage des propriétaires est lui-même établi par l'anéantissement, le maintien ou l'accroissement de la population ou du travail.

Le taux des salaires des ouvriers, des manu-

facturiers, des capitalistes se règle généralement par les circonstances dans lesquelles se trouve la société : est-elle agitée, convulsionnée? les salaires des ouvriers, des manufacturiers sont au-dessous de ce qu'ils doivent être. L'ouvrier est misérable, parce qu'il consomme plus qu'il ne produit, ou au moins il retranche le nécessaire à sa consommation. Le capitaliste touche à la vérité un salaire plus fort, en raison des grands risques qu'il court sur quelques parties des moyens de travail qu'il prête. Mais la plus grande partie de ces mêmes moyens de travail ne lui produisent rien, parce qu'il ne peut les prêter avec sécurité; dans ces occasions même, le blé vient à acquérir un plus haut prix, parce que le cultivateur, inquiet de sa position, exploite ses terres, en diminuant les avances qu'il aurait dû faire, récolte moins, ce qui le met dans l'impossibilité de livrer ses denrées à la population qui, avec les mêmes besoins, ne trouvant plus la même quantité, doit les surpayer.

La société est-elle au contraire paisible, heureuse? les salaire des ouvriers augmentent, les salaires des capitalistes baissent, et les laboureurs donnent leurs produits à un prix raisonnable, quand l'intempérie des saisons n'y met pas obstacle.

Car, alors, il peut arriver que le haut prix du blé, résultant d'une moindre quantité récoltée, que le manque de récolte dans le vignoble, impressionne tellement les consommateurs, que ceux-ci réduisent leur demande et rendent le travail moins commun, de sorte que les salaires en sont dépréciés. Le prix naturel des produc-

tions peut donc s'affaiblir et être moindre que tout ce qui a été consommé pour produire, ce qui établit la misère. Quand au contraire il peut être un peu supérieur à ce qui a été consommé pour produire, c'est-à-dire à la valeur de la consommation, il établit la prospérité; le prix moyen naturel est un état de gène qui n'est toujours qu'instantanné.

En général, la civilisation d'un peuple, son amour du travail, le désir des jouissances n'influent en rien sur le prix naturel des choses, car l'ouvrier ne consomme encore rien au-delà de ce qu'il produit. S'il emploie mal son temps, s'il est ignorant, il vit plus misérablement, mais toujours il produit autant qu'il consomme; le prix naturel de sa production est égal à celui qui résulte du travail d'un ouvrier plus capable.

Cependant comme l'impôt passé et présent donne le prix naturel des productions, il résulte que ce prix naturel n'est pas le même chez toutes les nations, quoique les consommations soient les mêmes pour toutes, à l'égard d'une quotité donnée de travail. L'état de civilisation plus ou moins avancé de quelques-unes d'elles, a produit une différence d'impôts, a prolongé ces impôts pendant un plus long espace de temps, de telle sorte que chaque produit augmente ainsi de prix d'année en année, et que, consommé par des producteurs particuliers, il a dû augmenter le prix naturel de chacune des marchandises qu'ils ont livrées à la nouvelle consommation, plus considérablement dans les états anciens, médiocrement dans les états modernes, et faiblement dans les états nouveaux.

Il faut faire ici attention qu'une révolution, telle que celle que les barbares ont accomplie, en détruisant l'empire romain, a rompu la chaîne qui aurait lié le prix naturel des produits de la France, etc., du temps des Romains, au prix naturel actuel; qu'il en a été ainsi dans toutes les grandes révolutions qui ont détruit de grands empires. Ce n'est que depuis que l'ordre est rétabli dans chaque pays, que depuis qu'il existe des impôts réguliers que les prix naturels se sont parfaitement établis. Un marchand qui est dépouillé par des voleurs, ne fait pas payer le lendemain son salaire plus cher; mais s'il est imposé aujourd'hui à une contribution, il exige demain son impôt confondu avec ses frais généraux et son salaire dans le prix de son produit.

Le prix naturel des subsistances ou des produits fabriqués, ou des salaires enfin, n'est pas le même dans toutes les provinces d'un vaste empire, parce qu'il arrive souvent que les impôts n'y sont pas proportionnels à la population. Les cantons qui paient beaucoup d'impôts ne peuvent produire que des subsistances et des matières premières d'un plus haut prix, et ils doivent payer des salaires élevés; le contraire existe là où les impôts sont moindres; à Paris où les impôts sont élevés, les salaires sont élevés; dans la ci-devant Bretagne les salaires sont bas parce que les impôts sont faibles.

Le prix naturel des produits que l'homme obtient par des mécaniques ou des machines est moindre que celui qui est le travail de l'homme, parce qu'une machine consomme moins que l'homme; le prix naturel des produits ne doit

donc pas représenter une consommation qui n'existe pas.

De même que le prix naturel des matières premières fait dans tous les pays le prix naturel de toutes les productions ; de même le prix des salaires est fondé sur les matières premières et les besoins réels des ouvriers ; il faut donc reconnaître que le premier travail qui s'exprime en chiffre, celui du laboureur qui fournit la matière première, n'exprime que la part de l'impôt qui l'affecte, et que dans les temps anciens ce chiffre devait être extrêmement bas, et toujours dans la proportion de l'impôt à la quantité récoltée. Et il faut encore reconnaître que le prix de cette matière première s'élève de plus en plus, en raison du nombre d'ouvriers qui ont consommé successivement les produits auxquels elle a donné lieu, et qui y ont ajouté successivement leurs impôts.

Lors donc que le prix d'une marchandise n'est ni plus ni moins que ce qu'il faut pour payer la matière première, les salaires de travail et ceux des moyens de travail employés à la produire, en un mot tous les salaires qui l'ont produite, alors cette marchandise est à son prix naturel, et la marchandise est en état d'être vendue ce qu'elle coûte réellement à celui qui l'a produite au marché, pourvu que celui qui se charge de cette vente trouve aussi son salaire dans un supplément du prix de la production ; car autrement il perdrait son temps et le salaire de ses moyens de travail qui lui aurait mis cette marchandise entre les mains.

En conséquence, quoique ce prix naturel ne

soit plus le plus bas prix auquel le producteur a pu livrer son travail, c'est cependant le plus bas prix auquel on puisse livrer la production qui se trouve dans les mains intermédiaires entre le producteur et le consommateur.

Chacun se présente donc au marché avec l'idée d'obtenir de son produit le prix naturel; mais là se présente pour lui ou un avantage ou un désavantage. Car il s'établit un prix dans le marché par la proportion entre la quantité de marchandises existantes alors, avec la demande de ceux qui en ont besoin, et qui veulent la payer le prix naturel ou qui ne le veulent pas.

Si la quantité de marchandise amenée au marché se trouve au-dessous de la demande, il y a hausse, parce que ceux qui en veulent consentent à donner quelque chose de plus que le prix naturel, et cette hausse sera d'autant plus considérable qu'on jugera que la rareté de la marchandise se prolongera davantage; la hausse des subsistances pendant le blocus d'une ville peut ici servir d'exemple.

Au contraire, quand la quantité de marchandise amenée au marché excède la demande, il y a baisse, parce que cette marchandise ne peut y être vendue son prix naturel, et comme l'ouvrier est obligé de vendre pour pouvoir se livrer à un nouveau travail qu'il espère devoir être plus heureux, il vend pour le prix qu'il peut trouver.

Les produits périssables ou susceptibles de se détériorer ne permettent pas à ceux qui les amènent au marché de ne pas vendre; ils sont donc obligés de le faire à tout prix. Il n'en est pas ainsi des objets qui peuvent se conserver. Quand

leur prix au marché s'éloignent trop du prix naturel, on peut quelquefois attendre, surtout quand ils appartiennent à de riches producteurs; car souvent il arrive que les ouvriers doivent forcément vendre leur production au marché de quelque nature que soit cette production.

La hausse donne donc un salaire plus considérable au producteur, et c'est le consommateur qui voit ainsi diminuer ses avances ou sa richesse.

La baisse au contraire diminue le salaire des producteurs au profit du consommateur.

Quand la quantité d'une marchandise amenée au marché suffit tout juste pour remplir la demande, le prix du marché est tout juste le prix naturel. La concurrence des différents vendeurs et des différents acheteurs oblige les uns d'accepter le prix naturel et ne permet pas aux autres d'offrir moins que ce prix.

Les salaires qui s'échangent dans cette occasion étant égaux, nul ne profite du marché aux dépens d'autrui.

Quand donc le prix du marché est inférieur au prix naturel ou de revient, alors le producteur travaille moins, et sa production devient bientôt rare au marché, de telle sorte que l'offre de vendre est inférieur à l'offre d'acheter; dès ce moment le prix du marché s'élève au-dessus du prix naturel, et la production devient abondante par la faveur qui lui est accordée, jusqu'au moment où la balance entre la production et la consommation se rétablit insensiblement.

Cela se fait très-naturellement; les producteurs d'une chose ne la produisent dans les premiers moments, que parce qu'elle est de-

mandée, et on ne la consomme qu'en raison des besoins que les consommateurs éprouvent. Il y a donc constamment à-peu-près balance entre les producteurs et les consommateurs, entre la production et la consommation; il ne s'établit pas un plus grand nombre de producteurs dans chaque article de production que les besoins de consommation ne le demandent. Dans chaque village, il y a un maréchal, un charron, il n'y en a pas deux, parce que la production de chacun d'eux suffit à la consommation. En France il y a 25 millions de producteurs agricoles et 5 millions de producteurs industriels, parce que chacun d'eux fournit la production nécessaire à la consommation des autres. Si cependant on compte 6 millions de producteurs industriels, c'est qu'un million de ces producteurs travaille pour fournir à l'étranger des marchandises en échange de celles que le sol de la France ne fournit pas.

Ainsi la quantité de productions qu'on amène au marché se proportionne naturellement, d'elle-même, par le prix du marché qui affecte le nombre des producteurs et des consommateurs. C'est l'intérêt de tous ceux qui emploient leur terres, leur travail ou leurs moyens de travail, de ne pas dépasser la proportion, pour ne point perdre la la valeur ou partie de la valeur de leur travail; un autre intérêt veut également que la quantité de la marchandise ne soit jamais au-dessous de la demande du marché, et c'est alors un accroissement de productions qui établit la balance.

Quand les productions se vendent au marché à plus bas prix que le prix naturel, alors les

salaires des ouvriers, ceux des capitalistes, ceux des entrepreneurs d'industrie baissent en proportion; il y a donc moins de travail commandé par eux en échange de leur travail. Il y a réaction sur d'autres productions que ces ouvriers, ces capitalistes, ces entrepreneurs de manufactures ne peuvent plus payer avec leurs salaires.

Mais quand au contraire le prix du marché est supérieur au prix naturel, les salaires des ouvriers de ces productions, des entrepreneurs de manufactures, des capitalistes qui leur prêtent des moyens de production, se trouvant améliorés, peuvent leur procurer d'autres productions ou un plus grand nombre de productions pour leurs consommations; dès-lors aussi il y a réaction sur le prix des autres produits qui mettent en même temps leurs producteurs en état de satisfaire à une plus grande consommation.

Mais quel que soit le temps plus ou moins long de ces alternatives de baisse et de hausse pour les ouvriers, les entrepreneurs et les capitalistes, le résultat est toujours une balance exacte entre la baisse et la hausse qui conserve à chacun d'eux la moyenne de son salaire, ou la valeur exacte des parties constituantes du prix naturel de leurs productions.

Ainsi le prix naturel est le prix central vers lequel gravite continuellement le prix des marchandises, elles ne s'en éloignent qu'accidentellement. Les besoins des consommateurs balancent ceux des producteurs; si une industrie produisait constamment plus qu'il ne lui serait

demandée, par conséquent à un prix inférieur au prix naturel; elle se réduirait nécessairement au nombre d'ouvriers convenables pour satisfaire le marché. Chez toutes les nations, la proportion des ouvriers de chaque industrie a été fixée naturellement, et si on trouve à cet égard quelque différence entre chaque état, comme entre la France et l'Angleterre chez qui les ouvriers industriels sont à proportion plus nombreux que les ouvriers agricoles; la raison en est que l'Angleterre a un commerce étranger plus considérable que la France.

Les machines, les mécaniques qui se substituent dans les fabriques au travail des hommes, produisent une baisse dans les marchés pour toutes les productions qu'elles fournissent; mais cette baisse n'est pas au-dessous du prix de revient ou du prix naturel de tout ce qu'elles consomment pour les produire; il doit donc y avoir plus de consommations de leurs productions que si elles étaient plus chères.

Mais ces machines ne peuvent pas se multiplier au-delà des besoins qu'elles peuvent satisfaire, car alors le prix des marchés leur serait désavantageux. Dès lors le nombre des machines est limité par la même raison qui limite le nombre des hommes dans la production des marchandises, et si en réalité les machines produisent davantage, cette circonstance n'est due qu'au bas prix de leurs productions qui leur offrent un plus grand nombre de consommateurs, ou plutôt à l'infériorité de leurs produits qui accélère leur consommation.

Cependant la même quantité d'industrie hu-

maine pourrait produire dans quelques emplois, en différentes années, des quantités différentes de marchandises, tandis que dans d'autres elle pourrait en produire de suffisantes ou d'insuffisantes. Ainsi les cultivateurs pourraient produire plus, assez ou moins de blé, eu égard aux besoins des consommateurs, d'autres pourraient produire moins, assez, plus de vin, d'huile et de houblon, etc. Ainsi chacun d'eux verrait baisser le prix du marché en raison de l'abondance de sa récolte, ou le verrait augmenter en raison de son insuffisance; mais alors que le prix du marché baisse, il n'en résulte pas que le prix naturel soit attaqué, comme aussi il ne résulte pas, que lorsque le prix du marché hausse, le prix naturel soit plus avantageux qu'il ne doit l'être, c'est-à-dire supérieur aux parties constituantes de ce prix; quand un hectolitre de blé vaut dans une année abondante 16 francs, le cultivateur ne retire pas plus de salaires en vendant ce même blé 32 fr. l'hectolitre dans une année de mauvaise récolte, parce que cette récolte est la moitié de celle qu'il a faite dans l'année où il vendait son blé 16 fr. Le cultivateur a dans les deux circonstances les mêmes frais généraux.

Dans cette circonstance, les cultivateurs pourront se procurer les mêmes quantités d'autres productions, mais les tisserands ou autres industriels qui ne produisent chaque année que la même quantité de production ne pourraient obtenir qu'une moitié du blé qu'ils consommaient.

La hausse qui affecte les produits agricoles est donc penible à la classe industrielle, quand celle-ci est la moitié de la population; elle en est

plus impressionnée que quand elle n'en est que la six ou septième partie. Ses douleurs doivent donc alors être très-vives quoique son travail ne soit altéré que dans la partie qu'elle consomme, puisque la classe agricole est encore en état de consommer une aussi grande quantité de produits industriels qu'elle le faisait auparavant; mais quand la hausse a lieu sur les produits industriels, la classe agricole souffre alors parce qu'elle n'a pas les moyens de les acquérir, et bientôt la classe industrielle serait sans occupation jusqu'à ce que les prix de ses produits soient à la portée des cultivateurs ; mais quand la baisse a lieu sur les produits agricoles, les habitants des campagnes souffrent autant que les ouvriers des villes sont heureux de cet état de choses; ils ne le sont pas à la vérité longtemps, surtout quand la classe agricole est la plus nombreuse, car ceux-ci ne consomment plus alors de produits industriels. Ainsi les ouvriers des villes sont sans travail. Si au contraire la baisse a lieu sur les produits industriels, alors la consommation en devient plus active dans la campagne; mais les ouvriers des villes ne peuvent se les procurer par leurs salaires, qui nécessairement dans cet état de choses sont diminués; on voit ici comment l'Angleterre et la France peuvent être diversement affectées par la hausse ou la baisse, au-dessus ou au-dessous du prix naturel ou de revient.

Ici il faut observer que le drap, la toile et tous les produits de l'industrie sont moins sujets aux variations de prix sur les marchés que les produits agricoles, parce que la demande agit seule sur le prix des premiers, tandis que le

prix des derniers varie à cause de la demande et à cause de la quantité plus ou moins considérable d'une année à l'autre.

Quand ces variations arrivent, la quantité ne peut donner aux producteurs agricoles dans les années d'abondance la somme totale du prix qu'ils auraient retirée d'une moindre quantité, parce que, produisant des choses périssables, il y a nécessité pour eux de les vendre, tandis que lorsqu'il y a rareté de production, l'offre d'acheter étant plus considérable que l'offre de vendre, le producteur réalise toujours un salaire considérable. Néanmoins on remarque que les mauvaises récoltes sont suivies de plusieurs années de haut prix comme dédommagement du sacrifice qu'ont fait les fermiers, en ne surélevant pas leurs prix, autant que leur intérêt le commandait.

Mais quand il y a perte pour eux, il y a profit pour le consommateur jusqu'à ce que la roue de fortune venant à changer, il y ait profit pour eux et perte pour le consommateur, ce qui détermine entre eux une moyenne de position.

Les différences accidentelles momentanées qui surviennent dans le prix du marché tombent principalement sur les salaires des ouvriers et des entrepreneurs d'industrie. Les salaires des capitalistes n'en sont nullement affectés, mais les variations en baisse sur le prix du blé, lorsqu'elles se prolongent, affectent sérieusement les salaires du cultivateur; lorsqu'il paie son fermage en argent, il doit vendre une plus grande quantité de ses productions pour l'acquitter; il en doit faire autant pour payer toutes ses dépenses,

et il est possible qu'un accident quelconque ne le mette pas en état de réparer dans la suite les pertes qu'il fait alors.

Mais le propriétaire qui reçoit alors un tel fermage ne voit rien de changé dans sa position, car il obtient sa consommation en blé à moindre prix, tandis que toutes les autres productions sont en hausse; tandis qu'au contraire, quand les produits agricoles sont en hausse, il paie son blé plus cher, et les produits industriels moins chers.

Le fermage qui consiste dans une quantité fixe de produits bruts, est sans aucun doute affecté dans sa valeur annuelle par la fluctuation du marché; mais il est très rare qu'elle influe sur le taux moyen de ce fermage; car il y a compensation entre les prix hauts et bas auxquels le propriétaire vend ces produits; quand il s'agit de régler les prix de ces produits par le fermier et le propriétaire, chacun d'eux y contribue par la considération de l'intérêt présent, et lorsque le propriétaire les livre lui-même au marché, c'est le prix moyen de plusieurs années qui constitue son véritable revenu.

Quelquefois les variations du prix du marché affectent les salaires des entrepreneurs d'ouvrages et des ouvriers, autant dans leur valeur que dans leur taux, selon que le marché est surchargé ou peu garni de marchandises ou de travail, d'ouvrage à faire et d'ouvrage fait. Un deuil public fait hausser le prix du drap noir; il augmente ainsi les profits des marchands qui en possèdent quelques quantités, cette demande n'a pas d'effet sur le travail des ouvriers. C'est de travail fait que le

marché a eu besoin, et non de travail à faire, cette circonstance hausse cependant le salaire du tailleur par la nécessité de se vêtir de deuil. Ainsi d'un côté le marché est trop peu fourni de travail fait, ce qui produit la hausse, et il y a une demande de travail à faire à une classe de producteurs; d'un côté, la soierie et les draps de couleur baissent, ce qui fait diminuer les salaires des marchands qui les possèdent, il fait aussi baisser les salaires des ouvriers qui font ces productions, et le marché reste quelque temps surchargé de tout ce qui est produit en ce genre jusqu'à ce que le deuil finisse et que l'équilibre entre la consommation et la production soit rétabli; d'un autre côté, les marchands qui vendent les objets de deuil n'ont qu'un salaire extraordinaire de peu de durée, et les ouvriers tailleurs voient également décroître le leur, quand les besoins sont satisfaits et se trouvent même sans ouvrage dans l'intervalle de la prise de deuil et de sa fin.

Le prix du marché ne peut donc cesser qu'à de légers intervalles d'être le prix naturel, parce qu'il ne peut s'en éloigner en moins, sans mettre en perte de salaire le producteur, sans l'éloigner de son industrie par la persistance d'un prix qui ne lui rendrait pas sa dépense, qui ne fournirait pas à ses besoins.

Les causes naturelles ou accidentelles, les règlements de police ne peuvent tenir le prix du marché au-dessous du prix naturel que momentanément. Si leur influence se prolongeait, il y aurait cessation de production pour une partie, parce que la population chercherait d'autres tra-

vaux, ou se détruirait insensiblement; ce qui resterait de production reprendrait donc alors au marché son prix naturel.

Une augmentation du prix du marché par une demande effective, ne peut être dissimulée aux yeux des producteurs; chacun d'eux la connaissant et pouvant juger de son intensité, doit faire des efforts pour y prendre part, si elle doit être durable Or, dès ce moment, il s'établit entre eux une concurrence telle, que le résultat doit être une baisse quelconque au profit des consommateurs, et les ouvriers profitent de cet accroissement du marché et de la demande de leur travail.

Si cependant le prix du marché s'élevait ainsi par la demande des pays étrangers, l'avantage en serait plus long pour les entrepreneurs d'ouvrages que celui qu'ils pourraient trouver dans leur propre pays, par une plus grande demande qu'on leur ferait, demande du pays qui serait instantanée, tandis que celle de l'étranger serait constante; et les ouvriers y trouveraient aussi de plus forts salaires, parce que la demande de leur travail serait plus continue. En effet, il serait avantageux aux entrepreneurs d'ouvrages d'employer le plus grand nombre d'ouvriers pour se procurer à eux-mêmes des salaires plus considérables.

Les brevets d'invention donnent les moyens aux manufacturier de tirer de plus forts salaires de leurs travaux que n'en recueillent ceux qui se livrent à des pratiques connues depuis longtemps; cette augmentation de salaires est très légitime, elle leur rembourse des essais trop longtemps

infructueux qui ont compromis leur honneur, leur fortune, qui ont exercé longtemps leur intelligence, etc.; mais il vient un temps où ces brevets d'invention entrent dans le domaine social, et dès-lors la société en profite. Les industriels qui les possédaient n'ont donc recueilli qu'un salaire qui leur était légitimement dû, quelque considérable qu'ait pu être la différence du prix du marché avec le prix naturel.

Quelquefois des produits de la terre ont au marché un prix plus élevé que d'autres produits similaires, telles sont les vignes renommées, en comparaison des vignes qui ne produisent qu'un vin commun; mais ici la différence entre le prix de marché de ces différents vignobles vient du prix principal de ces vignes, dont la rente constitue un prix naturel différent à chacun de leurs produits, dont l'éventualité de ventes et les accidents qui peuvent leur survenir, nécessitent un amortissement qui se prélève sur leurs prix. En effet, tel vin renommé aujourd'hui peut perdre sa réputation, sa vente par la découverte d'un vin plus estimable; le sol de ce vignoble perdra donc de sa valeur, mais s'il la perd, le propriétaire en aura reçu le dédommagement par le plus haut prix qu'il aura tiré de sa production.

Autrefois les vins de l'Orléanais se servaient sur la table des rois, alors ce vignoble avait une grande valeur qui a disparu depuis qu'il ne fournit plus qu'à la boisson de l'ouvrier. Il a donc fallu que les propriétaires trouvassent dans l'élévation du prix de leurs vins la perte qu'ils ont faite dans la valeur des vignes.

Le monopole des productions de la terre ou de l'industrie, soit qu'il soit livré à une compagnie, soit qu'il soit exercé par un individu, nuit au prix naturel, en avilissant le prix du marché; il détruit donc la production et la population, lorsqu'il ne veut pas payer le prix naturel; mais quand il le paie, il nuit encore à la consommation en demandant un salaire exagéré pour le service qu'il rend; l'élévation des prix que le monopole fixe aux productions qu'il a dans les mains, diminue la consommation, et en même temps la production qui en est la suite.

Les priviléges exclusifs des corporations, les statuts d'apprentissage, toutes les lois enfin qui restreignent la concurrence dans les diverses professions sociales à un plus petit nombre de personnes que ce qui pourrait y entrer, ont le même effet que le monopole. Les corporations ont pour effet la stagnation de l'industrie, l'exclusion de la concurrence: ce qui tient leur production à un prix naturel trop élevé, et leur permet de demander au marché ce prix trop élevé; par conséquent elles nuisent à la consommation.

Les lois des corporations qui mettent l'ouvrier à même de hausser ses salaires au-dessus de leur prix naturel l'obligent aussi quand son industrie vient à décheoir, à le baisser au-dessous de ce taux. Si ces lois excluent beaucoup d'ouvriers de sa profession, elles l'excluent lui-même des autres professions, alors que la sienne est en décadence. A la vérité ce désavantage ne s'étend pas au-delà de sa vie, tandis que l'exclusion des

autres ouvriers de la profestion qu'il exerce, lorsqu'elle est prospère, peut durer quelques siècles.

La force consommante est toujours égale à la force productrice humaine, parce que tous les hommes sont également et consommateurs et producteurs : dès-lors il ne peut exister d'engorgement dans la production humaine.

Si cependant on en reconnaît un dans quelque société que ce soit, on ne doit l'attribuer qu'aux machines qui n'ont pas encore réduit le prix de leurs productions au prix naturel, afin d'en trouver la consommation, ou à un trop grand nombre de machines qui se sont établies en disproportion avec la force consommante. Les machines qui produisent au-delà des moyens de consommation disparaissent peu-à-peu par l'effet d'une concurrence qui détruit toujours celles qui sont mal administrées.

Si tous les hommes produisaient du drap ou des cotonnades, il y aurait un engorgement pour ces productions, tandis que d'autres manqueraient. C'est donc la proportion entre la force productrice de chaque profession, et la force consommante des autres professions qui conserve le prix naturel de chaque produit.

Dans l'Indostan, en Egypte, un long usage avait indiqué la quantité d'hommes nécessaires à chaque industrie; dès-lors les lois de ces pays ont pu, sans inconvénient, ordonner que chacun suivrait la profession de son père; car alors la proportion de la demande avec l'offre de vendre était maintenue, par conséquent le prix naturel et le prix du marché ne s'éloignaient pas l'un de

l'autre, parce que chaque profession répondait aux besoins des autres professions; s'il n'en avait pas été ainsi, la misère aurait détruit une partie de la population, jusqu'à ce que l'équilibre fût rétabli, ou les lois qui établissaient cet ordre de choses auraient disparu.

Le prix naturel des productions varie chez toutes les nations d'après le prix naturel du salaire des ouvriers, des entrepreneurs, des capitalistes, des impôts. Le prix du marché doit donc suivre de près chacune de ces variations chez tous les peuples.

Les circonstances politiques n'altèrent que légèrement et peut-être pas les prix naturels, mais elles influent beaucoup sur les prix du marché. Les circonstances politiques peuvent porter à produire peu, par l'incertitude de la vente des produits au prix naturel, elles favorisent ceux qui, ayant la témérité de produire, trouvent au marché un prix élevé; les risques qu'ils courent doivent avoir un salaire quelconque.



CHAPITRE XIII.



Des salaires du travail.

Ce qui constitue le salaire du travail, c'est le produit du travail.

Dans l'état primitif de la société, le produit entier du travail appartenait au producteur, parce que le sol et les moyens du travail lui appartenaient : ainsi il ne devait le partager avec qui que ce fût.

Mais cet état de société ayant changé avec le temps par l'inégalité des échanges qui faisait donner par l'un une plus grande quantité de travail qu'il n'en recevait d'un autre, il devint nécessaire de partager le produit du travail entre tous ceux qui y avaient contribué.

C'est cet état de la société qui a développé ses facultés productives en donnant lieu à la division du travail, en établissant la concurrence, en augmentant les besoins.

Les salaires du travail ont donc dû demeurer les mêmes dans tous les temps, relativement à ce qui constitue la totalité du travail; les salaires

primitifs n'auraient pas pu augmenter alors, parce que nul n'aurait senti le besoin de produire davantage ; bien loin de là, les salaires ont dû diminuer en raison de la continuité du travail et de la concurrence des bras qui s'offrent pour le faire ; ils ont dû d'ailleurs exprimer dans tous les temps la valeur des consommations qui se faisaient pendant la production, et ils se sont bornés à donner des moyens d'existence et de jouissance, ainsi que le comportait la situation de chaque individu.

Dans l'origine des salaires leur prix n'était que le montant de l'impôt qui affectait chaque production. Or comme celui qui vendait un produit l'augmentait de ce qu'il avait payé ce salaire, de même il achetait ce dont il avait besoin, augmenté d'un salaire qui avait la même origine. Si on tenait compte ainsi de ces salaires, c'est que celui qui payait je suppose 10 f. d'impôts et qui produisait pour 100 fr., augmentait de 10 pour cent son produit, tandis que celui qui payait 5 fr. d'impôts et qui produisait pour 200 fr., ne devait les augmenter que de deux et demi pour cent.

Le salaire d'un ouvrier est la valeur du travail d'un autre ouvrier, qui par l'échange de son travail, reçoit également le salaire de son travail; si l'un des deux perfectionne son industrie, l'autre peut également perfectionner la sienne. Ainsi leur échange est parfaitement égal ; ils ne reçoivent ni l'un ni l'autre un plus ample salaire de leurs travaux ; à la vérité ils peuvent en échanger une plus grande quantité qui ne leur aurait pas coûté plus de travail à produire, c'est

ce qui constitue pour chacun d'eux les moyens de se procurer plus de jouissances.

Mais si l'un produit plus par des moyens perfectionnés que l'autre par le travail ordinaire, leur salaire ou la valeur de leur salaire reste le même ; chacun d'eux peut acheter avec son salaire le salaire de l'autre, avec son produit le produit de l'autre. Pourquoi cela ? parce que le travail perfectionné n'a pas plus de valeur que celui qui ne l'est pas. L'ouvrier qui fait deux aunes de drap par jour par le moyen des machines, au lieu d'une aune, lorsqu'il n'emploie que ses bras, ne reçoit pas plus de salaire pour deux aunes que pour une. L'ouvrier qui travaille quatorze heures par jour, ne reçoit pas aujourd'hui un plus fort salaire que celui qui travaillait autrefois dix heures ; les uns et les autres ne reçoivent jamais que la valeur de leur subsistance et de leur impôt ; s'ils se procurent par un travail intelligent quelque chose de plus que leurs propres besoins, ils trouvent dans leurs salaires cet excédent qui leur donne les moyens d'élever leurs enfants et de les disposer au travail. Jamais les salaires des ouvriers ne sont inférieurs à ce double but ; ce n'est que le défaut d'ordre qui les plonge dans la misère : ils seraient tous misérables, s'il y avait insuffisance de salaires, puisqu'ils reçoivent tous les mêmes salaires.

Plus les nations sont civilisées, plus long est le travail, quoique les salaires restent les mêmes à peu près ; ils ne changent que par des événements qui ne se présentent qu'à de longues distances ; la concurrence entre les nations commerçantes sont la cause de la prolongation du travail,

parce que ces nations ont à commercer concurremment avec des peuples moins civilisés dont les produits seraient à plus bas prix que les leurs, sans cette durée de travail, parce que les salaires sont chez ces peuples moins civilisés à plus bas prix.

Quand par l'effet de l'inégalité dans la valeur des échanges, une partie des travailleurs fut privée du sol et des moyens de travail que ce sol lui procurait, ou autrement des avances qu'il y trouvait; quand la propriété des terres avait déjà été acceptée comme la base de la société; quand enfin la société fut organisée en professions diverses qui toutes concouraient au même but, la satisfaction d'un besoin, ceux qui ne possédaient plus rien durent offrir leur travail à ceux qui possédaient un sol plus étendu et des avances plus considérables qu'ils n'en pouvaient employer eux-mêmes, ceux-ci eurent besoin d'accepter l'offre de coopération pour retirer du sol qu'ils possédaient et des avances qu'ils avaient cumulées une production, car ce sol non productif et ces moyens de travail non occupés, ne pouvaient leur produire aucun avantage; dès-lors il y eût compromis entre les travailleurs non occupés et les possesseurs du sol et des capitaux; le commerce en fut le résultat. Le travailleur produisit pour le possesseur du sol et les capitalistes, qui achetaient ses produits pour la valeur de son travail, c'est-à-dire pour une valeur moindre que celle qu'ils auraient donnée, s'ils n'avaient point fourni les matières premières et les moyens de travail.

C'est parce que l'état primitif de la société

a été changé en l'ordre actuel que les facultés productives du travail se sont perfectionnées, c'est parce que les jouissances, le bien-être sont devenus communs aux hommes réunis que le travail est devenu constant et l'objet d'un salaire. S'il n'en était pas arrivé ainsi, l'état primitif de la société en se perpétuant aurait laissé chaque individu produisant uniquement pour ses besoins réels, ignorant des jouissances que la société lui procure.

Si la divisibilité du sol venait un jour à se réaliser et à donner à tous les hommes sa portion du sol et des moyens de travail, l'état primitif des sociétés reparaîtrait; le commerce et les sciences seraient de nouveau exilés de la terre par l'impossibilité de salarier ceux qui s'en occuperaient.

Dans l'origine tout le monde possédait une portion du sol, chacun cultivait pour fournir à ses besoins, chacun obtenait un excédant nécessaire à l'accroissement de sa famille; or, comme à cette époque on ne cultivait que les terres les plus productives, cet excédant était plus considérable que celui que nous obtenons maintenant; la population devait donc progresser plus activement qu'aujourd'hui, puisque les moyens d'existence étaient plus abondants; maintenant les salaires ne manquent pas plus qu'autrefois, les moyens d'existence seuls sont plus rares.

On ne cultive en aucun temps la terre, sans y faire des dépenses de travaux, et quoiqu'il ne nous apparaisse pas maintenant, comment des hommes nouvellement sortis de la création, aient

pu avoir des avances pour faire ces dépenses; il n'en est pas moins certain qu'il les avaient; ainsi une terre riche demandait moins de travail et laissait assez de temps pour se pourvoir de subsistances au moyen des animaux qui peuplent la terre, l'air et l'onde, pour chercher dans les fruits et les racines, le complément de cette nourriture.

Ainsi l'homme a déposé dans le travail des défrichements, de l'assainissement de la terre une grande quantité de travail, et la terre dès-lors a acquis la valeur de tout ce travail.

Quand donc maintenant on vend la terre de ses aïeux, ce n'est pas la terre proprement dite que l'on vend, c'est leur travail accumulé. Celui qui vend une terre contre de l'argent ne vend qu'un travail contre un autre travail, c'est un échange de valeur.

Ainsi si nous louons à un autre individu la terre qui nous appartient, nous avons droit à un fermage qui est la rente du travail de nos aïeux, et le fermier qui se charge de son exploitation retire un salaire en raison des moyens de travail qu'il emploie et de sa capacité; une partie du produit de la terre lui paie ainsi son travail, le salaire de ses moyens de travail et les salaires de ses ouvriers, tandis qu'une autre partie paie le salaire du propriétaire et les impôts du propriétaire.

L'ouvrier qui laboure la terre reçoit sa subsistance; son salaire du fermier qui l'emploie, ce sont les moyens de travail que ce fermier possède, qui le mettent en état de payer ce salaire et de satisfaire aux besoins de cet ouvrier.

Dès-lors, il est juste que le fermier retire un salaire de l'avance qu'il peut faire, de la même manière que le propriétaire qui lui loue la ferme, lui fait payer un salaire pour tous les travaux accumulés sur cette terre. Si le fermier ne devait trouver aucun salaire dans l'avance qu'il fait à l'ouvrier, il ne la ferait pas, parce qu'il n'aurait aucun intérêt pour l'y déterminer.

Dans toutes les professions industrielles, l'entrepreneur d'ouvrages partage avec les ouvriers dans la valeur que le travail ajoute à la matière première en raison des moyens de travail qu'il leur fournit.

Ainsi toute la valeur de chaque produit se partage entre l'ouvrier, le propriétaire du sol, le capitaliste et les impôts. Dès-lors, l'ouvrier qui réunit les trois premières parties de la valeur de chaque produit, en fournissant son travail, en possédant le sol et les capitaux, jouit d'une plus forte rétribution pour son travail que celui qui ne possède pas ces trois éléments de la valeur de toute chose; l'un peut donc se procurer une plus grande quantité de choses pour satisfaire à ses besoins et à ses jouissances, l'autre ne peut que se procurer ses moyens d'existence.

L'ouvrier qui a assez de moyens pour acheter des matières premières et qui peut fournir à sa subsistance pendant la durée de son travail, est en même temps maître et ouvrier; ainsi il perçoit de son travail deux revenus distincts ou plutôt deux salaires, celui de son travail et celui de ses moyens de travail.

Jusqu'à présent on n'a considéré le salaire que comme le fait des ouvriers et non celui du pro-

priétaire du sol ou des moyens de travail; mais c'est à tort qu'on a pensé ainsi, tous les travaux directs ou indirects sont payés par des salaires. La coopération du propriétaire aux travaux de l'ouvrier, lorsqu'il lui fournit le sol, est un travail indirect qui mérite un salaire.

Généralement on entend par salaires de travail, la convention faite d'un prix pour la journée ou la tâche de travail entre un individu qui demande le travail, et un individu qui a les moyens de donner du travail.

C'est cette convention des salaires qui existe entre ces deux individus, dont l'intérêt n'est pas le même, qui détermine le salaire. L'ouvrier tend à l'élever, le maître à l'abaisser, la convention établit le prix moyen; ce prix ne peut jamais être moindre, car il est ce qu'il est nécessaire qu'il soit; la représentation de la subsistance et de l'impôt de l'ouvrier; s'il était moindre il périrait, et un ouvrier de moins par l'impossibilité d'exister ne se remplace pas; dès-lors la concurrence des ouvriers étant devenue moindre, le prix des salaires se rétablit égal aux moyens nécessaires d'existence qu'ils demandent.

L'ouvrier et le maître ont besoin l'un de l'autre pour produire. Si l'ouvrier ne peut se passer de travail pour vivre, le maître ne peut pas s'en passer davantage; il y a donc nécessité pour eux de régler le salaire d'après le cours commun.

Un maître qui ne voudrait pas donner le prix commun de salaire, ou le salaire nécessaire à l'existence des ouvriers, pourrait manquer d'ouvriers, car ils pourraient embrasser d'autres métiers, et il serait souvent très-difficile de les

rappeler à leur première industrie qui leur a offert le danger de ne pas fournir complètement à leur existence.

Il y a des circonstances favorables aux ouvriers des villes qui leur permettent de demander des salaires plus considérables que le prix commun; quand on demande activement leur travail, lorsque chaque année fournit de l'emploi pour un plus grand nombre d'ouvriers, que celui qui a été employé précédemment, les ouvriers obtiennent un salaire plus considérable, en raison de la concurrence des maîtres qui mettent à l'enchère l'un sur l'autre, pour obtenir leurs services.

Mais s'il y a des années aussi favorables que celles que nous venons de le dire pour les ouvriers de fabrique, il arrive aussi de misérables années pour eux. Une guerre maritime arrête le commerce, on ne demande plus leur travail; cependant les années favorables avaient augmenté leur nombre de tous les habitants des campagnes qui avaient été alléchés par le haut prix des salaires de l'industrie.

Il y a donc variation dans les salaires des ouvriers de fabrique, et ces variations leur sont pénibles, parce qu'ils proviennent d'un nombre disproportionné avec le travail.

Il n'en est pas de même des salaires des ouvriers de la campagne; ceux-ci sont toujours réguliers, parce que le nombre de ces ouvriers est proportionné aux travaux. Il n'y a pas deux batteurs en grange, là où un seul est suffisant; il n'y a pas plus de garçons de charrue que le besoin ne l'exige; les salaires restent donc sans

variation; la guerre seule les fait élever, en enlevant les hommes utiles à la culture. La baisse du prix des produits agricoles, quand elle n'est pas le fait d'une abondance de récolte, fait au contraire diminuer les salaires, ou stimule au renvoi des individus les moins nécessaires, en supprimant leurs emplois. Mais ceci arrive beaucoup moins souvent à la campagne que dans les villes, et pour un beaucoup plus petit nombre d'ouvriers, car chacun d'eux a une fonction à peu près nécessaire à remplir.

Généralement en tout pays, la masse des ouvriers, ainsi que le taux de leurs salaires est réglé par le nombre des habitants du pays ou de ceux avec qui ils commercent, et par le prix des choses qui est fixé par leurs impôts. La masse des ouvriers ne peut être plus grande que celle de la consommation, et celle-ci ne peut l'être plus que la masse des ouvriers; en effet, s'il y a trop de travail fait et point de consommation de ce travail, il faut réduire le salaire et l'ouvrier se détruit. S'il y a plus de consommation que de travail fait, l'ouvrier se multiplie jusqu'à ce qu'il y ait équilibre entre la consommation et le travail.

Quand le marché d'un pays s'étend au loin dans de nouvelles contrées où son travail ne se plaçait pas, alors la production est insuffisante et le travail est demandé; le salaire s'élève jusqu'à ce que la population ait pu s'accroître pour satisfaire à ces nouveaux besoins. Ainsi quand dans cette circonstance, le salaire s'élève, c'est parce que l'ouvrier est rare, et ce salaire reste élevé jusqu'à ce qu'il y ait un plus grand nombre

d'ouvriers; ce sont les besoins d'un autre pays qui accroissent ces salaires, et la nouvelle population à laquelle ils donnent lieu devient pour le pays une cause de consommation et de salaires; les salaires augmentent alors par l'insuffisance du nombre des ouvriers.

L'Amérique septentrionale donne des salaires élevés à ses ouvriers, parce qu'elle fournit des denrées demandées par toute l'Europe, parce que ses ouvriers sont en nombre moindre qu'il ne faudrait pour remplir les demandes.

Les salaires augmentent d'après le prix courant des subsistances nécessaires à l'ouvrier. Si les denrées sont à bas prix, les salaires sont peu élevés; par exemple, en Russie, en Hongrie. Quelquefois cependant les denrées peuvent être à bas prix, et les salaires élevés, par exemple, dans l'Amérique septentrionale, parce que la demande d'ouvriers est si grande qu'il y a toujours profit pour l'entrepreneur d'ouvrage à lui payer, même un salaire très élevé.

Si les denrées sont chères, comme à Londres et à Paris, par exemple, les salaires des ouvriers sont élevés au prorata.

Le prix nominal des salaires a été dans l'origine peu élevé; le cultivateur qui vendait ou qui échangeait, au moyen de la monnaie, son produit, ne lui donnait que le prix de l'impôt qu'il avait payé en le divisant sur chacun des produits qu'il échangeait. L'ouvrier qui lui achetait ainsi sa subsistance, en lui tenant compte de l'impôt qu'il avait payé, devait nécessairement, en stipulant son salaire, demander à l'entrepreneur d'ouvrage l'impôt que sa subsistance lui avait coûté,

et ensuite l'impôt qu'il devait directement payer à l'état ; ainsi ce salaire a dû hausser continuellement par l'addition successive de tous les impôts qui retombent après de longs détours sur les subsistances; et plus les nations sont anciennes, et plus elles se sont procuré de moyens de jouissances, plus les salaires nominaux de leurs ouvriers se sont élevés, plus leurs produits sont devenus chers.

La demande qu'on fait en tout pays de ceux qui vivent de salaires, ne peut augmenter qu'à proportion de l'accroissement des moyens nécessaires pour payer des salaires, et cet accroisseest limité lui-même par la fertilité du sol. Car, pour défricher dans un pays anciennement peuplé de nouvelles terres, des terres en landes, il faut que le prix des subsistances ait augmenté par l'effet d'un accroissement de population, de manière qu'il y ait avantage de les cultiver.

L'accroissement des moyens nécessaires pour payer des salaires marche donc du même pas que la population, que le travail.

Une augmentation de capital ou de moyens de travail est impossible, sans une augmentation de population.

Les propriétaires qui feraient des épargnes pour augmenter leur capital ou moyens de travail n'augmenteraient pas le capital ou les moyens de travail de la nation ; ils n'accroîtraient pas les fonds destinés à payer des salaires ; car leur épargne priverait de salaire les ouvriers qui fournissaient à leurs jouissances. Quand donc ils paient d'autres salaires avec leurs moyens de travail économisés, ils ne font que remplacer

ceux qu'ils ne payaient plus, en raison de leur économie.

Il n'existe pas de moyens de travail au-delà de ce qui est nécessaire pour donner une plus grande quantité de travail aux ouvriers du pays; s'il en existe quelques-uns chez les avares, cela est de si peu d'importance, que ce n'est pas à prendre en considération, car tous les moyens de travail sont employés par ceux qui les possèdent pour en tirer le salaire qui leur revient. Ainsi les ouvriers ne peuvent trouver de ce côté plus de salaires ou un salaire plus élevé.

Quand un propriétaire a un grand revenu, un nombreux domestique, il ne diminue pas la quantité de salaires que les ouvriers auraient trouvé s'il n'avait pas possédé de revenu et monté ainsi sa maison; car il entretient par sa dépense et ses domestiques autant d'ouvriers au travail, et par conséquent il fait distribuer autant de salaires que si son revenu avait appartenu à vingt autres individus qui en auraient fait un autre emploi que lui, et qui cependant ne pourraient pas fournir plus de salaires puisqu'ils n'auraient que le même revenu.

Le domestique qui reçoit un salaire donne un salaire à tous ceux qu'il emploie; il ne peut donc pas y avoir d'accroissement de moyens de travail pour les salaires, en changeant la nature des dépenses.

L'ouvrier indépendant, celui qui possède des avances et qui travaille par des échanges avantageux pour lui, désavantageux pour d'autres, amasse plus de moyens de travail qu'il ne lui en faut pour son industrie et sa subsistance; il est

alors amené pour tirer un salaire de cet accroissement de moyens de travail, à augmenter son atelier de plusieurs ouvriers; si on lui confie en même temps d'autres moyens de travail, il augmentera encore plus le nombre de ses ouvriers; mais son établissement ne contiendra que les ouvriers, que les moyens de travail qu'il possèdera, auraient entretenus ailleurs, si ces mêmes moyens de travail n'en avaient été retirés.

La demande qui se fait de ceux qui vivent de salaires est toujours proportionnée à la population du pays, de même que le revenu et les moyens de travail de chaque pays sont proportionnés à la population, non seulement existante dans le pays, mais encore de la population étrangère commerçante avec le pays, dans les bornes de leur commerce réciproque.

La population est la règle du revenu, est la règle de tout travail accompli, c'est-à-dire des capitaux; les revenus et les capitaux ne peuvent donc croître dans un pays qu'avec la population; les salaires ne peuvent donc se multiplier autrement que les revenus, la richesse nationale ne peut en un mot s'accroître que par la population.

A la vérité la numération du travail, des salaires, des revenus peut s'accroître de jour en jour, indépendamment de la population, puisque les impôts ajoutent tous les jours à la numération d'hier; mais l'ouvrier qui paie 2 fr., ce qui lui coûtait auparavant 1 fr., lorsqu'il reçoit pour salaires 2 fr. au lieu d'un, n'acquiert véritablement pas un salaire plus élevé.

La circulation active de tous les produits, leur prompte consommation, leur prompte reproduc-

tion est la grande richesse en tout pays, parce que le salaire ne manque aucun jour à l'ouvrier; cette circulation active augmente la demande de ceux qui vivent de salaire, elle les emploie sans cesse, et de leur côté ils satisfont sans difficulté à leurs besoins, en faisant la demande des choses qui y pourvoient; c'est ainsi que par une active circulation on peut dire qu'il y a une richesse plus grande dans un pays que dans un autre, ou qu'elle s'est accrue dans un pays. Le travail est la seule richesse des nations.

On dit que l'Angleterre est plus riche que la France; il y a cependant en France plus de monnaie, plus de marchandises qu'en Angleterre. Il faut donc que ce soit seulement le travail et la circulation de ses produits, les salaires constants de ses ouvriers qui fassent cette richesse et qui en prennent le nom.

Le progrès continuel de la richesse nationale est le résultat d'une plus grande circulation, et cette circulation part de deux causes, le développement naturel de la population, et le développement factice de cette population; ce développement peut être simultané. La population d'un pays qui vit pour lui et par lui progresse naturellement en raison de l'excédant des produits de sa culture; mais cette population progresse d'une manière factice par les demandes du commerce étranger; il est évident qu'ainsi il y a plus de salaires, pendant que ce commerce existe; mais le pays s'appauvrit tout-à-coup quand ce commerce finit, parce qu'il n'y a plus de salaires pour les ouvriers qu'il occupait.

La hausse des salaires ne saurait exister dans

une nation qu'autant que ses ouvriers seraient en trop petit nombre pour satisfaire aux demandes.

Les demandes de l'intérieur sont réglées par la population; les salaires ne peuvent donc s'élever pour cette cause; les demandes de l'extérieur ne peuvent être de leur côté plus considérables que de coutume, parce que les moyens de consommation manquent des deux côtés; il faut qu'il s'élève peu à peu une population *ad hoc* dans les deux pays pour que cette demande soit plus grande, et alors les salaires ne s'élèvent pas, parce qu'il n'y a pas insuffisance d'ouvriers.

Un progrès continuel dans la richesse nationale n'est donc que la circulation plus active de tous les produits du pays qui trouvent mieux à se placer chez un plus grand nombre que chez un petit nombre; mais il ne favorise la hausse des salaires que par l'insuffisance de la population productrice, et lorsque cette insuffisance cesse par l'accroissement normal de la population, le salaire des ouvriers se réduit à ce qu'il doit être, la représentation de leurs moyens d'existence.

Au reste, les moyens d'existence ne sont pas les mêmes en tout pays; le riz est moins cher que le blé; il en résulte donc que dans le Bengale, dans la Chine, le salaire des ouvriers est moins élevé qu'en France, qu'en Angleterre, quoique les salaires soient composés d'une quantité plus considérable d'impôts que ceux d'Europe, puisque la Chine existe en corps d'état depuis un plus grand nombre de siècles.

Qu'on ne croie pas d'ailleurs que les revenus particuliers ou ceux des nations qui ne sont que

la collection de ces revenus puissent jamais augmenter la richesse nationale en recevant d'autre emploi que celui qu'ils reçoivent. Un revenu n'est que la représentation d'un travail accompli qui sollicite un nouveau travail. L'homme qui possède un revenu et qui ne l'emploie d'aucune manière, prive de travail et par conséquent de salaire celui que ce revenu aurait fait travailler. Dès que le possesseur du revenu l'emploie d'une manière quelconque, il donne un salaire à celui qui lui fournit les moyens de l'employer.

Il n'y a jamais chez une nation que peu de revenus au-dessus de ce qu'il y a de salaires, et les salaires ne peuvent augmenter les revenus dont ils sont la représentation. Ce qui augmente réellement les revenus, c'est la population, parce que la population porte à mettre en culture des terres non encore cultivées, et c'est le petit excédant de revenu qu'elles produisent qui donne lieu à l'augmentation de la quantité des salaires et de la population.

Les moyens de travail, par conséquent, les salaires sont affectés par les crises politiques, non pas que ces moyens de travail soient anéantis; mais parce qu'ils se déplacent faute d'une confiance assez raisonnable dans l'état des choses, et quand ils ne se déplacent pas, ils restent inertes. Ainsi tout travail terminé ne peut plus se placer, et en ne se plaçant plus, il n'y a plus de salaires à donner pour un nouveau travail, puisque la consommation n'existe plus.

Il faut bien observer ici que le revenu d'un peuple est sa production et que le salaire est l'objet de sa consommation. Quoique cette pensée

soit déjà exprimée, je ne saurais assez la répéter pour rendre compréhensible le mouvement de circulation du travail.

Dès lors que la production n'engendre plus la consommation, les salaires des ouvriers diminuent nécessairement au-dessous de ce qu'ils doivent être pour fournir à leurs besoins. Dès ce moment, le nombre s'éclaircit par la mortalité qui existe chez eux, et les revenus des particuliers en sont également affectés, car leurs produits sont d'une valeur moindre qu'ils n'étaient, puisque la consommation est moindre. C'est alors cependant qu'il se rétablit un équilibre entre le prix des denrées et le salaire des ouvriers; si celui-ci a dû baisser le prix de son travail, la production a également baissé en valeur; ainsi l'ouvrier avec un moindre salaire a pu obtenir autant de choses qu'il en obtenait auparavant avec un plus grand. La valeur nominale des salaires et des produits a seule été altérée un instant.

Quand la demande d'ouvriers devient moindre d'année en année dans toutes les professions, un grand nombre de ceux qui ont été élevés dans des métiers d'une classe plus relevée, n'y pouvant plus trouver de salaires, en cherchent dans les classes inférieures, et celles-ci surchargées bornent alors leurs salaires à la hauteur de la plus pauvre subsistance qui, insuffisante, ne leur permet pas de suivre une longue carrière.

De tout ce que je viens de dire, il suit que le salaire qui donne au travail une récompense suffisante, est à la fois l'effet nécessaire et le symptôme naturel de l'active circulation du produit ou de la richesse nationale, et que celui qui ne four-

nit à l'ouvrier qu'une trop chétive subsistance indique un état menacé dans son existence.

Plus les moyens économiques de produire, plus la division du travail sont grands, plus le salaire qui était demandé pour chaque chose autrefois s'est réparti sur un plus grand nombre de choses et en a diminué le prix. Une aune de drap, un hectolitre de grains coûtent maintenant moins de salaires qu'autrefois, parce que; quoique la valeur nominale de salaire se soit conservée, l'ouvrier a pu faire dans le même temps une plus grande quantité de drap ou de blé; ce qui a diminué leur prix et l'ouvrier a pu se procurer ses besoins en plus grande quantité, ce qui a amélioré sa condition.

Les salaires des ouvriers de la ville et de la campagne ne sont pas plus élevés les uns que les autres. La différence n'est qu'apparente; si elle était réelle, les ouvriers seraient plus nombreux qu'ils ne le sont encore dans les manufactures; les salaires des ouvriers de campagne sont stables, ceux des ouvriers des villes sont toujours soumis à des intermittences du travail. L'apparence de leurs hauts salaires suffit cependant pour détourner un certain nombre d'individus des travaux des champs, sans cela les salaires des villes seraient encore plus élevés.

On a remarqué que depuis un siècle le salaire des ouvriers a été augmenté en Angleterre plus qu'il ne l'a été en Ecosse; mais la raison en est simple: les produits de l'Angleterre, ceux qui étaient nécessaires à la subsistance de ses ouvriers, y ont augmenté davantage qu'en Ecosse, parce que les impôts affectaient davantage ces produits

dans l'Angleterre que dans l'Ecosse. Mais ces salaires eussent encore beaucoup plus augmenté, si la nécessité de placer au dehors le travail des ouvriers ne l'avait excité à multiplier les moyens de produire plus et à meilleur marché pour se mettre au-dessus de la concurrence étrangère.

Les salaires en Angleterre n'ont pas dû augmenter depuis quelques années, parce que les denrées nécessaires aux besoins des ouvriers leur ont été procuré à plus bas prix qu'auparavant, ce qui les a rendus capables de payer de plus forts impôts, et l'aisance qu'on leur reconnaît assez généralement, vient plutôt de la constance du travail qui leur est assurée par la politique de leur gouvernement, que du haut salaire qui leur est accordé, salaire qui n'est que la représentation exacte de leurs besoins absolus.

Un salaire élevé d'ailleurs, commandé par une circonstance quelconque, peut ne pas baisser instantanément comme le prix des produits, cette baisse des salaires peut n'être que graduelle; dans cette occasion l'ouvrier a plus qu'il ne faut pour satisfaire à ses besoins; il peut aller jusqu'à se procurer des jouissances, et comme il fait par la suite entrer celles-ci comme un besoin pour lui, il est difficile de ramener son salaire plus bas, sans qu'il se dise malheureux, et sans éprouver la réalité du malheur, ce qui détermine la diminution des ouvriers.

Un salaire élevé peut multiplier le nombre des ouvriers jusqu'au moment où le nombre influe sur le prix des produits qui devient alors inabordable pour tous; ce salaire est alors la cause qui amène sur le marché plus de produits qu'il

n'y a de demande. Du moment où il en paraît plus, le salaire baisse parce que, par la cessation de la vente des produits, on ne peut plus le payer. Un homme ne produit pas plus qu'un homme ne consomme : autrement la valeur de leur travail ne serait pas égale.

Cependant on voit des fabriques qui marchent bien, donner à leurs ouvriers des prix élevés; mais la raison est que ces fabriques n'ont point assez d'ouvriers pour répondre aux besoins exprimés par la société, tandis que d'autres fabriques ont plus d'ouvriers qu'il ne convient et doivent baisser les salaires de tous, pour n'en laisser périr aucun.

Une fabrique qui a 800 ouvriers, lorsqu'elle peut en occuper mille, augmente les salaires pour appeler les 200 ouvriers qui lui manquent, et la fabrique qui a mille ouvriers, lorsqu'elle ne devrait en occuper que 800, baisse les salaires pour engager ses ouvriers à se placer ailleurs ; cela s'exécute à l'insu des manufacturiers.

Quand donc la fabrique qui avait trop peu d'ouvriers vient à les posséder ; dès ce moment la demande incessante des hommes qui veulent y entrer, fait baisser les salaires de ceux qui y travaillaient, de la même manière que la diminution des ouvriers dans l'autre fabrique tend à augmenter le salaire de ceux qui y travaillent pour empêcher une complète désertion.

Ainsi il y a demande constante d'ouvriers, parce qu'il y a demande constante de produits, et leurs salaires sont déterminés par la régularité de cette demande dans chaque fabrique.

D'où il suit que les salaires se maintiennent

toujours en rapport de la population, et que si celle-ci vient à s'accroître, par exemple par la conquête d'un pays éloigné, ils s'élèveront pour fournir à ses besoins jusqu'à ce que la population du pays soit augmentée assez pour faire revenir les salaires au taux naturel, la compensation des besoins de l'existence.

La circulation rapide de tous les produits entretient le salaire constant des ouvriers et donne lieu à un plus grand accroissement de la population. Voilà ce qui constitue la prospérité des états.

Dans l'état progressif de la société, le salaire est plus constant; la condition de l'ouvrier, et par conséquent celle de la grande masse du peuple est plus douce dans l'état stationnaire; elle est plus dure dans l'état de déclin; elle est plus misérable. Dans le premier, la population s'accroît, dans le second elle s'arrête, dans le dernier elle périt.

De même que la circulation rapide des produits active la population en maintenant un salaire constant, de même cette circulation active l'industrie, et celle-ci se perfectionne en raison de l'encouragement qu'elle reçoit, mais ce perfectionnement est bien plus fortement excité par la nécessité de ne pas élever le prix des produits que les impôts auxquels les producteurs sont sujets tendent toujours à enchérir.

L'ouvrier qui est convenablement salarié dans une occupation constante, et qui a une force corporelle ou intellectuelle qui lui permet de produire plus, répartit la valeur de son travail sur une plus grande quantité de produits; ce

produit est en conséquence d'un moindre prix.

Dans les années où le blé est abondant et à bas prix, les fermiers ont souvent plus d'avantage à le faire consommer par des ouvriers que de le donner à vil prix au marché; la demande d'ouvriers qu'ils font alors augmente leurs salaires ordinaires, d'autant plus que le bas prix du grain les excite à travailler pour leur propre compte. Dans les années de cherté du blé, au contraire, les fermiers veulent tout faire par eux-mêmes ou négligent de faire pour diminuer leur dépense; les salaires des ouvriers doivent donc être en baisse.

Il arrive de là que les ouvriers des champs dans les années d'abondance consomment davantage, parce que leurs salaires les mettent en état de payer une plus grande quantité de produits d'industrie, tandis que dans les années de stérilité, leurs salaires sont seulement suffisants pour leurs subsistances, d'où il arrive une stagnation dans les produits de l'industrie, qui n'étant point demandés, prive les ouvriers de fabrique des salaires même nécessaires à leurs subsistances.

Dans une société bien organisée, il ne manque pas d'emploi pour chaque ouvrier, parce que, ce que chacun d'eux produit étant consommé par un autre, rend obligatoirement sa consommation nécessaire à cet autre qui produit quelqu'autre chose; aucun d'eux ne manque donc jamais de salaires; et ce n'est que par des circonstances accidentelles qu'ils peuvent s'en trouver privés. Le défaut de proportion entre l'emploi des hommes peut priver momentanément une industrie d'un peu plus ou moins de salaires;

par exemple, un village qui a vingt fermes de trois charrues peut n'avoir besoin que d'un forgeron; s'il y en a deux, l'un d'eux baissera son salaire pour faire éloigner l'autre; si tous deux restaient, ils manqueraient d'un travail suffisant et ne recevraient qu'un salaire insuffisant pour vivre. Il en est ainsi de tous les emplois à la ville et à la campagne.

Il y a des circonstances qui font que les salaires des ouvriers de la campagne sont à bon marché dans les années de cherté du blé, et chers dans les années d'abondance; les fermiers ne font cependant annuellement qu'à peu près les mêmes dépenses, en donnant en argent une partie du salaire des ouvriers; en le leur donnant plus élevé, ils trouvent la compensation de cette élévation du salaire dans le blé dont ils les nourrissent, dans le prix de ce blé qui est à très bas prix, de même quand ils donnent en argent aux ouvriers un bas prix pour leurs salaires dans les années de cherté, ceux-ci trouvent une douceur dans la partie du prix de leurs travaux qui leur est donné en nourriture. Le salaire des ouvriers reste donc dans la même proportion; le bon marché ou la cherté du blé se balancent alors avec le plus ou moins d'argent qu'on leur donne.

En général, dans les années d'abondance de récolte, tous les ateliers sont plus constamment occupés, les salaires des ouvriers sont plus réguliers et constamment fournis, parce que la consommation est plus considerable tant de la part des fermiers, des propriétaires, des rentiers, que de celle des ouvriers; les fermiers vendent mieux,

les propriétaires sont payés, les rentiers trouvent à qui prêter et reçoivent des rentes.

Le fermier vend plus dans une année d'abondance que dans une année de disette; il doit donc acheter davantage, car dans les années de disette il n'achète pas ce dont il peut se passer absolument. Les manufacturiers reçoivent donc plus de demandes, quand le fermier est moins gêné et quand leurs ouvriers ont leur temps mieux employé ou plus constamment employé, ce qui équivaut à un plus haut salaire; et ces ouvriers consomment davantage; c'est cela qui constitue la prospérité générale, parce que la circulation du travail est la plus active qu'elle puisse être.

Mais cependant il peut se faire qu'une partie des ouvriers ne prenne pas part à cette position particulière, car l'abondance d'une récolte peut bien être utile à la circulation intérieure, sans être utile au même degré à la circulation extérieure. Si l'étranger ne tire pas nos produits dans une telle année, ou n'en tire que pour une faible valeur, la population d'ouvriers qui travaille ordinairement pour lui, doit souffrir, parce qu'elle ne reçoit pas de salaires suffisants pour un travail qui ne lui est pas demandé. Ce ralentissement de consommation de l'étranger n'influe pas seulement sur le salaire des ouvriers qui travaillaient pour lui, le contre-coup frappe aussi les ouvriers de l'intérieur qui travaillaient pour les besoins des ouvriers affectés aux travaux de l'étranger.

Les ouvriers qui reçoivent un salaire pour un travail qui se consomme à l'intérieur, sont plus certains de recevoir constamment un salaire que

ceux qui travaillent pour l'extérieur; leur position est donc moins précaire; ils fournissent aux besoins d'hommes qui fournissent aux leurs, tandis que les autres fournissent leur travail à des étrangers qui peuvent ne pas toujours trouver moyen de fournir à leurs besoins; une guerre suffit pour cela.

La population ouvrière qui fournit au commerce extérieur les produits nécessaires pour satisfaire ses besoins, est une population spéciale qui ne vit que par le travail d'une population étrangère également spéciale qui doit fournir à ses besoins; ainsi des salaires ne lui sont jamais aussi parfaitement assurés qu'à ceux des ouvriers qui travaillent pour l'intérieur. La misère la menace donc davantage; la population de Lyon est un exemple, ainsi que celle des principales villes de commerce de l'Angleterre.

Quand le prix des salaires se trouve élevé, tandis que les denrées ont baissé, il est des circonstances où il serait encore plus élevé si les denrées étaient chères, en supposant la demande du travail égal dans un temps comme dans l'autre; car le prix du travail est nécessairement réglé par la demande du travail, et le prix des choses propres aux besoins de la vie, et la quantité de choses propres aux besoins de la vie qu'il faut donner à l'ouvrier est déterminé par l'état où se trouve la demande du travail, selon que l'exige une population croissante, stationnaire ou rétrograde.

Les denrées nécessaires à la vie peuvent baisser de prix par une abondante récolte, alors même que par suite de cette abondance le salaire augmente,

nous avons expliqué comment cela arrivait.

L'augmentation qui survient occasionellement dans les salaires de travail, augmente nécessairement le prix de toutes les marchandises, et elle tend à en diminuer la consommation tant intérieure qu'extérieure. Une denrée nécessaire à la subsistance qui augmente par suite de hauts salaires, augmente d'autant plus le dernier produit auquel elle contribue par sa consommation qu'il faut encore ajouter le haut salaire qu'on doit donner pour cette dernière production, mais quand cette augmentation des salaires coïncide avec l'augmentation du prix des divers produits, elle ne nuit pas à leur consommation, parce qu'il y a rapport entre les salaires et les produits.

Un ouvrier actif produit plus que l'ouvrier paresseux; son salaire affecte donc moins le grand nombre de ses produits que celui de ce dernier; celui qui pour 1 fr. 50 c., fait deux mètres de drap ne fait supporter à chaque mètre de drap que 75 centimes de salaire, tandis que celui qui qui n'en fait qu'un mètre fait supporter 1 fr. 50 c. à son mètre de drap.

Cependant le salaire de l'ouvrier habile s'établit sur son ouvrage au même prix que celui de l'ouvrier paresseux, ce qui lui donne plus d'aisance.

Si tous les ouvriers étaient intelligents et capables, alors leur salaire se trouverait réduit au taux commun, celui qui représenterait leurs moyens d'existence; il n'y aurait plus d'inégalité dans leurs salaires qui ne seraient pas plus demandés l'un que l'autre.

L'augmentation qui arrive simultanée dans

les salaires du travail, augmente le prix de toutes les marchandises, et n'en diminue pas la consommation, parce que tous les ouvriers sont en état par leurs salaires de les demander.

L'augmentation des salaires produits par celle des denrées, augmentations qui sont le résultat direct des impôts, est la cause du perfectionnement des machines. Pour se conserver la consommation à des prix moins élevés, le producteur a dû recourir à l'abondance des produits par les moindres salaires, et il ne les a pu obtenir que par les moyens mécaniques qui n'exigent pas d'autres salaires que ceux de leur établissement et mise en action, et il en est résulté que les machines produisant beaucoup, quelque dispendieux que soit leur établissement, la division de la dépense de leur travail se faisant entre tous leurs produits, les salaires ont été minimes pour chacun d'eux, et les prix ont dû s'affaiblir, même quand le salaire général des ouvriers était augmenté, d'où il est résulté pour eux plus d'aisance, puisqu'ils avaient les moyens de se procurer à plus bas prix qu'auparavant ce qui entrait dans leur consommation.

CHAPITRE XIV.



Des profits des Capitaux.

De même qu'il n'y pas de profit dans les salaires, puisqu'il n'y a dans le prix des produits auxquels ils concourent que l'équivalent de la consommation faite pendant le travail que ces produits occasionnent; de même il n'y a pas de profit de capitaux, ou plutôt des moyens de travail; je me sers de cette expression pour distinguer la valeur qui est mise en action par le producteur, telle qu'elle soit, argent, marchandises ou crédit, afin de ne pas produire d'équivoque, comme il en existe trop à cet égard. Par exemple, on a demandé dans un certain pays la création des banques pour augmenter la quantité de capitaux, et on confondait ainsi la rapidité de la circulation des capitaux que créent les banques avec la masse des valeurs existantes qui sont les seuls moyens de travail.

Quand un ouvrier, avons-nous dit, travaille, il emploie quatre moyens pour produire: la force, qui constitue le premier degré de son salaire,

l'intelligence qui augmente son salaire, des moyens de travail, c'est-à-dire, une avance suffisante pour faire ce travail sans s'occuper d'autre chose, une portion du sol pour lui préparer les moyens nécessaires de travailler l'année suivante; ces deux derniers moyens ajoutent à son salaire et doivent y ajouter nécessairement.

Quand donc l'un de ces moyens de travail manque à l'ouvrier, son salaire général se trouve privé de la partie du salaire appartenant à ce moyen de travail; c'est donc le possesseur de ce moyen de travail qui doit toucher le salaire en dépendant.

Les moyens de travail de l'ouvrier ou qui lui sont prêtés par le capitaliste qui les possède au défaut de l'ouvrier, sont des travaux accomplis avec lesquels on procède à une nouvelle production. L'or et l'argent sont une production accomplie qui, lorsqu'ils ne servent pas directement à une nouvelle production, lui servent toujours indirectement; car si un individu ne s'en sert pas dans son industrie, un tiers peut les employer, pour lui donner la faculté de travailler.

L'or et l'argent sont un travail accompli, car il a fallu les tirer de la mine par le travail pour les mettre au jour, et la valeur de celui qui a été tiré des mines les plus pauvres est égale à celle qu'il a fallu employer pour le mettre dans le commerce.

Toutes les denrées, toutes les marchandises sont des travaux accomplis; elles servent comme l'or et l'argent, à produire d'autres denrées ou marchandises. Les capitaux ne sont donc que des moyens de travail.

Ces moyens de travail sont plus ou moins demandés par les travailleurs; ils le sont moins quand le corps social est dans une position précaire, ils le sont plus quand il jouit d'une tranquillité parfaite; ainsi le salaire que leurs possesseurs doivent recevoir doit varier.

Les moyens de travail, quand ils se présentent en abondance sur le marché, font hausser les salaires des ouvriers et tendent à abaisser ceux des propriétaires de ces mêmes moyens de travail; c'est la concurrence de ces propriétaires à tirer salaires de leurs moyens de travail qui produit cet effet; c'est la demande que l'on fait des ouvriers pour utiliser ces moyens de travail qui produit l'autre effet.

Quelquefois ces moyens de travail ne se présentent que pour quelques industries qui peuvent les obtenir à plus bas prix, tandis que d'autres industries paient aux moyens de travail de plus forts salaires. C'est la confiance que l'on a de la bonté d'une industrie qui guide ainsi le plus ou le moins de salaires que l'on en demande.

Le salaire des moyens de travail se compose des risques que l'on court à les prêter, de l'amortissement de leur dépréciation en raison de leur accroissement en quantité, des impôts de leurs possesseurs et de leur salaire propre en tant que comme ouvriers ils les auraient employés.

Quand les moyens de travail appartiennent à un industriel, leurs salaires se confondent avec ceux qui lui sont particuliers comme force productive, avec ceux de son intelligence; mais quoique confondus ils ressortent par l'élévation

du prix journalier de son travail. Ce n'est plus 30 sous par jour qu'il gagne comme force productive, mais 35, 40 ou 50 sous. Cet industriel ne sait pas alors exprimer quels ils sont, ni pour quelle part sont chacun de ces moyens de produire dans le prix de son travail journalier, mais généralement ils sont estimés dans la vente de ses produits pour ce qu'ils valent, en raison des risques qu'il court de les perdre plus ou moins.

Les salaires des moyens de travail se répartissent sur les productions en raison de leur plus ou moins prompte consommation. Le produit qui sera un an entier à trouver un consommateur est donc chargé d'un plus fort salaire de capital que celui qui se place douze fois par an; celui-ci n'en est donc enchéri que d'un douzième.

Les moyens de travail paraissent eux-mêmes plus abondants quand la consommation des produits est active. Si un objet est produit douze fois dans l'année en même temps qu'il y est consommé, la valeur de ce produit ou les moyens de travail reparaissent aussi souvent dans les mêmes mains.

Les salaires des moyens de travail sont maintenant sujets à moins de tracasserie qu'autrefois; aussi sont-ils moindres; on peut s'en faire une idée d'après l'intérêt de l'argent qui a également baissé; celui qui prête en marchandises, demande un intérêt ou un salaire, comme celui qui prête en argent. Ce salaire du prêt en marchandises est d'autant plus bas que les risques sont moindres.

Le haut salaire de l'argent ou des marchandises n'arrête pas les emprunteurs pour en de-

mander l'usage, parce que la faculté qu'ils ont de s'en servir, leur est également payée au même prix par le consommateur; la consommation doit suivre sa marche pour ne pas arrêter la production.

Mais on ne donne pas un haut salaire pour se servir des moyens de travail, quand la consommation ne veut pas consentir à ce haut salaire, ce qui annonce un état stationnaire dans la production.

Ainsi toutes les fois que le taux ordinaire des salaires de l'argent sur la place varie dans un pays, on peut compter que les salaires des moyens de travail varient en même temps.

Il y a quelques siècles, le salaire de l'argent était de 10 pour cent, le salaire de l'industriel ne pouvait alors être moindre de 20 pour cent; car, outre le risque qu'il courait de ne pouvoir rendre l'argent, il courait le risque de perdre son travail, bien plus de perdre son honneur en ne le rendant pas; aussi les sociétés étaient-elles alors agitées de troubles de toute espèce. Dans ces derniers temps, l'argent n'est plus qu'à 4 pour cent, le salaire de l'industriel est descendu à 8 pour cent, et on peut même dire qu'il est beaucoup moindre pour chacun de ses produits, puisqu'il peut faire 5, 6 fois autant de commerce qu'autrefois avec les mêmes moyens.

Il est convenable que l'emprunteur industriel qui emploie des moyens de travail qui appartiennent à un autre, exige du consommateur un salaire plus élevé de ces mêmes moyens de travail, puisqu'il est exposé à quelques risques; mais ce salaire plus élevé ne va jamais plus loin

que le taux moyen de ces risques que la pratique ordinaire du commerce enseigne suffisamment à tous les industriels.

Quand donc l'industriel se contente d'un moindre salaire comme capitaliste et commerçant, c'est qu'il voit moins de risques autour de lui, c'est qu'il multiplie ses affaires assez pour en demander une moindre part à chacun des objets qu'il produit, pour que tous lui donnent un salaire suffisant.

Dans cette circonstance, il baisse le prix de son travail, tandis que par l'effet de la même circonstance, la demande d'ouvriers étant plus active, il y a hausse du salaire de l'ouvrier.

Les moyens de travail ne sont que la quantité de produits nécessaires pour nourrir les hommes, et leur procurer les objets de vêtements nécessaires. Ces moyens sont donc répartis entre les entrepreneurs d'industrie manufacturière et agricole, de telle sorte qu'ils suffisent aux salaires des ouvriers. Les villes, centre de manufactures, possèdent donc les moyens de travail des ouvriers qui y demeurent; les campagnes, centre des travaux agricoles, possèdent également les moyens de travail de leurs ouvriers : il ne peut en exister ni plus ni moins dans chacun de ces centres; car si l'un en manquait, il y aurait surabondance chez l'autre, et les ouvriers se déclasseraient. Les moyens de travail des villes paraissent néanmoins plus considérables que ceux de la campagne; parce qu'il n'y faut souvent que quinze jours pour produire un objet; ainsi ces mêmes moyens se reproduisent vingt-quatre fois l'an, tandis qu'à la campagne ces mêmes moyens

mettent un an à produire d'autres objets, ce qui doit nécessairement ralentir la circulation de ces moyens de travail.

Les moyens de travail sont les avances que l'homme a tirées par son industrie du sein de la terre depuis le temps qu'il la cultive, pour le nourrir et le vêtir pendant un an ; il n'y a sur le globe rien de plus dans la richesse des peuples.

En Angleterre, ces mêmes moyens ne s'élèvent pas à 15 milliards, dont environ 5 milliards appartiennent à son industrie manufacturière. Ainsi elle aurait cinq mille capitalistes riches d'un million de moyens de travail et cent mille fermiers riches de 100,000 fr.

En France, les proportions des moyens de travail appliqués au commerce ou à l'agriculture sont différentes, 5 milliards appartiennent au commerce, 7 milliards à l'agriculture; mais la valeur nominale de ces mêmes moyens de travail est différente entre ces deux nations; elle est double à peu près pour l'Angleterre. Il y aurait donc en France trois mille capitalistes avec un million et 70,000 fermiers avec 100,000 fr., valeur de France, ou six mille capitalistes et 140,000 fermiers, valeur d'Angleterre. Nous parlons ici de sommes existantes dans le même moment dans toutes ces mains.

Les moyens de travail sont, toute proportion gardée, relativement au travail, en moins grande quantité dans les villes que dans les campagnes. Quoique le salaire de l'ouvrier de ville soit plus cher que celui de l'ouvrier de campagne, on demande dans les villes aux moyens de travail la puissance de faire sans ouvriers s'il se peut, la

plus grande partie du travail, afin d'économiser sur les salaires trop élevés; par ce moyen on les réduit au plus strict nécessaire. Mais ceux qu'on leur paie n'en sont pas moins plus élevés que ceux des ouvriers des champs.

Le salaire de l'ouvrier est plus cher dans les villes que dans le campagnes, parce que son loyer, ses impôts, sa nourriture y sont plus chers. Là il n'achète rien de la première main, il doit donner un profit à tous ceux qui ont été intermédiaires entre le cultivateur et lui ou entre le fabricant et lui.

Ce n'est donc pas le défaut de moyens de travail qui tient bas le salaire des ouvriers de la campagne; ce n'est pas non plus le défaut de moyens de salaires qui arrête les améliorations de la culture, il faut en rechercher la cause dans le prix de ses produits qui ne paie pas suffisamment les dépenses faites pour améliorer, prix qui ne peut pas s'élever assez, parce qu'il n'y a pas une demande suffisante.

Du reste, les moyens de travail d'un peuple qui sont uniquement les avances qui existent pour la nourriture et le vêtement de sa population ne se composent pas des billets de crédit qui existent chez lui. Ceux-ci ne sont absolument que la représentation des moyens de travail pour lesquels ils ont été fournis, aussi n'exigent-ils pas de salaires quand on les donne à autrui, c'est la marchandise pour laquelle ils sont donnés qui reçoit un salaire pour le producteur qui l'a avancé.

Si les salaires des capitaux sont plus chers dans la campagne que dans les villes, c'est qu'il y a

plus de risques à les prêter, moins de certitude de le recevoir à une époque fixée; c'est qu'ils se trouvent tellement engagés dans l'exploitation des champs, qu'on ne peut les en retirer que par des procédures ruineuses.

Mais que le salaire des capitaux soit haut à la ville, soit bas à la campagne, il importe peu. Quand un produit est établi, il faut qu'il se vende, et dès qu'il se vend, ce qui n'a jamais lieu que contre un autre produit, il est évident que les deux valeurs sont égales et que les conditions de leur établissement qui peuvent être inégales se compensent.

On a remarqué qu'en Ecosse le salaire de l'argent était plus haut qu'en Angleterre, tandis que le salaire du travail y était à plus bas prix; le salaire du travail doit être moindre en Ecosse, parce que les denrées y sont à plus bas prix qu'en Angleterre. L'ouvrier doit donc moins exiger pour sa subsistance; le salaire de l'argent y est plus haut, parce que les entrepreneurs d'industrie offrent moins de sécurité aux prêteurs.

De ce double fait, il résulte un terme moyen qui fait qu'un produit écossais n'a pas un prix supérieur ou inférieur au produit anglais à condition égale de travail.

La France offrait aussi et offre encore moins de sécurité aux prêteurs des moyens de travail, que n'en trouvent ceux d'Angleterre, le salaire de l'argent y est donc un peu plus haut, et les salaires des ouvriers y sont moindres, parce que leur dépense pour la nourriture est moindre.

D'où il suit que le salaire propre au commerçant ou industriel se règle uniquement chez

toutes les nations d'après la quantité des salaires des moyens de travail et des salaires des ouvriers.

La Hollande paie à plus bas prix que l'Angleterre le salaire de l'argent, et les salaires des ouvriers y sont à haut prix, on a vu pourquoi cela arrivait.

Les salaires du travail et ceux des moyens de travail sont plus élevés dans les Etats-Unis d'Amérique que partout ailleurs, parce qu'à quelque prix que ce soit, il faut des ouvriers et des moyens de travail pour obtenir un produit que le sol peut fournir à bas prix, puisque la rente du sol est fort basse. C'est l'Europe qui donne, en achetant les denrées de ce pays à haut prix, les moyens de payer les salaires élevés des ouvriers et les salaires des moyens de travail. Si elle cessait un instant d'en demander les produits, le haut prix des salaires des ouvriers baisserait, et sans doute aussi celui des moyens de travail, parce qu'on n'aurait plus besoin que de ceux absolument nécessaires pour fournir à la population du pays les produits qui lui sont nécessaires.

Dès que la population de l'Amérique septentrionale se sera accrue en suffisante quantité pour devancer nos besoins, alors les salaires des ouvriers et ceux des moyens de travail diminueront en même temps.

L'Europe aujourd'hui est obligée d'acheter à haut prix les produits des Américains, parce que ceux-ci ne produiraient pas, s'ils n'étaient mis en état de payer de hauts salaires aux ouvriers, et des salaires élevés pour les moyens de travail qu'on leur prête; d'ailleurs ces salaires élevés

des moyens de travail, prêtés à l'Amérique, sont bien motivés sur les dangers que l'on court à les leur prêter.

Quand donc ses terres les plus fertiles seront toutes mises en valeur, quand sa population descendra à la mise en valeur des moins fertiles, les salaires de ses ouvriers descendront, et les salaires des moyens de travail, moins recherchés, moins exposés, seront payés moins chers; aussi remarque-t-on que le salaire des moyens de travail a été moindre pendant ce siècle dans les colonies que dans le précédent; c'est l'augmentation de l'industrie et de la population, c'est la sûreté des prêts qui ont diminué le salaire des moyens de travail.

D'ailleurs il faut observer que ce qui contribue à l'élévation du prix des salaires des ouvriers et à celle du taux des salaires des moyens de travail est la petite valeur du salaire du sol. Dès que le fermage de celui-ci s'élève, on voit tous les autres diminuer successivement, parce qu'il faut que le prix des produits s'équilibre avec la population qui consomme ses produits directement ou indirectement.

Jusqu'ici on n'a pas vu décroître, dans l'Amérique septentrionale, le salaire du travail, parce qu'il reste encore immensément de bonnes terres à défricher ; ainsi la demande du travail peut s'y accroître avec les moyens de travail, quels que soient leurs salaires, et pourra s'accroître encore, même lorsque le salaire des moyens de travail aura baissé.

L'accroissement des moyens de travail, concurremment avec des salaires peu considérables pour

les ouvriers, ou l'accroissement de ces mêmes moyens de travail avec les salaires élevés des ouvriers, dépendent absolument de la population, de la tranquillité du pays, d'un travail constant ou du commerce étranger qui se fait avec plus ou moins de risques, et qui se développe également par une plus grande population, commerce qui lui rend indispensables les produits qui ne sont pas dans son sein et qu'il échange contre ceux que le travail du sol lui procure.

L'acquisition d'un nouveau territoire, un traité de commerce, qui ouvre à une nation un nouveau débouché à ses produits, en même temps qu'une autre nation en trouve un aux siens, de nouvelles branches d'industrie peuvent élever momentanément les salaires des moyens de travail et en même temps les salaires des ouvriers, parce que les avantages pécuniaires de ce nouveau commerce, ainsi que ses risques, exigent pour les risques que l'on court un amortissement proportionnel à ce qu'ils sont, parce qu'il y a demande d'un plus grand nombre de bras pour un commerce qui paraît devoir être plus avantageux ; mais le premier moment passé, les salaires de toute nature reviennent à leur taux naturel, parce que la population s'est bientôt mise au niveau des besoins des peuples.

Il peut se faire cependant que les moyens de travail s'appliquent momentanément à une industrie qui les paie mieux par une de ces circonstances que l'on ne saurait prévoir, mais alors ils ne tardent pas à être rappelés par les autres industries qui sentent la nécessité de payer aussi bien leurs salaires pour satisfaire aux besoins de

tous ; dès que le motif qui avait fait porter les moyens de travail vers une industrie particulière cesse, dès aussitôt la baisse des salaires de ces moyens s'opère dans toutes les autres industries.

Toutes les fois qu'il arrive que les moyens de travail manquent aux producteurs, ce qui n'a lieu qu'en raison des dangers que l'on court à les leur prêter, il y a baisse dans les salaires des ouvriers, parce que la circulation des produits est diminuée, tous les producteurs sont sans ouvrage, et comme la consommation est diminuée en général, l'ouvrier qui ne trouve plus d'emploi est obligé de vendre ses services au plus bas prix pour pouvoir subsister.

Quand donc les moyens de travail manquent ainsi aux producteurs directs, aux entrepreneurs d'industrie, les moyens de travail qui vont à eux, étant en petite quantité, doivent s'offrir pour un salaire plus considérable, parce que le motif qui en a fait resserrer la majeure partie, le défaut de sûreté, force les prêteurs à demander toute la valeur du risque qu'ils courent, avec le salaire ordinaire.

Dans ces circonstances, le prix des produits est donc affecté en moins par le salaire des ouvriers, et en plus par le salaire des moyens de travail ; et les produits peuvent en définitive être donnés à plus bas prix qu'auparavant, ce qui rétablit bientôt la consommation, surtout si la cause qui a éloigné les moyens de travail vient à disparaître.

On voit aussi les salaires des ouvriers et des moyens de travail augmenter ensemble ; par

exemple; les chemins de fer donnent aux uns et aux autres des salaires élevés, parce qu'il faut appeler sur le terrain des ouvriers adonnés à d'autres industries et créer ainsi une nouvelle population, parce que les possesseurs des moyens de travail ne savent pas au juste quel sera leur salaire, puisque les dépenses d'administration sont dépendantes d'une multitude d'événements inconnus ; il faut donc que les propriétaires de ces moyens de travail demandent un salaire élevé pour fournir les risques de ces entreprises.

Un pays qui a atteint un grand degré de prospérité par la circulation du travail voit les salaires du travail et des moyens de travail s'abaisser autant qu'il est convenable. La circulation seule est la cause de cette prospérité; mais cette circulation n'existe que, parce que tout est dans l'ordre convenable. Ce pays serait donc très-peuplé en raison de son territoire, en raison du travail y existant, et la concurrence entre les travailleurs serait telle, que pour obtenir constamment de l'occupation, leur salaire serait réduit à ce qui serait nécessaire pour maintenir le même nombre d'ouvriers, nombre qui n'augmenterait qu'en raison des avances que la culture du pays pourrait préparer pour fournir à ses besoins dans l'avenir.

Et la concurrence entre les prêteurs des moyens de travail serait telle également qu'ils n'exigeraient que le moindre salaire dû à leurs moyens de travail qui seraient moins compromis et qui pourraient alors se donner pour le moindre salaire.

Il y aurait donc dans un tel pays abondance de moyens de travail et abondance de travail; il ne

serait pas même nécessaire que ce pays fût très peuplé, car cette abondance de travail et de moyens de travail serait relatif à la population, son commerce s'étendrait en raison de sa population et lui serait également relatif, car la population intérieure fixe le développement de l'industrie intérieure et extérieure à remplir les besoins de cette population ; la concurrence entre les prêteurs et aussi entre les ouvriers, serait dans cette condition du pays, ce qu'elle pourrait être chez une nation plus nombreuse, c'est-à-dire en proportion de sa force productrice et de sa force consommante.

Les lois des nations qui régissent leur commerce sont quelquefois assez défectueuses pour ne point offrir aux possesseurs des moyens de travail, les sûretés qu'ils désireraient, en prêtant ces mêmes moyens aux industriels, et alors les salaires qu'ils demandent sont élevés, et souvent ils préfèrent les prêter aux étrangers, car dans cette position d'incertitude sur la bonté du placement de leurs moyens de travail dans le pays, les emprunteurs sont presque toujours à leurs yeux sur le même pied que des banqueroutiers. Ils doivent donc exiger un gros salaire, comme amortissement de leurs risques, dans l'incertitude où ils sont de recevoir jamais ce qu'ils ont prêté.

Des lois qui fixent ou défendent le salaire des moyens de travail sont nuisibles à la production; en fixant le taux des salaires, elles ne font que diminuer la quantité de ceux qui pourraient s'offrir aux emprunteurs; elles tendent donc à augmenter le nombre des emprunteurs, par conséquent à élever le salaire des prêteurs; en défen-

dant de prêter, elles diminuent le nombre des prêteurs, parce qu'un certain nombre de possesseurs de moyens de travail obéira à la loi et ne voudra prêter à aucun prix. En fixant les salaires des prêts, les lois peuvent diminuer le nombre des prêteurs, car cette fixation peut établir un taux qui soit au-dessous des risques qu'ils pourront courir en les prêtant; ainsi ils ne prêteront à aucun prix dans ces circonstances; ou si les périls auxquels ils s'exposeraient leur étaient payés, leurs prêts seraient avantageux à la population en lui procurant du travail.

On conçoit facilement que l'absence des moyens de travail, soit qu'on prohibe leurs salaires, soit qu'on le fixe à un taux inférieur aux risques du commerce, arrête et la production et la consommation; car celui qui ne produit pas ne consomme pas; elle nuit aussi à la population qui s'arrête, si elle ne rétrograde pas; elle nuit donc à la force du pays.

Des lois qui nuisent au commerce établi entre une nation et les autres nations ont pour effet de diminuer l'emploi des moyens de travail, de diminuer leurs salaires, d'anéantir la population qui travaille pour ces nations; elles détruisent donc les moyens de travail, qui existaient par cette population détruite; car cette perte est reportée sur le cultivateur, qui, ayant un moindre nombre d'individus à fournir, un moindre marché, ne trouve pas dans le prix de ses produits le salaire de ses travaux suffisants pour payer ses dépenses, alors il diminue son travail.

Des lois qui proscrivent le commerce étranger chez une nation qui n'en a pas, n'altèrent ni les

salaires de ses moyens de travail, ni ceux de ses ouvriers, car ses moyens de travail et ses ouvriers conservent leur même emploi.

Les salaires les plus bas des moyens de travail sont toujours de quelque chose au-delà de ce qu'il faut pour compenser les pertes accidentelles auxquelles les prêteurs sont exposés, de quelque chose au-dessus de ce qu'ils doivent payer pour leurs impôts, de quelque chose de plus que ce qu'il faut pour leur entretien d'après leur position sociale. Ce quelque chose en plus est donc un amortissement pour la diminution annuelle de la valeur des moyens de travail des prêteurs, diminution qui est produite par l'ascension du prix de toutes les denrées déterminées par les impôts; ces salaires ne sont pas plus élevés en principal que le fermage des terres qui représente le capital employé dans leur achat. Le salaire des moyens de travail, quand la sagesse des prêteurs est telle qu'ils ne subissent aucune perte, est alors en disproportion de la valeur qu'ils ont donnée, car ce qu'ils reçoivent étaient dans l'éventualité d'une perte possible, tandis qu'elle s'est trouvée en dehors de cette éventualité. Ainsi ils ont donné un travail moindre que celui qu'ils ont reçu; ils peuvent ainsi augmenter leurs moyens de travail, tandis que d'autres perdent les leurs.

Quand les salaires les plus bas des moyens de travail couvrent toutes les pertes possibles des prêts faits sans imprudence, ils se maintiennent intacts dans les mêmes mains, et ils se trouvent toujours disponibles dans la même quantité pour satisfaire aux besoins des emprunteurs solvables.

Les salaires des moyens de travail dans un pays où ces salaires sont bas, ne peuvent pas toujours complètement fournir à la subsistance de ceux qui les possèdent, à moins qu'ils n'en possèdent une grande quantité; il y a donc nécessité pour eux de se livrer à l'industrie, pour en tirer un plus fort salaire; c'est ainsi que la plupart des hommes sont appelés à être producteurs directs; tandis que ceux qui vivent uniquement du salaire de leurs moyens de travail, parce qu'ils les ont en abondance, sont des producteurs indirects lorsqu'ils mettent d'autres individus dans la position d'être producteurs directs, en employant les moyens de travail possédés par ceux qui les leur prêtent.

Tout homme qui reçoit en même temps le salaire de son travail et le salaire de ses moyens de travail se trouve toujours en état de mieux se procurer et de se procurer en plus grande abondance les choses nécessaires à ses besoins, à ses jouissances, que celui qui ne reçoit que les salaires du travail.

Le taux le plus élevé auquel puissent monter les salaires des moyens de travail, ne peut être tel, que parce qu'il n'y a pas de sûreté à les prêter; ainsi le salaire des ouvriers doit être au plus bas dans le même temps, parce qu'alors le travail manque pour l'ouvrier, les produits de la terre seuls doivent conserver une valeur assez élevée, parce que leur prix se combine du prix des salaires des ouvriers et de celui des moyens de travail; mais le prix des salaires des ouvriers ne peut jamais tomber au-dessous de ce qu'il doit être pour fournir à leur subsistance, et s'ils n'y four-

nissent pas, la dépopulation suit cet ordre de choses jusqu'à ce que le niveau soit établi entre le prix des salaires des ouvriers, et celui de leurs subsistances.

Au Bengale, le prix des salaires est excessivement bas, et celui des salaires des moyens de travail est au contraire très élevé; mais l'ouvrier du Bengale trouve avec un petit salaire les moyens de subsistance, parce que le riz est une nourriture moins chère que le pain et la viande; dans l'Angleterre, l'ouvrier se nourrit de pommes de terre qui sont un aliment moins cher que le blé; une légère addition en viande n'élève pas le prix de sa nourriture journalière beaucoup plus haut que celle de l'ouvrier français qui se nourrit principalement de pain.

La proportion du taux ordinaire des salaires de l'argent au cours de la place avec le salaire de l'industriel, varie nécessairement, quand celui-ci hausse ou baisse. Généralement on porte le salaire de l'industriel qui fournit avec son travail ses moyens de travail à la production, au double du salaire des moyens de travail fixés à la bourse; effectivement, il est raisonnable que l'on tire, alors même qu'on possède les moyens de travail, un salaire de ces moyens; mais cela est encore plus rationnel de les demander à la production, lorsqu'on les a empruntés. Ce qui est prêté est au risque de l'emprunteur qui est l'assureur du prêteur. Ainsi celui qui emprunte pour produire, demande avec raison un salaire plus considérable des moyens qu'il emprunte que celui qui les lui prête. Si donc il prend 4 pour cent pour son salaire comme ouvrier; s'il paie 4 pour cent pour

le salaire des moyens de travail, il peut se faire qu'au lieu de demander un salaire général de 8 pour cent, il en demande un de 10, de 12, de 15 pour cent, suivant le danger auquel il s'expose. Les deux, les 4 ou 7 pour cent qu'il demande ainsi en plus pour son salaire, sont le salaire du danger qu'il court dans son entreprise.

Chaque contrée du globe doit donc voir varier le salaire des entrepreneurs d'industrie, en raison de la position particulière où ils se trouvent, et aussi en raison de l'esprit mercantile qui règne chez un peuple.

On ne peut retrancher rien de ces salaires généraux de l'industriel par la disposition ordinaire des lois, on n'a pouvoir de les diminuer qu'en procurant la sécurité aux producteurs; car alors produisant plus, renouvelant souvent leurs moyens de travail, n'en ayant jamais d'inactifs à produire des salaires, ils peuvent par cette multiplicité de productions demander pour chaque production un moindre salaire général, et obtenir à la fin de l'année un salaire plus considérable que s'ils avaient demandé en d'autres temps plus de salaires, avec moins de productions.

Une circulation rapide chez une nation peut donc ainsi compenser le faible taux des salaires de l'industriel, en tant qu'il cumule ceux de son travail et de ses moyens de travail, et elle le met ainsi à même de vendre à aussi bon marché que le pays voisin, si tous les deux portent depuis aussi longtemps les mêmes impôts, si tous les deux ont les mêmes talents de production, si l'un plus que l'autre n'emploie pas des machines plus expéditives pour le travail.

Si on suppose un pays où les salaires des moyens de travail sont hauts en même temps que les salaires des ouvriers sont bas, et qu'on compare le prix de ses produits dans un autre pays où les salaires des moyens de travail sont bas, et les salaires des ouvriers élevés, toute chose étant d'ailleurs égale entre ces deux pays, ce qui est impossible, le pays qui paie des salaires élevés à ses ouvriers doit produire plus chèrement que l'autre, parce que les salaires des ouvriers entrent pour beaucoup plus dans le prix des productions que les salaires des moyens de travail.

En général, les salaires du travail ne sont bas chez quelques peuples, que parce que leurs impôts sont faibles; on peut donc s'y procurer à moindre prix tout autant de subsistances et de jouissances qu'on peut le faire ailleurs avec des salaires plus élevés.

Aucun peuple n'est pauvre, quand il a ce qui est nécessaire à sa subsistance; aucun peuple n'est riche que quand, outre sa subsistance, il peut se procurer des jouissances; le travail seul fournit les moyens de subsistance, le travail et les moyens de travail fournissent à la subsistance et aux jouissances.

La circulation active du travail est une plus grande richesse qu'une circulation restreinte, pourquoi? parce que l'une emploie constamment tous les bras et tous les moyens de travail, tandis que l'autre ne les emploie qu'accidentellement. Il y a donc beaucoup de productions qui n'ont pas lieu dans l'une, ce qui prive la population d'une partie de sa richesse.

Je me résume. Le salaire dû aux moyens de-

travail possédé par un tiers et prêté à un industriel, est moindre que celui qu'en tire l'industriel lorsqu'ils sont à lui, et constitue ainsi la classe des prêteurs en producteurs indirects, puisqu'on ne saurait produire, s'ils ne procurent pas leurs moyens de travail.

Le haut salaire de ces mêmes moyens est l'effet de la position des nations, de l'incertitude de leur tranquillité, de la faveur accordée aux débiteurs de mauvaise foi, de la mise en culture de terres fertiles.

Le bas salaire de ces mêmes moyens, au contraire, est l'effet de la tranquillité de la nation, de la rigueur de la loi contre les débiteurs de mauvaise foi, de la difficulté de mettre de nouvelles terres en valeur.

Le haut salaire des ouvriers est l'effet de la mise en valeur de terres riches qui n'ont point d'impôts ou presque pas de fermage à payer, de la prompte circulation des produits, du bonheur du pays.

Les bas salaires des ouvriers sont l'effet des troubles du pays, de la difficulté de mettre en valeur de nouvelles terres, de la difficulté de la circulation.

Les salaires de toute nature sont en rapport avec la population du pays. Les moyens de travail comme le travail, disparaissent avec la population ou s'accroissent avec la population. Toute nation qui se multiplie s'enrichit, mais elle ne peut au bout d'un certain temps s'enrichir que lentement par la culture de ses terres quand elle est ancienne, parce qu'il n'y a plus que les plus mauvaises à cultiver. Une nation peut encore se multiplier, accroître par conséquent ses moyens

de production et son travail par le commerce étranger, mais alors, c'est ce commerce qui entretient directement ou indirectement la subsistance de cette population. Les salaires des moyens de travail, aussi bien que les moyens de travail qui en proviennent sont dus uniquement à ce commerce qui d'ailleurs est sujet à bien des vicissitudes.

Les moyens de travail n'arrivent dans les mains des producteurs indirects que par héritage, ou parce qu'ils ne consomment pas autant qu'ils produisent indirectement ; quand ils leur arrivent par héritage, leurs auteurs ont été souvent des producteurs directs qui possédaient ces moyens de travail comme industriels, qui avaient pu les accroître entre leurs mains en échangeant leur travail à un prix supérieur à celui qu'il avait réellement et qui avaient acheté le travail des autres à un prix moindre qu'il ne valait ; ainsi il ils ont pu venir à posséder les moyens de travail que d'autres ne possédaient plus. Quand ils leur arrivent par l'économie, c'est au moyen d'une consommation moindre qui alors prive quelques ouvriers du travail que leur aurait commandé ces producteurs indirects pour leur propre compte ; il y a alors dans la société un producteur et un consommateur de moins qu'il n'en devrait exister.

Un gouvernement qui commanderait de très-grands travaux, trouverait toujours les moyens de travail nécessaires pour les faire, non pas dans les impôts qui augmenteraient le prix de toutes les choses, des salaires, et qui jeteraient une certaine perturbation dans tous les rapports sociaux, mais par le crédit. En supposant que les travaux

extraordinaires ordonnés par lui s'élèvent à 104 millions par an, les véritables moyens de travail peuvent ne s'élever qu'à 2 millions par semaine. Ces deux millions consommés par les salaires des ouvriers et des entrepreneurs d'industrie se reforment en nouveaux moyens de travail. Ainsi ce ne sont que deux millions de moyens de travail qui se représentent cinquante-deux fois dans l'année pour représenter la totalité de la dépense faite; il y aurait plus de circulations, une circulation plus active de tous les moyens de travail, et cette circulation plus active en affermissant le prix courant de tous les produits, en maintenant la constance du travail de l'ouvrier produirait une nouvelle population et de nouveaux moyens de travail.

Qu'on ne s'y trompe pas, un gouvernement qui entre dans de telles voies se condamne à continuer de les suivre. La population qu'il crée insensiblement pour fournir à des travaux, les moyens de travail qui se sont créés en même temps, tout cela disparaîtrait insensiblement par l'excès de misère que la cessation des travaux du gouvernement ferait peser sur l'universalité des ouvriers.

CHAPITRE XV.



Des salaires et des profits dans les divers emplois du travail et des capitaux.

Ici il faut se souvenir que mes idées ne sont pas celles d'Adam Smith, et il faut se rappeler celles que j'ai émises comme correction de son système; autrement on ne me comprendrait pas; le titre n'est rien pour moi, je ne suis que mes pensées à l'égard du fond des choses.

Ainsi les salaires et les profits sont pour moi chose identique; ils ne peuvent donc agir les uns ou les autres d'une manière différente dans les divers emplois du travail et des capitaux.

Ainsi le travail et les divers moyens de travail ne peuvent non plus agir différemment, car les moyens sont la cause et le travail est l'effet.

Les salaires de tout genre suivant moi s'échangent réciproquement, il ne peut en exister sans une réciprocité universelle.

Les profits présentent à l'esprit un sens bien différent, cette expression donne à entendre

qu'après l'échange de deux salaires, il y a un individu qui a quelque chose de plus que l'autre; il est vrai que cela a lieu, mais c'est que l'échange a eu lieu entre deux valeurs égales à des prix inégaux. Mais cela n'est pas dans la nature réelle des échanges du travail, car l'homme doit toujours donner un prix égal à la valeur qu'il reçoit en échange de celle qu'il donne; quand il ne le fait pas, c'est son adresse qui le sert ou la supériorité de son intelligence ou de sa capacité; c'est ainsi parce qu'il parvient à posséder ce que d'autres possédaient, qu'il se fait de nouveaux riches et de nouveaux pauvres.

Le profit est un mot incompréhensible; car d'où peut-il venir? je vois cent producteurs à la suite les uns des autres tirer profit dans la vente de leurs produits, je vois le dernier consommateur payer ce profit constamment, et je ne vois pas cependant que sa bourse se vide; au contraire, je l'entends dire qu'il a aussi un profit, il est donc d'après cela constant que si tout le monde a un profit, personne n'en a, qu'il y a seulement un salaire pour chacun proportionné à sa position sociale.

Le profit qui peut exister dans la production n'est que celui que trouve le cultivateur, c'est une avance de la nature qui donne lieu à l'augmentation de la population, et cette avance est pour nous un moyen de travail.

Quand donc on dit qu'un pays est riche, on entend par là exprimer ou que la possession des moyens de travail de tous est dans les mains d'un petit nombre, qui par leurs dépenses en consommation de toute espèce, éblouissent les yeux et

l'entendement de ceux qui voient cette consommation, ou que la rapide circulation de toutes les productions fait paraître leurs producteurs comme les possesseurs d'une grande quantité de ces productions, et que tous les consommateurs jouissent d'une aisance particulière, quoique cette aisance ne soit que le résultat d'un travail constant.

L'Angleterre n'a pas d'autres moyens de travail que le revenu général de son sol, mais l'étendue de son commerce donne une telle circulation à ce revenu qu'il paraît beaucoup plus considérable qu'il ne l'est. Ainsi dans le courant de l'année, ce commerce fait paraître le négociant de Liverpool cent fois plus riche de moyens de travail qu'il ne l'est effectivement, parce qu'il vend et achète avec les mêmes moyens cent fois dans l'année; il retire bien il est vrai 100 salaires, mais ce salaire est modifié en raison de la quantité des produits qui passent dans ses mains.

Les salaires du travail et ceux des moyens de travail, contribuent dans l'état normal de toute société à la subsistance et aux jouissances de tous les individus; ils se composent par conséquent de tous les frais que nécessite cet état de choses.

En France, par exemple, tous ces salaires de diverses natures s'élèvent à 214 fr. par individu pour 33 millions d'habitants, c'est donc une somme de sept milliards environ que le travail d'une multitude de générations a arrachés à la nature ingrate pour servir d'avance au nouveau travail que les siècles à venir doivent développer; or, cette somme est égale au revenu général du sol. En d'autres pays, on doit rencontrer d'autres chiffres pour les salaires moyens de diverses

natures, parce que les impôts qui donnent le chiffre du prix des produits de la terre sont différents ou moins anciennement établis.

Je ne parle pas ici des salaires industriels ou du commerce, parce qu'ils ne sont en définitif que des productions agricoles consommées par les ouvriers ; si je les comptais , ce serait un double emploi.

Quand on dit qu'un pays est pauvre, cela ne peut résulter que du défaut d'intelligence qui ne pousse pas le peuple qui l'habite, à chercher dans le développement du travail les moyens de jouissance qu'il y pourrait trouver, et qui se borne seulement à lui demander ses moyens de subsistance.

Je suis fâché de revenir plusieurs fois sur les mêmes réflexions , mais il me semble nécessaire de le faire; je crains constamment qu'on ne perde de vue les principes qui ont dirigé mon travail.

En général, tous les emplois du travail et des moyens de travail offrent une balance d'avantages et de désavantages qui établissent une parfaite égalité entre tous les emplois. Aucun ne peut être plus avantageux qu'un autre, pendant un seul moment, qu'il ne s'y jette aussitôt une foule de concurrents pour offrir leur travail ou leurs moyens de travail, ce qui rétablit aussitôt entre tous l'équilibre convenable.

Mais cependant les salaires des ouvriers et les salaires des moyens de travail paraissent quelquefois extrêmement différents, suivant les divers emplois du travail et des moyens de travail, c'est ce que nous allons examiner.

Quelques emplois exigent de moindres sa-

laires que d'autres, parce qu'ils offrent à ceux qui les remplissent plus d'agréments, plus de facilités à les remplir, plus de constance dans la continuité du travail, ou parce que la probabilité d'y réussir est indubitable; d'autres emplois, au contraire, exigent des salaires élevés, soit à cause des désagréments que les professions procurent, soit à cause de la difficulté d'acquérir l'aptitude nécessaire pour les bien remplir, soit à cause de l'instabilité de l'occupation, comme défaut de clientelle, soit à cause de la vogue qui s'attache à la personne, soit enfin à la difficulté ou improbabilité que l'on a de réussir dans un emploi, alors qu'on se présente pour le remplir.

Ces diverses circonstances qui peuvent légèrement altérer le prix des salaires, trouvent en quelque sorte un supplément dans la position de jouissances que procurent quelques emplois, ou ne sont que l'effet de l'incapacité de l'ouvrier. Dans les filatures de coton, l'ouvrier a moins de capacité que dans les ateliers à laine; son salaire est également moindre, dans les ateliers de soierie, les ouvriers ont une très grande capacité; leurs salaires sont aussi plus considérables.

Les salaires du travail varient suivant que l'emploi est aisé ou paisible, propre ou malpropre, honorable ou avilissant. Un garçon tailleur gagne moins qu'un tisserand, le tisserand moins que le forgeron, le forgeron moins que le mineur qui ne travaille pourtant que 8 heures sur vingt-quatre; comme on le voit, les fatigues du travail de chacun d'eux entrent pour quelque chose dans le taux de leurs salaires.

Les salaires du travail varient aussi dans les

professions honorables; la considération attachée à quelques-unes d'elles, est un dédommagement de la moindre rétribution; un juge est moins salarié qu'un avocat, qu'un médecin dans les grandes villes. La défaveur attachée à un état produit l'effet contraire; l'exécuteur des hautes œuvres est mieux salarié que le commerçant ordinaire; le métier de boucher est mieux salarié que celui de cordonnier, parce que son métier est plus désagréable que celui de ce dernier.

La chasse, la pêche de rivière produisent de petits salaires, parce que le goût naturel des hommes pour ce genre d'occupations enlève à ceux qui en font métier une partie des salaires qui leur appartiendraient. En général, ceux qui s'y livrent sont des paresseux qui redoutent le travail et qui aiment mieux une pitoyable subsistance ainsi achetée, qu'une meilleure subsistance plus péniblement acquise.

La pêche maritime produit de meilleurs salaires que celle de rivière, parce que les dangers sont plus grands.

Mais toujours les salaires du travail sont égaux à la dépense nécessaire pour l'existence et le vêtement, et fournissent l'avance nécessaire pour élever les enfants des ouvriers économes; les différences qui existent entre eux, ne s'appliquent qu'aux jouissances dont quelques professions profitent moins que d'autres.

Les désagréments de l'emploi élèvent aussi les salaires des moyens de travail qui sont consacrés à leur exercice. Un aubergiste demande pour le salaire de son travail et celui de ses

moyens de travail, un prix plus élevé que d'autres emplois n'en demanderaient; mais il a à déduire de ces salaires les non valeurs auxquelles il est exposé par la mauvaise volonté de ses débiteurs, par les provisions qui se gâtent, et par un gaspillage inévitable.

La facilité et le bon marché de l'apprentissage avec lesquels on peut se mettre au fait d'un emploi, font varier aussi le prix des salaires du travail. Un homme qui a passé beaucoup de temps pour apprendre, doit faire payer son salaire, non seulement pour le temps qu'il occupe à vous rendre un service, mais encore pour le temps qu'il a passé à s'instruire des moyens de vous rendre des services, et même pour les consommations qu'il a faites pendant ce temps; ainsi il fait payer son travail plus cher que si du jour au lendemain il avait appris son état.

Les artisans demandent plus de salaires que les ouvriers de campagne, parce que leur ouvrage n'est pas demandé constamment tous les jours, parce que leur nourriture est plus chère.

Plus l'éducation d'un homme est longue, afin de le metre en état de remplir un emploi, plus le salaire qu'il demande est élevé; son salaire se compose alors de l'amortissement du fonds dépensé pour son éducation et du salaire représentant sa nourriture et son entretien actuel.

Un individu qui par défaut d'aptitude ne peut se mettre que difficilement à remplir un emploi ne reçoit pas, à cause de cela, un salaire plus élevé, il reçoit son salaire au taux commun de l'emploi qu'il remplit.

Les salaires du travail sont variables comme

nous l'avons vu d'après diverses circonstances; ils varient encore suivant la durée des travaux. Un maçon ne peut travailler pendant la gelée, pendant les longues pluies, ou qu'autant que ses pratiques le demandent ; il faut donc qu'il gagne pendant la saison où il a de l'ouvrage, autant qu'il aurait gagné de salaires, s'il avait travaillé tous les jours de l'année; et comme cette interruption de travaux est accompagnée de fatigue, du désagrément et de la malpropreté de la besogne, son salaire devient encore plus considérable pour ce motif; il le devient encore sous ce point de vue, que sa santé serait altérée s'il ne consommait pas plus qu'un ouvrier faisant une autre besogne moins désagréable.

Les salaires du travail varient aussi suivant la confiance qu'il faut accorder aux ouvriers. Les joailliers et les orfèvres qui leur confient des choses précieuses, paient leur moralité en même temps que leurs subsistances; cependant il ne faut pas croire que cette moralité se paie à très haut prix; car les orfèvres ont à payer en même temps l'apprentissage et la dextérité de leurs ouvriers.

Les médecins, les avocats, les avoués ne touchent pas de hauts salaires, parce qu'ils méritent toute confiance, mais parce qu'ils ont beaucoup dépensé pour apprendre leur état. Un très haut talent peut cependant toucher plus de salaires que cette circonstance n'indique, mais il fait compensation ainsi avec les talents médiocres et nuls qui, après avoir beaucoup coûté, ne produisent aucun salaire; ici c'est l'intelligence qui est largement récompensée.

Les salaires des moyens de travail sont affectés dans tout commerce, de la constance ou de l'interruption de l'emploi ; le prix des choses est plus ou moins élevé par ces salaires suivant le temps le plus ou moins prochain de leur consommation.

Quand un emploi offre moins de demandes aux moyens de travail, ceux-ci se reportent à d'autres emplois. Ainsi les moyens de travail présentent toujours à leurs possesseurs un salaire constant; quand ils ne trouvent pas d'emploi, ce qui n'arrive que parce qu'il n'y a pas de travail, ils ne produisent pas de salaire, mais alors ils se trouvent dans la même position que les ouvriers qui ne trouvent pas de travail.

Ceux qui font le commerce avec leurs moyens de travail, en demandent aux consommateurs le salaire à un taux égal, la concurrence leur en fait une loi. Les différentes branches du commerce, leurs différentes combinaisons n'y entrent pour rien. La confiance que l'on a dans ces commerçants ne peut être pour eux un motif de demander un plus fort ou moindre salaire de leurs moyens de travail; mais c'est la quantité d'affaires qu'ils font qui peut réduire leur salaire personnel, car s'ils ne le réduisent pas, ils demandent aux consommateurs une valeur de travail plus considérable qu'ils ne le doivent, et ils obtiennent d'eux une plus grande valeur de leur travail, d'où il suit qu'ils s'enrichissent des moyens de travail des consommateurs, et que ceux-ci s'appauvrissent en les perdant.

Ceux qui font le commerce avec les moyens de travail qu'on leur confie, ne peuvent pas deman-

der un salaire plus considérable pour ces moyens de travail que ceux qui commercent avec leurs propres moyens ; au reste, ils peuvent s'enrichir comme ceux-ci, en évaluant trop haut leur travail personnel.

Ceux qui prêtent leurs moyens de commerce aux commerçants, les prêtent en raison de l'opinion qu'ils ont de leur prudence, de leur probité, de leur intelligence, de leur fortune personnelle ; le taux du prêt peut donc varier, mais il ne varie qu'en raison des risques, et la différence de salaires de ces moyens de travail prêtés n'est que l'amortissement du risque couru.

Ce n'est pas la nature du commerce qui fait varier les salaires des moyens de travail ; que ce soit la banque, le commerce de terre, le commerce maritime, le taux de ces salaires est toujours le même, mais on y ajoute le risque que présente la nature du commerce. La difficulté de faire revenir à soi ces mêmes moyens, lorsqu'ils sont envoyés au loin, par exemple, aux Etats-Unis d'Amérique ou dans les colonies dont tous les habitants sont obérés.

L'agrément ou le désagrément dans l'emploi des moyens de travail, ne change rien au salaire qu'on en demande ; c'est le salaire seul du travail de l'ouvrier qui augmente ou diminue par le fait de ces circonstances ; car l'agrément en fait rechercher l'emploi par un grand nombre, quand au contraire le désagrément n'y fait entrer quelques-uns que parce qu'ils sont bien salariés ; les moyens de travail n'y entrent donc qu'avec les mêmes salaires que dans les autres industries s'il n'y a pas plus de risques à courir.

De tout ceci, il résulte que le salaire des moyens de travail, quoique quelquefois en apparence différent, est toujours le même, mais que le salaire du travail des différents emplois de la société peut varier en raison des circonstances qui les accompagnent.

Mais les salaires des moyens de travail et ceux du travail se trouvent toujours à peu près confondus dans les divers emplois de la société. Le pharmacien demande 50 pour cent de salaire, quand le gros marchand ne prend que 3 ou 4 pour cent; les frais généraux du commerce de chacun d'eux dirigent toujours la demande du salaire personnel, mais avant tout, le salaire des moyens de travail est compté dans le prix du produit.

Le salaire des moyens de travail est le même que celui que fournit un fonds de terre; la différence qui existe entre eux repose uniquement sur ce fait que la terre ne peut cesser de donner un salaire, tandis que des moyens de travail peuvent, étant mal placés, cesser d'en produire un, c'est donc ce risque-là qui en élève le taux.

La dépréciation annuelle de l'or et de l'argent est une autre cause de la différence de ces salaires, il faut bien trouver dans une plus forte rente la compensation de cette dépréciation. En effet, quand vous prêtez vos marchandises et votre or pendant cent années, quand on vous le rend à cette époque, vous êtes bien loin de pouvoir acquérir la même quantité et la même qualité de terres que vous auriez pu acquérir cent ans plutôt.

L'épicier dans un village demande pour son salaire personnel, et celui de ses moyens de tra-

vail, un salaire plus considérable que l'épicier d'une grande ville, mais ce plus haut salaire est tout-à-fait personnel, et n'est presque rien pour les moyens de travail. L'épicier de la grande ville peut réduire son salaire personnel par la grande quantité de produits qu'il débite, et à laquelle il attache une fraction de ce salaire personnel, tandis qu'il jouit d'un plus grand revenu dans le salaire de ses moyens de travail qu'il n'a pas intérêt de diminuer, puisqu'il pourrait en obtenir le même résultat en les employant d'une autre manière.

L'épicier de détail en ville qui fait un gros commerce, demande un salaire qui ne s'éloigne pas de celui du marchand en gros, parce que son salaire personnel et celui de ses moyens de travail lui fournissent autant d'avantage que ceux que le marchand en gros peut se procurer par les siens.

Les marchandises, vu le grand débit qui a lieu dans les villes, peuvent donc s'y vendre à meilleur marché que dans les campagnes, puisque le salaire personnel du travail y est moindre pour chacune d'elles, et le salaire des moyens de travail égal entre eux. Si les vins, si le blé sont au contraire plus chers dans les villes que dans les campagnes , on en trouvera la cause dans les énormes frais de transport ou d'octrois que nécessitent ces productions. Les salaires du travail et des moyens de travail disparaissent à la ville sous cette dépense.

Quoique les salaires personnels soient plus faibles tant pour la vente en gros que pour la vente en détail dans la capitale que dans les vil-

lages, on y voit plus souvent de grandes fortunes faites avec de petits commencements, tandis qu'on n'y en voit que rarement dans les campagnes ; cela tient à ce que dans les villes on vend généralement à plus haut prix qu'on ne devrait le faire, pour que l'échange des valeurs fût égal, et ensuite à ce que les marchands de la ville, possesseurs de plus de moyens de travail, reçoivent par là un salaire très considérable, en raison de la quantité de ces moyens de travail qu'ils possèdent et qu'ils ne consomment pas.

Quelques circonstances dont je viens de parler en détail, sont de nature à suppléer dans certains emplois à la modicité du prix du travail et à la balancer dans d'autres.

Mais pour peu que cette balance eût lieu, il faut que l'emploi soit bien connu et établi depuis longtemps, qu'il soit dans son état naturel, qu'il soit la seule occupation de ceux qui l'exercent ; car ce n'est que par l'exercice continuel de l'emploi, dans ces conditions, que le salaire personnel peut être apprécié suffisant à la dépense nécessaire pour l'existence.

Toutes choses égales d'ailleurs, une entreprise nouvelle donne à celui qui s'y livre de plus hauts salaires personnels que les anciennes, non-seulement pour couvrir des risques que l'on court de réussir imparfaitement, mais encore, parce qu'il faut surpayer des ouvriers qui ne sont pas encore habiles dans cette industrie et dont toutes les sottises restent à la charge de l'entrepreneur de la nouvelle industrie, parce qu'il faut les surpayer du reste pour les attirer dans ces ateliers

dont ils ignorent le sort futur, qui peut-être tel un jour qu'ils se trouvent privés, et de leur travail nouveau et de leur travail ancien, ou ils auront été remplacés par d'autres ouvriers ; parce que les changements de mode font perdre à tout ce qui n'est plus au goût du jour, non-seulement le prix coûtant, mais encore toute valeur; on voit donc constamment donner dans les manufactures de drap de moindres salaires à leurs entrepreneurs que ceux que reçoivent les entrepreneurs de soieries. Les ouvriers des fabriques de drap ont un salaire moins variable aussi, tandis que les ouvriers en soierie gagnent tantôt de très hauts salaires, tantôt n'en gagnent pas du tout.

Quand ces nouvelles industries réussissent, elles vendent toujours leurs productions au-delà de ce qu'elles valent ; elles enrichissent les industriels qui les dirigent; mais en les enrichissant elles appauvrissent toujours un peu ceux qui ont fait usage de leurs produits, car ces produits, dès qu'ils enrichissent leur auteur, annoncent par là qu'ils étaient vendus au-delà de leur valeur.

Dans la plupart des emplois et dans l'état ordinaire de la société, on voit souvent et périodiquement des alternatives de hausse et de baisse. Ainsi tantôt le salaire personnel s'élève, tantôt il s'abaisse. On gagne plus dans un moment, on perd dans un autre ; mais telle est la condition du commerce. Qu'une récolte manquée, ou une récolte abondante, ou une guerre, ou des troubles civils l'agitent, le remuent ou le font cesser tout-à-coup, en général la hausse du prix des choses ne se soutient pas longtemps, la baisse la suit immédiatement, parce que, quand les moyens

d'acheter les produits d'industrie sont épuisés, on ne travaille plus que pour les moyens d'existence, ou quand les moyens d'acheter ce qui est nécessaire à l'existence sont épuisés, les produits industriels ne peuvent plus se placer, et ce n'est que quand il y a baisse des produits d'industrie ou agricoles, de telle sorte que chaque producteur retrouve sa mise lors de sa vente, que les achats de ce genre recommencent de la part du plus grand nombre.

Dans tous les cas, les salaires du travail sont également balancés entre les années de cherté et de bon marché de tous les produits, de sorte que ni le consommateur ni le producteur ne sont frustrés de ce qui leur appartient.

Il n'en est pas ainsi dans une manufacture qui décline. Là, on voit le chef industriel réduire son salaire de travail, réduire le salaire de ses ouvriers; si les ouvriers de cette manufacture consentent ainsi à une réduction quelconque de leurs salaires, ce n'est que pour un moment; ils veulent se donner le temps de chercher un meilleur salaire, 60 centimes valent toujours mieux que rien du tout, surtout lorsque tous les jours il faut payer le boulanger.

Lorsqu'un ouvrier tire sa subsistance d'un emploi qui n'occupe pas la plus grande partie de son temps, il accepte volontiers dans ses moments de loisir de donner le surplus de ses services pour un salaire moindre que la nature de son emploi ne le comporterait, pourvu que ce salaire satisfasse à ses autres besoins. Les ouvriers de la campagne qui sont cultivateurs et tisserands pendant les mauvais jours de l'année, demandent

ainsi de moindre salaires industriels que les ouvriers ordinaires. L'emploi d'un temps qui serait complètement perdu sans l'industrie du tissage, leur permet d'accepter ce moindre salaire; quand la propriété du sol est extrêmement divisée, l'ouvrier ne peut attendre de lui que sa subsistance; il faut que le travail de l'industrie lui procure ses autres besoins, et il donne ses services pour le prix qui les lui procure.

Le salaire de l'ouvrier varie d'un pays à l'autre en raison du temps que l'ouvrier passe au travail, ou au moins de la manière dont il occupe son temps. En effet, celui qui ne travaille que 8 heures par jour, ou qui ne fait par jour que le travail de 8 heures, ne doit pas trouver le même salaire que celui qui travaille douze heures; l'un de ces ouvriers pourvoit donc mieux à sa subsistance et à ses autres besoins que l'autre.

Le salaire des ouvriers varie aussi d'un pays à l'autre en raison de l'abondance des produits de la terre et de l'espèce de nourriture qui fournit à sa subsistance; le bas salaire qu'ils demandent dans ces circonstances annonce leur peu de civilisation, et leur privation des jouissances.

Le salaire des ouvriers varie aussi d'une province à l'autre dans le même empire. Ici c'est la différence du prix des subsistances qui en est la cause, et on la reconnaît encore dans la privation des jouissances. Une province qui paie de moindres impôts qu'une autre, voit toujours ses produits à plus bas prix et sa population est moins adonnée au travail.

Les corporations des arts et métiers, en restreignant le nombre des apprentis, en deman-

dant de leur part un long apprentissage, sous le prétexte de ne produire que des ouvrages parfaits, tandis que réellement elles entravent cette même perfection, en éloignant toute idée de perfectionnement, sont la cause d'une demande de salaire élevée; mais cependant ce salaire élevé n'est que la représentation des salaires perdus pendant l'apprentissage, ou que l'on a reçus insuffisants, pour couvrir toutes les dépenses qu'on a faites, pendant le temps qu'on y a passé.

Les hauts salaires des corps et métiers ne leur donnent pas lieu de s'approprier mieux ou en plus grande quantité les moyens de travail de la société, que ne le font les simples ouvriers; si leurs produits sont chers parce que leur main-d'œuvre est chère, ils vendent moins; et ils ne peuvent demander aux moyens de travail qu'ils emploient un plus haut salaire qu'il ne convient, sans éloigner les consommateurs qui restreignent alors leurs demandes au plus strict nécessaire.

Les corps et métiers, disons-le franchement, ont autant de consommateurs à fournir, n'en ont ni plus ni moins qu'ils ont d'ouvriers pour fournir à la consommation; si le nombre des consommateurs augmentait, ils devraient augmenter le nombre de ces ouvriers; si au contraire la consommation diminuait, il faudrait qu'ils diminuassent le nombre des ouvriers. Ainsi le salaire de ces ouvriers reste en toute hypothèse le même.

Quand une corporation vend cher ses produits, c'est-à-dire quand elle les vend, en y comprenant les frais d'apprentissage, car je ne puis comprendre qu'elle leur donne un autre prix, un

prix à volonté, à moins de croire qu'un directeur général ne le fixe pour chaque royaume, quand, dis-je, une corporation vend cher, cela est peu important pour la société. Est-ce que tous les produits de cette société ne se composent pas d'une multitude de produits fondus ensemble par la consommation, de sorte que le prix de tous en particulier, ne forme plus qu'un prix médium général de l'un de ces produits? ainsi si la corporation vend cher à cause de l'apprentissage, elle achète également plus cher, et tous ceux à qui elle vend ses produits vendent plus cher, parce que les salaires de tous sont proportionnés à la consommation qu'ils font.

Les ouvriers des villes, avons-nous dit, demandent des salaires plus élevés que ceux des campagnes, mais cela est de rigueur; ils tirent de la campagne leurs subsistance et les matières de leur industrie, ils ont à payer en sus les frais de transport; leurs loyers sont plus chers, leurs impôts plus élevés, il faut donc que leurs salaires le soient également.

Mais comme ces ouvriers des villes sont employés par des chefs d'industrie qui eux-mêmes et par les mêmes causes, demandent de plus forts salaires pour leur travail, tous les produits qui sortent de leurs mains doivent donc être sensiblement plus chers.

La ville renvoie donc à la campagne qui les achète, toutes les matières qu'elle en a tiré, travaillées et par conséquent augmentées du prix des salaires que le travail a rendu nécessaire; dans cette position, les manufacturiers de la ville ne font que recevoir un salaire pour leur ou-

vrage qui ne doit rester dans leur possession que jusqu'au moment où les ouvriers qu'elles emploient, consommeront des produits non travaillés de la campagne qui serviront à leur nourriture ou d'aliment à un nouveau travail.

Si les manufactures de la ville ne renvoient pas leurs produits travaillés dans les campagnes qui les environnent, mais y renvoient indirectement des produits d'autres pays, de pays très éloignés, c'est toujours la même opération que si elles y avaient envoyé leurs propres produits; car ceux-ci, pour avoir été détournés de la campagne et envoyés au loin pour être échangés contre d'autres produits, quand ceux-là paraissent à la campagne, ils sont la représentation des autres. Le salaire des ouvriers et des chefs d'industrie de la ville sont aussi bien contenus par représentation dans ces produits que s'ils étaient réellement le fait de leur travail.

Les salaires des ouvriers de la ville et de tous les chefs d'ateliers, quoique plus élevés que ceux de la campagne, ne sont aussi que la représentation de leurs subsistances.

Quand l'habitant des campagnes achète les produits des manufactures de la ville et de l'étranger à un prix élevé, il les consomme pendant ses travaux, le prix lui importe peu, s'il n'y trouve pas d'augmentation; mais, s'il en trouve une, cela déroute l'organisation de son économie, il faut qu'il compte avec lui-même pour ses travaux futurs. Comme tout ce qu'il a consommé fait partie du prix de ses produits, ce prix il l'élève, si tout ce qu'il a consommé a été à très haut prix, ou bien au moins il fait

tous ses efforts pour l'élever, il diminue sa consommation, et en diminuant sa consommation, l'habitant des villes produit moins, et les salaires baissent.

La campagne reçoit donc dans le prix de ses produits le salaire de ses ouvriers et de ses chefs d'entreprise, de même que la ville reçoit dans celui des siens le prix de son travail.

Le prix des produits consommés pour produire de nouveau se trouve renfermé dans le prix du produit nouveau. Le salaire des ouvriers est fixé suivant leur état au strict nécessaire, au nécessaire moyen, au nécessaire avec des jouissances, d'après le prix des productions; et le prix des produits est lui-même fixé par le prix des salaires: ainsi lorsqu'ils sont élevés chez une nation, il n'y a pas de motifs pour qu'elle ne consomme pas, car tout chez elle est relatif.

Et quant à cette élévation du prix des produits et des salaires particuliers à quelques nations, il est intéressant de rechercher si ce sont les prix des produits qui ont donné naissance au prix des salaires, ou si ce sont ceux-ci qui ont donné naissance au prix des produits; mais d'abord, il faut établir que l'un ou l'autre avait un prix. La terre, dans l'origine, a toujours donné plus que l'homme n'avait besoin, ses produits superflus n'avaient donc pas de prix; l'homme qui produisait ainsi plus qu'il ne consommait, pouvait ne pas mettre un prix à son travail; il a fallu que les chefs de tribus, de gouvernement, en demandant aux producteurs divers de la peuplade, en monnaie, la valeur de ce qu'ils produisaient de plus qu'ils ne consommaient, les forçassent les uns et les

autres à faire un prix de ce qu'ils échangeaient, afin de payer la taxe qui leur était imposée; les denrées reçurent donc les premières un prix quelconque, équivalant à l'impôt; et l'ouvrier demanda pour prix de son salaire le prix total des produits qu'il consommait; ainsi l'impôt est la cause du prix des produits et des salaires, et les prix de ceux-ci doivent varier en raison des impôts, sans influer en rien ni sur la production, ni sur le travail, qui restent dans les mêmes rapports.

Pour peu que l'on y fasse attention, on ne peut pas reconnaître un prix au produit sans en reconnaître en même temps un haut salaire. L'un et l'autre ont dû être simultanés, et c'était le salaire qui était destiné, comme ayant le premier accompli la fonction du travail, à régler le prix du produit.

Les hauts salaires des ouvriers des villes ne les mettent pas toujours à même d'acheter une plus grande quantité de travail que ne le font les ouvriers de campagne qui ont de moindres salaires; nous avons vu que leur nourriture leur arrivait chargée de plus de frais qu'elle ne coûtait à ces derniers, et la nourriture est la plus grande dépense pour les ouvriers, et que leur position était souvent malheureuse; mais si dans un moment donné, ils peuvent acheter plus de travail, on peut dire que moyennement, ils en achètent peu, au-dessus de ce qu'en achètent les hommes de la campagne qui n'ont point de chaumage. Si les ouvriers de ville trouvent quelque douceur dans le prix des productions des villes qui reviennent plus chères aux ouvriers de campagne, d'un autre côté, ceux-ci ont moins

de loyer à payer qu'eux, le chauffer plus abondant, un travail plus constant, ce qui est aussi une large compensation. Ainsi on peut regarder que les uns ou les autres à position égale d'intelligence ne sont pas dans le cas d'acheter plus de travail avec leurs salaires.

Les inégalités dans la durée du travail dans les villes donnent lieu à diminuer ou à augmenter le salaire des ouvriers. Ces inégalités sont le résultat de la stagnation ou de l'activité du commerce. Toutes les fois que le chef d'une entreprise diminue par suite de stagnation le salaire de ses ouvriers, il ne diminue pas dans la même proportion le prix de ses produits. Toutes les fois qu'il augmente le salaire de ses ouvriers par suite de l'activité du commerce, il ne les augmente pas autant, qu'il augmente le prix de ses produits; il en résulte que, par ce moyen, il vient à donner à d'autres une valeur en denrées qui lui coûte moins chère que celle qu'il en reçoit et qu'il augmente ses moyens de travail; or, ces inégalités étant infiniment rares dans la campagne, le fermier fait moins de fortune que le chef d'industrie de la ville, car quand il vend ses produits très chers, ce n'est qu'en raison de la petite quantité qu'il en a à vendre, laquelle quantité ne paie pas toujours sa dépense.

Les manufactures s'établissent plutôt dans les villes que dans les campagnes, malgré l'avantage qu'il y aurait d'y nourrir les ouvriers à plus bas prix, parce que les manufactures y trouvent rassemblés, non seulement toutes les matières dont elles ont besoin, mais encore des ouvriers de tous états qui leur manqueraient à la cam-

pagne, mais encore les connaissances nécessaires pour innover, inventer, des facilités pour la vente, etc., etc.

Les manufactures ne s'établissent pas plutôt dans les villes que dans les campagnes, en raison des moyens de travail, car les chefs d'industrie les trouvent partout où ils s'établissent, quand ils méritent confiance. Les forges emploient de grands moyens de travail, quoiqu'elles ne soient pas dans les villes ; d'autres industries également prospèrent dans les campagnes.

Les moyens de travail ne procurent pas à leurs possesseurs plus de salaires, lorsqu'ils les emploient dans les villes, que dans les campagnes, si on déduit des salaires des moyens de travail, l'amortissement des risques qui en fait ordinairement partie : ainsi ce ne peut être un motif pour établir les manufactures dans les villes.

Une manufacture bien conduite à la campagne peut faire produire aux moyens de travail qu'elle emploie, tout l'avantage que produit celle qui est à la ville. La circulation des moyens de travail, leur produit sont les mêmes. Le salaire de son chef d'entreprise devient seulement plus considérable, parce que sa dépense personnelle est moindre,

On s'imagine à tort que des encouragements forcés, donnés depuis longtemps à l'industrie des villes, sont la cause d'une accumulation de moyens de travail dans leur sein qui ne pouvant plus être employés, ont donné de moindres salaires ; la vérité est qu'il n'y a pas plus d'accumulation de moyens de travail dans ce siècle que dans le précédent, dans celui-ci que dans un autre, dans

les villes que dans les champs; mais qu'il y a plus d'ordre, plus de tranquillité dans chaque état; par conséquent plus de travail, et plus de moyens de travail. Quand la convention nationale établit la terreur en France, les moyens de travail disparurent tout-à-coup; personne ne consommait, ou on consommait le moins possible; le travail avait à peu près cessé; les travaux de la guerre seuls en alimentaient quelque reste. Quand la convention disparut, les moyens de travail, le travail reparurent; les moyens de travail ne se prêtaient encore qu'avec crainte. Aussi leur salaire était-il de 2 pour cent par mois; il y avait cependant en 1798 autant de moyens de salaire qu'en 1788 et en 1805, où les moyens de travail se prêtaient à 6 pour cent l'an; en 1805, s'il y en avait plus, la différence était insensible.

Les lois qui gênent l'emploi des ouvriers, qui les empêchent de passer d'une industrie en décadence à une industrie plus florissante, qui les empêchent de quitter une ville ou un village, où ils ne trouvent pas de travail pour en aller chercher ailleurs, sont très nuisibles à leurs salaires qu'elles réduisent au *minimum*, par la concurrence que ces ouvriers se font entre eux, pour trouver les moyens de vivre et anéantissent cette partie de la population avec le temps; leur ruine est une diminution de la richesse publique; c'est l'anéantissement d'une certaine quantité de moyens de travail, car ce qu'ils auraient pu consommer ailleurs aurait pu produire du travail, et la subsistance d'autres ouvriers qui souffrent de la disparition de ceux-ci.

Les moyens de travail sont dans cette occu-

rence moins demandés, et ceux qui les possèdent se trouvent sans salaire.

Tandis que ces lois proscrivent ainsi une partie de la population, dans d'autres lieux on manque d'ouvriers, et les salaires de ceux-ci sont plus élevés; dès-lors, les moyens de travail sont plus demandés et leurs salaires s'élèvent également, jusqu'à ce que la population accrue par l'effet même des hauts salaires ait établi une concurrence qui les fasse rentrer dans la limite ordinaire.

Les lois qui fixent les salaires, tuent l'industrie, l'émulation, le talent; en effet, si le prix des salaires est insuffisant, c'est l'anéantissement de la population qui ne peut plus vivre avec son salaire; si au contraire le prix est convenable, il suffit de paraître travailler pour gagner ce salaire; bien faire, mieux faire, avoir du talent est inutile, puisque le salaire ne porte plus la récompense qu'il devait donner pour ces qualités de l'ouvrier; ainsi le salaire suffisant pour l'ouvrier devient un salaire très élevé pour le chef d'industrie qui doit le payer, puisqu'il n'en tire pas la quantité d'ouvrage qui devrait en être la suite.

Pour fixer le salaire des ouvriers, des chefs d'ateliers, etc., au niveau de leurs besoins, il devient nécessaire avec un système de fixation de tarifer tous les objets dont ils peuvent avoir besoin; si l'un d'eux l'est trop haut, on ne peut l'acheter qu'en petite quantité; dès-lors; ce produit deviendrait trop abondant, et les producteurs de ce produit seraient sans travail; si au contraire ils sont trop bas, les ouvriers deviennent paresseux, à raison de la facilité qu'ils ont de sa-

tisfaire à leurs besoins; mais en outre, ils nuisent à la production qui se ralentit, parce que ceux qui produisent ne trouvent plus un salaire convenable.

La réduction du prix des choses pour tous les ouvriers par une fixation quelconque de ces prix, réduit en définitive leurs salaires; ainsi ils ne se trouvent pas en état de se procurer plus de choses qu'auparavant. Une pareille fixation n'est donc qu'une perturbation dans la société qui se termine par dépouiller ceux qui possèdent les moyens de travail, au profit de ceux qui ne les possèdent pas.

En résumé, les salaires du travail, et ceux des moyens de salaires, sont ce qu'ils doivent être dans toutes les sociétés bien organisées. Les inégalités qui apparaissent sont commandées par la situation des ouvriers et des possesseurs des moyens de travail; elles sont plus spécieuses que réelles, il n'y a que l'intelligence des ouvriers et des chefs d'entreprise qui puisse mettre quelque véritable différence à la valeur du travail et à celle des moyens de travail.

Ce n'est pas ce que communément on appelle richesse, mot vide de sens jusqu'à présent, qui peut affecter le salaire du travail et celui des moyens de travail, ce n'est point non plus la pauvreté d'une nation, mot qui n'a pas plus de sens que celui de richesse, qui peut agir sur eux. Ce sont seulement les impôts qui, marchant lentement, élèvent peu à peu le prix des produits, et également peu à peu les salaires, ou ce sont les impôts qui, frappant fort les producteurs, élèvent brusquement les salaires des ouvriers,

c'est le mauvais gouvernement d'une nation qui élève le salaire des moyens de travail.

Ce ne sont pas les salaires élevés ou bas des ouvriers qui forment la prospérité des nations, car les nations chez lesquelles ils sont les plus bas, sont les moins civilisées; car les nations chez lesquelles ils sont les plus hauts, n'ont pas plus de moyens de travail que les autres, quand elles sont uniquement occupées de leur approvisionnement intérieur.

Les salaires du travail sont pour chaque classe d'individus, fixés par leur aptitude à remplir leur emploi; l'intelligence des ouvriers y ajoute des jouissances; le prix des produits de l'industrie, quels qu'ils soient, donne celui du travail et des jouissances.

CHAPITRE XVI.



De la propriété et du morcellement des terres.

Nous avons vu comment les hommes, dans l'origine des sociétés, étaient tous propriétaires des terres qui fournissaient à leurs besoins. C'était le droit naturel qui alors consacrait leur propriété; mais dès lors que les uns furent chargés de fournir les besoins de la vie à ceux qui leur fournissaient les moyens de se vêtir ou qui ajoutaient quelque chose à leurs jouissances, la loi civile ou sociale détermina la possession exclusive des terres à ceux qui fournissaient les besoins de la vie. Elle étendit le droit de propriété des terres à ceux qui en purent être acquéreurs par suite

des moyens de travail qu'ils avaient accumulés dans les industries qui fournissaient des moyens de jouissances aux cultivateurs, mais à la condition tacite que s'ils ne cultivaient pas eux-mêmes la terre, elle serait cultivée par d'autres pour satisfaire aux besoins de la société.

Dans l'origine des sociétés, l'étendue de chaque possession était grande, et par conséquent les soins qu'on leur donnait étaient insuffisants, parce que la population existante alors, n'avait que des besoins correspondants aux produits des terres.

Mais quand la population se fut accrue jusqu'à ce point que les soins donnés jusqu'alors aux terres furent insuffisants pour satisfaire à tous les besoins, les terres furent divisées en plus petite portion; d'ailleurs la population des campagnes s'était accrue dans la même proportion que celle des villes, et il devint nécessaire de lui créer de nouvelles demeures, de lui donner une occupation. Or, quand les moyens de créer de nouvelles demeures n'existaient pas dans les campagnes, quand ceux qui pouvaient mettre en valeur des terres jusqu'à lors incultes n'y étaient pas davantage, il fallut recourir aux moyens de faire l'un et l'autre, qui existaient dans les villes; c'est ainsi qu'à notre avis la population urbaine est devenue propriétaire dans les campagnes.

Une cause qui encore fit participer la population des villes à la propriété des terres, se rencontra alors comme aujourd'hui. Tous les habitants des campagnes ne sont pas bons ménagers, quelques-uns se ruinent, alors leurs propriétés se vendent pour payer leurs dettes.

Une autre cause encore détermina la vente des propriétés de la campagne. Une nombreuse famille ou même des héritiers indirects nombreux existèrent. La vente de tout ce qui ne pouvait faire un lot pour chacun d'eux, car alors on ne songeait pas encore à diviser une propriété comme on l'a fait depuis pour faire la part de chacun des héritiers.

S'il est dans l'intérêt de tous d'être propriétaires de terre, car c'est là l'assurance la plus complète du bien-être de chaque individu, c'est bien par la division des terres qu'on peut arriver à cet état. Aussi les gouvernements sages ont-ils favorisé de tout leur pouvoir un ordre de choses aussi intéressant.

Les gouvernements ont intérêt que tous les individus d'une nation soient heureux, qu'ils jouissent du fruit de leurs travaux; ils favorisent cet état de choses quand ils permettent la division de la propriété; mais ils dépassent leur but quand ils permettent le morcellement des terres jusqu'à la plus petite fraction.

Si alors on voit d'un côté une production considérable, en même temps qu'une consommation considérable, on voit d'un autre côté qu'il manque quelque chose pour que tout soit au mieux, et que ce qui manque, doit par son absence, conduire le pays à la barbarie par l'ignorance.

En effet, le morcellement exagéré des terres a pour effet de rendre agricole toute la population et de détruire l'industrie. La population agricole serait donc plus considérable, mais la population industrielle disparaîtrait, et en même temps que

celle-ci disparaîtrait, les arts, les sciences qui ne pourraient pas être cultivés.

Le morcellement exagéré des terres ne peut donner à chaque famille, surtout en France et en Angleterre, qu'une si minime quantité de terre que leurs produits ne satisferaient qu'aux bes. .ıs de leur vie; chaque famille agricole devrait en outre produire tout ce qui entre dans ses autres besoins; elle devrait faire le drap, la toile, le cuir, les souliers; elle ne pourrait les demander à une classe industrielle, puisqu'elle ne pourrait pas lui fournir le blé nécessaire à son existence; car le soin le plus impérieux de chaque famille, pour se maintenir entière, serait de conserver le travail et la production pour elle; en devenant industrielle en partie, elle consommerait ce qu'elle produirait de plus que ce qui serait nécessaire pour les besoins de la partie agricole de la famille par la partie industrielle de la famille; elle n'aurait donc rien à amener sur le marché.

Examinons attentivement ce qui a lieu par l'effet d'un tel morcellement.

Chaque famille a un petit lot qu'elle doit faire valoir ou qu'elle doit louer à quelqu'un, si celle-ci n'a pas la capacité de le faire valoir; si elle le fait valoir elle-même, elle doit bêcher ses terres au lieu de les labourer; car elle ne peut entretenir de bœufs ou des chevaux. Cette opération de bêcher consomme beaucoup de temps; il faut aussi qu'elle en consomme beaucoup pour rentrer la récolte avec les bras; elle devra aussi battre ses grains, on voit donc qu'elle a peu de temps à donner à d'autres travaux. La récolte

fournit la subsistance à la famille, ainsi que la semence; si elle a un excédant, elle ne peut le vendre, puisque tout le monde est dans la même position qu'elle. Elle ne produira donc plus au-delà de son nécessaire pour ne pas avoir à faire un travail inutile, et alors, elle deviendra son cordonnier, son tailleur, son fabricant; dans cet état, elle ne produit que ce qu'elle consomme, tous ses travaux n'aboutissent qu'à sa consommation. L'état ne saurait lui demander un impôt sans lui nuire essentiellement. L'impôt qui alors devrait être en nature, lui enlèverait sa subsistance.

Maintenant nous supposons que cette famille loue quelques terres qu'une autre famille ne saurait faire valoir; nous disons qu'elle ne peut les faire valoir, parce qu'elle ne peut trouver les bras qui lui sont nécessaires, chacun étant occupé dans sa petite exploitation; employer des chevaux serait diminuer le produit des terres cultivées à la bêche qui est toujours plus abondant que celui des terres labourées avec les charrues; ce serait exploiter plus de terres pour n'avoir qu'un peu plus de produits qu'une moindre quantité de terres aurait procurée; il faudrait d'ailleurs pourvoir à la nourriture des chevaux dont la dépense serait considérable s'ils n'étaient occupés pendant toute l'année; le loyer serait encore à payer, et elle le paierait avec du blé en échange du travail que la famille non exploitante de terres aurait fait pour elle.

Nous ne voyons pas que dans cet ordre de société, il existe plus de travail que dans l'ordre actuel. Le bonheur de chaque famille y est su-

bordonné comme il l'est actuellement à son activité, à son intelligence; indolente, cultivant sa propre terre, elle peut être dans la misère; indolente, joignant à ses terres celles d'autres familles, elle peut n'être pas dans la position d'en payer le chétif loyer, ni de fournir à l'état les moyens d'entretenir des services publics.

Nous observons d'ailleurs que dans la supposition admise, la culture de cette famille est bornée à ce qui est nécessaire pour sa subsistance et celle du propriétaire qui loue sa portioncule, qu'elle n'a point de moyens de vendre au marché un excédant quelconque, puisqu'il n'y a point d'acquéreurs, et qu'elle restreint ainsi sa culture au nécessaire des deux familles.

Il est évident qu'un pareil ordre de choses rapetisse l'intelligence, qu'elle l'émousse, que l'inertie la plus complète doit en être le résultat, et que le travail en déclinant doit successivement amener la misère et la dépopulation.

La civilisation, les arts, les sciences doivent disparaître du pays où le morcellement des terres serait porté à un tel point que chacun ne pourrait faire autre chose que de pourvoir à ses besoins; qui donc pourrait donner du temps à l'étude? qui pourrait consacrer son temps au maintien des lois, à la sûreté de l'état, à l'administration de la société? qui pourrait fournir aux frais des grandes routes, faire un commerce intérieur ou extérieur? où en seraient les moyens?

Celui qui louerait son petit lot de terre ne consommerait que le produit de cette terre; il devrait, comme chaque famille agricole, se procurer par lui-même ses autres besoins, et alors

même qu'il existerait une multitude d'êtres dans la même position, tous seraient dans un état aussi précaire.

Quand tous les hommes sont propriétaires, quand tous ne le sont que d'une quantité exiguë du territoire, alors même qu'ils sont propriétaires, ils ne sont pas riches; ils sont véritablement tous pauvres; la richesse est la comparaison relative entre les moyens de travail que les uns possèdent et ceux que les autres ne possèdent pas, ou plutôt entre le travail demandé et terminé que les uns peuvent offrir et que les autres ne peuvent fournir.

Chez les anciens Romains, la division ou le morcellement des terres était infinie; aussi n'y avait-il point de commerce chez eux, point de manufactures, et pour se procurer ce qui leur manquait, il leur devenait nécessaire de piller les nations voisines qui étaient plus avancées qu'eux en civilisation.

La division des terres avait d'ailleurs pour les Romains un avantage qui échappe aux nations de l'Europe, celui de suppléer l'impôt en obligeant au service personnel dans les armées, tous les propriétaires qui alors ne recevaient point de solde pendant leurs campagnes.

La trop grande division des terres n'est pas favorable à l'augmentation de la population. Leurs propriétaires, toujours pauvres, comme l'expérience le prouve, sont hors d'état d'élever leurs enfants et de les soigner convenablement.

Elle n'est pas favorable au développement du travail; quand on n'a pas de moyens d'exploitation, ou quand on n'en a que de faibles, on

n'améliore pas. Les améliorations en culture sont une augmentation de travail.

Mais quand un pays divisé en petites parcelles, présenterait au premier abord une nombreuse population, qu'en résulterait-il d'heureux pour la société? l'Irlande ne nous le dit-elle pas; chacun consomme ce qu'il produit, ne donne qu'un faible excédant pour les villes qui ne peuvent entretenir des manufactures.

Mais, si nous ne voyons que misère, absence du travail dans un morcellement immodéré des terres, nous voyons autant de misères, autant de travail perdu pour la société dans les grandes propriétés qui sont et mal cultivées; et mal gérées; la moyenne propriété seule peut procurer à la société tous les avantages qu'elle doit attendre d'une nombreuse population, par son travail, par son intelligence, par la force même qu'elle peut mettre à sa disposition dans les jours de crise; ajoutons qu'une telle population est amie de l'ordre, qu'elle redoute les révolutions.

Là où les propriétés sont morcélées convenablement, là existent des villes nombreuses, de grandes manufactures; les villes peuvent exister par les campagnes, les campagnes par les villes. La concurrence des besoins des villes donne aux denrées leur véritable prix, encourage les productions, et prépare un accroissement de population et de travail; ainsi elle est avantageuse à la société. Tous ces gens de campagne, auparavant sans industrie, qui ne formaient qu'une population inutile à la société, qui ne vivaient que pour eux, qui n'ajoutaient rien au travail et aux moyens de travail de la société,

travaillent alors pour d'autres et pour eux.

L'agriculture est toujours plus active, plus brillante autour des grandes villes que là où il n'en existe pas. La qualité du sol n'est pas un obstacle à sa prospérité; ceux qui le cultive, quels qu'ils soient, sont moins misérables, ont plus d'intelligence que ceux qui cultivent des terres de même étendue et plus fertiles, loin des villes.

Les terres morcelées en très petites parties ont une valeur plus considérable que les terres qui sont d'une plus grande étendue, par la raison que ceux qui en consomment les produits n'ont plus à faire les frais de transport au marché, que leurs produits sont plus considérables; ces frais de transport, épargnés par la consommation immédiate des produits, élèvent naturellement la valeur nominale des terres dont les produits n'ont plus à les supporter; la quantité de leurs produits n'est que le résultat du travail qu'elles ont commandé.

Une loi qui déterminerait que pour cause d'utilité publique, toute propriété privée qui serait au-dessous de trente francs de revenu, pourrait être réunie aux propriétés contiguës, moyennant le remboursement du prix principal et des frais d'achats, rendrait un grand service aux propriétaires de ces petit lots de terre, en leur permettant ainsi, en les forçant même de se libérer des hypothèques auxquelles ces petites portions de terres sont soumises. En liquidant ainsi leurs propriétaires, on ferait leur bonheur, ils ne posséderaient peut-être plus de terre, mais ils n'auraient plus de dettes; ils n'auraient plus

à payer sept à huitpour cent d'un fonds de terre qui ne leur produit avec leur travail que quatre ou cinq pour cent au plus, qui les laisse à la fin de chaque année plus misérables qu'au commencement.

Quand les lots de terre sont très petits, chacun s'imagine facilement pouvoir les payer avec son travail; mais il n'en est pas ainsi : le prix de l'argent emprunté enlève et le revenu de la terre et plus que le travail du propriétaire, on ne se peut donc libérer de la dette, et on succombe sous le faix de la misère.

Ainsi, en définitive, le morcellement trop grand des terres n'est pas un avantage pour un état, puisque sa population ne s'en accroît pas, n'est pas un désavantage puisqu'elle ne diminue pas. Ici, nous admettons la chance la plus heureuse; il n'est pas un avantage pour lui, puisque les arts, les sciences ne peuvent plus avoir une population qui s'en occupe; il n'y a pas plus de travail, ni plus de moyens de travail; il y en a autant, mais ce travail reste sans émulation, puisqu'il ne conduit qu'à la satisfaction des besoins de la famille; l'état est faible.

Le morcellement modéré porte avec lui toute espèce d'avantages; la concurrence, l'émulation, le développement des arts et des sciences, l'accompagnent; la nation est forte. La population tend de jour en jour à s'accroître par les améliorations de la culture.

Les grandes propriétés sont nuisibles, parce que, mal administrées, elles ne peuvent suffire à fournir aux besoins de la population; parce qu'en

ne fournissant pas d'une manière suffisante à tous les besoins, la population ne s'accroît pas comme elle aurait pu le faire si elles lui avaient procuré des moyens d'existence.



CHAPITRE XVII.



De la rente ou fermage des terres.

La propriété des terres est fondée, ainsi que nous l'avons dit, sur l'état de société qui lie les hommes entre eux pour se procurer la plus grande somme de bonheur. On voit poindre ce droit de propriété chez les peuplades sauvages de l'Amérique, dans les cantonnements qu'ils se réservent exclusivement pour leur chasse ; ce droit de propriété est plus évident encore chez les hordes errantes de Tartares qui ont leurs cantonnements de pâturage périodique que nul ne peut envahir sans que la guerre ne s'en suive.

Plus les peuples se sont policés, plus la propriété du sol s'est divisée ; alors il ne s'agissait plus de jouir des fruits spontanés qu'il donne, et il a fallu le travailler pour obtenir de lui de plus grands produits, et la valeur du travail qui lui avait été donnée est devenue sa valeur, de même que le travail donné à une matière première, telle que le bois, lui donne une valeur :

hors toute valeur s'exprime par un prix, mais ce prix n'a pu être le même dans tous les temps. L'Américain, qui dans les premiers temps cultivait la terre près de New-York, terre qui ne lui coûtait qu'un minime prix d'achat, où une très légère rente, la vendait dix ans après, je suppose 100 fr. l'arpent; et il allait plus loin, en mettre en valeur d'autres qui ne lui coûtaient rien, tandis que l'acquéreur de son premier défrichement le portait à la valeur de 200 fr. par des travaux plus parfaits; ainsi la terre a dû accroître de valeur, tant que des travaux additionnels l'ont mise en état de produire de plus belles récoltes, ou des récoltes plus avantageuses que celles qu'elle produisait.

Ainsi maintenant, le prix d'une terre est la valeur de tous les travaux qui l'ont mis en l'état de culture que nous lui connaissons actuellement.

Mais la terre ne reste pas toujours à ceux qui l'ont mise en valeur. Le caprice, les arrangements de famille, un défaut de conduite, des échanges multipliés dans lesquels on donne beaucoup pour recevoir peu, l'arrangement social qui veut que les uns possèdent la terre pour en donner les produits en échange de ceux que fournissent d'autres industries, forcent presque tous les hommes à s'en défaire et à la vendre.

Ceux qui l'acquièrent sont ceux qui ont les moyens de travail, qu'une longue et adroite industrie leur a procuré; ils donnent donc ces moyens d'industrie à ceux qui possédaient les terres en échange de la terre.

Mais ceux qui ont perdu les moyens de garder la terre qui leur appartenait, sont en même pro-

portion que ceux qui ont gagné les moyens de l'acquérir, ou au moins, si le nombre n'est pas le même, les moyens de travail gagnés par les uns, sont égaux à ceux perdus par les autres, d'où il arrive que chaque année à peu près, les moyens de travail ne pouvant s'accumuler que dans une même proportion, les ventes de propriété n'ont lieu également que dans la même proportion.

C'est ce qui nous rend raison de l'obstacle que la convention a éprouvé à vendre pendant la révolution de France les biens ecclésiastiques et d'émigrés ; les moyens de travail ne s'accumulaient en aucune main pour pouvoir les acheter, parce que le travail manquait et les prix des ventes de ces biens auraient été moindres encore, si les valeurs données en échange n'avaient pas été discréditées, ou si les valeurs existantes sur ces biens n'avaient donné par la vente qu'en faisaient leurs acquéreurs, les moyens de payer leur acquisition.

Ce n'est donc que, parce que la propriété des terres passe successivement des mains de ceux qui ont perdu leurs moyens de travail dans celles de ceux qui les ont gagné, que cette propriété conserve la valeur des travaux qui lui ont été affectés.

Il faut que cela soit ainsi, parce qu'en France, par exemple, la propriété foncière étant de cent milliards, il est impossible de dire et de voir où l'on trouverait ces cent milliards pour la payer si tout était à vendre; il faut nécessairement recourir, pour avoir une explication suffisante, à la formation successive, non pas de nouveaux moyens de travail, mais des moyens circulants

de travail s'accumulant chaque année chez quelques individus, tandis que d'autres perdent ces mêmes moyens de travail. C'est une circulation de richesse et de pauvreté qui a lieu alors.

Dans la vente d'une propriété de terre, voici ce qui arrive : celui qui vend, vend la valeur du travail qui a rendu la terre productive ; celui qui achète donne en paiement les moyens de travail que la terre a produits et qu'il a rassemblés en sa puissance ; de sorte que, lorsque le marché est complètement terminé, il n'y a rien de perdu ni de gagné pour la société, puisque celui qui a reçu les moyens de travail de l'autre, peut acquérir une autre terre, de même que celui qui a acquis une terre peut retrouver les moyens de travail en la vendant.

C'est par une perpétuelle représentation des moyens de travail réunis successivement et en différents temps, dans des mains différentes, que la totalité des terres chez une nation peut être acquise successivement.

Annuellement il n'en peut être acquis que jusqu'à concurrence des fermages de ces terres qui se réunissent par la circulation en moyens de travail.

Toutes les parties du sol s'acquièrent successivement par les mêmes moyens de travail qui se réunissent tous les ans en quelques mains ; mais qui ne peuvent cependant servir chaque année qu'à acheter une partie du territoire.

Le fermage que les propriétaires demandent et obtiennent, est le salaire du travail employé dans l'amélioration, le défrichement du sol ; ce fermage est égal au salaire qu'ils auraient de-

mandé, s'ils l'avaient cultivé. En prêtant leurs terres aux fermiers, moyennant un salaire, ils font le même acte que les possesseurs des moyens de travail qui retirent un salaire de ces moyens en les prêtant. Les propriétaires prêtent aussi des moyens de travail qui sont contenus dans la terre qu'ils prêtent aux fermiers; ces moyens de travail sont ceux qui ont été employés pour lui donner de la valeur en la mettant en culture.

Dans les temps anciens, le fermage n'était pas à prix d'argent, mais une quantité des produits du sol, équivalente à la rente des moyens de travail qui l'avaient mis en valeur; ce n'est que chez les peuples civilisés qu'on a admis le fermage en argent.

Ce fermage n'est pas le plus haut prix que la terre puisse rendre en revenu, de même que le salaire des moyens de travail, prêté à un chef d'entreprise n'est pas le plus haut qu'on en puisse recevoir. Le fermage est plus que ces prêts, dégagés de tous les amortissements, de tous les risques, de tous les embarras que l'exploitation des terres et des moyens de travail entraîne, qui constituent une partie du salaire de l'entrepreneur agricole ou industriel, et qui se joignent ordinairement au salaire qui leur est dû pour leurs propres moyens de travail qu'ils emploient dans le développement de leur industrie.

Le fermage s'établit d'après le prix courant des denrées ou produits de la terre; généralement pour les terres d'une fertilité moyenne, on prend le tiers de sa production pour sa fixation, un autre tiers est réputé suffisant pour les frais d'exploitation, car ces frais d'exploitation suivent

toujours le prix courant médium des produits de la terre; quand les uns augmentent, les autres ne sont en arrière, ni au-dessus, parce que leurs prix sont composés de celui des produits de la terre; le dernier tiers est le salaire du fermier; son travail, son intelligence, ses moyens de travail y trouvent leur récompense; c'est par son moyen qu'il pare aux risques que les intempéries des saisons lui procurent.

Pour la terre très fertile, le propriétaire reçoit un fermage plus considérable, que pour celles qui sont d'une très petite qualité, eu égard à ses dépenses primitives, c'est un avantage que lui procure l'augmentation de la population du pays. Le fermage des terres les plus pauvres est toujours le revenu des frais faits pour leur mise en exploitation; c'est la croissance de la population qui dirige l'industrie agricole vers leurs cultures. Elles établissent le cours des fermages des terres qui leur sont supérieures en qualité, de même que les mines d'or ou d'argent les plus pauvres établissent la valeur des produits des mines les plus riches. Le fermage est le résultat du prix du produit de la terre, il est composé de tout ce qui est au-dessus des frais nécessaires pour produire et des salaires des fermiers.

Si le fermage n'existait pas à peu près dans ces conditions, si le propriétaire en retirait une plus forte part qu'il ne convient, le fermier perdrait à la longue avec lui une partie de ses moyens de travail; il se ruinerait, et le propriétaire deviendrait plus riche de tout ce qu'aurait perdu son fermier avec lui.

Si au contraire le fermier ne payait pas autant

qu'il le doit pour son fermage, le fermier acquérerait les moyens de travail que devait recevoir le propriétaire qui se ruine, lentement il est vrai, tandis que le fermier posséderait de plus grands moyens qu'il n'aurait dû. Une terre améliorée doit un fermage, une terre non améliorée, mais en culture, le doit également, mais l'un le paie plus fort que l'autre, parce que la dépense pour l'amélioration, a été plus considérable que pour la mise en culture. Les terres non encore mises en culture, comme celles de l'Amérique, ne paient pas de fermage, parce qu'on n'y a fait aucune dépense. Mais dès que l'on y en fait, aussitôt elles acquièrent un prix de fermage, et ce prix s'élève en raison de la population qui vient s'établir auprès, et en même temps des travaux plus considérables que l'on y fait pour obtenir de meilleures récoltes.

Quand les améliorations d'une terre ne sont pas faites aux frais des propriétaires, il n'y a pas de doute qu'il n'a pas droit ni sujet de demander un plus fort fermage que celui qu'il recevait auparavant; cependant il faut considérer que ces améliorations ne sont souvent produites et demandées par les fermiers qui les exécutent, que parce que la population croissante a élevé le prix des produits de la terre, de manière que le fermier voit d'une manière nette que, s'il peut lui faire produire un quart de plus qu'elle ne produisait, il y a un avantage immense pour lui à l'améliorer; mais il n'obtient de son propriétaire la permission qu'il lui demande à cet égard qu'avec des concessions que celui-ci lui fait; ainsi continuation du bail sur le même pied qu'aupara

vant, quoique les produits soient augmentés de prix, prolongation du bail à quinze ou dix-huit ans, pendant lesquels le propriétaire ne doit pas profiter de toute la hausse de produits, quoique cette hausse soit annuelle et forcée.

Ainsi quand le propriétaire ne contribue pas d'une manière patente, actuelle, à l'amélioration des terres, il y contribue d'une manière détournée, et tout ce qu'il ne reçoit pas fait tout autant que s'il recevait un plus fort fermage pour payer les améliorations; ainsi quand le bail expire, il a droit à une augmentation pour les moyens de travail, même qu'il a fournis à l'amélioration des terres.

Ainsi avec le temps, toutes les fermes paient aux propriétaires un fermage équivalent aux dépenses faites par eux ou leurs devanciers pour mettre en culture et améliorer les terres qui en font partie.

Peut-être même, il peut se faire que les propriétaires demandent aux fermiers en équivalant de leurs concessions un fermage plus considérable qu'ils ne devraient le faire. Mais alors ce qu'ils font leur est dicté par la vue des risques qu'ils courent de perdre. Si le fermier est inhabile dans son opération, ce surcroît de fermage est un amortissement des risques du non paiement du fermage ordinaire. Des terres non cultivées produisent aussi un fermage à leurs propriétaires; ainsi les terres dans les montagnes, et dans des pays encore mal cultivés, comme la Bretagne, la Sologne, les Landes; mais ces fermages sont peu de chose, et ne sont souvent que la représentation du fermage des constructions,

des risques des troupeaux et de leur nourriture, des frais faits pour la conservation de la propriété; frais qui, pour ne pas être annuels, n'en sont pas moins réels pour chaque année. D'une part, l'impôt, d'une autre, les frais de garde, et ensuite les procès qui peuvent survenir pour des propriétés toujours mal limitées, justifient le salaire qu'on en doit retirer.

Le fermage des terres s'établit en tout pays par le prix des produits qui est le résultat de la population et de l'impôt.

La demande des produits de la terre est constamment établie par la population existante; or, si on suppose une nation qui voit augmenter sa population d'un 165eme par année; il faut nécessairement que les produits augmentent d'un 165eme ou que le prix de ces produits augmente d'autant, puisque les fruits de la terre sont demandés pour une plus grande part que celle qu'elle produisait; chaque ferme de 3,000 fr. devrait donc produire au propriétaire 20 fr. de fermage de plus par chaque année.

Mais l'augmentation du fermage ne suit pas toujours cette dernière marche; parce que le fermier ne produit que ce qui est demandé; quand la demande est plus forte, il produit davantage; en ne faisant pas une plus grande dépense, et en produisant davantage, le prix des produits baisse si la population ne s'est pas augmentée, et il ne fait pas plus d'argent qu'auparavant de ses denrées; ainsi le propriétaire ne peut augmenter son fermage.

Le fermier a raison de ne faire que ce qui est demandé, car s'il agissait autrement, il produirait

sans avoir la faculté de vendre l'excédant de ses produits et ne ferait pas même les frais que cet excédant lui aurait imposés. Comme on le voit ici, le propriétaire ne peut demander un plus fort fermage, quand il n'y a qu'une augmentation de la quantité des produits des fermiers sans augmentation du prix.

Cette demande des produits de la terre a décidé les hommes à passer de la culture des terres les plus fertiles à celles des terres médiocres : elle les portera encore à celles des très mauvaises terres.

Ainsi on cultive les terres médiocres parce que le prix de la demande de leurs produits s'élève à tout ce que le propriétaire a droit de retirer de leur mise en culture, de la dépense du fermier et de son salaire.

Les terres fertiles et très fertiles voient donc augmenter le fermage qu'elles donnent, puisqu'on peut les cultiver avec de moindres frais que les terres médiocres, puisque leurs produits étant aussi demandés, augmentent de prix.

Ici, il faut observer que les impôts font le prix des produits de la terre, comme ils font ceux des produits manufacturés. La main-d'œuvre du fermier, tous ses frais sont payés par le prix du blé; son salaire et celui du propriétaire sont également payés par le prix du blé ; mais c'est la demande qui met le prix en équilibre avec les impôts ; c'est la nécessité où on est de payer le produit aux prix de revient, réglé toujours par les consommations faites, dont la valeur est uniquement composée d'impôts, pour les mauvaises terres auxquelles on est obligé de recourir

par l'excès de la population qui détermine leur exploitation. C'est alors une quantité du travail de l'atelier qui s'échange avec une quantité de travail des champs nécessaire à la nourriture, pour faire ces travaux ; et la terre produit ainsi tout ce qui est nécessaire pour faire subsister les hommes qui la cultivent et les hommes qui travaillent dans les manufactures.

L'impôt foncier, soit qu'il soit perçu directement du propriétaire ou indirectement du fermier, n'entre point dans le prix des produits de la terre et n'enlève rien au fermage du propriétaire qui, lorsqu'il le paie, en retire la contre-valeur dans le prix des produits de son fermier.

Quand les terres de la moindre qualité sont exploitées, il faut nécessairement que la valeur de l'impôt foncier soit imputée aux produits qu'elles donnent, de même que les frais de leur culture, autrement on ne les cultiverait pas, et alors elles ne paieraient qu'un impôt proportionnel au genre de produits qu'elles donneraient.

Dans l'origine, la propriété a été chargée d'un impôt en nature, nous l'avons connu sous le nom de dîme ; il était pris à la vérité sur le fermier; mais de fait, c'était le propriétaire qui le payait; ce qui le prouve, c'est que depuis que la France ne le paie plus, les propriétaires s'en sont prévalu pour augmenter en partie leur fermage, indépendamment des autres circonstances qui ont concouru à cette augmentation.

La partie d'impôts qu'ils paient d'ailleurs, ils savent fort bien depuis longtemps qu'ils doivent les payer : ainsi quand ils achètent une ferme, ils ne l'achètent point sans charge d'impôts; ils

ne paient pas le capital de l'impôt foncier capital dont la rente sert à payer cet impôt; par conséquent, le revenu qu'ils reçoivent à cet égard de la partie de leurs terres qui représentent ce capital, est la part d'impôt de leurs biens; cela est tellement vrai, que si demain, par impossible, on détruisait l'impôt foncier, toutes les propriétés territoriales augmenteraient de prix, sans que, pour cela, les fermages augmentassent.

L'impôt foncier actuel est l'équivalent du cens qui a toujours été prélevé en France sur les terres. Le fermage des moindres terres, rendu nécessaire par la demande des produits de la terre, assure le fermage plus élevé des terres les plus fertiles; c'est ici le même effet qui existe dans l'exploitation des mines d'or, la possibilité de l'exploitation des mines les moins riches assure de plus hauts salaires pour celles qui sont très riches.

On retire aussi des fermages des marais les plus déserts, mais souvent ces fermages sont confondus avec les salaires des moyens de travail qu'on emploie pour se procurer les bestiaux qui doivent vivre sur ces marais; le fermage de ces marais n'est presque rien, tandis que le salaire des moyens de travail est presque tout.

Si la qualité des pâturages augmente par l'effet des améliorations, le fermage augmente en même temps, par la raison, que, pour obtenir un bon pâturage d'un terrain humide, il faut le travailler et y faire quelques dépenses; c'est donc cette dépense qui nécessite le fermage, qui est la rente des moyens de travail employé dans l'amélioration.

Un bon pâturage qui est enclos, est loué

encore plus cher qu'un autre qui ne l'est pas, parce que la clôture qui est une dépense, dispense de la garde des bestiaux, qui est une autre dépense moins chère, mais plus assujettissante.

Des terres très divisées donnent un fermage plus considérable que de grandes pièces de terre louées à un seul fermier, parce que, outre qu'elles sont mieux cultivées, celui qui les exploite a moins de frais à faire pour en vendre les produits qu'il consomme chez lui.

Les prix de fermage se débattent entre les propriétaires et les fermiers, sur ce principe que les uns ont besoin de louer leurs terres autant que les autres ont besoin de prendre en location des terres pour développer leur industrie. Or, le prix des denrées sert aux uns et aux autres de règle pour la demande et l'offre du fermage. Quelque désir que le fermier ait de se placer, il ne prendra pas une ferme à plus haut prix qu'il ne convient, s'il a devant lui quelques avances, car il ne voudra pas s'exposer à les perdre, et le propriétaire ne voudra pas de son côté, s'il entend bien ses intérêts, donner sa ferme à un homme qui n'aurait pas les moyens de l'exploiter, et qui ne lui offrirait pas les garanties suffisantes pour le payer pendant tout son bail; ainsi le prix de ferme se règle convenablement par ces considérations réciproques.

Les bois donnent un revenu par leur exploitation; ce revenu est la représentation des impôts et des intérêts composés des impôts auxquels ils sont assujettis pour tout le temps qu'on les a conservés sur pied, ainsi que des frais de garde et de leurs intérêts pendant le même temps. Tout ce qui

est au-delà est un salaire pour le propriétaire en raison de sa bonne administration, est le salaire des moyens de travail qu'il a employés pour mettre ses bois en bon état de production. Leur revenu est déterminé par le fermage des terres cultivables ; s'il était moindre à qualité égale de fertilité, on arracherait les bois, quand la loi n'y met pas un invincible obstacle.

Le prix des bois est-il réglé par la demande comme le prix du blé et des autres produits des terres mises à ferme? je crois que oui; en effet, les bois les plus près des consommateurs et qui sont au milieu d'un plus grand nombre de consommateurs, sont toujours payés plus chèrement, abstraction faite des frais de transport, que ceux qui sont éloignés.

Le prix des bois est aussi réglé par le produit en revenu que donnent ceux qui sont éloignés des grands centres de consommation, revenu qui alors est analogue à celui que donne la mise en culture des plus mauvaises terres, puisqu'il faut toujours que le propriétaire retire ses frais de gérance.

Des bois qui se trouvent, je suppose, en même proportion, vis-à-vis d'une grande et d'une petite population, n'ont pas un prix égal, parce que dans une grande population, il y a une consommation plus grande, en raison du grand nombre de riches qui en font partie, que dans une petite population où toutes les dépenses sont réduites à leur *minimum*.

Les fermages des terres sont toujours plus élevés dans les environs des villes qu'ailleurs, parce que les améliorations d'une part y ont été

plus chèrement payées, les ouvriers des environs des villes se faisant payer leurs salaires à un prix plus élevé qu'ils ne feraient, s'ils en étaient plus loin, parce que les frais de transport sont moindres pour les fermiers, les pertes de temps moins prolongées, la connaissance du prix des marchés plus certaine, plus fréquente, ce qui les met à même de saisir les bons moments pour la vente; quelques-uns de ces avantages tournent donc au profit des propriétaires qui souvent, comme par exemple pour les canaux et les rivières que l'on rend navigables, contribuent par leurs impôts à faciliter les voies d'exportation ou de transport qui donnent lieu au bon prix des produits à l'avantage des fermiers et des consommateurs.

D'ailleurs partout où le propriétaire tire de bons fermages de sa terre, le gouvernement lui fait payer des impôts équivalents; une terre louée 60 fr. l'hectare, paie au gouvernement au moins 10 fr., tandis qu'une terre louée 6 fr. l'hectare, qui devrait dans la proportion payer 1 fr., ne paie que la moitié de ce franc.

Les salaires du propriétaire, ceux des fermiers et leurs dépenses d'exploitation, sont payés par la demande qu'on fait des produits de la terre. Si ces salaires devenaient insuffisants par la cessation d'une demande égale à la production, ce qui ne peut avoir lieu que par une diminution de la population existante, les propriétaires n'emploieraient plus les fermiers et prendraient leurs places. Si les propriétaires devenus fermiers ne trouvaient pas leurs salaires et leurs dépenses dans la demande de leurs produits, ils ne pro-

duiraient plus que pour eux ; il y aurait donc de plus en plus diminution de population.

Quand un fermier prend des terres à loyer, il doit avoir la liberté d'y cultiver ce qui lui paraît devoir lui produire le plus, car il ne doit envisager dans sa culture que le haut produit, et il rend ainsi service à la société en rendant moins rare pour elle, ce qui serait plus rare sans cette industrie du fermier, et dès ce moment là elle paie ce produit moins cher. En s'adonnant donc à cette culture profitable pour lui et en cessant de pratiquer les autres cultures, il rend celles-ci plus avantageuses aux autres fermiers qu'elles ne le seraient, s'il avait continué d'être un de leurs concurrents, et la société ne paie pas sensiblement leurs produits plus chers, ce qui lui devient à peu près indifférent.

Les cultivateurs qui ont des terres peu riches y emploient moins de travail, moins de moyens de travail que ceux qui occupent des terres riches; leurs salaires sont également moindres, ainsi que ceux des propriétaires; il faut néanmoins qu'ils vendent leurs produits à plus haut prix que ne valent ceux des bonnes terres pour établir leur balance, parce que la quantité de ceux qu'ils récoltent se trouve également moindre, c'est cette circonstance qui fait l'avantage des bons fermages pour les terres riches.

Un hectare de prés se loue souvent plus cher dans quelques localités qu'un hectare qui rapporte du blé, tandis au contraire qu'ailleurs l'hectare à blé se loue plus qu'un hectare en prés; mais nous avons dit que c'était la demande qui réglait, indépendamment des impôts, le prix

du produit. Si donc il y a une grande demande d'herbe dans un lieu, parce qu'il y a aussi une grande demande de bestiaux gras, et si la proximité des débouchés est voisine, les prix doivent être chers, tandis que de l'autre côté, ils doivent être à plus bas prix faute de demande, tandis que le prix du blé reste dans les deux localités à peu de distance l'une de l'autre, parce qu'il y est également demandé. Dans la vallée d'Auge, les prés se louent chers par la proximité de Paris où les bœufs engraissés sont transportés à peu de frais. Dans le Cantal, les prés sont moins chers, parce que les bœufs engraissés ne peuvent arriver à Paris qu'à grands frais; la demande des produits influe donc ici sur le prix des fermes et des pâturages.

Au reste, le prix d'un pâturage excellent est fixé par cette règle éternelle de l'exploitation possible du plus mauvais pâturage. Si ceux-ci n'existaient pas, bien certainement le nombre des bestiaux engraissés par les bons seraient insuffisants pour la consommation et par conséquent d'un prix très élevé. Il arrive donc ici ce qui arrive aux bonnes terres en culture, c'est que le fermage du pâturage excellent, est dépendant de l'usage du plus mauvais qui doit toujours représenter tous les frais de dépense de l'exploitant.

La population croissante règle tellement le prix des produits des fermes, que pour fournir à ses besoins, le cultivateur est obligé de développer toutes les richesses de son art pour arriver à cette fin; j'en ai pour preuve des baux de plus de huit cents ans pour une ferme composée de

terres très médiocres, qui établissent que cette ferme actuellement de la même étendue qu'alors était louée à cette époque 90 fr., et qu'elle n'était exploitée qu'au moyen d'une charrue; maintenant elle l'est par trois charrues, et le fermage est de 4,200 fr.

Si maintenant on calcule que trois charrues qui auraient pu l'exploiter, auraient produit un fermage de 270 fr., on trouve qu'elle était louée alors ce qu'elle est louée aujourd'hui, en tenant compte de la différence de valeur de l'argent de ce temps à celle de l'argent d'aujourd'hui. Ainsi, en raisonnant de ce fait, la population a poussé, en s'accroissant, la culture a augmenter ses produits dans les bonnes terres sans augmenter sensiblement leur prix, sans grande augmentation de fermage, tandis qu'en même temps une ferme qui, par sa mauvaise culture, n'était louée que pour une charrue, a pu donner un fermage plus considérable pour trois charrues quand elle a été mieux cultivée; alors les dépenses de culture ont été moindres proportionnellement, aussi bien que les salaires du fermier. Il ne faut pas plus de de bergers, plus de vaches pour une ferme de trois charrues que pour une; bien d'autres frais aussi sont moindres, le salaire du fermier lui-même a pu et a dû l'être. Les dangers de l'époque ont cessé de se faire sentir; ainsi on a pu entreprendre la culture avec succès, de terres moindres encore où les salaires du propriétaire et des fermiers sont aussi moindres, pour fournir au même prix actuellement comme par le passé, ce que je n'ai pas admis, à la demande de la population croissante; car sans l'entreprise de la culture de

ces terres, le prix des produits de la terre se serait accru également, comme il s'accroît dans les temps de disette.

En Angleterre, les fermiers ont augmenté la quantité de leurs produits et le prix de ces produits plus que partout ailleurs. Les propriétaires ont aussi considérablement augmenté leurs fermages; mais cette augmentation du prix des produits est le fait d'une législation qui voyait l'impossibilité où était la culture du pays de produire à prix égal des pays étrangers, puisque les impôts y étaient plus élevés et établis depuis plus longtemps. En Angleterre toutes les terres étaient cultivées; dans l'étranger il en restait encore beaucoup et de bonnes à mettre en valeur. Ainsi la demande à l'étranger pouvait empêcher l'entier développement de la culture en Angleterre, si la loi ne l'avait protégé en lui réservant cette demande.

Quand on donne trente francs pour un hectolitre de blé, on donne une valeur dans laquelle se trouvent renfermés tous les impôts et la nourriture de ceux qui l'ont produit. L'hectolitre de blé devient alors la représentation de cette valeur il l'acquiert, parce qu'on a donné trente francs pour l'obtenir, et non pas parce qu'il l'avait; il n'a pas d'autre valeur par lui-même que celle du travail des individus qui l'ont procuré à la sueur de leurs corps, et ceux qui reçoivent les trente francs de l'hectolitre de blé ne reçoivent pas une autre valeur que celle qu'ils auraient reçu en blé, si leurs salaires leur avaient été payés ainsi.

On ne vient jamais à produire davantage que

parce qu'on vend un peu plus chèrement par suite de la demande, voilà le motif de l'exploitation des moindres terres; le prix du blé devient alors égal pour toutes les terres; le plus haut prix ou à peu près est le régulateur du marché, quand la demande le soutient.

Tout changement dans le prix des fermages ne provient que de l'augmentation ou de la diminution de la demande et quelquefois de l'altération des monnaies. Ainsi une augmentation de population doit forcer à la culture des moindres terres, et par conséquent produire l'augmentation du fermage des bonnes terres qui ne peuvent suffisamment fournir aux besoins, tandis que la dépopulation ruine d'abord la culture des moindres terres, et diminue le fermage des bonnes.

Le revenu que donnent les vignes est peu différent de celui que donne le fermage des terres; ce qui lui donne une apparence considérable est l'emploi des moyens de travail qu'on y a consacré, emploi qui est toujours beaucoup plus grand que celui que les terres à blé exigent; ainsi ce revenu est complexe et d'autant plus élevé que les risques de toute nature que l'on court dans cette culture sont plus nombreux.

A la vérité quelques endroits dans les vignobles sont renommés, et obtiennent un prix de faveur; cette circonstance tourne à l'avantage de ces propriétaires privilégiés; ils profitent de la rareté et de la vogue de leurs vins, comme le créateur d'une nouvelle industrie manufacturière profite de la vogue de leurs produits pour les vendre au-dessus du prix qu'ils valent, mais d'ailleurs

la superficie des vignobles ne conserve pas en tout temps sa valeur usuelle; le revenu qu'elle donne est donc passible d'une retenue d'amortissement pour une moindre valeur qu'elle aura un jour.

La culture des terres à blé règle toujours le fermage de toutes les terres qui produisent d'autres récoltes; si celles-ci produisaient moins de fermage, on ne cultiverait presque plus que du blé si elles produisaient de quoi payer un plus fort fermage, toutes les autres cultures seraient abandonnées, parce que là où se trouve l'avantage du propriétaire, là se trouve aussi l'avantage du fermier, car encore une fois, disons-le, le fermier en faisant un fermage, se réserve autant d'avantage qu'il en laisse au propriétaire.

Si pour la culture des pommes de terres, le fermier venait à connaître qu'il y a avantage pour lui de substituer cette culture à celle du blé, il le ferait certainement; dès-lors le propriétaire viendrait à recevoir un fermage plus considérable.

Ce qui sert nécessairement à la nourriture de l'homme et des animaux qui le servent, est la cause du fermage que la terre donne aux propriétaires; il en est de même des peaux et des laines chez les peuples les plus malheureux; ce que valent ces peaux, ces laines au-dessus des soins qu'ils ont coûté à se procurer, est le fermage de la terre qui a nourri les animaux qui ont donné leur dépouille; ce fermage n'est pas à la vérité stipulé; mais, tout combiné qu'il soit avec le salaire de celui qui les vend, il n'en est pas moins existant.

Il en est de même des matières de construc-

tions, comme pierres, bois de charpente, etc. Dans les pays habités, on loue la carrière, on vend le bois de travail plus cher que le bois de feu; il y a donc un salaire renfermé dans le prix de ces matières; il faut d'ailleurs observer que le prix élevé de ce salaire renferme en lui-même l'amortissement de la superficie du sol qui est détruite par l'extraction des pierres et le haut intérêt composé, résultat de l'avance longtemps prolongée de l'impôt, avant l'exploitation des bois de construction.

Les peaux, les laines, en tant qu'elles proviennent de la culture, donnent une rente qui se confond dans le prix du fermage des terres, parce que les animaux qui les produisent sont des moyens de travail qui amènent nécessairement un salaire pour leurs possesseurs.

Les bêtes à laine, les vaches, les bœufs qui existent dans les propriétés où le labour des champs n'est pas pratiqué, produisent le fermage des terres qu'ils pâturent, parce qu'en se nourrissant des produits de la terre, le prix qu'on obtient ainsi par leur multiplication est la représentation du salaire ou fermage que ces terres devaient produire, même par d'autres emplois, ainsi que celui des moyens de travail employés pour acquérir ces animaux.

Certainement, en tout pays où il n'existerait pas une population suffisante, la terre ne fournirait aucun fermage; les prés, les bois, les bestiaux ne donneraient aucun salaire; tous les produits y seraient sans demande, parce que tout le monde y produirait autant que ses besoins le demanderaient. Cependant chaque objet de ces

besoins aurait une valeur; ce serait le prix de cette valeur qui resterait seul à trouver; alors le commerce le donnerait quand il s'y développerait, plus élevé qu'il ne le serait en raison des impôts de cette population, parce que ce ne serait plus une population insuffisante qui userait de ces objets, parce que la population du pays se trouverait accrue de celle du pays qui commercerait avec lui. Dès ce moment on produirait plus, et ce qui serait produit en plus serait le fermage qui s'établirait; or, on ne produit plus que quand on consomme davantage en nourriture; ainsi il y a demande en ce genre, et cette demande est l'effet de la population.

Les mines ne rendent pas un fermage, mais un revenu; ce revenu qui est un salaire moyen pour toutes les entreprises d'exploitation de mines, soit qu'elles réussissent, soit qu'elles ne réussissent pas; s'établit sur le *minimum* du prix auquel les mines les moins exploitables peuvent satisfaire à la demande qui existe; celles donc qui se trouvent les plus riches donnent un salaire très considérable; elles se trouvent ainsi dans la même position que les meilleures terres qui donnent toujours un salaire plus considérable que celui qu'elles devraient fournir, vu la dépense faite pour leur mise en culture; mais ces mines sont exposées plus qu'elles à des accidents qui peuvent les détruire et anéantir les moyens de travail qu'on a employés pour les mettre en valeur; ainsi en tout temps les mines produisent un plus fort revenu que les terres.

Le loyer des maisons n'est point de la même nature que le fermage des terres; les mais ns

sont à peine une propriété foncière; elles n'y entrent que pour le sol qu'elles occupent; dans le loyer des maisons il y a donc la rente naturelle du sol, les salaires des moyens de travail employés pour les construire et l'amortissement nécessaire pour couvrir leur dépérissement successif.

Le fermage des terres est toujours en proportion de leur fertilité absolue et non de leur fertilité relative; toute terre produit toujours tout ce qui est nécessaire à un certain nombre de personnes, et le fermage qui arrive aux propriétaires met toujours à leur disponibilité une quantité proportionnée du travail de ces personnes pour satisfaire à leurs besoins. La valeur du fermage des terres stériles n'éprouve aucune diminution par le voisinage des terres fertiles, au contraire elle y gagne en général une augmentation, car le grand nombre de personnes que les terres fertiles font subsister, procurent aux produits des terres stériles un marché qu'elles n'auraient pas trouvé parmi les personnes que leur propre produit fait subsister.

Pour me résumer, je dis donc que le fermage des terres est un salaire dû aux propriétaires pour les moyens de travail qui ont été employés dans un temps quelconque pour leur culture ou leur amélioration; que ce fermage est déterminé pour les terres très fertiles, par le prix que l'on donne aux produits des terres les moins fertiles, prix qui est déterminé par la demande qu'en fait la population; que ce prix est toujours au-delà de la dépense que le fermier fait pour produire, dépense que nous avons vu fixée par les impôts qui retombent sur chaque espèce de pro-

duits que le cultivateur consomme dans le cours de ses travaux, sans quoi il ne produirait pas; que le fermage du propriétaire n'augmente pas le prix des produits de la terre,parce qu'il n'existerait pas de fermage, si la demande qu'on fait de ces produits ne permettait pas d'en donner un, que l'impôt payé par les propriétaires n'augmente pas le prix des produits de la terre, parce que de tout temps les gouvernements se sont réservé une partie de ces produits qui se vendent par le fermier ou par le propriétaire, à l'effet d'acquitter l'impôt foncier; que la preuve de ce fait existe en ce que la valeur de la terre serait plus considérable lorsqu'elle se vend, si l'impôt n'était pas contenu en principal dans sa valeur; que les salaires ou le fermage des propriétaires qui sont des producteurs indirects, lorsqu'ils louent leurs fermes, ne sont jamais exhorbitants, même pour les terres très fertiles qui n'ont jamais nécessité l'emploi de plus de moyens de travail que les terres moins fertiles, quand on considère d'ailleurs que les propriétaires donnent toujours, lorsqu'ils achètent quoique ce soit, une plus grande valeur que celles qu'ils reçoivent, d'où il arrive qu'à la longue, ils doivent vendre leurs propriétés, parce qu'ils se sont appauvris dans ces échanges, tandis que ceux qui leur ont vendu des valeurs moindres se sont enrichis et acquièrent ces propriétés, ce qui résulte de ce fait qu'annuellement un 40e de la propriété foncière change de propriétaires, en France, par exemple, par héritage ou vente, ce qui établit une circulation de terres, comme il y a une circulation de toutes les autres valeurs; j'ajouterai même que

les ventes de biens doivent être plus actives, qu'il doit y avoir plus de mutations dans un état où la division de la propriété est infinie et où le commerce est plus actif, parce que les différences de valeurs reçues et données se multiplient en raison de l'activité de cette circulation.

Une circulation active de tous les moyens de travail d'une nation, enrichit, en beaucoup moins de temps, qu'une circulation languissante, un certain nombre de ses habitants ; il y a donc chez elle, par ce fait même de leur prompte et subite opulence, une plus grande demande de terres ; celle-ci se vendra plus chèrement, et le fermage ne produira plus le même salaire; la concurrence des acheteurs suffit pour élever le prix des terres, quoiqu'il y ait également concurrence proportionnelle de vendeurs ; mais la tranquillité du pays qui donne lieu à une circulation accélérée, tous les moyens de crédit qui se développent, suffisent pour faire paraître les moyens de travail comme plus abondants, pour rendre leurs salaires moins élevés en toute espèce d'industrie, ce qui les porte vers l'achat des terres qui leur donne un salaire plus certain et moins élevé.

Il y a certitude assez grande pour croire que le fermage des terres s'élèvera de plus en plus, chaque siècle, aussi bien que les salaires des ouvriers et le prix de toutes ses productions, parce que le poids des impôts fera élever le prix des produits des terres les moins fertiles qui seront demandés par une population qui se sera accrue d'année en année.

CHAPITRE XVIII.



Variations dans la proportion entre les valeurs respectives de l'espèce de produit qui fournit toujours une rente (fermage) et l'espèce de produit qui, quelquefois en rapporte une, et quelquefois n'en rapporte pas.

Pour nous, il n'existe pas de variations dans la proportion des valeurs respectives de l'espèce de produit qui rapporte un fermage et l'espèce qui en produit quelquefois une et quelquefois n'en rapporte pas; tout ce que l'on a dit à cet égard est plus subtil que réel. Le fermage est un salaire comme la rente des moyens de travail est un salaire; partout on trouve un salaire; seulement quelquefois il est combiné avec un autre qui, plus considérable, l'efface pour la moindre partie; ainsi les salaires pour l'élève des bestiaux sont compris dans les salaires de la culture, en général, dans le fermage.

L'augmentation successive de la quantité des subsistances, en raison des progrès successifs de

l'amélioration de la culture produite par l'augmentation de la population qui les demande, fait en même temps augmenter la demande de tous les produits de la terre qui ne sont pas nourriture; ainsi la valeur respective reste la même; l'augmentation du prix des uns est en même temps celle du prix des autres. Tout se tient dans la chaîne des productions, de telle sorte que tous les chaînons éprouvent le sort commun.

C'est donc abusivement qu'on a confondu quelques-uns d'eux comme produisant une rente dans un moment, et n'en produisant pas dans d'autres; une carrière de pierres donne plus ou moins d'avantages à son propriétaire, mais la rente qu'il tire du sol par la carrière, est infiniment petite en toute circonstance et ne s'élève pas au-dessus des produits de la culture; l'avantage qu'il en tire, s'il est quelquefois grand, indique seulement qu'il vend une valeur moindre à un prix qu'elle ne doit pas avoir, et que celui qui lui donne une valeur supérieure, fait avec lui un mauvais marché. L'un profite d'une nécessité, l'autre succombe sous cette nécessité. Il faut faire attention que l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert anéantit la superficie du sol ainsi que sa valeur, il est donc évident que dans le prix du fermage, quel qu'il soit, se trouve compris l'amortissement de toute la valeur détruite par l'exploitation pour un grand nombre de siècles.

C'est une erreur que de comparer la position d'une mine d'argent avec une carrière. On n'exploite une carrière que parce qu'il y a une de-

mande : donc la valeur du sol et du travail s'y maintiennent. Des mines d'argent, une fois ouvertes, qu'on en ait besoin ou non besoin, doivent continuer à s'exploiter; dans le dernier cas, elles perdent la valeur d'une partie de ce qu'elles livrent au commerce et avilissent une partie de ce qui était déjà parmi les nations. L'argent n'a de valeur que celle du travail qui le procure; tout ce que la mine donne au-delà n'a nulle valeur; cet excédant, pour en avoir une, doit nécessairement avilir celle de la quantité d'argent qui avait une valeur, et qui par conséquent n'en a plus, alors qu'il en existe davantage, qu'une moindre.

La civilisation d'un peuple tend toujours à faire augmenter le travail, à en assurer la perpétuité; s'il pouvait manquer, son absence jeterait la société dans les plus violentes convulsions. Cette civilisation est aussi un motif de l'établissement des impôts qui deviennent nécessaires, afin de maintenir l'ordre et de résister aux attaques des autres peuples; ce sont ces impôts perçus sur tous les individus d'une manière directe ou indirecte qui augmentent insensiblement les prix des produits de chacun d'eux, et comme en définitive, ce sont les laboureurs qui sont en plus grand nombre et qui consomment le plus, leurs produits, qui doivent par leur prix représenter tout ce qu'ils ont consommé et leurs salaires paraissent au marché tous les ans avec un léger accroissement de prix, et le fermage s'accroît également insensiblement, parce que la quantité de blé qui doit être vendue à la population qui le demande, ne peut être vendue à un autre prix que celui que le fermier a droit de demander

moyennement pour celle dont la vente doit solder toutes ses dépenses et payer son salaire.

Il n'est pas même nécessaire que le prix des denrées du cultivateur augmente pour que l'impôt entrant dans le prix des denrées lui soit payé; il suffit qu'il produise davantage pour que le même effet ait lieu ; en produisant davantage, il n'a pas la nécessité d'augmenter le prix; ce qu'il reçoit est égal à ce qu'il dépense ; la consommation d'une plus grande production à bas prix est assurée aussi positivement que celle d'une moindre production à plus haut prix, puisque dans les deux cas, il ne s'agit que d'échanger un travail d'égale valeur. Le fermage n'est donc pas dans le cas d'augmenter autant de temps que les choses restent dans cette situation.

Les machines qui tendent directement à réduire le prix nominal des ouvrages des manufactures, mettent certainement plus de produits à la portée des travailleurs ; elles diminuent donc un peu le prix des travaux des champs, ou du moins elles les empêchent de s'élever comme ils le devraient faire rationnellement, parce que les dépenses des fermiers ne s'élèvent pas, puisque les produits industriels leur sont fournis ainsi qu'à leurs ouvriers à plus bas prix. On consomme davantage de produits de manufactures, on en consomme pour la quantité d'argent qu'on y consacrait auparavant. Ainsi le prix du blé ne peu s'affaiblir par la diminution des salaires des ouvriers de la campagne, et les fermages ne peuvent davantage augmenter ou s'atténuer par cet ordre de choses.

Quand les machines réduisent le prix des pro-

duits des manufactures, le peuple ne consomme pas plus de subsistances; le prix du blé ne peut donc s'accroître par cette cause, celui des fermages ne le saurait pas davantage.

Les machines emploient (je suppose) dans l'état actuel le double de matières que les manufactures sans machines n'en employaient autrefois; elles produisent à moitié prix en même temps; l'agriculture peut donc consommer le double, et produire au même prix sans qu'il y ait aucun changement dans les fermages; les machines ne peuvent produire au-delà de ce qui peut être consommé dans un temps plus ou moins prochain.

Mais les machines n'emploient pas le double de matières qu'on employait auparavant, population égale; elles ont augmenté la quantité de leurs produits en diminuant le poids de la matière dans chaque produit; on doit donc en consommer davantage, et l'agriculture s'aperçoit difficilement d'une plus grande demande de ses produits, par conséquent d'une hausse par l'effet de cette demande.

Le fermage des terres augmente par suite de l'augmentation de la population et de celle des impôts; la population augmente en raison des moyens de travail que la civilisation lui a préparé; cette population travaille, consomme; il faut donc que le cultivateur tire de plus grandes récoltes de la terre, cultive les terres les moins fertiles et les améliore. Or, il n'y a pas de résultat fait par l'amélioration des terres qui ne fasse partie du salaire des propriétaires, parce qu'ils concourent directement ou indirectement à cette amélioration; ainsi le fermage augmente par cette

amélioration. Or, il n'y a pas de mise en culture des terres les moins fertiles qui ne soient une cause d'augmentation du fermage des terres fertiles, puisque la demande des produits des unes et des autres est égale; ainsi les fermages des terres fertiles augmentent en raison de la mise en culture des terres les moins fertiles.

Le cultivateur, en produisant plus, lorsque la population croissante tend par la demande plus considérable qu'elle fait des produits de la terre à augmenter le prix de ces produits affaiblit l'accroissement du prix de ces mêmes produits en répartissant ses dépenses sur une plus grande quantité de produits, de sorte qu'il devient presqu'impossible de discerner dans un espace de 30 à 40 ans et même plus, suivant les circonstances politiques, l'augmentation produite par la population d'avec celle produite par les impôts.

Aucun produit ne peut hausser dans son prix réel que par une addition de travail, quoiqu'il faille plus de soins pour un nombreux troupeau que pour un moindre. Le fermage, quand il augmente, ne part pas de cette addition de travail, car cette multiplication des bestiaux qui donne aux cultivateurs plus de salaire, ne fait que leur payer leur travail, et si le propriétaire peut jamais par le fermage en atteindre une partie, ce n'est qu'en raison de la demande qu'en fait la population croissante, quoiqu'à vrai dire toute augmentation dans le prix du bétail vienne ordinairement dédommager le cultivateur du bas prix des blés.

Toute augmentation dans la civilisation, dans la population, par conséquent dans le travail,

tend donc directement ou indirectement à élever le fermage de la terre, à augmenter ses produits, par eonséquent à affaiblir le prix de ces produits, en répartissant les impôts sur une plus grande quantité de ees mêmes produits, et leurs prix se maintiennent plus ou moins longtemps ou haussent d'autant plus vite que l'aeeord entre l'augmentation de la population, des produits et des impôts, est plus ou moins imparfait.

L'oppression des peuples, la diminution du travail, et par suite eelle de la population, affaiblissent le prix des fermages, parce que les produits déeroissent en quantité; leurs prix diminuent alors, quand les impôts augmentent relativement, et la misère est à son eomble, parce que les impôts ne peuvent plus entrer dans le prix des produits qui ne sont plus demandés, prix qui est déjà au-dessus des faeultés de chaeun, paree que le travail n'existe plus.

La masse totale du produit annuel de la terre et du travail du pays se divise naturellement en trois parties : le fermage de la terre, les salaires du travail et les salaires des moyens de travail, et elle constitue ainsi le revenu de trois classes différentes d'individus chez ehaque peuple; de eeux qui vivent au moyen de leurs fermages, de eeux qui vivent par leurs salaires, de eeux qui vivent au moyen des salaires que leur procurent leurs moyens de travail.

L'intérêt de la première elasse est étroitement et inséparablement lié à l'intérêt général de la soeiété, puisque ses fermages haussent ou peuvent baisser, suivant que eet intérêt est eompromis.

L'intérêt de la seconde elasse est aussi étroite-

ment lié que celui de la première à l'intérêt général de la société, quoiqu'elle n'en ait pas la même intelligence. L'ouvrier ne comprend pas toujours que la plus grande tranquillité dans toutes les circonstances lui est avantageuse; l'ouvrier n'a jamais plus constamment de l'ouvrage que lorsque la société est en paix, et il en manque lorsque l'état se trouve compromis, et alors ses salaires diminuent. La classe des ouvriers et de tous ceux qui vivent par leur industrie est dans cette dernière circonstance plus malheureuse que celle des propriétaires, parce que ceux-ci peuvent faire des réductions sur leurs dépenses dans les temps des troubles, ce qui aggrave encore la position des ouvriers en diminuant de plus en plus leur travail que ces dépenses des propriétaires ne peuvent plus autant alimenter qu'auparavant, tandis que les ouvriers ne peuvent faire aucun retranchement à leur dépense qui ne les réduise à la dernière extrémité et qui n'amène une dépopulation. Quand les ouvriers souffrent, les fermages des propriétaires s'altèrent.

La troisième classe qui se compose, comme nous l'avons dit, de gens qui vivent des salaires de leurs moyens de travail, par le prêt qu'ils en font aux chefs d'industrie et de ceux-ci, en même temps, qui vivent avec les moyens de travail qu'ils empruntent, voit aussi hausser ou baisser ses salaires par la situation politique du pays; ils baissent alors qu'elle prospère ou ils haussent, lorsqu'elle est dans l'adversité; mais alors il y a bien plus de risques à courir, et l'intérêt particulier de cette classe est aussi bien lié à l'intérêt général que celui des deux précédentes. Dans

les circonstances politiques qui amènent la hausse des produits, les commerçants prennent toujours de plus forts salaires que les fermiers ; en effet, les commerçants courent de plus grands risques tandis que les fermiers en courent toujours de moindres. Ainsi tout ce qui affecte cette classe, rétroagit sur le taux des fermages.

On a voulu rechercher si la valeur de l'argent n'avait pas été en s'élevant de 1550 à 1570, afin de montrer que la valeur de l'argent augmentait par la demande ; mais cette recherche est vaine, si on veut l'appliquer au fermage des terres et à la rente des mines, car bien certainement, si le fermage des terres était alors médiocre par le prix des productions, médiocre aussi était le prix de l'argent ou sa valeur qui ne consiste que dans le travail de ceux qui l'extraient du sein de la terre, par conséquent dans leur nourriture et dans leurs besoins, tous également sortis du sein de la terre par le travail d'autres hommes.

On a cru encore que par l'abondance de l'argent, le prix du blé et des fermages deviendrait plus élevé qu'il n'est; mais on se trompait en attribuant à cette cause leur augmentation, car l'abondance de l'or et de l'argent avilirait leur valeur et en arrêterait l'extraction; il fallait croire que la véritable cause de cette augmentation du prix du blé et des fermages, serait produite par l'augmentation de la population dont la demande deviendrait plus active et qui forcerait à mettre en culture les terres les moins fertiles, qui commanderait un plus grand travail, et par conséquent une plus grande dépense et qui produirait l'augmentation du prix.

du blé, réglé par les dépenses faites pour la culture de ces terres moins fertiles.

On a posé enfin comme une vérité que l'abondance de l'argent étant accompagnée d'une même abondance de blé, la valeur de l'un et de l'autre resterait égale; cependant c'est une erreur, car si pour obtenir cette égale abondance de blé, il fallait employer plus de travail qu'on n'en emploierait pour obtenir l'abondance de l'argent, il est facile de voir que le prix du blé devrait s'élever.

Quelques productions, comme la volaille, les bestiaux, etc., ont pu être dans les temps anciens proportionnellement plus bas que le prix du blé ne l'était; cela était dû à la moindre aisance de la societé, mais que conclure de ce fait? Le fermage qui se compose de tous les produits de la terre, grains, bestiaux, etc., était relatif aux produits de la ferme, c'étaient donc les grains qui en faisaient alors le fondement; mais dès que les bestiaux, volailles, firent une partie plus considérable du produit des terres, dès lors les terres payèrent un moindre fermage, tandis que ce fermage resté le même se composait en partie plus considérable du produit des bestiaux, des volailles.

Cet accroissement de la valeur des bestiaux, des volailles de la basse-cour a depuis influé sur le prix du blé; tout ce qui tendait à diminuer la dépense du fermier, tendait à arrêter le mouvement d'ascension du prix du blé, et en même temps il s'opposait à l'accroissement des fermages.

On a prétendu que le prix de l'or et de l'argent montait naturellement dans une nation à mesure qu'elle s'enrichissait et qu'il y était à plus haut

prix que dans un pays pauvre. L'Angleterre, suivant l'opinion commune, est la plus opulente des nations; l'or et l'argent devraient donc y être à plus haut prix qu'en Russie, qui est l'une des plus pauvres nations; cependant le contraire est vrai; en Russie comme en Angleterre, le prix de l'or et de l'argent est égal au prix du travail au moyen desquels on les obtient. Avec un kilo d'argent, on se procure plus de blé en Russie qu'en Angleterre. Le travail qui paie tout, est le prix de la subsistance de l'ouvrier dans l'un et l'autre pays; mais la subsistance de l'ouvrier coûte moins d'argent en Russie, parce que son travail lui en procure moins, lui coûte moins par ses consommations qui sont chargées de peu d'impôts, parce qu'il ne paie pas d'impôts, ou s'il en paie, que de très faibles.

Le prix des subsistances est moindre à la Chine qu'en Europe, non pas parce que la Chine est un pays riche, mais parce que le riz est un produit de la terre plus abondant que le blé, et en même temps plus nourrissant; ainsi une petite quantité de riz peut payer le travail du Chinois à plus bas prix que le blé, ou la chair des animaux, celui de l'Européen. Le travail est donc moins cher à la Chine qu'en Europe, parce que les subsistances y sont à plus bas prix, le prix de l'or et de l'argent n'influe donc ici en rien sur le prix des subsistances.

Le travail est moins cher en Ecosse qu'en Angleterre, quoique la subsistance des ouvriers coûte à peu près le même prix; mais le travail des ouvriers ne se compose pas uniquement de subsistances, leurs dépenses en vêtements y entrent

pour quelque chose et le défaut d'ouvrages dans de certains moments pour quelqu'autre chose. Sans doutc les impôts payés par l'Ecosse sont moindres quc ceux payés par l'Angleterre proprement dite.

Le blé est cher dans les grandes villes, parce qu'il faut l'y apporter; il est cher en Hollande et à Gênes par la même raison. Si ccs pays s'appauvrissaient par l'absence du travail et ne pouvaient plus acheter au loin leurs subsistances, le prix du blé ne s'y élèverait pas, parce que la dépopulation prévicndrait toute élévation du prix du blé, car le travail ne pourrait plus le payer.

Il n'y a donc aucune raison de croire qu'une augmentation de la quantité d'argent ou celle de son prix influe sur la prospérité d'une nation, et on ne doit pas inférer de quelques faits partieuliers d'ailleurs mal observés qu'il y ait eu une diminution ou une augmentation de la valeur de l'argent par l'effet d'un accroissement de richesse ou d'amélioration.

Suivant quelques économistes, la valeur de l'argent est devenue moindre de 1570 à 1660, et encore plus depuis cette époque jusqu'à ce jour; la vérité est que le blé s'est moins élevé dans son prix nominal que la valeur de l'argent n'a diminué, parce que l'abondance de l'argent a dépassé l'abondance du blé.

Certainement l'abondance de l'argent est réelle : mais d'où provient cette abondance? quelques-uns diront tout uniment qu'elle provient de la richesse des mines; d'autres, et moi entr'autres, disent que c'est parce que la valeur de l'argent baissait de telle sorte qu'une même quantité ne

pouvait pas acheter autant de blé, que l'exploitation des mines a été suivie avec plus d'activité, dès-lors la valeur de l'argent a décrue hors de toute proportion avec la valeur de la production du blé, car si on avait produit autant de blé qu'on produisait d'argent, la valeur des deux productions serait restée égale.

Bien des choses d'ailleurs influent sur le prix du blé : une guerre civile interrompt sa production ou la livre au gaspillage; cela élève son prix: les gratifications données pour son exportation élèvent aussi son prix; si l'exportation encourage la production, ce n'est que par l'appât d'un plus haut prix qu'on s'y livre, et la demande qu'on en fait élève son prix naturel pendant quelque temps. Du moment qu'il n'y a plus de surabondance dans l'intérieur, ce qui a lieu par l'effet de l'exportation, il faut nécessairement qu'à la moindre intempérie, le blé augmente de prix.

Une autre cause de la variation du prix naturel du blé est produite par les dégradations de la monnaie, ou par les alternatives de hausse et de baisse que les ordonnances donnent à la monnaie.

Je joins ici le tableau du prix du blé marchand à Chartres depuis 1539 jusqu'à 1829 avec la réduction du prix du setier, suivant la valeur du marc d'argent, ainsi que le donne le *Dictionnaire encyclopédique* par ordre de matières (finances). Si on le compare avec les tableaux de Smith et de Garnier, on y trouve de grandes différences; mais celui de Smith ne mérite aucune confiance, d'après ce qu'il en dit lui-même; celui de Garnier pris dans la vente du blé à Paris, ne peut être plus exact. On sait tout ce que l'ancien gouver-

nement français faisait pour y amoindrir les prix, les sacrifices qu'il faisait pour faire manger du pain à bon marché aux Parisiens, et quoique ce blé eût à supporter des frais de transport considérables, il était livré en certaines années à plus bas prix qu'il ne coûtait en province.

Cependant je ne puis pas donner confiance aux prix de Chartres pour les trente années du seizième siècle, parce que les prix ne sont pas aussi particulièrement fractionnés en sous et deniers que dans les années suivantes.

Il résulte néanmois de l'ensemble que le prix du blé s'est constamment élevé, que si dans la première période de 1539 à 47 six setiers avaient la valeur actuelle d'un marc, dans la seconde de 1560 à 1705, trois setiers avaient à peine la valeur d'un marc, que depuis ce temps, deux setiers et demi ou deux tiers ont la même valeur.

Je ferai remarquer que souvent il arrive, que lorsque la valeur nominale du marc est augmentée, ce n'est pas toujours une raison pour que le prix des choses augmente en même temps. Ainsi on remarque qu'en 1716, 18, 19, 20, 23, 24, 25, etc., il y eut des variations excessives dans la valeur du marc que j'ai suivi dans la réduction du prix marchand, quoique peut-être le prix du blé ait été stipulé au marché en ancienne monnaie ou en ancienne valeur, et qu'il ait été payé ainsi; autrement il faudrait expliquer par une affreuse misère le bas prix d'une vingtaine d'années.

Il résulte donc du tableau que je présente que dans le seizième siècle, un marc d'argent pouvait acheter six setiers de blé, tandis qu'à présent, il n'en achète que deux et demi, l'argent

n'a donc d'un intervalle à l'autre perdu que les 7/12e de sa valeur, ce qui est bien différent de l'opinion émise par Garnier, et encore n'est-ce que depuis 1800 que le marc n'achète plus que deux setiers et demi de blé, auparavant il en achetait trois; l'argent n'est pas cependant devenu plus commun depuis cette époque qu'auparavant, et quand il le serait de quelque peu, on ne voit pas comment l'introduction d'une centaine de millions numéraire aurait augmenté depuis ce temps le prix du blé et les fermages.

On est sans doute bien étonné de ne voir ici qu'une différence de 7,12e dans le prix du blé, dans un si long intervalle, et lorsque l'Amérique nous a versé des flots d'or et d'argent; mais cela s'explique naturellement: le commerce reparaissait, l'agriculture prenait des forces et se développait; il était donc possible de produire le double, le quadruple du blé qu'on récoltait auparavant, et d'être ainsi en état de n'en augmenter le prix que faiblement et peu à peu; mais l'augmentation presque subite des fermages a bien plus lieu d'étonner; cependant il n'y a pas occasion, car les fermes situées en terres fertiles ont multiplié chez elles la race ovine espagnole, et se sont ainsi procuré de grands salaires dont les propriétaires ont pris leur part en élevant le prix de fermage de ces fermes. Les terres médiocres ou peu fertiles qui seules font le prix du blé, n'ayant pas admis ces troupeaux, ayant augmenté leurs dépenses, ont bien pu vendre leur blé un peu plus cher et ne pas augmenter leurs fermages.

A mes yeux, il est évident que pendant les

trente dernières années, le prix du blé a plus haussé en France que la valeur de l'argent n'a baissé en même temps.

A mes yeux, il est évident que l'augmentation du prix du blé est indépendante de la quantité de marcs d'argent qui circulent chez une nation, quand cette quantité est le résultat d'un travail continu, et non point le fruit de la rapine, qu'elle est aussi indépendante de la faculté d'exporter ou de ne pas exporter, puisque nous savons que des pays qui avaient pouvoir d'exporter, ont vu augmenter ou diminuer le prix du blé chez eux, comme en même temps il augmentait ou diminuait chez d'autres qui n'avaient pas cette même faculté.

La baisse ou l'augmentation dans le prix du blé ou dans celui de l'argent est simultanée, l'un ne peut pas augmenter que l'autre ne baisse ou ne peut baisser que l'autre n'augmente.

Quand l'hectolitre de blé vaut 20 fr., l'argent qui le représente vaut 20 fr., car pour le produire, il faut consommer pour 20 francs de blé ou l'équivalent en autres produits ; ainsi les 20 francs d'argent n'achèteront jamais que 20 francs de blé. Quand les mines d'où on tire l'argent en produisent davantage qu'il n'est nécessaire pour acheter le blé, c'est un avantage momentané pour l'entrepreneur de mines ; que l'échange de l'un avec l'autre au prix de vingt francs cesse d'être égal en valeur ; l'un donne une valeur supérieure pour une valeur inférieure ; mais cela arrive presque toujours ainsi dans tous les échanges, et ce n'est pourtant point un motif de l'augmentation de certaines productions.

Si le propriétaire des mines peut tirer ainsi avantage de la richesse de ses mines, le fermier n'est pas longtemps sans reconnaître qu'il fait un échange désavantageux de son blé contre l'or et l'argent, puisqu'il reçoit une valeur moindre, avec laquelle il ne peut satisfaire comme auparavant à ses dépenses ; il relève donc le prix de son blé, et dès ce moment c'est 21 fr. d'argent qui deviennent le paiement de 21 francs de blé.

Quand l'hectolitre de blé se vend 20 francs, on donne pour vingt francs d'argent même valeur. Le prix de l'hectolitre de blé est la valeur du travail fait pour l'obtenir, est la représentation de tous les impôts qui s'expriment par le prix du travail ; de même le prix de l'argent, sa valeur est la représentation du blé qui se consomme pendant la production de l'argent, et comme pendant le travail qu'il nécessite, le producteur est soumis aux impôts, il faut qu'il produise plus d'argent pour les payer ; ainsi il doit donner plus d'argent pour acquérir un nouvel hectolitre de blé, parce que véritablement il en aura consommé un peu plus pour payer son impôt et pour acquérir la représentation du premier hectolitre qu'il aura consommé, mais alors qu'il veut acquérir un nouvel hectolitre, le producteur de blé n'ayant point perfectionné sa culture, il est alors obligé de le payer vingt-et-un francs l'hectolitre, parce que l'impôt du producteur s'est accru d'autant ; il faut alors que les possesseurs des mines lui donnent vingt-et-un francs en argent, ou il est nécessaire que la valeur de l'argent change pour lui et pour le producteur du blé.

En Angleterre, en France, et dans tous les

autres pays, dès que l'on n'a pas un parti pris de dire qu'une chose n'est pas quand elle est, le prix du travail a suivi le cours du prix du blé; il se peut néanmoins que la hausse se soit fait sentir plus promptement, ici que là, par un plus grand développement des forces productrices; mais le salaire des ouvriers ne peut jamais être moindre généralement dans un temps plus que dans un autre, sans nuire à leur multiplication, et dès qu'il y a une stagnation dans cette population, il faut nécessairement que le salaire se mette au niveau avec le prix des choses, sans quoi la population diminuerait jusqu'à ce que le niveau fût établi.

En Angleterre, les salaires des ouvriers, le prix du travail n'ont haussé que dans la proportion de la différence des impôts qu'on y paie et de ceux qu'on paie en France.

Peut-être se peut-il faire que l'avidité que les Anglais montrent à faire le commerce du monde, en s'en emparant par les voies même les plus odieuses, leur donne lieu de payer à leurs ouvriers un salaire plus considérable qu'on ne saurait le faire ailleurs, parce que par le commerce général du monde, on choisit des lieux où l'on donnera de moindres valeurs contre de plus grandes; mais un état de prospérité ainsi basé ne peut être de durée. Les hauts salaires, l'aisance des producteurs journaliers amènent bientôt une telle augmentation de population que le travail finit par lui manquer et jette à la fin toute la population ouvrière dans la plus affreuse misère que la taxe des pauvres ne peut pallier que d'une manière insuffisante. Une guerre malheureuse peut

ouvrir la carrière de leurs maux et justifier la vérité du proverbe, à qui trop embrasse mal étreint.

L'or et l'argent sont, à l'égard du blé, comme le fer, le cuivre et l'étain; quand ceux-ci sont produits au-delà des besoins, ils perdent de leur valeur, mais ils n'en perdent que jusqu'à concurrence du prix qu'ils ont coûté à produire; le blé a alors l'apparence de hausse à leur égard; quand au contraire ils sont produits au-dessous des besoins, leur valeur augmente, tandis que celle du blé a l'apparence de baisser; ainsi toutes les fois que l'or et l'argent haussent de valeur, par une circonstance particulière le blé baisse de prix, quoique sa valeur reste la même.

Quelques personnes se sont persuadées que l'opulence apparente de l'Europe prenait sa source dans l'augmentation de la quantité de monnaie qui s'y montre; elles se sont fait une illusion; elles ont pris pour résultat, ce qui n'était qu'une cause; en effet, l'opulence, pour nous servir de leur expression, dérive de la circulation du travail, de ses produits qui font paraître en beaucoup de mains; et presque dans le même instant une masse de numéraire qui ne circule ainsi, qu'en raison de la circulation des produits, qui donne l'apparence d'opulence à tous ceux qui échangent promptement leurs produits, ainsi elles se sont faites illusion en croyant que cette circulation de la monnaie était l'existence d'une plus grande quantité de métaux, et que cette quantité de métaux était produite par la plus haute valeur de la production agricole et industrielle.

La prompte circulation des produits donne à

un plus grand nombre les moyens de se proeurer les ehoses qui auparavant n'étaient reeherehées que par un petit nombre; elle développe le luxe des citoyens et des nations. Les poissons et les oiseaux rares et singuliers, les oiseaux sauvages et surtout eeux de passage sont demandés par un plus grand nombre, et eomme il n'est pas possible de les multiplicr, leur prix augmente insensiblement d'une manière plus forte quele blé.

La même ehose arrive pour les objets que la nature fait exister sur les terres incultes, dont le prix s'aceroît par la demande, de telle manière qu'elle excite leur production sur les terres en eulture, jusqu'à ee que leur valeur soit arrivée au point d'être égale à celle des autres produits de la terre; alors il y a autant d'avantage à produire les uns ou les autres, et dès ee momcnt-là, les eultures n'éprouvent aucun ehangement; quand la production est ainsi limitée par la demande, dès ee moment, elle ne peut plus augmenter; ainsi les bœufs, la volaille sont toujours dans la quantité voulue ou établie par la demande.

Ce n'est pas par l'effet d'une dégradation de la valeur de l'argent que tous ees produits augmentent, mais c'est par l'effet d'une hausse dans leur prix réel, hausse qui se fait uniquement, parce que la demande est plus considérable que l'offre, paree que les moyens d'acquérir paraissent en même temps dans un plus grand nombre de mains. Ces produits sont venus à valoir, non une plus grande somme d'argent, mais une plus grande quantité de travail et de subsistanees qu'auparavant; comme il en coûte également

beaucoup plus pour les faire venir au marché, ils en représentent une plus grande quantité quand ils y sont venus.

L'espèce de produit sur la multiplication duquel l'industrie humaine n'a qu'un pouvoir limité ou incertain, voit son prix s'élever naturellement par les progrès du luxe ou du commerce du pays avec d'autres pays ; les peaux des animaux de l'Amérique méridionale sont dans ce cas ; ainsi le prix réel de cette classe de produit tend naturellement à s'élever par le degré de civilisation auquel le pays producteur s'élève.

Les peaux des bestiaux ont une plus grande valeur relative dans les pays déserts que la viande de boucherie, parce qu'elles peuvent se transporter au loin, tandis que la viande de boucherie ne peut pas être exportée ; ainsi il faut que la peau représente tout le prix de l'animal tué, prix qui n'est toujours que la représentation du travail et du danger couru pour le tuer.

Tout peuple qui est civilisé est toujours plus populeux que tout autre où la civilisation n'a pas atteint le même degré; de là il arrive pour lui que le prix de la viande de boucherie sera proportionnellement plus élevé que la peau de l'animal qui l'a donnée, tandis qu'au contraire chez un peuple peu civilisé, la peau est proportionnellement plus chère que la viande ; mais dans ces sortes de comparaisons, la valeur de l'animal est conforme à celle du travail auquel il donne lieu et aux moyens de travail employés pour le produire.

Tous réglements, quels qu'ils soient, qui tendent à baisser le prix de la laine ou de la peau crue,

tend chez un peuple civilisé à faire monter le prix de la viande de boucherie, parce qu'il faut toujours que le producteur, d'une manière ou d'autre, obtienne la valeur de son travail, de sa dépense pour produire; ou il cesserait de nourrir les animaux qui donnent ces produits, ou il devrait forcément élever le prix du blé pour récupérer par son moyen la perte qu'il ferait sur ses bestiaux; ainsi toute partie du prix d'un animal qui n'est pas payée par la laine ou la peau doit être payée par le corps; moins on paie pour l'une, plus il faut payer pour l'autre. Dans un pays sans culture, des réglements qui altéreraient le prix de la laine et de la peau et qui ne procureraient aucune hausse à la valeur du corps, nuiraient à la prospérité publique; le travail n'étant plus payé à sa valeur, il faudrait recourir à d'autres industries pour se procurer des moyens d'existence.

La quantité d'or et d'argent qu'on tire des entrailles de la terre n'est bornée qu'à la quantité qui peut se placer au prix de revient, mais elle ne l'est pas toutes les fois que le prix de revient est égal à celui de leur demande; quand donc elle n'est pas bornée, on en donne une plus grande quantité pour obtenir un travail quelconque; mais on ne donne cette plus grande quantité que parce que la valeur de l'or et de l'argent est avilie, et elle est en baisse; quand au contraire elle obtient la même quantité de produit ou du travail, sa valeur se conserve, et alors leurs quantités sont relatives; leur prix ne s'élève ni ne baisse; mais si on en donne moins parce que la quantité d'or et d'argent estmoindre

pour obtenir un produit, dès-lors leur valeur est devenue plus considérable.

Chaque pays possède autant d'or et d'argent que son commerce le réclame; il n'en possède jamais plus que ce qui est nécessaire à la circulation, à moins que des valeurs de crédit ne viennent à les remplacer; on a même remarqué que la quantité d'or ou d'argent d'un pays privé de billets de crédit ne s'élevait pas plus haut que le produit manufacturé qui annuellement composait le commerce de ce pays, et que, si il y avait accroissement de numéraire, cet accroissement suivait celui de son commerce, par conséquent aussi celui de la partie de la population qui se portait vers cette industrie.

Mais ici il faut bien observer qu'il n'est pas question de nations qui, comme celle de la Hollande, a accumulé de grandes masses de numéraire par les prises qu'elle a faites sur les Espagnols, c'est dans la position normale des nations qu'il faut considérer cette circonstance de l'accroissement du numéraire chez une nation.

L'argent a toujours une plus haute valeur chez les nations qui n'ont pas d'industrie, que chez celles qui en ont une plus ou moins développée, parce que, ce que chacune d'elles donne pour se le procurer a la même valeur, quoique le prix soit différent. Un hectolitre de blé qui, en Russie, vaut 6 francs, coûte autant de travail qu'un hectolitre de blé qui, en France, vaut 25 francs; on doit donc donner en Russie moins d'argent qu'en France pour obtenir un hectolitre de blé. Ce sont alors les possesseurs des mines d'argent, ou au moins les posses-

seurs de l'or et de l'argent qui vendent leur service au-dessus du prix qu'il vaut, surtout quand les mines sont étrangères, car si elles sont nationales, le prix de l'argent est la représentation du prix du blé consommé pour le produire.

Mais il importe peu au monde civilisé qu'il y ait abondance ou rareté d'espèces d'or ou d'argent, leur valeur peut changer; sans altérer la quantité réelle de travail qu'elle pourrait commander.

Car partout on voit qu'un sac de blé équivaut au travail qui le produit, tandis qu'il n'équivaut pas partout à la quantité d'or ou d'argent qui paie l'un et l'autre. Ainsi chez les Athéniens, on donnait pour un sac de blé plus d'argent qu'on en donnait en Thrace où les Athéniens allaient chercher leurs subsistances; à Rome, le sac de blé avait aussi plus de valeur qu'en Sicile ou en Egypte. En Europe, le blé coûte moins d'argent en Russie qu'en France et en Angleterre; mais cette différence entre la valeur du blé pour les nations qui le vendent, et la valeur de l'argent pour celles qui l'achètent, n'est point un effet de la pauvreté des unes, de la richesse des autres; c'est uniquement l'effet de leur civilisation plus ou moins développée. Ceux qui sont les plus civilisés éprouvent de plus grands besoins que ceux qui ne le sont pas. Ils ont donc beaucoup plus recours aux impôts pour les satisfaire; or, comme chaque individu de ces peuples doit en payer une part, il faut donc pour se la procurer qu'il augmente le prix de ses productions; ainsi il paraîtra chez ces peuples plus d'or et d'argent, parce qu'il en faudra davantage, et comme ces peuples

ne pourront acquérir cet or et cet argent qu'avec des productions de haut prix, cet or et cet argent conserveront chez eux une valeur correspondante; comme on le voit, l'or et l'argent auront pour chaque peuple une valeur analogue à celle des produits qui les leur procureront; ce sera chez tous l'échange d'un travail égal à un autre travail, le prix sera différent.

La quantité de travail s'est accrue chez certaines nations en proportion aussi considerable que les moyens de le payer, alors la valeur de de l'or et des denrées est restée égale chez elles, parce que les produits du travail de la terre sont restés égaux aux produits du travail des mines, circulant chez elles, parce que leur commerce restait intérieur.

Mais quand la quantité de travail ne s'est pas accrue chez quelques nations en proportion des moyens qu'elles avaient de le payer, alors la valeur de l'or et de l'argent a baissé chez elles. Si au contraire la quantité de travail s'est accrue chez d'autres au-delà des proportions qu'elles avaient de le payer, alors la valeur de l'or et l'argent s'est accrue chez elles.

Mais quand la quantité du travail des terres est restée insuffisante par l'augmentation d'une population commerçante au dehors, dès-lors la valeur du produit intérieur est devenue plus considérable que celle de la valeur du produit extérieur qui a une qualité particulière, comme l'or et l'argent la possèdent, de ne se consommer que lentement, tandis que tous les autres produits de la culture et du commerce s'anéantissent en peu d'années. Cette permanence de l'or et de

l'argent est pour eux une cause de diminution de valeur.

L'augmentation successive qui survient dans l'abondance des subsistances, en conséquence de l'amélioration de la culture, est une suite de l'augmentation de la population, augmentation qui établit encore une nouvelle demande pour tout ce qui n'est pas nourriture. Il n'y a donc pendant le progrès de l'amélioration aucun changement dans la valeur comparative de ces deux différentes sortes de produits, en tant que tous aient été produits par le travail de l'homme, et non par des machines.

Si donc la production du blé est plus maintenant que jamais activée par des machines, si tous les produits de l'industrie sont eux-mêmes activés par ces machines, ces productions doivent avoir une moindre valeur que celles qu'elles auraient, sans l'introduction des machines dans le travail des hommes, et si leur valeur comparée entre les temps anciens et modernes à celle de l'or et de l'argent est supérieure, c'est absolument à la cause énoncée plus haut que cette circonstance est due.

Mais la valeur des choses est indépendante du prix des choses, leur prix peut augmenter sans que leur valeur augmente. L'homme qui paie pour le sucre, le café, l'indigo, des impôts de douane, voit augmenter dans ses mains le prix originel de ces mêmes produits, et successivement tous ceux qui les utilisent, font passer le prix originel et le prix accessoire dans le prix de leurs productions, sans que leur valeur augmente. La maxime : *les produits de la terre sont égaux*

à la population, ne peut s'appliquer à l'augmentation du prix des choses; il n'y a que la valeur des produits de la terre qui soit constamment en rapport avec la population, car presque toujours l'augmentation du prix des choses est dépendante des impôts.

On ne peut cependant pas attribuer dans tous les temps l'augmentation du prix du blé à celle de la diminution de la valeur de l'argent, car le prix de l'argent qui est une marchandise dont le prix est composé du prix du blé et du prix des impôts est de nature variable; ce qu'il coûte à produire aujourd'hui est plus considérable que ce qu'il coûtait autrefois, et désormais il coûtera encore plus à être produit, or s'il est vrai que le prix de l'argent soit la représentation du prix du blé, l'augmentation du prix de ce dernier est la cause directe du prix de l'argent; ainsi c'est par exception qu'il a baissé de valeur pendant quelques siècles. Depuis le blé a augmenté par l'impôt, l'argent a conservé sa valeur, parce qu'il a coûté plus cher à produire par la consommation que l'on a faite en blé, etc.

Si on parvenait à découvrir des mines plus riches que celles qu'on exploite aujourd'hui, il y aurait une diminution momentanée dans la valeur de l'argent jusqu'au moment où les mines les plus pauvres ne pourraient plus s'exploiter par l'effet de la concurrence qu'il y aurait à en placer les produits, dès-lors la valeur de l'argent reprendrait son état, parce que la quantité d'argent serait revenue au même point, et la diminution de sa valeur cesserait.

L'augmentation du prix du blé est suivie de

celui de toutes les autres denrées fournies par l'agriculture, car lors même que les fermiers nourrissent avec leurs produits, ou paient avec leurs produits leurs ouvriers, il est nécessaire que le prix de la production qui va au marché soit égal à celui de la subsistance employée aux salaires payés, il n'est pas nécessaire que le cultivateur achète cette subsistance pour qu'il en soit ainsi, car qu'il l'achète ou la produise, il doit toujours la faire payer comme s'il l'achetait; en effet, lorsqu'il ne la fait pas consommer chez lui, il la vend au marché, tandis qu'en la consommant chez lui, il la vend chez lui.

En résumé, la valeur de l'or et de l'argent varie suivant la quantité qui est extraite des mines; mais cette quantité est toujours à peu près dans les limites de la quantité des produits de la terre; quand elle s'en éloigne, les mines les plus riches sont seules exploitées, car alors les plus pauvres donnent un produit dont la valeur n'est plus en rapport avec la dépense, et l'équilibre se rétablit bientôt entre les différentes valeurs par la cessation de l'exploitation des mines pauvres.

Cette variation de valeurs amène donc une différence dans le prix des produits, mais cette différence est encore plus commandée par les impôts qui à la longue viennent se combiner dans le prix des choses, de telle sorte que l'or et l'argent contiennent le même prix que les produits qui ont été consommés pendant leur extraction.

Tableau du prix du setier de blé sur le marché de Chartres pour l'appréciation des fermages de 1539 à 1788, et de 1799 à 1828.

ANNÉES	PRIX DU MARCHÉ.	PRIX RÉDUIT AU MARC ACTUEL.	VALEUR DU MARC D'ARGENT A L'ÉPOQUE.
1539	1 10		13 1 3
40	1 14		
41	2 8		
42	1 10		
43	2 »		
44	2 10		
45	4 10		
46	1 10		
MOYENNE	2 4	9 »	
1547	1 5		14 11 8
48	1 12 6		
49	2 5		
50	2 »		
51	2 13		
52	2 3		
53	1 18		
54	1 12		
55	2 10		
56	3 10		
57	1 16		
58	2 15		
59	2 10		
MOYENNE.	2 3 7	7 19 6	

ANNÉES.	PRIX DE L'HECTOLITRE.	PRIX RÉDUIT AU MARC ACTEEL	VALEUR DU MARC D'ARGENT A L'ÉPOQUE.
1560	2 15 »		
61	3 10 »		
62	5 » »		
63	2 8 »		
64	3 12 »		
65	6 16 4		
66	4 3 10		
67	4 2 »		
68	3 2 6		
69	3 9 8		
70	3 14 4		
71	5 8 »		
72	8 9 »		
73	8 9 »		
MOYENNE.	4 12 10	15 3	
1574	4 5 »		18 11 8
75	4 8 6		
76	5 2 6		
77	3 10 »		
78	3 2 6		
79	3 14 4		
80	3 10 »		
81	3 12 9		
82	5 18 »		
83	4 16 »		
84	4 11 »		
85	7 12 6		
86	12 13 6		
87	5 12 3		
88	4 10 6		
MOYENNE.	4 17 5	14 2	

ANNÉES	PRIX DU MARCHÉ.	PRIX RÉDUIT AU MARC ACTUEL	VALEUR DU MARC D'ARGENT A l'ÉPOQUE.
1589	6 2 6		20 5 4
90	5 15 6		
91	5 9 8		
92	5 17 6		
93	6 2 6		
94	9 17 6		
95	10 2 6		
96	10 3 6		
97	9 9 6		
98	5 » »		
99	4 10 »		
1600	4 6 10		
1	3 15 9		
2	5 9 »		
3	5 5 6		
4	4 16 6		
5	4 14 8		
6	5 8 »		
7	6 5 10		
8	6 14 9		
9	4 12 8		
MOYENNE.	6 3 9	16 6 5	
1610	5 2 9		25 » »
11	5 3 9		
12	4 15 5		
13	5 4 4		
14	4 16 10		
15	4 15 2		
16	5 5 8		

ANNÉES.	PRIX DU MARCHÉ.	PRIX RÉDUIT AU MARC ACTUEL.	VALEUR DU MARC D'ARGENT A L'ÉPOQUE.
1617	7 6 11		
18	5 19 1		
19	7 6 11		
20	4 19 2		
21	7 4 »		
22	8 4 6		
23	6 7 4		
24	5 16 »		
25	9 2 6		
26	9 15 9		
27	6 19 11		
28	5 16 9		
29	6 11 1		
30	12 8 3		
31	9 6 2		
32	8 7 4		
33	6 15 1		
34	6 9 4		
35	6 14 3		
36	7 4 11		
37	6 15 2		
38	6 » 4		
39	5 19 7		
40	6 17 »		
41	6 9 10		
42	9 6 1		
MOYENNE.	6 16 6	14 11 10	

ANNÉES.	PRIX DU MARCHÉ.	PRIX RÉDUIT AU MARC ACTUEL.	VALEUR DU MARC D'ARGENT A L'ÉPOQUE
1643	11 4 6		25
44	7 17 2		
45	5 13 4		
46	6 14 4		
47	9 10 10		
48	10 15 »		
49	14 13 »		
50	14 8 6		
51	15 6 6		
52	9 19 2		
53	7 » 8		
54	6 » »		
55	6 » 1		
56	6 » »		
57	6 » 8		
58	8 10 »		
59	9 10 »		
60	10 9 »		
61	18 15 »		
62	13 4 1		
63	9 8 »		
64	8 10 »		
65	8 12 9		
66	6 17 4		
67	6 15 7		
68	5 7 4		
69	5 11 10		
70	5 11 3		
71	5 19 1		
72	4 13 2		

ANNÉES.	PRIX DU MARCHÉ.	PRIX RÉDUIT AU MARC ACTUEL.	VALEUR DU MARC D'ARGENT A L'ÉPOQUE
1673	5 6 10		
74	8 5 »		
75	6 15 6		
76	6 10 3		
77	9 3 10		
78	10 4 »		
MOYENNE.	8 9 1	18 1 6	
79	8 5 »		29 6 11
80	8 » 9		
81	7 17 »		
82	7 3 2		
83	8 9 2		
84	11 21 »		
85	6 8 2		
86	6 7 3		
87	4 18 9		
88	4 17 9		
89	5 9 2		
90	5 2 5		
91	7 7 8		
92	13 19 10		
92	25 13 2		
MOYENNE.	8 13 5	13 17 10	
94	9 5 7		32 » 8
95	6 13 11		
96	8 15 4		
97	10 10 4		
98	15 8 9		

ANNÉES.	PRIX DU MARCHÉ.	PRIX RÉDUIT AU MARC ACTUEL.	VALEUR DU MARC D'ARGENT A L'ÉPOQUE
1699	14 2 3		
1700	9 2 11		
1	8 » 6		
2	6 17 »		
3	6 16 »		
4	6 14 11		
MOYENNE	9 6 1	13 » 7	
1705	5 5 6		36 » »
6	4 13 »		
7	5 2 4		
8	22 1 6		
9	27 13 7		
MOYENNE	12 19 10	19 3 9	
10	10 » 7		40 » »
11	11 17 11		
12	18 6 10		
13	21 7 »		
14	10 » »		
15	7 12 8		
MOYENNE	13 4 2	17 13 »	
16	6 6 8		34 18 2
17	5 8 11		
MOYENNE	5 17 9	9 » 4	

ANNÉES.	PRIX DU MARCHÉ.			PRIX RÉDUIT AU MARC ACTUEL.			VALEUR DU MARC D'ARGENT A L'ÉPOQUE.		
1718	8	6	5	12	18	7	34	7	3
19	10	14	6	15	2	10	43	12	6
20	6	7	9	6	17	11	50	12	4
21	8	6	6				100	»	»
22	16	5	8						
23	15	15	3						
MOYENNE.	13	8	5	7	2	6			
24	19	11	7	14	2	1	74	5	7
25	14	14	9	14	5	5	55	4	»
26	11	2	9				51	3	3
27	6	17	»						
28	8	19	1						
29	9	2	3						
30	12	»	4						
31	9	»	6						
32	6	6	»						
33	6	17	2						
34	6	18	4						
35	7	18	4						
36	8	11	6						
37	11	5	8						
38	15	19	4						
39	14	13	6						
40	23	6	1						
41	14	4	5						
42	7	8	10						

ANNÉES	PRIX DU MARCHÉ.	PRIX RÉDUIT AU MARC ACTUEL	VALEUR DU MARC D'ARGENT A L'ÉPOQUE.
1743	6 13 7		
44	6 11 11		
45	7 4 »		
46	9 3 3		
47	12 11 5		
48	11 12 2		
MOYENNE.	11 6 10	11 17 1	
49	12 6 7		51 3 3
50	13 5 8		
51	20 5 6		
52	15 7 5		
53	12 5 1		
54	10 5 7		
55	10 6 10		
56	16 13 10		
57	13 19 »		
58	13 8 8		
MOYENNE.	13 16 5	14 8 10	
59	13 6 10		51 3 3
60	11 7 11		
61	10 13 8		
62	11 4 1		
63	10 7		
64	11 13 11		
65	13 17 11		
66	14 17 4		
67	20 14 8		
68	23 2 »		
MOYENNE.	14 » 10	14 13 8	

ANNÉES.	PRIX DU MARCHÉ.			PRIX RÉDUIT AU MARC ACTUEL.			VALEUR DU MARC D'ARGENT A L'ÉPOQUE		
1769	22	3	7				51	3	3
70	22	7	5						
71	20	4	»						
72	20	10	6						
73	19	14	1				53	9	2
74	22	12	9						
75	19	14	11						
76	17	11	11						
77	16	7	»						
78	15	9	»						
MOYENNE.	19	13	6	20	2	11			
79	15	1	2				53	9	2
80	15	16	3						
81	15	3	5						
82	14	16	1						
83	18	6	10						
84	19	2	2						
85	15	17	10						
86	15	13	6						
87	14	19	5						
88	27	5	10						
MOYENNE.	17	4	3	17	4	3			
1799	17		59				53	9	2
1800	22		78						
1	34		48						
2 *	20		73						
3	14		91						
4	15		94						

* L'hectolitre.

ANNÉES.	PRIX DE L'HECTOLITRE.		PRIX RÉDUIT AU MARC ACTUEL		VALEUR DU MARC D'ARGENT A L'ÉPOQUE.
1803	17	23			
6	19	76			
7	16	43			
8	13	71			
MOYENNE	19	33	19	33	
9	14	44			53 9 2
10	19	63			
11	31	45			
12	25	79			
13	16	89			
14	13	50			
15	23	86			
16	37	65			
17	27	12			
18	19	88			
MOYENNE.	23	22	23	22	
19	19	88			53 9 2
20	21	21			
21	13	14			
22	17	49			
23	13	37			
24	13	71			
25	17	67			
26	18	13			
27	23	42			
28	27	32			
MOYENNE	20	38	20	38	

CHAPITRE XIX.



Encombrements des produits.

Dans l'ordre naturel, il n'y a pas d'encombrement de produits, il n'y a point de produit au-delà de la consommation. L'homme qui produit consomme autant qu'il produit, et comme tout homme est en même temps producteur et consommateur, il ne reste donc rien à consommer, ou du moins ce qui reste est peu de chose, la prévision du lendemain, quand la production et la consommation s'arrêtent en même temps. Mais tout cela n'est vrai qu'à l'égard des produits faits par la main de l'homme, car dès le moment que des machines ingénieuses sont venues l'aider dans l'accomplissement de son travail, les produits se sont multipliés momentanément au-delà de la consommation. La perfection des dernières machines a fait encore multiplier davantage ces produits. L'émulation parmi les industriels les a excités à former des ateliers colossaux, d'où sont sortis de nombreux produits. Elle leur a fait souvent méconnaître l'économie,

d'où il est résulté pour eux l'impossibilité de donner leurs produits à un prix relatif au travail des machines, c'est-à-dire à un prix approchant de zéro ; car la valeur des produits qui sont obtenus par les machines ne représente que celle du travail humain nécessaire pour les établir, pour les faire mouvoir et celle des matières premières qu'elles emploient. Si on ajoute celle du salaire de l'entrepreneur, on reconnaît aussitôt que le prix des produits qu'elles donnent doit être extrêmement bas, d'autant plus que la valeur de leur établissement se trouve répartie au moyen du salaire des moyens de travail qui y ont été consacrés sur une très grande masse de produits, ainsi que l'amortissement de la dépense faite pour ces machines.

Si donc les industriels vendent leurs produits fournis par des machines, à plus haut prix qu'il ne convient, ils s'opposent à ce que la consommation en ait lieu, et ils doivent accumuler dans leurs magasins leur production. Pour vendre, il faut que ce que vous vendez ait autant de travail au moins qu'en contient ce que l'acheteur vous en donne ; ainsi en réduisant le prix des produits des machines, à toute la valeur du travail humain qui y est employée, on obtient une consommation égale à la production, et il n'y a plus d'encombrement.

Nous savons bien que toutes les machines n'ont pas été établies avec économie, avec intelligence ; que cette faute rejaillit sur le prix de revient des produits qui est demandé aux consommateurs d'après la dépense faite et non pas d'après l'utilité de la dépense ; mais alors comme

le consommateur a payé une chose plus qu'elle ne vaut, il ne consent à la payer ainsi que jusqu'à concurrence de ce qu'il peut payer pour l'avoir, et ainsi il restreint sa consommation. Une livre de coton, filée n° 200, vaut actuellement, je suppose 6 f., parce que les machines et les bâtiments pour les loger ont coûté cher, parce que les frais généraux de l'industriel n'ont pas été réduits par esprit d'économie, parce qu'il outre un profit auquel il a droit. Elle pourrait ne valoir que 4 f., si la dépense avait été économique. Qui doute que la consommation n'aurait pas été alors aussi ardente que la production?

Les profits exagérés que les premières machines ont procuré à leurs auteurs ont porté l'attention d'une grande partie d'industriels vers cette branche d'industrie. Elle ne s'est donc plus trouvée en rapport avec la consommation; de même qu'il y a un médecin pour quarante ménages, un charron, un tailleur pour un village de cinq à six cents âmes, de même il n'est besoin que d'une quantité de machines proportionnée à la consommation qui peut être faite de leurs produits. Or, cette quantité de machines est résolue par le prix que l'on peut mettre à leurs produits. Moins il est élevé, plus la consommation est considérable, parce qu'alors le prix est en rapport avec les moyens d'acheter que les consommateurs possèdent, d'où il suit qu'il s'établit un équilibre entre la production des machines et la consommation, d'après le prix des produits, qu'il peut exister un plus grand nombre de machines quand les prix sont réduits à ce

qu'ils doivent être, presque zéro, que la plus grande partie de toutes celles qui produisent à trop haut prix et en disproportion avec la consommation doivent disparaître, que si plus tard quelques-unes viennent accroître le nombre de celles existantes, on en est redevable à une nouvelle population qui se manifeste dans le pays ou au dehors.

L'établissement des industries par les machines au-delà du nombre nécessaire pour satisfaire aux besoins de tous, a été non seulement encouragé par les profits exagérés des premiers entrepreneurs, mais encore par la demande des débitants qui pensent pouvoir approvisionner d'une manière plus complète leurs boutiques en demandant plus qu'ils n'ont jamais demandé aux fabriques. La baisse des prix leur fait croire que la vente sera plus active; dès lors ils achètent plus librement et paient avec leurs billets à terme. L'établissement des banques qui coïncide avec cet état de choses donne aux fabricants la faculté de se procurer par l'escompte de ces billets de nouveaux moyens de travail, et bientôt on reconnaît que l'on produit plus qu'il n'est consommé. Dès lors il y a embarras pour le producteur qui ne peut se défaire de ses marchandises; crise pour le débitant qui ne peut payer ses billets; malaise général dans le corps social; malaise qui ne peut cesser que par l'abaissement du prix des produits des machines, que par l'anéantissement de toutes celles qui ne sont pas en rapport avec la consommation ou la population.

CHAPITRE XX.



De la production de la richesse.

Tous les économistes pensent que l'on produit la richesse. Les uns croient que c'est par le travail, d'autres par l'économie. Tous l'attribuent au commerce, à l'agriculture; quelques-uns cependant la voient plus particulièrement produite par l'agriculture. Cependant son origine est enveloppée dans leur esprit de quelques nuages. Il m'est donc nécessaire de montrer ici la source et l'abondance de cette richesse qui fixe l'attention de tous les hommes.

Ce n'est pas toujours l'emploi du travail qui crée la richesse; car l'emploi du travail et le travail proprement dit sont une même chose. Quand vous avez fait un violon, vous avez employé votre travail, vous avez travaillé, vous n'avez pas créé une richesse, car pendant votre travail vous avez consommé autant de valeur que vous en avez créé en formant ce violon. Si vous me dites que vous vendez ce violon plus cher qu'il ne vous a coûté en consommation pendant sa production,

je ne vois dans la vente que vous en faites à plus haut prix qu'un échange inégal par lequel vous vous appropriez des moyens de travail qui appartenaient à un autre individu. Il y a seulement déplacement de richesse et rien autre chose.

Quand vous vous livrez à l'exploitation des mines d'or et d'argent, vous ne livrez au commerce que l'équivalent des consommations que vous faites pour leur exploitation. Si vous y trouvez des profits, c'est encore l'inégalité des échanges qui vous les donnent; c'est aussi l'amortissement des pertes que d'autres font dans des mines malheureuses.

Ce n'est pas dans l'emploi du travail non plus que dans le développement des connaissances physiques et chimiques que l'on trouve des moyens de produire la richesse. En effet, le travail ou ses produits qui ne seraient pas demandés seraient alors comme s'ils n'étaient pas : ils n'auraient aucune valeur, aucun prix si l'on pouvait trouver une machine qui produirait sans frais, en abondance, au-delà des besoins des hommes, elle ne produirait pas d'autre richesse que celle de ses produits qui seraient demandés. Il n'y aurait donc pas alors plus de richesse qu'il n'en existe aujourd'hui. Que disons-nous? elle ne produirait aucune richesse, car tous pouvant obtenir ses produits pour rien, il n'y aurait aucune richesse pour personne.

Le travail ne produit pas la richesse, par cela seulement qu'on s'y livre. Quand on fait dix mille mètres de draps, alors que les besoins ne sont que de cinq mille mètres, tout ce qui existe au-delà, quoique produit par le travail, n'est pas une

richesse, parce qu'il est inutile. Il faut que le travail, pour produire la richesse, soit demandé. Quand on tire de l'or du sein de la terre, est-ce la richesse qui en sort ? non, car l'or est le produit du travail employé dans sa recherche. Ce travail ne devient lui-même productif de richesse que parce qu'il est demandé.

L'emploi du travail ne produit donc pas toujours la richesse. D'ailleurs est-ce que l'homme ne consomme pas toujours autant qu'il produit, alors qu'il se livre au travail? Si cela est vrai, il ne produit pas de richesse. C'est ainsi que l'or, le blé, les draps produits du travail, emploi du travail, ne sont pas une production de nouvelles richesses, alors qu'on les reproduit par le travail; car pour les reproduire, il a fallu consommer autant d'or, de blé et de draps qu'il en existait auparavant, ou au moins à peu près. Ainsi leur reproduction n'est que la représentation de tout ce qui a été consommé, il n'y a alors que la même richesse qu'auparavant, quoiqu'il y ait eu un nouvel emploi du travail. Donc celui-ci n'est pas toujours productif de la richesse.

La richesse n'est pas toute chose propre à satisfaire les besoins des hommes, car les jouissances que les hommes se procurent ne sont pas des besoins; et cependant il faut admettre qu'on ne se les procure qu'avec de la richesse.

Quand on parle de l'accumulation de la richesse par l'économie, je ne pense pas qu'on se rende bien compte de ce qu'est cette accumulation, ni d'où elle provient. A mon avis, elle ne produit pas une nouvelle richesse.

Il est hors de doute que quelques particuliers

peuvent accumuler en dépensant moins qu'ils n'ont de revenus; d'autres peuvent aussi s'enrichir par le commerce. Mais ceux qui dépensent moins qu'ilsn'ont de revenus ralenti ssent le travail de la nation: D'autres souffrent alors qu'ils accroissent leur richesse. Mais ceux qui s'enrichissent par le commerce dépouillent, à leur profit, ceux qui achètent leurs produits à plus haut prix qu'ils ne valent; il n'y a alors qu'un déplacement de richesse: ceux qui la possédaient ont cessé de l'avoir au profit de ceux qui ont été les plus adroits dans leurs échanges. Il n'y a donc point ici de production de nouvelle richesse.

Supposons maintenant que tout le monde voudrait accumuler pour s'enrichir, que tous les commerçants soient assez heureux pour accroître leur richesse. Je demande d'où sortirait tout à coup cet accroissement de richesse, sa nouvelle production. Je demande si tous, en s'enrichissant ainsi, ne seraient pas relativement entre eux comme s'ils ne s'étaient pas enrichis.

D'ailleurs qu'est-ce que serait cette richesse? Ne serait-ce pas de l'or et de l'argent en plus grande quantité, et cependant tous les économistes reconnaissent que l'or et l'argent ne sont pas la richesse, mais la représentation de la richesse.

Mais cet or, cet argent que l'on introduisait ainsi en plus grande quantité chez une nation, on ne se les procure que par des échanges. Ainsi cette nation ne posséderait plus un certain nombre d'objets, alors qu'elle posséderait de l'or et de l'argent; elle ne serait donc pas plus riche.

Des particuliers, avons-nous dit, peuvent accumuler; nous ajouterons qu'une nation ne le peut pas. La richesse qu'elle possède en un temps, elle la possède constamment tant que sa population reste la même, ou au moins relativement à la population qui diminue ou s'accroît, suivant que cette nation décline ou prospère. Ainsi donc la richesse d'une nation s'accroît quand sa population augmente, et elle décroit quand cette même population diminue.

Souvent il arrive que l'on prend la richesse nominale pour la richesse réelle d'un pays, et l'on pense alors par la comparaison que l'on fait de deux pays qui sont dans des situations différentes, faire ressortir la richesse supérieure de l'une sur l'autre. Ainsi en est-il de l'Angleterre et de la France.

En Angleterre, un demi-hectare de terre vaut 1500 f., parce que l'hectolitre de blé vaut 30 f. En France, le même demi-hectare ne vaut que 1000 f. et l'hectolitre de blé 20 f. Le propriétaire anglais aura donc 30 mille f. de revenu s'il possède 1000 demi-hectares, et le propriétaire français n'aura que 20 mille f. en possédant la même étendue de terre.

Le numérateur qui chiffre la richesse est différent chez tous les peuples. Chacun a le sien qui lui est propre, et qui dépend de l'impôt auquel il est assujetti.

La terre ne produit donc pas en Angleterre une plus grande richesse à ses propriétaires qu'elle n'en produit à ceux de France.

Une nation n'est pas véritablement plus riche qu'une autre à population égale Elle ne peut

pas accumuler de richesses sans appauvrir d'autres nations et les mettre hors d'état de se procurer chez elle leurs moyens d'existence ou de jouissance; car si elle soutire de chez ces nations tout l'or et l'argent disponibles, elle relève chez elle leur valeur, et le prix de ses produits augmente suffisamment pour qu'elle ne puisse plus continuer ses échanges avec elles.

Si les particuliers ne peuvent augmenter leur richesse soit par l'économie, soit par les profits du commerce que de la manière dont nous l'avons dit, il s'ensuit que les nations ne peuvent voir accroître leurs richesses puisqu'elles ne sont riches que de la richesse des individus qui les composent.

Si on remarque des familles en France que l'on regarde comme ayant accumulé et s'être ainsi plus enrichi, parce qu'elles possèdent actuellement 30 mille francs de rente au lieu de 20 qu'on leur connaissait, il n'en est pas moins vrai que cette différence apparente de fortune tient à la différence nominale du prix des choses, car elles n'ont pas acquis un hectare de plus que ceux qu'elles possédaient auparavant, pour accroître leur revenu, leur richesse; elles ont augmenté les baux de leurs fermes, elles ont augmenté leurs dépenses. Elles sont en fin d'année maintenant au même point qu'elles l'étaient anciennement.

La richesse ne consiste pas précisément dans la possession de l'or ou de l'argent, dans celle des terres et des maisons, dans les marchandises produites par le travail du pays. On va en juger:

2 milliards 500 millions d'or et d'argent ré-

partis en France entre chaque individu, procureraient à chacun 75 à 76 francs.

2 milliards 500 millions de revenu foncier également répartis par tête, donneraient à chacune d'elles 75 à 76 francs de rente.

7 milliards et demi de produit brut de la terre répartis par tête, fourniraient à chacune d'elles 226 francs. C'est le salaire annuel de chaque individu, homme ou femme, petit ou grand.

2 milliards produits des manufactures ne donneraient aussi par tête que 60 francs.

On voit donc qu'une pareille répartition de la richesse de la France n'enrichirait pas beaucoup ceux qui n'ont rien, en faisant beaucoup de mal à ceux qui possèdent la richesse. Il faut donc reconnaître que ce n'est point le revenu, les marchandises, l'or et l'argent qui sont la richesse proprement dite, quoique leur circulation en soit la représentation.

Il est si vrai que l'or et l'argent, la terre, les marchandises ne sont pas littéralement de la richesse, qu'en supposant l'or et l'argent non demandés, les fermiers et les locataires, manquant complétement aux fermes et aux maisons, ou les fermiers dans l'impossibilité de vendre leurs produits aussi bien que les manufacturiers, les leurs, pour payer des fermages ou des rentes, on ne serait plus possesseur d'aucune espèce de richesse, et cependant on aurait encore dans les mains de l'or, de l'argent ; on posséderait encore des terres, des maisons, des marchandises qui n'auraient aucune valeur.

Cet état d'anéantissement de ce qui est regardé jusqu'à ce jour comme richesse, n'arrive certai-

nement pas dans aucun temps d'une manière aussi complète. Il nous suffit de montrer par cet exemple que ce n'est pas là la vraie richesse, car si cela n'arrive jamais d'une manière complète, il n'en est pas moins vrai que cela arrive partiellement, alors que les mauvaises institutions du corps social désorganisent les nations.

Il en est bien autrement quand les nations jouissent de la paix, du bonheur; alors l'or et l'argent sont demandés, les fermes et maisons sont recherchées, les produits des terres facilement placés, parce qu'alors ils sont la représentation de la véritable richesse. Quelle est-elle?

C'est le travail demandé et accompli. La terre lui fournit les moyens de fonctionner et de procurer aux arts les matières premières qui doivent satisfaire à tous les besoins, à toutes les jouissances des hommes. Ainsi nous ne considérons la valeur de la terre, de toutes les marchandises du globe, l'or et l'argent, que comme la représentation d'un travail ancien ou nouveau.

Si on loue les maisons, les terres, c'est parce qu'il y a demande de travail. On ne paierait pas de loyer si on ne recevait pas le prix du travail. On n'emprunte également de l'or et de l'argent que parce qu'il y a demande de travail et que l'on peut payer l'intérêt qu'on demande pour le prêt de l'or et de l'argent. On n'exploite les mines que pour se procurer les métaux demandés, parce qu'on sait que ce travail sera payé.

La demande du travail est toujours dans les temps de prospérité des nations, préexistante, et c'est cette demande préexistante qui devance

toujours la croissance de la population et qui crée la richesse par l'accomplissement du travail.

L'artisan qui livre un travail demandé annuellement, s'établit une rente égale à celle qu'il pourrait tirer d'une somme d'argent ou de terre qu'il pourrait louer à un autre individu qui les lui demanderait pour exécuter également un autre travail demandé. Il ne crée pas cependant une richesse en travaillant; il se procure un salaire pour payer tout ce qu'il a consommé pendant son travail.

Le travail demandé et accompli a produit la terre cultivable; il a produit également les terres améliorées; il a ainsi créé la richesse qu'elles produisent. Il produit ainsi tout ce qui peut satisfaire aux besoins et aux jouissances des hommes.

Le travail demandé et accompli pour la terre cultivable s'y est accumulé de manière à en augmenter les produits et la terre cultivable est ainsi devenue un capital accumulé, et ses produits qui sont aussi un travail demandé et accompli sont le revenu de ce capital.

Le travail demandé et accompli est tellement la véritable richesse d'un pays que, lorsqu'au lieu d'un million d'hectolitres de blé ou d'un million de mètres de draps, on en produit 12 cent mille; ce qui est produit en plus que ce qui est demandé n'a aucune valeur, ou, si elle en a, c'est au détriment de ce qui est demandé dont le prix s'affaiblit en proportion; de sorte que si le million d'hectolitres de blé eût valu 30 millions de francs, les 12 cent mille hectolitres ne valent aussi que 30 millions de francs. Or, comme il n'y a pas d'a-

vantage pour le travailleur à produire cet excédant, il ne le produit pas. Ainsi il n'y a que la richesse qui provient du travail demandé et accompli.

Le travail demandé et accompli fait produire à la terre la nourriture du laboureur, les fermages des propriétaires et des rentiers, les matières premières du fabricant. C'est là ce qui constitue le salaire des uns et des autres, et ce qui constitue la richesse réelle des nations.

Comme on le voit, l'or et l'argent qui sont le produit d'un travail payé par les produits de la terre, la terre cultivée qui est aussi le produit d'un travail, comme également ses produits ne sont que la représentation d'un travail permanent demandé et accompli.

Il est facile de se convaincre que la terre ne saurait être une richesse que lorsqu'elle a exigé une quantité plus ou moins grande de travail demandé et accompli, que cette richesse de la terre s'accroît de siècle en siècle par les améliorations au moyen de ce même travail demandé et accompli, que l'on ne peut trouver ailleurs que dans le temps qui n'est point consacré à produire l'indispensable nécessaire aux besoins de l'homme. Partout où les hommes sont rares, il y a peu de demande de travail, ou du moins il n'y a qu'une demande relative. La terre fertile n'a dans cette circonstance, par conséquent, qu'une faible valeur, car on ne lui demande pas tout ce qu'elle peut produire. La richesse qu'elle produira sera donc moindre que celle qu'elle produirait, si la population était plus considérable, si la demande d'un travail accompli avait lieu. La terre n'est

richesse que parce qu'elle représente un travail primitif.

Si la terre est richesse précisément en raison du travail demandé et accompli, ses produits sont également de la richesse, soit que ceux-ci servent à la nourriture de l'homme ou à ses jouissances d'une manière directe, ou d'une manière indirecte en alimentant les hommes d'industrie.

Il faut nécessairement pour produire de la richesse, un travail demandé et accompli; car, si on admettait un instant qu'on produirait ce qui ne serait pas demandé, on reconnaîtrait sans tarder que ce ne serait pas de la richesse; puisqu'avec ces produits non demandés on ne pourrait se procurer aucune chose; ce serait donc un travail inutile qui les aurait fournis et qui serait privé de la qualité de richesse.

La richesse consiste donc dans le travail demandé et accompli; elle n'existe pas seulement dans les produits demandés, car la terre n'étant pas un produit ne serait pas une richesse, même lorsqu'elle serait demandée; mais elle est richesse autant qu'elle représente un travail demandé.

La terre non cultivée et qui ne sert à aucun usage agricole n'est pas une richesse. Evidemment le possesseur d'une terre ainsi posée, ne trouverait pas un franc à emprunter sur un tel gage qui du reste ne fournirait rien à ses besoins.

Nous avons vu ce qu'est la richesse réelle.

Voici maintenant ce qu'est la richesse nominale. La richesse réelle d'une nation ou d'un individu, qui est le travail demandé ou accompli, est nominale quand elle s'exprime par un chiffre.

Or ce chiffre dérive dans l'origine d'un poids quelconque en argent. La livre d'argent achetait alors une quantité quelconque, maintenant la livre d'argent qui est bien la même valeur qu'autrefois vaut 109 francs à peu près. Il a donc fallu que toute la richesse réelle d'autrefois changeât sa valeur nominale, puisque la valeur nominale de l'argent qui servait aux échanges avait changé. Ajoutons que la découverte de mines d'or et d'argent, plus abondantes que les anciennes, moins difficiles à exploiter, ont altéré encore cette proportion nominale des espèces d'or et d'argent, que les progrès de l'agriculture et de l'industrie ont changé les rapports de l'or et de l'argent avec les produits industriels et agricoles, et nous serons forcés de reconnaître qu'il y a eu de tels changements de valeurs nominales dans tous les siècles et par les révolutions de chaque état, qu'il est impossible d'assigner le véritable rapport du prix des choses dans les temps passés comparativement aux temps présents.

Cette richesse nominale change annuellement chez tous les peuples. Elle s'accroît chaque année de tous les impôts qui pèsent sur les producteurs; dès-lors elle varie et cesse d'être relative. Ainsi un peuple qui paierait peu d'impôts pendant 50 ans, verrait tous ses produits à plus bas prix qu'ils ne le seraient chez un peuple qui d'année en année en paierait de plus considérables. Ainsi le prix nominal qui est variable, ne peut être constamment relatif entre les nations, c'est pourquoi nous voyons les salaires, le prix des produits de la terre et des manufactures différents chez tous les peuples. Cela ne change rien

à leur richesse réelle qui reste toujours fondée sur leur population.

Les bœufs, les moutons, le blé n'ont pas le même prix nominal chez toutes les nations, chacune d'elles a cependant autant de bœufs, de moutons et de blé relativement à leur population.

Cette richesse nominale et relative ne cesse pas pour cela d'être une richesse réelle. Quand on possède un fonds de terre, des marchandises, des bestiaux, on est réellement riche, et d'autant plus riche qu'on en possède une plus grande quantité. Le prix de ces fonds de terre, de ces marchandises, n'est pour rien dans l'estimation de la richesse réelle; il faut seulement qu'elle soit ou puisse être demandée, et qu'elle soit la représentation d'un travail demandé et accompli.

La richesse réelle, quelle que soit sa numération, produit en tout temps à ses possesseurs les mêmes moyens d'existence, de jouissance, car elle est en tout temps en rapport constant de produits avec tous les éléments de dépense.

Elle ne peut s'accroître que par de nouveaux travaux, et ces nouveaux travaux ne peuvent être entrepris que par une addition à la population actuelle qui doit produire et consommer alternativement tous les produits résultant de ces nouveaux travaux.

La valeur nominale de la richesse s'affaiblit au contraire chez les nations qui éprouvent des révolutions, qui souffrent de la guerre civile. Ainsi en France, de 1791 à 1795, la richesse nominale s'est affaiblit de moitié. Ainsi les Gaules, ravagées par les barbares, au déclin de l'empire romain; ont vu disparaître cette même richesse.

L'empire grec, l'empire romain et d'autres encore, en s'anéantissant, ont vu rétrograder cette même richesse.

Quand nous disons que cette richesse est nominale, c'est que chaque objet qui la compose et la représente ; reçoit en chaque siècle, en diverses périodes des siècles, chez chaque nation, un prix différent. Dès-lors cette richesse peut s'accroître indéfiniment par sa numération, car elle suit constamment le chiffre des impôts qui forme celui du travail et de chaque produit de travail. Chaque producteur fait toujours payer son impôt à celui qui achète son produit.

Le prix des terres en augmentant nominalement, passant du prix de 100 francs, nous supposons à celui de 600 francs, n'enrichit pas son possesseur, lorsque celui-ci la vend 600 francs; la valeur nominale a changé en raison de l'augmentation nominale des produits de cette terre et des produits de l'industrie. Si ces derniers n'augmentent pas toujours dans la proportion requise avec les produits de la culture, cela provient des efforts d'industrie des manufacturiers qui demandent aux machines les moyens de ne pas élever le prix de leurs produits.

Quand le prix nominal des fermages, des denrées de la culture s'élève, quand la richesse nominale paraît plus grande, personne n'est réellement plus riche qu'auparavant, car la dépense devient plus considérable pour chaque individu de la société; ainsi il n'y a de changement pour personne.

L'ouvrier qui reçoit actuellement à peu près lemême salaire aujourd'hui qu'il y a 30 ans, ne

voit pas son sort altéré par l'augmentation du prix des produits, car beaucoup ont baissé par l'emploi des machines, par l'abondance des matières; ainsi les draps. D'ailleurs l'ouvrier aujourd'hui voit son travail plus employé, il n'y a plus de chomage pour lui, l'abolition d'un grand nombre de fêtes lui ont laissé plus de temps pour le travail. Il y a aussi une moindre perte de temps pour se procurer l'ouvrage auquel il est propre et qui est toujours plus fréquent. Son adresse, sa dextérité se sont développées, et il fait en moins de temps ce qu'il faisait anciennement avec plus de temps et moins bien. Ainsi il peut avec le même salaire qu'autrefois pourvoir à ses besoins, quoique plusieurs objets de ses consommations aient augmentés.

Outre la richesse réelle, relative et nominale, il y a encore une autre espèce de richesse que j'appelle fictive. C'est celle qui consiste dans les rentes constituées par l'état. On a un revenu, mais on n'a plus ce que communément on appelle un capital. Si on peut en vendant la rente ravoir ce capital; il faut qu'un autre s'en désaisisse, ce qui ne peut arriver que pour une très faible partie des rentes constituées ainsi. L'état ne peut jamais rembourser ce qu'il a emprunté, et quand il le fait partiellement ce n'est qu'au moyen de l'impôt qui agit alors plus fortement sur le prix des denrées que s'il se contentait de servir la rente.

Cette richesse factice peut être très considérable, parce que le capital qu'on donne à l'état pour en obtenir une rente, arrive par les dépenses de l'état à des individus qui prêtent ce même ca-

pital à l'état pour une nouvelle rente. Ainsi il n'a fallu peut-être que 200 millions prêtés une première fois, pour que l'Angleterre pût créer une dette de 20 milliards, à l'intérêt de 650 millions. Le premier capital de 200 millions rentré dans les mains des prêteurs ou d'autres individus, est devenu de nouveau disponible et a pu l'être une centaine de fois, de la même manière qu'il peut encore le devenir aussi souvent. Ainsi le premier capital prêté s'est réformé par les dépenses du gouvernement aussi souvent qu'il l'a emprunté de nouveau ; par conséquent il a fait cent fois plus de riches (pour parler comme tout le monde), qu'il n'y en avait d'abord. Comme on le voit, la France prend aussi le bon chemin pour avoir beaucoup de riches, ou si on le préfère, de la richesse en beaucoup de mains. Quand elle aura une dette de 20 milliards en principal ou de 650 millions de rente, elle aura 100 mille familles de plus, qui seront riches chacune, de 6500 francs de rentes.

Cette richesse de rentes constituées par les états est tellement fictive, particulièrement chez les nations qui en doivent le plus, que, s'il arrivait une circonstance qui ne permettrait pas le paiement de ces rentes, on verrait aussitôt porter à la bourse tous les titres de ces créances, où l'empressement des vendeurs serait tel qu'on n'en obtiendrait pas plus d'un pour cent ; en supposant que le premier capital ait été emprunté successivement cent fois. La raison de ce fait est simple, c'est qu'il n'y aurait pour acheter toutes ces rentes d'autre capital disponible que le premier fonds capital qui aurait servi au premier

emprunt, et qui se serait nouvellement formé par les dépenses du gouvernement dans les mains de nouveaux capitalistes. Il n'y aurait qu'eux qui pourraient racheter la totalité des emprunts, comme il n'y a eu que des capitalistes différents qui ont fourni les fonds pour les emprunts successifs.

C'est encore une autre richesse fictive que celle qui est fondée sur les hypothèques. Comme elle est irréalisable en totalité dans un seul moment, elle ne peut représenter que la quantité d'espèces qui a fondé les premières : il ne peut se trouver chez les capitalistes d'autre valeur pour les libérer. En France, il y a, dit-on, 11 milliards d'hypothèques et 2 ou 3 milliards d'espèces; le remboursement des hypothèques est donc impossible, et s'il arrivait une circonstance pénible elles seraient loin de valoir le quart de leur établissement.

Une autre richesse fictive que l'on crée dans ce moment arrêtera peu notre attention, mais il est juste de la signaler.

L'établissement des caisses d'épargne n'est pas autre chose qu'un emprunt fait par l'état à un titre moins onéreux que d'autres emprunts, à la classe la moins aisée de la société; que cet emprunt soit tellement déguisé qu'il paraisse aller à la caisse des consignations plutôt qu'à la caisse de l'état, le circuit qu'il fait le mène là. La caisse des consignations reçoit des bons du trésor, achète des rentes à l'état, ou les prend si on veut en garantie des fonds des caisses d'épargne qu'elle fournit au trésor. Ainsi il n'y a pas de valeur réelle, c'est l'impôt seul qui doit

fournir les remboursements s'ils sont demandés. Avec le temps le capital de ces caisses d'épargne s'élèvera au-delà des fonds capables de le rembourser. Il est déjà si élevé en Angleterre qu'à peine si tout le numéraire qui y existe pourrait le rembourser, néanmoins ces caisses d'épargne font des rentiers. Mais la nation n'en est pas plus riche, car on doit prendre pour payer leur rente soit sur ceux qui sont rentiers soit sur ceux qui ne le sont pas, une somme convenable au moyen des impôts.

On doit donc reconnaître ici que le mot richesse a été trop étendu, qu'elle ne consiste que dans le travail demandé et accompli. Que l'épargne ne l'accroît pas, que l'augmentation des populations travaillantes la multiplie, que le commerce étranger peut jusqu'à un certain point également la multiplier, en raison de la population nouvelle qui demande aussi un travail qui lui est nécessaire. C'est ce que l'on s'est efforcé de mettre dans le plus grand jour dans les chapitres suivants.

CHAPITRE XXI.



De l'association des ouvriers.

Les disciples de Fourier croient trouver dans l'association des ouvriers une panacée qui doit améliorer singulièrement leur position. Nous devons donc examiner un peu ce sujet.

Sans nul doute il y a avantage dans l'association pour les particuliers quand un homme intelligent et privé des moyens de travail s'associe avec un autre homme nullement propre au travail et qui possède les moyens de travail; sans cette association tous deux n'auraient pu rien produire, n'auraicnt pu travailler, n'auraient pu tirer parti ni de leur intelligence, ni de leurs moyens de travail. Ainsi la société aurait été privée de ce qu'ils auraient pu produire.

En est-il de même de l'association des ouvriers? non. Il y a bien, nous le concevons, l'intelligence chez tous, mais les moyens de travail leur manquent. Ainsi ils ne peuvent donner de développement à leur industrie. Nous voulons bien encore qu'ils en possèdent quelques-uns, ils se trouvent bientôt arrêtés par l'insuffisance de ses moyens de travail; ainsi la société ne retire pas

de leur travail tout le parti qu'elle pourrait en attendre. Eux-mêmes ne peuvent vivre que misérablement par la petitesse de leur industrie.

Ceux qui possèdent les moyens de travail ne les leur prêteront pas, par la crainte de l'incertitude du remboursement du prêt.

Mais alors même que cette raison serait plus spécieuse que concluante, il n'en reste pas moins vrai que la classe ouvrière ne peut s'associer fructueusement pour elle.

En effet, il y a chez elle différents degrés d'intelligence, de santé, de force, d'où cette conséquence qu'en cas d'association les plus intelligents, les plus forts, les mieux portants s'associeront ensemble pour produire les différentes choses qui entrent ou dans les besoins ou dans les jouissances des hommes.

D'un autre côté, ceux des ouvriers qui auraient à un moindre degré s'associeraient ensemble pour le même but. De même que ceux qui se trouveraient au troisième degré de l'intelligence, de la force et de la santé, s'associeraient également ensemble pour faire les mêmes travaux.

Qui ne voit donc que dans cet état de choses, la première classe des ouvriers gagnerait bien sa vie, puisque son ouvrage serait mieux entendu; que la seconde classe la gagnerait suffisamment; et enfin que la troisième la gagnerait insuffisamment.

Car le prix des productions de ces trois classes serait fixé par la demande; ainsi en la supposant en proportion des ouvriers, la dernière classe ferait le prix conforme à ses nécessités, d'où il résulterait un très-grand avantage pour la première

classe, puisque celle-ci aurait mieux travaillé et plus abondamment.

Ainsi l'association ne produirait pas d'avantages particuliers aux ouvriers que ceux qu'ils retirent maintenant de leur travail, sans le secours de l'association.

Car il ne faut pas se dissimuler que partout l'ouvrier est rétribué suivant son intelligence, et que s'il y a de malheureux ouvriers, c'est plus souvent à leur incapacité ou à leurs désordres qu'ils doivent en imputer la cause, qu'au défaut de la rétribution de leurs salaires.

L'association des ouvriers ne ferait donc que mettre plus en évidence les causes de l'état actuel des salaires.

Nous avons ci-dessus admis que le prix des productions fournies par les associations des ouvriers serait fixé par la demande, nous devons ajouter que si celle-ci était insuffisante pour absorber toutes les productions, il y aurait baisse de prix pour les productions, que cette baisse serait fatale aux ouvriers de la troisième catégorie, puisqu'ils ne pourraient obtenir un salaire égal au prix de leurs produits, que la seconde catégorie ne recevrait plus qu'un salaire suffisant à ses nécessités, alors que la première trouverait toujours quelque chose au dessus de ses nécessités dans le prix de ses produits, pour se procurer quelques jouissances, à la vérité, en moins grande quantité que si la demande égalait la production.

On voit donc ici qu'il se passerait dans l'ordre de l'association tout ce qui frappe nos yeux dans ce moment-ci où chacun produit comme il le peut,

ou comme il l'entend par le moyen des entrepreneurs d'industrie.

Si on voulait encore que les associations eussent lieu entre les ouvriers et les entrepreneurs d'industrie, qui ne voit que là encore chaque ouvrier devrait avoir son titre d'intelligence et que chacun d'eux devrait être tarifé pour la part qu'il aurait à prendre dans l'association, ou l'entrepreneur d'industrie devrait lui-même prendre part pour les moyens de travail qu'il y apporterait et ensuite pour son intelligence des affaires. Là se trouverait la plus grande difficulté de l'association; quelle part pour les moyens de travail! quelle part pour l'intelligence de l'entrepreneur. Ces parts doivent-elles être prises au prorata du profit général, ou avant part.

Si elles ne sont prises qu'au prorata, l'entrepreneur d'industrie ne s'exposerait pas, par l'incertitude des résultats. Au contraire si elles doivent être prises avant part, les ouvriers ne voudront pas de l'association par l'incertitude du quantum de leurs salaires.

D'ailleurs serait-il possible à l'entrepreneur d'industrie qui ne voit souvent se réaliser que longtemps après les prix de la production, de payer le salaire des ouvriers autrement qu'en à-compte, ce qui serait toujours insuffisant pour leurs besoins.

On doit donc reconnaître que lorsqu'on parle de l'association des ouvriers comme d'une chose qui doit améliorer leur position, on ne rêve qu'une véritable utopie.

FIN DU PREMIER VOLUME.

TABLE

des Chapitres contenus dans ce Volume.

